

هنا من لاص

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15664 - 7 F

MERCREDI 7 JUIN 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAIE COLOMBANI

## face à l'Eglise belge

a béatifié le Père Damien, apôtre des lépreux

Le cardinal de Malines a béatifié le Père Damien, apôtre des lépreux, à l'occasion de la fête de la Pentecôte. Le cardinal a déclaré que le Père Damien était un homme d'une grande foi et d'une grande charité. Il a également déclaré que le Père Damien était un homme qui a donné sa vie pour les autres.

## Le roi Baudouin un jour ?

Des le lendemain de sa mort, le roi Baudouin sera enterré à la chapelle royale de laeken. Le roi Baudouin a régné pendant 33 ans sur le royaume de Belgique. Il a été le premier roi à être élu par le peuple.

Le roi Baudouin a été le premier roi à être élu par le peuple. Il a régné pendant 33 ans sur le royaume de Belgique. Il a été le premier roi à être élu par le peuple.

Le roi Baudouin a été le premier roi à être élu par le peuple. Il a régné pendant 33 ans sur le royaume de Belgique. Il a été le premier roi à être élu par le peuple.

Le roi Baudouin a été le premier roi à être élu par le peuple. Il a régné pendant 33 ans sur le royaume de Belgique. Il a été le premier roi à être élu par le peuple.

Le roi Baudouin a été le premier roi à être élu par le peuple. Il a régné pendant 33 ans sur le royaume de Belgique. Il a été le premier roi à être élu par le peuple.

Le roi Baudouin a été le premier roi à être élu par le peuple. Il a régné pendant 33 ans sur le royaume de Belgique. Il a été le premier roi à être élu par le peuple.

Le roi Baudouin a été le premier roi à être élu par le peuple. Il a régné pendant 33 ans sur le royaume de Belgique. Il a été le premier roi à être élu par le peuple.

## Intenses négociations en Bosnie

Alors que de multiples tractations se poursuivent à Pale et à Belgrade pour la libération des 256 otages de l'ONU, le ministre russe des affaires étrangères a exprimé des réserves à propos de la création d'une Force de réaction rapide (FRR).

## Jean Tiberi et les attributions de logements sociaux

Maire de Paris depuis l'élection de Jacques Chirac à l'Élysée, Jean Tiberi (RPR) affirme, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, sa volonté d'expliquer mieux et de clarifier les procédures d'attribution de logements sociaux dans la capitale. Il indique notamment : « En reportant à plus tard les grands équipements, je maintiendrai la pression fiscale au niveau modéré où nous l'avons gardée depuis douze ans ».

## Les diasporas asiatiques à Paris

Avec 150 000 personnes, l'île-de-France fait figure de capitale pour les communautés originaires du Sud-Est asiatique installées en Europe.

## Les pièges du travail précaire

Les employeurs multiplient le recours à toutes les formes d'emploi précaire, au risque de provoquer une explosion sociale.

## La croissance perd son rythme

L'activité industrielle en France perd de son dynamisme en raison du tassement de la demande étrangère et du ralentissement du marché automobile, en hausse de 1,3 % depuis le début de l'année.

## L'avenir des disques compacts

Avant l'an 2000, les CD de douze centimètres connaîtront une capacité de dix à vingt fois supérieure et donneront à l'ordinateur une capacité de stockage infinie.

## Peter Sellars à Montréal

Le tollé qu'a suscité la comédie musicale mise en scène par l'Américain Peter Sellars a été l'événement de la saison biennale du Festival de théâtre des Amériques.

## Les éditoriaux du « Monde »

Un défi transatlantique : Pour une justice sereine.

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Australie, 25 A\$; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA; Danemark, 14 DKK; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 200 DR; Irlande, 1,4 £; Italie, 2700 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 9 DH; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République, 9 F; Sénégal, 200 F CFA; Suède, 15 SKR; Suisse, 2,50 FR; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-0607 - 7,00 F

## M. Toubon ébauche une politique pénale plus respectueuse des droits de l'homme

Le garde des sceaux s'engage à réformer les cours d'assises et à limiter la détention provisoire

INVITÉ, lundi 5 juin, du « Grand Jury RTL-Le Monde », Jacques Toubon a donné les grandes lignes de son action au ministère de la justice. Le garde des sceaux a annoncé que les condamnations criminelles devraient désormais faire l'objet d'un appel. Cette réforme mettra fin à une spécificité française qui est en contradiction avec l'un des protocoles de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : au nom de la souveraineté nationale, les décisions des jurys français ne bénéficient pas du double degré de juridiction.

M. Toubon a également annoncé une réforme de la détention provisoire. La décision restera aux mains du juge d'instruction mais le critère d'ordre public, qui permet actuellement d'incarcérer sans motif expressément sa décision, sera précisé. M. Toubon estime que ce critère est actuellement « trop large ». La durée en France des détentions provisoires, entraînant des emprisonnements sans jugement, est souvent critiquée.

Au chapitre des « affaires », le garde des sceaux a confirmé qu'il ne s'opposerait jamais à l'ouver-



ture d'une information judiciaire et qu'il ne réformera pas la législation sur le secret de l'instruction. « Compte tenu des positions que j'ai prises et de celles que Pierre Méhaignerie ou prises avant moi, il n'y a aucune raison que les magistrats se sentent contestés dans leur mission », a-t-il souligné. On peut par conséquent, sans changer les lois, sans bousculer les choses, retrouver la sérénité qui est nécessaire à la justice. Malgré les demandes du patronat, M. Toubon a précisé qu'il ne modifierait pas la législation sur les abus de biens sociaux. « Je ne crois pas qu'il faille réagir à l'émotion par une réaction instantanée, a-t-il souligné. Si, dans ce pays, on faisait un peu plus confiance à la justice, on verrait moins de magistrats vouloir s'affirmer contre les pouvoirs établis, le pouvoir politique, le pouvoir économique ou le pouvoir social. »

Lire pages 8 et 14

## L'euthanasie des anencéphales et la morale médicale

UNE ÉTAPE CRUCIALE vient d'être franchie dans le champ de la morale médicale avec la décision que vient de prendre le comité d'éthique de la puissante Association médicale américaine (AMA). Cette dernière a en effet autorisé le prélèvement d'organes sur les nouveau-nés anencéphales vivants (c'est-à-dire nés sans la partie du système nerveux central contenue dans la boîte crânienne, comprenant le cerveau, le cervelet et le tronc cérébral). Il en naîtrait entre mille et deux mille par an aux États-Unis.

La jurisprudence américaine interdisait, jusqu'à présent, de telles pratiques. Depuis 1988, le comité de l'AMA estimait que ces prélèvements ne pouvaient, pour des raisons éthiques, être réalisés qu'après le décès. La pénurie chronique et croissante d'organes transplantables, l'allongement des listes des enfants en attente de greffons conduisent aujourd'hui l'AMA à modifier sa position. Si elle ne manque ni de logique ni de cohérence, puisque cette « mé-

thode » offre de meilleures chances de succès de transplantation, cette décision est à bien des égards inquiétante. Elle revient en effet à abrégé l'existence d'un nouveau-né dans le seul but de pouvoir disposer au plus vite de ses organes.

Deux arguments majeurs sont avancés par le comité d'éthique américain. Le premier fait valoir que les anencéphales sont porteurs de malformations majeures qui réduisent le plus souvent leur espérance de vie, après la naissance, à quelques heures. Moins de la moitié d'entre eux survivent plus d'un jour et moins de 10 % plus d'une semaine. Il y a quelques jours, le Washington Post rapportait cependant le cas d'un anencéphale ayant vécu deux ans et demi.

Le second argument tient au fait que de telles malformations privent ceux qui en souffrent de toute forme de sensation, sentiment, désir ou émotion. Tout en disposant des principales fonctions végétatives de l'espèce

humaine, les anencéphales ne possèdent pas le substrat organique qui leur permettrait de faire l'expérience de la conscience. Quel est, dès lors, leur statut ? Peut-on accepter - et si oui, à quel titre ? - d'assimiler le cas d'un anencéphale à celui d'une personne en état de mort cérébrale ?

Le dernier numéro du journal de l'AMA développe un long argumentaire pour justifier les conclusions adoptées par son comité. « L'utilisation d'un anencéphale nouveau-né en tant que donneur vivant est une exception limitée aux règles générales, compte tenu du fait que l'enfant n'a jamais eu et n'aura jamais l'expérience de la conscience », peut-on lire. Ce faisant, la médecine et l'éthique américaines déplacent ici, avec les meilleures intentions du monde (tentant de sauver des enfants irrémédiablement condamnés), les frontières universellement reconnues de la définition de la mort humaine.

Jean-Yves Nau

## Le sanglot de l'homme blanc américain

LE GOUVERNEUR de Californie, le républicain Pete Wilson, qui ne fait pas mystère de ses ambitions présidentielles pour 1996, a pris la semaine dernière une ordonnance historique. Accompa-

gnée d'une « lettre ouverte au peuple de Californie », cette mesure abolit la pratique du traitement préférentiel pour les minorités ethniques et les femmes dans le domaine de l'emploi et

dans l'attribution de contrats publics. Il s'agit de la première attaque frontale aux États-Unis contre la politique d'affirmative action lancée, il y a trente ans, par le président Lyndon Johnson.

La portée concrète de l'ordonnance de Pete Wilson est limitée, car elle ne peut annuler les programmes créés par des lois, californiennes ou fédérales. Mais elle mettra un terme à la pratique consistant à réserver la moitié des emplois saisonniers de pompiers en forêt aux femmes et aux minorités ethniques, et à celle d'accorder 47 % des petits contrats du ministère californien des transports à des entreprises appartenant aux minorités. La Californie, qui doit se prononcer par référendum en novembre 1996 sur une proposition de démantèlement de l'ensemble de la politique d'affirmative action, se trouve résolument à la pointe du combat dans ce débat, qui agite les milieux politiques nationaux depuis six mois.

Parti en trombe, dans la foulée du raz-de-marée républicain aux élections législatives de novembre 1994, ce débat a marqué un temps d'arrêt ces dernières semaines, tant ses implications politiques s'avèrent délicates. Après avoir ordonné, en février, une vaste révision de l'ensemble des programmes fédéraux de traitements préférentiels pour les minorités, le président Clinton tarde à en publier les conclusions.

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 14

## La Cour suprême abolit la peine de mort en Afrique du Sud

L'AFRIQUE DU SUD est devenue, mardi 6 juin, le cinquante-cinquième pays au monde à abolir la peine de mort. Dans un arrêt, la Cour constitutionnelle sud-africaine, instituée par la Constitution intérimaire, a en effet jugé qu'« il était interdit à l'État et à tous ses organes de procéder à toute exécution ». Sous la présidence d'Arthur Chakalson, les onze magistrats de la Cour examinaient un recours présenté par deux condamnés à mort pour un quadruple homicide commis lors d'un hold-up.

La Constitution sud-africaine était restée muette en 1994 sur la question de la peine capitale, à la suite d'un désaccord entre le Congrès national africain de Nelson Mandela et le Parti national de Frederik De Klerk. Il revenait donc à la Cour d'examiner sa conformité avec la déclaration des droits contenue dans la loi fondamentale. L'Afrique du Sud, qui est longtemps resté l'un des pays où le taux des exécutions capitales était le plus élevé, compte 453 condamnés à mort dans ses prisons.

Sur le continent africain, seuls quatre pays avaient jusqu'à présent aboli la peine de mort. Il s'agit du Cap-Vert, du Mozambique, de la Namibie et de Sao Tomé et Príncipe. Cinq autres pays ont une pratique abolitionniste : la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Lire page 30

## Le nouveau roi du 10 000 mètres



HAÏLE GÉBRÉSELASSIÉ

L'ATHLÉTISME, et plus particulièrement le demi-fond long, s'est trouvé un nouveau roi. Lundi 5 juin, à Hengelo (Pays-Bas), le coureur éthiopien Haïlé Gébreselassié a pulvérisé le record du monde du 10 000 mètres, en bouclant les 25 tours de piste en 26 min 43 s 53. Il améliore ainsi de près de 9 secondes le précédent record, établi, il y a moins d'un an, par le Kenyan William Segel. Haïlé Gébreselassié, qui est âgé de vingt-deux ans, détenait déjà le record du 5 000 mètres. Après le Kenyan Henry Rono, le Finlandais Lasse Viren et l'Australien Ron Clarke, il entre ainsi au panthéon de l'effort prolongé.

A un an des Jeux olympiques d'Atlanta, l'affrontement des coureurs des hauts plateaux africains devrait être un des moments forts des championnats du monde d'athlétisme, en août, à Göteborg (Suède). Haïlé Gébreselassié, champion du monde sur 10 000 mètres et vice-champion du monde sur 5 000 mètres à Stuttgart (1993), retrouvera ses rivaux, les Kényans Yobes Ondieki et William Sigei, ainsi que le Marocain Khalid Skah, dans des courses peut-être moins rapides parce que tactiques.

Lire page 21

UN JOUR, UNE AFFICHE

MÉFIEZ-VOUS DE LA VOLVO 400.

Volvo 400



**PROCHE-ORIENT** Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, entame, mercredi 7 juin, un voyage qui doit le conduire en Israël, en Egypte, en Syrie et dans l'un

des territoires autonomes palestiniens de Gaza et de Jéricho. Cette treizième tournée est destinée à relancer le processus de paix, notamment entre l'Etat juif et la Syrie.

● **LA POLITIQUE** des Etats-Unis provoque cependant un malaise grandissant au sein du monde arabe. Elle est en effet jugée trop favorable aux thèses israéliennes et risquée à

l'égard de l'Irak et de l'Iran, que Washington veut maintenir dans les limites d'un « double endiguement ». ● **LA SURENCHERE** des républicains américains influence l'at-

titude de l'administration Clinton et peut handicaper, notamment sur la question de Jérusalem, le rôle de courtier impartial que sont censés jouer les Etats-Unis.

## Les Etats-Unis veulent relancer le dialogue entre Israël et les pays arabes

Le secrétaire d'Etat américain, M. Christopher, devra d'abord démentir, lors de sa treizième tournée dans la région, les accusations de partialité en faveur d'Israël, pour donner un nouveau souffle au processus de paix

**AMMAN**  
de notre correspondante au Proche-Orient

Incompréhension, doute, amertume nourrie par l'impuissance, les pays arabes sont de plus en plus incommodés par la politique américaine dans la région. Du refus de toute mention de l'armement nucléaire d'Israël, lors de la récente conférence sur la prolifération nucléaire (TNP), au veto mis à la résolution de l'ONU déplorant la confiscation de terre à Jérusalem-Est, en passant par l'embargo imposé à l'Irak et par l'hostilité fondamentale à l'encontre de l'Irak, les récentes actions de Washington n'ont fait qu'accroître un certain ressentiment.

Cinq ans après la guerre du Golfe, le « sauveur » américain demeure l'allié indispensable des monarchies pétrolières. Mais, même au Koweït, les critiques contre Washington se font acerbées. « Les Etats-Unis nous tiennent en otage, affirme, amer, un avocat. C'est à se demander si tous nos malheurs n'étaient pas programmés pour leur permettre de s'implanter durablement dans le Golfe ».

L'embargo contre l'Irak a été très mal accueilli dans cette région, où l'on ne souhaite pas affronter une nouvelle crise. « En annonçant ces sanctions devant le Congrès juif mondial, M. Clinton a renforcé l'impression qu'il agissait avant tout au nom d'Israël », souligne cet avocat. Au moment où l'Etat juif est accusé de « nombreuses violations de la loi internationale, c'est une provocation,

non seulement vis-à-vis de l'Irak, mais aussi de tous les Arabes et musulmans », écrit récemment le journal saoudien *El Chark el Aousat*. Les pressions américaines qui visent à convaincre les monarchies pétrolières de normaliser leurs relations avec Israël ne tiennent aucun compte d'un sentiment populaire toujours hostile à l'Etat juif. « Nous devons faire comprendre au peuple américain que son intérêt est de soutenir la démocratie et que, s'il veut la paix, il doit parler avec les peuples et pas seulement avec les gouvernements », affirme le député d'opposition koweïtien Abdel Mohsen Jamal. Les pressions pour nous entraîner à soutenir Israël et le processus de paix sont beaucoup trop fortes. Le Koweït et l'Arabie saoudite n'entendent prendre aucune initiative importante en direction de l'Etat juif avant la conclusion d'un accord syro-libano-israélien. La question de Jérusalem demeure aussi un obstacle de taille.

### PERTE DE CONFIANCE

Nombreux sont ceux qui s'insurgent aussi contre les ventes massives d'armes américaines aux gouvernements de la région et les dépenses militaires exorbitantes, au moment où s'imposent des restrictions budgétaires. Les Etats-Unis « savent bien que cela est en contradiction avec les programmes de développement et alimente la colère des islamistes », commente un homme d'affaires saoudien. A Riyad comme à Koweït, on a peu apprécié le très coûteux déploiement américain d'octobre 1994 contre l'Irak, alors

que les Etats-Unis ont reconnu plus tard que la menace d'une nouvelle invasion de l'émirat était douteuse.

A deux reprises, au cours des derniers mois, l'Arabie saoudite a manifesté sa mauvaise humeur vis-à-vis de Washington : début avril, elle a refusé une autorisation d'atterrissage à un avion à bord duquel voyageait, selon Washington, l'homme d'affaires, le chef des preneurs d'otages lors de la guerre du Liban. Cela lui a valu de vifs reproches de la part du secrétaire américain à la défense, William Perry. Quelques jours plus tard, en dépit de l'embargo aérien imposé à la Libye, les autorités saoudiennes ont accepté d'accueillir, avant même le feu vert du comité des sanctions de l'ONU,

un avion libyen transportant des pèlerins.

Les critiques envers les Etats-Unis sont encore plus vives dans les pays voisins d'Israël. Le changement de ton est très net en Egypte. « Pour la première fois, le consensus est total chez l'élite égyptienne sur deux points », écrit récemment, dans *El Ahram*, Hassan Nafsa, professeur de sciences politiques à l'université du Caire. Selon lui, cette élite a « perdu confiance dans la neutralité du rôle américain dans le processus de paix et est convaincue que ce processus est dans l'impasse ».

L'amertume n'est pas moins grande en Jordanie, où, sept mois après la signature du traité de paix avec Israël, les dividendes annoncés

se font attendre. Les difficultés rencontrées par Bill Clinton pour honorer l'engagement pris d'annuler la dette du royaume hachémite ont été ressenties ici comme humiliantes et ce d'autant plus qu'Israël s'est cru obligé d'intervenir en faveur de son voisin. Comparés aux pertes de l'économie jordanienne à cause de l'embargo imposé à l'Irak, les 7,2 millions de dollars d'assistance économique américaine, proposés pour 1996, paraissent dérisoires. Les Jordaniens sont convaincus que les bénéfices de la reprise du commerce avec Bagdad seront bien plus grands que ceux à attendre de la paix. « Il est clair que les Etats-Unis traitent les Arabes non comme des gens qui veulent la paix,

mais comme des gens qui n'ont pas le choix et qu'on peut donc manier à sa guise », déplore un professeur. Le soutien total des Etats-Unis à l'Etat juif embarrasse d'autant plus les régimes arabes qu'il donne des arguments aux militants islamistes, principaux opposants au processus de paix. La « prudence » américaine envers les Serbes de Bosnie, alors que Washington affiche une fermeté de roc vis-à-vis d'Etats tels que la Libye, le Soudan, l'Irak, ou l'Iran, ne joue pas non plus en faveur de Washington. Et si les Etats-Unis restent l'allié privilégié, ils sont un allié pesant et qu'on supporte, parce qu'on n'a pas d'autre choix.

Françoise Chipaux

## M. Kohl, ambassadeur de l'Europe sur le Jourdain

**BAKOURA**  
de notre envoyée spéciale

Au confluent du Jourdain et du Yarmouk, sur un territoire récupéré par la Jordanie en vertu du traité de paix avec Israël, signé le 26 octobre 1994, le lieu était symbolique. En ce jour anniversaire de la guerre israélo-arabe de 1967, la date était aussi. Le sommet tripartite qui a réuni, à Bakoura, le roi Hussein de Jordanie, le chancelier allemand, Helmut Kohl, et le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, a été tout autant, pour souligner l'appui de l'Allemagne et de l'Union européenne (UE) aux efforts de paix, notamment pour le développement des ressources en eau de la région.

Le chancelier Kohl l'a souligné : « Des signes visibles sont nécessaires pour persuader les gens des avantages de la paix ». Mais il faudra sans doute encore plusieurs années pour que se matérialisent les grands travaux hydrauliques envisagés, notamment deux barrages et l'adduction d'eau, côté jordanien, et une usine de dessalement côté israélien. La Commission européenne a déboursé, en mai, 26,5 millions d'euros (environ 175 millions de francs) sur deux ans pour soutenir des projets régionaux. Elle a accordé 11 millions d'euros pour financer les études de faisabilité qui, selon M. Kohl, pourraient durer jusqu'à la mi-1996. Se posera alors le problème du fi-

nancement, soit environ 400 millions de dollars. « L'Union européenne y contribuera mais il faudra d'autres donateurs », a averti, dimanche, à Amman, le chancelier allemand, venu en représentant de l'UE. Autre question : comment entreprendre ces travaux en l'absence d'accord avec la Syrie, le Liban et les Palestiniens, tous directement concernés par l'exploitation des eaux du bassin du Jourdain.

L'accord de 1987 entre la Jordanie et la Syrie pour la construction d'un barrage sur le Yarmouk est resté lettre morte, en l'absence d'une approbation d'Israël, exigée alors par les bailleurs de fonds. On laisse entendre, de source diplomatique, que le problème va se reposer avec la Syrie, qui contrôle la plus grande partie du Yarmouk. Déjà, les Palestiniens s'inquiètent de voir l'étude régionale sur les ressources hydrauliques pilotée uniquement par un comité israélo-jordanien alors qu'ils sont tout aussi intéressés. « Chacun sans le dire essaye d'avoir le plus

grand nombre de projets chez lui, affirme un expert proche des négociateurs, et, pour le moment, on tourne en rond ».

La seule réalisation, depuis le traité de paix, pourrait toutefois être inaugurée dans un mois, avec la fin des travaux de construction de 3,5 kilomètres de conduites amenant l'eau du lac de Tibériade, dans le canal du roi Abdallah, qui irrigue la vallée du Jourdain côté jordanien. Par ce biais, Israël, qui, d'après le traité, doit fournir à la Jordanie 50 millions de mètres cubes d'eau par an et participer à des travaux destinés à lui en donner 100 millions de plus, livrera 20 millions de mètres cubes au royaume hachémite pendant l'été. Entrepris par le gouvernement jordanien, cette réalisation de 3,5 millions de dollars sera payée par l'UE qui, pour concrétiser son soutien au processus de paix, a accordé, en mai, à la seule Jordanie un don de 20 millions d'euros.

F. Ch.

## L'administration Clinton handicapée par le jeu des républicains

**WASHINGTON**  
de notre correspondant

Comme en Bosnie, la diplomatie des Etats-Unis au Proche-Orient est influencée par la politique intérieure américaine. Dans le premier cas, Bill Clinton s'inquiète des conséquences électorales négatives qu'entraînerait l'envoi de soldats américains dans l'ex-Yougoslavie. Dans le second, le gouvernement démocrate craint que ses efforts pour relancer le processus de paix soient menacés par l'insistance avec laquelle les républicains soulèvent la délicate question du statut de Jérusalem. Le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, entame, mercredi 7 juin, sa treizième tournée au Proche-Orient avec un optimisme très relatif.

Un jeu politique complexe a lieu aux Etats-Unis et en Israël, en prévision des échéances électorales dans les deux pays. Certes, le principe de l'aide financière américaine à l'Etat juif n'a pas été remis en cause par la nouvelle majorité républicaine. Le projet de loi sur l'aide étrangère, qui traduit l'obsession du Grand Old Party de réduire le train de vie de l'Etat, reconnaît le statut privilégié dont bénéficient Israël et l'Egypte dans le budget de l'assistance américaine (respectivement de 3 milliards et 2,1 milliards de dollars par an).

M. Dole a, pour sa part, remporté un triomphe, le mois dernier, devant le comité de

Mais la double proposition de Newt Gingrich, speaker de la Chambre des représentants, et de Robert Dole, chef de la majorité sénatoriale, qui visaient à transférer, avant mai 1999, de Tel Aviv à Jérusalem, l'ambassade des Etats-Unis en Israël, est potentiellement explosive. Outre que le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) a menacé de « frapper » les intérêts américains au Proche-Orient, Damas a officiellement indiqué que ce transfert porterait « gravement atteinte au rôle et à la crédibilité des Etats-Unis » et provoquerait « l'effondrement du processus de paix ».

La question est hautement symbolique : si le gouvernement américain allait dans ce sens, cela signifierait que Washington accepte, une fois pour toutes, de reconnaître que la capitale de l'Etat juif est constituée de l'intégralité de la Ville sainte, au mépris des revendications palestiniennes sur sa partie orientale. Les dirigeants israéliens sont d'accord avec M. Christopher pour dire que l'insistance des républicains est « mal inspirée et préjudiciable » au processus de paix, mais il leur est difficile de critiquer publiquement une initiative, dont ils approuvent le principe.

M. Dole a, pour sa part, remporté un triomphe, le mois dernier, devant le comité de

liaison Amérique-Israël, qui est le principal groupe de pression juif aux Etats-Unis : le sénateur du Kansas, qui fait figure de favori dans la course à l'investiture républicaine pour le scrutin présidentiel de 1996, cherchait à redorer son blason auprès de l'électorat juif. Les républicains ont aussi été l'objet d'une campagne de pression de la part de l'opposition de droite israélienne. Le Likoud voit dans cette affaire un moyen de faire capoter les négociations avec les Palestiniens et d'affaiblir M. Rabin.

Ce dernier attend de M. Christopher qu'il l'aide à convaincre l'opinion israélienne de la nécessité d'un retrait de l'armée du plateau syrien du Golan. Mais, là encore, la capacité de négociation de Washington est affaiblie par des considérations de politique intérieure. En cas d'accord syro-israélien, l'administration Clinton et le gouvernement Rabin sont favorables au déploiement d'observateurs américains sur le Golan. Or Jesse Helms, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, qui sait à quel point les Américains sont a priori hostiles à l'envoi de troupes sur un « terrain d'opérations » extérieur, a indiqué qu'il ferait tout pour s'opposer à ce projet.

Laurent Zecchini

## Israël veut être la tête de pont du « double endiguement » de l'Irak et l'Iran

**JÉRUSALEM**  
de notre correspondant

Publiquement, le premier ministre israélien n'a jamais adressé qu'un seul reproche à Bill Clinton : l'intégrisme antitabac de son épouse, Hillary. « On ne peut plus fumer à la Maison Blanche », se plaignait récemment Itzhak Rabin, et, pour un homme qui consomme trois paquets de cigarettes par jour, c'est la torture.

Pour le reste, pas de nuage à l'horizon. Les relations israélo-américaines « n'ont jamais été meilleures », se félicite régulièrement les dirigeants de l'Etat juif. Israël a redéfini son rôle stratégique au Proche-Orient. Il se présente comme un avant-poste occidental et démocratique dans une région menacée par deux régimes dictatoriaux, en Irak et en Iran.

Depuis un an environ, tous les discours des dirigeants israéliens destinés à la communauté internationale mettent l'accent sur « la sanglante menace terroriste islamiste qui se lève » et sur la néces-

sité, pour l'Occident judéo-chrétien, « de combattre avec [l'Etat juif] ». Le message passe d'autant mieux auprès de l'administration américaine que c'est en son sein que fut développée la stratégie dite du « double endiguement » (dual containment). En clair, il s'agit de tout faire pour affaiblir l'Irak, et surtout l'Iran, avant que ces Etats « menacent sérieusement Israël, le monde arabe et les intérêts occidentaux au Proche-Orient ».

L'expression est de Martin Indyk, le premier expert à avoir énoncé publiquement cette stratégie. Né, il y a quarante-quatre ans, à Londres, citoyen australien jusqu'en 1993, naturalisé américain depuis lors, l'homme que tout le monde s'accorde à reconnaître « brillant », tel est l'ambassadeur de Washington à Tel Aviv, en poste depuis deux mois. Premier représentant juif des Etats-Unis en Israël, M. Indyk étudiait l'hébreu à Jérusalem en 1973, quand la « guerre du Kippour » a éclaté. Les archives israéliennes auraient conservé la lettre presque in-

sultante que le jeune homme, bouleversé par ce qu'il voyait, avait envoyée à Golda Meïr, l'accusant d'avoir laissé passer toutes les chances de faire la paix avec les Arabes, notamment l'Egypte et la Syrie.

Sur ce point, M. Indyk n'a pas changé. Selon lui, la paix entre Israël et la Syrie est à la fois, l'un des impératifs du « double endiguement », et la clé du problème israélo-arabe en général. M. Indyk, qui fut longtemps l'un des cadres de l'AIPAC, principal groupe de pression juif américain, n'aurait dénoncé par George Bush, l'essentiel de son temps sur ce dossier et n'aborde quasiment jamais la question palestinienne. « Pour lui, comme pour bon nombre de témoins du département d'Etat, explique-t-on dans son entourage, le problème palestinien sera réglé lorsque la Syrie sera satisfaite de son sort et l'Irak décadé ».

En attendant, vis-à-vis de Yasser Arafat et des territoires de Gaza et de Cisjordanie, Israël peut quasi-

ment faire ce que bon lui semble. L'Amérique se tait. « Finie la coercition à la Kissinger », se plaignait récemment un éditeur de la presse quotidienne *Haaretz*, finies les pressions déclarées à la James Baker (ancien secrétaire d'Etat de George Bush), voici venu le temps du leadership passif ».

### COMPLICATION

Pour être sommaire, la formule illustre la perception qu'ont, aussi bien les Arabes qu'une partie de la gauche israélienne, de la nouvelle politique américaine au Proche-Orient. « Celle-ci résume les plus sévères, est exactement ce que Rabin a décidé qu'elle soit. » Excessif, le jugement s'appuie sur du concret. Exemple le plus frappant du glissement américain continu vers les positions israéliennes : la colonisation des territoires arabes occupés depuis 1967.

« Illégitimes » du temps de Ronald Reagan, qui n'était pourtant pas un ennemi de l'Etat juif, les colonies juives sont devenues des « abs-

tacles à la paix » - dans le langage en vigueur sous George Bush - puis, aujourd'hui, de simples « facteurs de complication ». « Peu à peu, relève un diplomate européen, on va vers la reconnaissance complète de la stratégie du fait accompli, employée par Israël depuis vingt-sept ans ».

Même Jérusalem-Est, dont l'administration Bush, dans une lettre aux premiers négociateurs palestiniens de Madrid, en octobre 1991, précisait qu'elle « ne reconnaissait ni l'annexion, ni l'extension de ses limites municipales » sur la Cisjordanie occupée, est devenue virtuellement intouchable pour la diplomatie américaine. En mai, pour la première fois depuis cinq ans, l'administration Clinton a utilisé son veto au conseil de sécurité de l'ONU, pour « couvrir » la dernière expropriation de terres arabes dans la partie annexée de la ville.

Cette mesure fut finalement suspendue pour des motifs de politique intérieure en Israël, mais elle

a laissé un profond ressentiment chez les Palestiniens, qui fustigent « le parti pris américain ». « Nous n'avons plus confiance en l'Amérique », a déclaré M. Arafat. Mais, coincé dans ses deux territoires autonomes de Gaza et Jéricho, persuadé qu'en fin de compte il recevra ce qui lui a été promis, à savoir les grandes villes arabes de Cisjordanie, le chef de l'Autorité palestinienne ne peut aller plus loin.

Les Etats-Unis qui versent gracieusement trois milliards de dollars par an à Israël, n'ont-ils pas promis cinq cents millions de dollars d'aide à l'Autorité palestinienne sur cinq ans ? Pour l'heure, seule une petite centaine de millions ont été débloqués par le Congrès. Pour le reste, la nouvelle majorité républicaine se fait tirer l'oreille. Elle veut des gages et, comme le réclame M. Rabin, une politique de plus en plus musclée à l'encontre des opposants islamistes.

Patrice Claude



قناة أم النصار



## La sanglante lutte entre l'ANC et l'Inkatha a repris à l'approche des élections locales

Le gouvernement d'union nationale est menacé d'écroulement par les rivalités, avivées par l'approche des élections locales, qui continuent d'opposer le Congrès national africain (ANC) du président Nelson Mandela et le parti Inkatha à dominante zouloue du chef Mangosuthu Buthe. lezi pour le contrôle politique de la province du Natal. Ces luttes ont provoqué un regain de violence au cours des dernières semaines.

**JOHANNESBURG**  
*de notre correspondant*

Pour la première fois depuis sa formation en mai 1994, le gouvernement d'un nationale est sérieusement menacé d'écroulement. En deux mois, le ton n'a cessé de monter entre le président Nelson Mandela et Mangosuthu Buthezi, ministre de l'Intérieur et chef du parti Inkatha à dominante zouloue. Leurs griefs réciproques sont aujourd'hui chargés de tant d'airgures personnelles qu'ils font douter d'un compromis. Les observateurs politiques ne s'y trompent pas, pour lesquels le départ de l'Inkatha du gouvernement est désormais plus qu'une simple hypothèse.

trales et la province, le chef de l'Inkatha a appelé ses partisans à « résister » au pouvoir de Pretoria. Un document interne, opportunément transmis à la presse, indique que l'Inkatha envisage de renforcer les pouvoirs locaux et de faire du KwaZulu-Natal un royaume.

L'ANC a répliqué en multipliant les rassemblements sur le terrain et en lançant dans les campagnes des brigades de jeunes militants chargés d'inscrire les gens sur les listes électorales. M. Mandela a donné de sa personne en se rendant plusieurs fois au Natal, déclarant qu'il ne tolérerait aucune « zone interdite ». Continuant son offensive, il a fait déposer un projet de loi aux termes duquel les chefs traditionnels seraient désormais payés par le pouvoir central, et non plus par les provinces. Il a aussi évoqué la possibilité de couper les fonds gouvernementaux au KwaZulu-Natal.

M. Buthelezi en a aussitôt appelé au Chef constitutionnel. Ce à quoi le chef de l'Etat a répondu que la Constitution pouvait toujours être changée.

M. Mandela est décidé à en finir avec une situation qui fait du Kwazoulou-Natal une région à part. Alors que dans les autres provinces les différentes forces politiques réussissent à cogerter leurs différents, le Kwazoulou-Natal est paralysé par les multiples divergences qui opposent au sein du gouvernement local, les ministres de l'Inkatha et ceux de l'ANC. Ces derniers, mal remis de leur défaite aux élections provinciales d'avril 1994, reprochent à l'Inkatha d'utiliser tous les moyens, y compris la terreur armée, pour les empêcher d'exister.

Moins désireux de faire sécession — pour des raisons économiques — que de construire un bastion inexpugnable, l'Inkatha, si l'on en croit l'ANC, tenterait d'arracher au pouvoir central des garanties constitutionnelles qui donneraient au Kwazoulou-Natal les avantages d'une ample autonomie, largement subventionnée par Pretoria. Selon les propres termes des responsables zoulous, les menaces du chef de l'Etat prouvent, en revanche, que, quoi qu'il en dise, il ne tolère aucune opposition et s'apprête à imposer, « avec l'aide des communistes, un pouvoir dictatorial ».

Au-delà des récriminations des uns et des autres demeure une certitude : le Natal est de nouveau à feu et à sang, entraîné dans une dangereuse spirale d'attaques et de représailles. Entre avril 1994 et avril 1995, la lutte entre les partisans de l'ANC et ceux de l'Inkatha y a fait 1 275 morts et plusieurs centaines de blessés. Après les élections de fin dernier, la participation, *in extremis*, de l'Inkatha, le nombre des victimes avait fortement diminué, passant de 338 en avril 1994 à 111 en mai, puis à 79 en juin. Après une nouvelle poussée en juillet, la courbe avait continué de baisser jusqu'en octobre (52 morts), pour remonter en janvier (116 morts). Puis un répit de trois mois avait de nouveau fait baisser le nombre des victimes.

Mais, depuis lors, la macabre statistique, fidèle baromètre de la situation politique locale, est de nouveau à la hausse. Soixante-dix-neuf personnes sont mortes en avril, et, selon des chiffres provisoires, le bilan de mai devait être très lourd, malgré la présence de l'armée qui tente vainement de s'interposer.

**Georges Marion**

**NAIROBI**

de notre correspondant  
 « Nous sommes perplexes »,  
 avoue ce diplomate occidental, de-  
 vant le regain de répression contre  
 l'opposition et les attaques virulen-  
 tes du président Daniel arap-  
 Moi contre les étrangers. Depuis le  
 début de l'année, le pouvoir multi-  
 plie les menaces à l'égard de ses  
 adversaires ou supposés tels : plu-  
 sieurs parlementaires qui s'étaient  
 rendus auprès des victimes de vio-  
 lences ethniques ont été arrêtés, un  
 patron de presse accusé d'avoir pu-  
 blié un article « séditionnel » a été  
 l'objet d'une véritable chasse à  
 l'homme, et les Kikoyous continuent  
 d'être chassés de la vallée du  
 Rift, territoire des nomades massaïs  
 et kalenjins.

talent contre lui. Aux yeux des diplomates en poste à Nalorbi, ces violences verbales et physiques sont des erreurs tactiques dont profite l'opposition, mais celle-ci est si divisée, si décrédisée, qu'elle ne « compte plus » pour la population. L'annonce de la création d'un nouveau parti qui, en fragmentant encore davantage ses ennemis, aurait dû réjouir le pouvoir, semble au contraire l'avoir niqué : la vieille garde lure ses grands dieux que cette formation ne sera jamais l'égale.

donateurs finançaient un programme de réhabilitation. Chargées sur des camions en pleine nuit, les familles avaient été dispersées sur les routes pendant que, sous les yeux de la presse officielle, quelques centaines d'autres étaient réinstallées sur des parcelles à cultiver.

« Depuis le retour du multipartisme, fin 1991, constate un diplomate, la répression est cyclique au Kenya. Elle se durcit pendant les premiers mois de l'année, puis s'adoucit entre juillet et octobre, le temps d'annuler les données avant leur réunion de fin d'année. La « leçon » des baillleurs de fonds qui ont gelé leur aide de 1991 à 1993 ne semble pas avoir été comprise par le chef de l'Etat, déplore-t-on dans les chancelleries.

Mais M. Moi sait qu'il peut jouer sur les rivalités entre donateurs. Surtout, comme l'Allemagne, estiment que des remontrances publiques auront plus d'impact qu'autres, comme la Grande-Bretagne – le plus gros investisseur privé – ou la France préfèrent intervenir discrètement auprès de la présidence. Ces derniers sont aussi moins enclins à sanctionner le Kenya, un des pays les mieux développés du continent et le plus stable de la région.

**Jean Hélène**

**TOKYO**  
de notre correspondant

Le gourou de la secte Aum Shinri-kyo, Shoko Asahara, a été inculpé, mardi 6 juin, de meurtre et de tentative de meurtre. Le parquet estime qu'il est responsable de l'attentat du métro de Tokyo qui causa la mort, le 20 mars, de douze personnes et l'intoxication de cinq mille autres. Avec l'un des onze de ses disciples ont été inculpés sous les mêmes motifs quatorze autres de préparation homicide.

Shoko Asahara a été inculpé le jour de l'expiration de la période de détention provisoire après son arrestation, le 16 mai. Bien que gourou continue de nier son implication dans l'attentat et refuse de répondre aux questions des enquêteurs, le parquet l'a inculpé sur la base des témoignages d'autres membres de l'organisation, notamment de Seichi Endo, « ministre de la santé » selon l'organigramme de la secte, chargé

gourou avait appris qu'elle alla perquisitionner le site de Kamakushiki dans le cadre de l'enquête sur l'enlèvement du secrétaire d'un cabinet de notaire de Tokyo.

Ces inculpations ne sont qu'un premier pas qui permettra d'éclaircir les agissements de la secte Aum Shinri-kyo. Si Pon commence à savoir comment elle-ci a perpétré des actes criminels - les deux attentats au gaz de Matsumoto et dans le métro -, les personnes victimes d'enlèvement dont elle paraît responsable n'ont toujours pas été retrouvées.

Il reste en outre des zones d'ombre : l'infiltration de la secte dans les forces d'autodéfense, trois militaires ont été arrêtés pour avoir détourné des documents confidentiels - ses liens avec la mère et avec la Russie.

Philippe Pons

**a été inculpé de meurtre et de tentative de meurtre**

## Cent vingt de ses disciples sont désormais emprisonnés

d'Aum Shinri-kyo sont sous le verrou.

gourou avait appris qu'elle alla-  
perquisitionner le site de Kam-  
kuishiki dans le cadre de l'enquête  
sur l'enlèvement du secrétaire  
d'un cabinet de notaire de Tokyo

Ces inculpations ne sont qu'un premier pas qui permettra d'éclaircir les agissements de la secte Aum Shinri-kyo. Si l'on commence à savoir comment celle-ci a perpétré des actes criminels - les deux attentats au gaz à Matsumoto et dans le métro -, les personnes victimes d'enlèvement dont elle paraît responsable n'ont toujours pas été retrouvées. Il reste en outre des zones d'ombre : l'infiltration de la secte dans les forces d'autodéfense, trois militaires ont été arrêtés pour avoir détourné des documents confidentiels -, ses liens avec la pégre et avec la Russie.

**LES DISCUSSIONS**, sous l'égide des Nations unies, entre Timorais faibles et puissants, à propos de la province indonésienne à Timor-Orient ont pris fin, lundi 5 juin, à Dadi-Sorang, à 100 kilomètres au sud de Vienne, en Autriche, par l'adoption d'une déclaration commune insistant notamment sur la nécessité du respect des droits de l'homme. Il s'agissait de la première rencontre de ce type jamais organisée depuis l'annexion de Timor par l'Indonésie en 1976. Certaines déclarations lors de la conférence de presse de clôture laissent entendre que les participants ont débordé l'ordre du jour initialement fixé, qui excluait une discussion du statut politique de Timor-Orient. — (AFP).

## AFRIQUE

■ **BURUNDI**: six jours d'affrontements entre milices hutues et forces gouvernementales à majorité tutsie ont fait 33 morts et plusieurs dizaines de blessés à Kinama et Kamenge, deux quartiers de Bujumbura, selon la radio gouvernementale. Le premier ministre, Antoine Nduwayo, a demandé lundi 5 juin aux habitants « *civils* » de Kamenge d'évacuer ce quartier hutu de Bujumbura, indiquant que l'armée allait « *bientôt libérer* » ce secteur des « *terroristes* » qui l'occupent. Selon une source bien informée, l'intervention militaire devait avoir lieu mardi. - (AFP Reuters).

- **FAO** : la production céréalière mondiale atteindra 1,93 milliard de tonnes en 1995, soit une diminution de 30 millions de tonnes par rapport à 1984, selon les dernières prévisions de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- **5 juin** son directeur général, Jacques Diouf. Il a précisé que quinze pays d'Afrique subsaharienne auront besoin d'une aide alimentaire... (AFP).
- **NIGERIA** : vingt-trois officiers et civils ont été inculpés, lundi 5 juin, de « *trahison* » et de « *conspiration* » pour leur implication dans la tentative de coup d'Etat avorté de mars 1995 par un tribunal militaire. La première audience du procès devra s'ouvrir mercredi... (AFP).

■ **SOMALIE** : des milliers de partisans du général Mohamed Farah Aidid se sont réunis, lundi 5 juin, dans le sud de Mogadiscio pour célébrer le deuxième anniversaire de la mort de 24 casques bleus pakistais tués par les miliciens d'Aidid. - (AFP)

■ **ALGÉRIE** : les avocats du sous-lieutenant Lembarek Boumaaraïf, condamné à mort samedi 3 juin (*Le Monde* du 6 juin) par le tribunal criminel d'Alger pour l'assassinat du président Bouadif, vont se pourvoir en cassation. Selon la presse locale, la partie civile aurait l'intention d'en faire autant. Par ailleurs, d'après un bilan non officiel, quelque 650 islamistes armés ont été tués par les forces de sécurité et mal... (AFP)

**ASIE**

■ **JAPON** : le gouvernement a exprimé mardi 6 juin ses « *remords* » pour la colonisation de la péninsule coréenne entre 1910 et 1945, cherchant ainsi à apaiser la tension apparue avec la Corée du Sud à la suite des propos de Michio Watanabe, ancien ministre des affaires étrangères. Celui-ci avait déclaré que l'annexion de la Corée par le Japon en 1910 était « *effrayante* » et « *de manière amicale* ». — (AFP)

■ **ÉCHAPÉES** : quelque 4 000 boat people vietnamiens se sont échappés lundi 5 juin d'un camp à Kuala Lumpur, menaçant de se suicider collectivement si les autorités malaisiennes essayaient de les rapatrier de force au Vietnam. La police a contraint par la force les plus récalcitrants d'entre eux à rejoindre le camp. — (AEP *Equipe*)

■ **SRI-LANKA:** le navire affrété par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui avait été touché, dimanche 4 juin, par un mine au large de la côte nord de l'île a coulé, a annoncé mardi 6 juin un porte-parole de la marine. Onze des douze membres indonésiens d'équipage avaient pu quitter le navire. - (AFP)

## PROCHE-ORIENT

■ **ARABIE SAOUDITE** : la police a arrêté, au cours du week-end, un dignitaire religieux, cheikh Hamoudou ben Abdallah el Aqla Chouaïb, militant d'un courant réformateur saoudien, a annoncé lundi 5 juin, le Comité de défense des droits légitimes (CDDL, opposé à l'inspiration islamiste). Dans un communiqué publié à Londres, CDDL a précisé que cheikh Hamoudou est signataire de plusieurs pétitions réclamant des réformes dans le royaume. - (AEP)

■ **CISJORDANIE**: un synode des communautés catholiques de Terre sainte s'est ouvert dimanche 4 juin, jour de Pentecôte, à l'église de Beit Jala, en présence de Mgr Di Montezemolo, nonce apostolique de Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, des responsables des églises grecque melkite, copte catholique, arménienne, maronite chaldéenne. Ce synode est consacré au renouveau de la foi et aux relations des catholiques avec les autres communautés chrétiennes, ainsi qu'au dialogue avec l'islam et le judaïsme. — (AFR)

■ **GAZA** : le chef de FOLP, Yasser Arafat, a échappé la semaine dernière au Yémen à un accident d'avion, selon l'hebdomadaire palestinien *El Hayat* al-Iadida, proche de l'Autorité palestinienne, paru hier 5 juin à Gaza. L'avion, selon la revue, a dû faire un atterrissage forcé à l'aéroport de Sanaa, en raison de problèmes techniques dans le tra-

■ **Trois Palestiniens** – deux femmes et un homme – arrêtés dans cadre d'attentats perpétrés en juillet 1994 contre l'ambassade d'Israël et un centre juif de Londres, ont été placés en détention provisoire lundi 5 juin, par un tribunal londonien. Ils avaient été arrêtés vendredi par la branche antiterroriste de Scotland Yard, après la découverte d'explosifs et d'armes dans une maison de l'ouest de Londres, 25 mai. – (AFP)

## Maurice T. Maschino



« Une étude de mœurs très fine, qui va bien au-delà des simples conflits conjugaux : à travers ces pages sur le couple, c'est toute une idéologie de la transparence qui est mise en question. »

Robert Solé,  
LE MONDE

# CALMANN-LÉVY

Un vol. 230 pages, 95 F



## Moscou conteste la création de la Force de réaction rapide en Bosnie

Le sort des 256 « casques bleus » retenus en otage fait l'objet d'intenses négociations

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, a rappelé son attachement au seul mandat des Nations Unies dans un ré-

glement du conflit bosniaque, et exprimé des réserves quant à la création d'une Force de réaction rapide. A Paris et à Belgrade, d'in-

tenses négociations se poursuivent par ailleurs pour la libération des 256 otages de l'ONU, tandis que les Serbes de Bosnie ont

refusé de laisser atterrir à Sarajevo l'émis-saire de l'ONU, Chinnaya Gharekhan, qui venait demander la libération des otages.

MOSCOU a critiqué le projet de création d'une Force de réaction rapide (FRR), arrêté par les Occidentaux samedi 3 juin à Paris. Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, a estimé, lundi, qu'une force dotée de « fonctions offensives pour garantir la sécurité de la Forprou » est irréaliste, et que la FRR constituait « un adieu définitif » au plan de paix du groupe de contact. Toutefois, si un haut responsable du ministère russe a envisagé un veto de Moscou au Conseil de sécurité de l'ONU, M. Kozirev n'a pas évoqué une telle hypothèse, en expliquant que « probablement, certaines des craintes de la Russie pourront être levées par le secrétaire général de l'ONU et par des experts militaires ». Le chef d'état-major interarmes américain, le général John Shalikashvili, et son homologue russe, le général Vladimir Kouznetsov, ont eu lundi des entretiens discrets à l'ambassade américaine de Vienne, et le ministre russe est attendu mercredi à Londres pour des entretiens avec le premier ministre John Major.

Les Serbes de Bosnie n'ont « pas besoin d'une force multinationale de réaction rapide », a pour sa part affirmé Radovan Karadzic. Le chef des Bosno-Serbes a indiqué que la création de la FRR était « une tentative de l'Europe de créer le noyau d'une force européenne qui relèverait ou second plan l'OTAN et la domination américaine dans le règlement de la crise yougoslave ». M. Karadzic a rappelé qu'il avait fait savoir au commandant des « casques bleus » en Bosnie, le général Rupert Smith, que « la partie serbe traitera l'ONU en ennemie si elle se retourne contre les Serbes. Jusqu'à présent, nous les avons traités avec assez de clémence. La prochaine fois, ce sera sévère ». Le président de Bosnie-Herzégovine, Alija Izetbegovic, a pour sa part invité l'Occident à être ferme face aux Serbes bosniaques, même si

cela implique un certain risque. A Washington, le président Bill Clinton a défendu avec vigueur, lundi, dans la soirée, la politique de l'Occident en Bosnie-Herzégovine, affirmant qu'elle était loin d'être « un échec colossal », parce qu'elle avait endigué un bain de sang dans l'ancienne République yougoslave, même si elle « n'avait pas été un succès ». Le président américain, dont la gestion de la crise en Bosnie est sévèrement critiquée par le Congrès à majorité républicaine, a estimé dans son interview à la chaîne CNN, que les Etats-Unis faisaient des progrès sur trois fronts : empêcher que la guerre ne se propage dans les Balkans, soulager la souffrance humaine et garder viable une solution politique à la crise. Washington a par ailleurs demandé au gouvernement grec de renforcer le contrôle de l'embargo imposé par l'ONU à la Serbie en se disant « préoccupé » par l'attitude

d'Athènes : « Bien que n'étant pas en mesure de confirmer la complé-tude du gouvernement grec dans les transgressions des sanctions, nous aurions préféré de sa part une approche plus dynamique de l'application » de l'embargo, souligne un rapport du département d'Etat.

### DÉMOURNEMENT PROCHÉ ?

Le chef de la Sûreté serbe, Jovica Stanisic, a rejoint à Pale le chef des Serbes de Bosnie, les ministres grecs des affaires étrangères et de la défense, Karolos Papoulias et Gerassimos Arsenis, qui ont eu six heures de discussions avec Radovan Karadzic sur le sort des 256 soldats et observateurs de l'ONU encore détenus. En réponse à leur mission de médiation, le chef des Serbes de Bosnie a posé une nouvelle fois comme condition à la libération des otages « des garanties qu'il n'y aura plus de frappes aériennes » contre les Serbes. Les

deux ministres grecs devaient se rendre à Belgrade pour des entretiens avec le président Milosevic, qui a déclaré s'employer à « accélérer » la libération des « casques bleus », et à une nouvelle fois laissé entendre, lundi dans la soirée, un proche dénouement. Campant sur leurs débris, les Serbes de Bosnie ont refusé de laisser atterrir à Sarajevo l'émis-saire de l'ONU, Chinnaya Gharekhan, qui devait se rendre dans leur fief de Pale pour demander la libération des otages, et a été contraint de repagner Zagreb.

Près de Sarajevo, deux « casques bleus » français étaient toujours encerclés dans leurs postes de Bare par une vingtaine de soldats serbes (Le Monde du 6 juin). Les deux hommes ont des réserves d'eau et de nourriture qui devraient leur permettre de tenir au moins vingt-trois jours dans leur casemate, selon un porte-parole de la Forprou. Les réserves de farine sont en re-

vanche pratiquement épuisées à Sarajevo et, faute de réapprovisionnement, la grande boulangerie industrielle qui alimente la moitié de la ville devra être arrêtée samedi. L'aéroport de la capitale bosniaque et toutes les routes normalement utilisées par les convois du HCR sont en effet fermés depuis plusieurs semaines par les Serbes de Bosnie. La situation humanitaire s'est par ailleurs dégradée dans les enclaves musulmanes de Gorazde et Srebrenica (à l'est de la Bosnie).

L'envoyé spécial de l'ONU en ex-Yugoslavie, Yasushi Akashi, a appelé lundi les belligérants à un « maximum de retenue » à la suite d'une offensive croate contre les positions serbes en Croatie. Il a affirmé avoir reçu des assurances de Zagreb que les soldats croates n'envahiraient pas le sud de la Krajina, la région de Croatie aux mains des Serbes sécessionnistes.

## Allemands et Tchèques progressent sur la question des Sudètes

PRAGUE

de notre correspondant

Après plusieurs mois d'intense activité diplomatique de Prague pour régler avec Bonn le contentieux sur la question des Allemands des Sudètes expulsés après 1945 de Bohême-Moravie et sur celle de l'indemnisation des victimes tchèques du nazisme, ces derniers jours ont apporté un début de satisfaction. Le rassemblement annuel de l'association des Sudètes, la Landsmanschaft, pendant le week-end de Pentecôte à Munich (Le Monde du 6 juin) a contribué à redonner espoir, même si les positions entre Tchèques et Sudètes demeurent très éloignées. Ce rassemblement est intervenu dans la foulée du discours du chancelier Helmut Kohl, jeudi dernier, qui a montré une réelle volonté politique de trouver une issue acceptable pour les deux parties, volonté dont on commençait à douter à Prague.

La proposition du ministre allemand des finances, Theo Waigel, chef de file de la CSU bavaroise, protectrice des Sudètes, de nommer un représentant officiel chargé des négociations avec Prague est un premier pas concret que Prague attendait. Ce représentant, probablement choisi parmi les responsables de la Landsmanschaft, permettrait aux Sudètes de participer directement aux négociations, alors que Prague refuse depuis toujours de discuter avec cette organisation. Il donnerait également au cabinet de Bonn la possibilité de contrôler les discussions entre les Parlements tchèque et allemand en vue de la signature d'une déclaration commune condamnant politiquement et moralement l'occupation nazie et l'expulsion qui s'est ensuivie. Ce projet, présenté le mois dernier par le ministre tchèque des affaires étrangères, Josef Zieleniec, bénéficie d'un fort soutien des Verts et des sociaux-démocrates allemands, de même qu'au Parlement de Prague, et ce malgré les réticences du chancelier Kohl et du premier ministre tchèque, Vaclav Klaus.

### CONTENUX

Même si l'adoption d'une telle déclaration est probable dans les semaines à venir, les négociations en elles-mêmes devraient vite buter sur la question des « décrets » du président Benes et sur la loi d'amnistie couvrant les crimes commis contre des Allemands par des Tchèques lors de l'expulsion. Ces « décrets », promulgués à l'été 1945 par le gouvernement provisoire tchécoslovaque, ont permis de confisquer des biens des Allemands et de les déchoir de la citoyenneté tchécoslovaque. La validité de ces « décrets », dont Prague exclut la révision, est l'obstacle majeur à la restitution aux Sudètes de leurs biens. D'ailleurs, pour se prémunir contre toute réclamation, Prague a limité ses restitutions à la période postérieure à la prise du pouvoir par les communistes en février 1948 et aux seuls citoyens tchèques.

Une révision de la loi d'amnistie qui permettrait de juger des personnes responsables de crimes sur les Allemands de Bohême serait possible, même si certains juristes excluent le jugement de crimes antérieurs. Son impact serait faible : beaucoup d'acteurs et de témoins des exactions sont morts, et l'absence de documentation fiable prolongerait les enquêtes de plusieurs années. Néanmoins, chaque geste a son importance dans ce délicat contentieux historique. Pour la République tchèque - le seul pays que l'Allemagne n'a pas encore indemnisé -, c'est à Bonn de faire le premier pas. Les excuses, dès 1990, du président Vaclav Havel pour l'expulsion des Allemands et la récente condamnation par M. Klaus des exactions commises contre les Allemands après 1945 attendent une réponse des dirigeants allemands. M. Kohl, qui a affirmé vouloir « saisir la main tendue » par les leaders tchèques, doit encore montrer comment il entend le faire.

Nicole Pope

Martin Plichta

## Rocambolesque retour à Sarajevo pour les « casques bleus » libérés

SARAJEVO

de notre correspondant

Les soixante-trois « casques bleus » français libérés, vendredi 2 juin, par les Serbes, ont réintégré leurs unités. Interdits d'aéroport, interdits de territoire serbe, interdits de piste des monts Igman, les soldats de la paix ont dû se frayer un chemin dans la montagne, à l'ouest de Sarajevo. Durant cinq heures, dans la nuit de lundi à mardi, ils ont emprunté des pistes caillouteuses et ont marché dans les rochers afin de regagner la capitale bosniaque. « Nous n'allions tout de même pas supplier les Serbes de traverser leur territoire, alors qu'ils nous ont pris en otages », explique un officier de l'état-major. Lundi, pourtant, des contacts furent établis avec les autorités militaires serbes, sans résultat. Refusant que les « casques bleus » soient bloqués à l'extérieur de Sarajevo, la Forprou s'est résolue à organiser ce retour nocturne.

Le lieutenant Beauregard, cet officier qui fut forcé, il y a dix jours, d'agiter un drapeau

blanc dans la caserne de Lukavica et de se rendre aux combattants serbes avec son unité, raconte : « Ce fut une forme d'humiliation, mais nous n'avions pas le choix. Pour un soldat, déposer les armes est une immense déception. Nous n'avons pas ressenti plus aucune oléole. Nous n'avons pas d'état d'âme. Le lieutenant et ses hommes s'affirmèrent tous prêts à reprendre dès que possible leur mission, y compris à Lukavica, avec les soldats qui furent leurs geôliers. « Ils nous ont bien traités, commente un « casque bleu », le caporal Save. Nous pouvions faire de la musculature et jouer au ping-pong. Le lieutenant nous donnait des cours d'anglais et de serbe. Et nous pouvions regarder la télévision française, retransmise par satellite. »

Si un officier évoque « une confiance trahie » et la difficulté de se retrouver face à ceux qui les firent prisonniers, la plupart des soldats français ne paraissent pas animés par un désir de revanche. « Nous ne pensons pas à une vengeance, parce qu'il n'y a pas eu de blessés ni de mauvais traitements, raconte un sous-officier. Tout s'est passé entre soldats. » Certains rêvent toutefois d'en découdre ou aimeraient récupérer par la force leurs amis détenus en territoire serbe. « Un seul signe de nos chefs, et nous fonçons, dit un soldat. J'aimerais bien qu'on leur montre ce que nous savons faire. »

En attendant d'accomplir d'hypothétiques exploits guerriers, les « casques bleus » se reposent. Ils sont fatigués par une semaine de détention puis par deux jours de voyage à travers l'ex-Yugoslavie et enfin par leur retour rocambolesque à Sarajevo. « Quand je pense qu'ils ont dû maculer de boue les véhicules blancs de l'ONU et traverser la montagne de nuit... soupire un officier. Encore une belle démonstration d'impuissance », conclut-il. Mardi 6 juin, en début de matinée, 257 soldats de l'ONU étaient toujours otages des Serbes de Bosnie, dont 105 Français.

Rémy Ourdan

## Après la chute de Vedenov, l'armée russe accentue son offensive en Tchétchénie

MOSCOU

de notre correspondant

La prise par l'armée russe de Vedenov, le QG du général Doukhaev dans les montagnes du Caucase, a bien sûr été saluée, lundi 5 juin, comme un succès « stratégique » par Moscou. Même s'il a fallu six mois de bombardements journaliers à la première armée d'Europe pour détruire Grozny et atteindre Vedenov, à 50 kilomètres seulement de la capitale tchétchène. Et ce au prix de dizaines de milliers de morts dont personne

ne fera le compte exact. Mais la guerre menée contre quelques milliers de combattants tchétchènes, privés de sanctuaire et de moyens antiaériens, ne s'arrêtera pas pour autant, même si, dans les montagnes, il n'y a plus de témoins étrangers pour en rendre compte.

Vendredi, la veille de l'assaut sur Vedenov, Médecins sans frontières, la dernière organisation humanitaire à opérer les blessés dans les montagnes, a été sommée de partir. Le Comité international de la Croix-

Rouge (CICR) n'avait jamais pu s'y installer, car les Russes n'accordaient aucun « corridor de sécurité ». Le CICR a estimé, lundi, que la « majorité des civils sont désormais descendus dans la plaine. La mission sur place de l'OSCE avait obtenu, en extrême, vendredi, l'évacuation d'un unique convoi de trois cents femmes, enfants et vieillards de Chatoy, l'autre localité importante en montagne, les seuls hommes étant quelques blessés, eux-mêmes menacés car soupçonnés d'être des combattants. Selon MSF, certains blessés de Chatoy ont refusé d'être évacués par crainte d'être arrêtés.

Vedenov, se trouvant à l'aplomb d'une profonde vallée que des combattants tchétchènes défendaient encore plusieurs points en aval, a été pris par des chars russes,

soutenus par des hélicoptères. Une route leur est désormais ouverte pour occuper Chatoy, puis à l'ouest, où les combats se poursuivent aussi. Mais les pertes russes ont considérablement augmenté depuis le début de la phase de la guerre des mon-



tagne. Avant même la prise de Vedenov, le général Boris Gromov, le dernier « héros » d'Afghanistan en semi-disgrâce auprès du ministère des affaires étrangères, estimait qu'elles atteignaient vingt-cinq morts par jour. Il a appelé en même temps à un retrait immédiat de l'armée russe et à l'ouverture de vraies négociations. Car, à la « guerre de partisans » qui commence désormais dans les montagnes, s'ajoute celle qui se mène déjà dans les plaines occupées et qui ne donne guère de signes de répit, malgré les arrestations incessantes, les « disparitions », voire les assassinats d'hommes en âge de porter les armes. Mais l'état-major russe continue de répondre que tout sera réglé dans l'ordre dans « quelques mois ».

Sophie Shihab

## Le gouvernement turc sort renforcé d'un scrutin partiel

Le parti au pouvoir résiste mieux que prévu au vote islamiste

EN REMPORTANT 22 des 36 sièges, avec 39,6 % des voix, lors des élections municipales partielles du 4 juin, le premier ministre turc, Tansu Ciller, a renforcé sa position et écarté le danger immédiat d'une tentative de prise de pouvoir, au sein de son Parti de la juste voie (DYP), par une faction d'opposition, alors que le Parti de la prospérité (RP islamiste), dont la montée spectaculaire avait choqué l'opinion publique turque lors des élections municipales de mars 1994, n'a obtenu que 1/4 des voix.

Fort de ce succès - tout relatif puisque le scrutin touchait moins de trois pour mille de l'électorat turc et que le résultat est dû en partie aux promesses que le gouvernement a fait miroiter à la quarantaine de municipalités concernées - M. Ciller va pouvoir s'attaquer au passage de diverses lois nécessaires pour obtenir la ratification de l'accord d'union dou-

nière avec l'Europe communautaire. Au cours des jours à venir, elle devra demander au Parlement d'octroyer à son gouvernement le pouvoir d'introduire des lois - notamment les lois techniques relatives à l'union douanière - par décret gouvernemental.

Les amendements constitutionnels dont il est question depuis des mois devront cependant être approuvés par les deux tiers du Parlement. Peu susceptibles d'être jugés satisfaisantes par les défenseurs des droits de l'homme, ces réformes n'en représentent pas moins un progrès, puisqu'elles permettraient aux étudiants de participer à la vie politique, libéraliseraient la formation d'associations et abaisseraient l'âge du vote de vingt ans à dix-huit ans. Cette série de réformes a déjà passé le cap d'une commission parlementaire multipartite et devrait être débattue prochainement par l'Assemblée

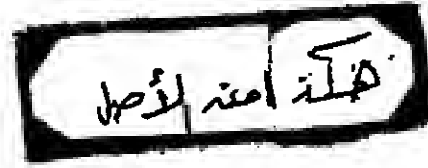
nationale. Reste le tristement célèbre article 8 de la loi antiterroriste, fréquemment utilisé pour envoyer en prison intellectuels ou écrivains accusés de « propagande séparatiste ». Les conservateurs au sein du Parlement, et notamment du parti de M. Ciller, demeurent fermement opposés à une libéralisation qui, affirment-ils, ne ferait que renforcer le pouvoir du PKK. La levée de l'article 8 ne mettrait pas fin aux procès d'opinion puisque la législation turque comprend d'autres lois similaires. Mais sa disparition permettrait la libération d'intellectuels actuellement détenus pour délit d'opinion. De plus, à l'avenir, de tels cas seraient traités par les tribunaux ordinaires, moins zélés dans l'exercice de leurs fonctions que le bastion de l'orthodoxie étatique qu'est la Cour de sûreté de l'Etat.

Nicole Pope

Martin Plichta

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Dans une action opposant la société THE COCA-COLA COMPANY à la société TILT IMPORT, dont le siège social est 92-94, rue de la Héro-Cor à 93500 Aubervilliers, la Cour d'appel de Versailles, par un arrêt du 3 novembre 1994 :  
- a condamné la société TILT IMPORT à payer à la société THE COCA-COLA COMPANY la somme de 25 000 F sur le fondement de l'article 700 du NCPC ;  
- a confirmé le jugement du Tribunal de Grande Instance de Pontoise en date du 27 octobre 1993 qui :  
- dit que la société TILT IMPORT, en important, détenant et offrant à la vente des images (pièces) portant les marques COCA-COLA n° 1 637 788, COCA-COLA et Logo n° 1 566 702, COKE n° 1 467 277 et la marque figurative n° 1 385 711, dont THE COCA-COLA COMPANY est titulaire, a commis des actes de contrefaçon ;  
- En conséquence :  
- lui interdit la poursuite de tels agissements sous astreinte de 200 F par infraction constatée à compter de la signification du présent jugement ;  
- ordonne la destruction sous le contrôle d'un huissier choisi par THE COCA-COLA COMPANY des pièces contrefaisantes aux frais de TILT IMPORT ;  
- condamne TILT IMPORT à payer à THE COCA-COLA COMPANY la somme de 40 000 F à titre de dommages-intérêts et celle de 8 000 F au titre de l'article 700 du NCPC ;  
- autorise THE COCA-COLA COMPANY à faire publier par extraits ou in extenso le dispositif du jugement dans trois journaux ou revues de son choix aux frais de TILT IMPORT sans que le coût total hors taxe de chaque publication ne puisse dépasser la somme de 10 000 F ;  
- ordonne l'exécution provisoire du présent jugement ;  
ppc William J. Rezac, avocat.





Allemands et Tchèques progressent sur la question des Sudètes

## Faute de filières de recyclage, l'Allemagne ne sait plus quoi faire de ses emballages

Les déchets, bannis par la loi, sont exportés jusqu'en Chine

Voilà près de cinq ans que les industriels allemands ont mis sur pied un système de collecte et de recyclage des emballages, connu sous les

initiales DSD. Mais les citoyens allemands ont été plus rapides à trier que les industriels à mettre en place des filières de recyclage. Il a

donc fallu procéder à des ajustements, recourir massivement à l'exportation... et commettre quelques entorses aux règles établies.

### COLOGNE

**de notre envoyé spécial**  
Lorsque le ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töpper, annonce en 1990 qu'il prépare une ordonnance obligeant les commerçants à reprendre les emballages vides, c'est l'émoi. « Nous ne sommes pas des décharges ! », clament-ils en chœur. Sentant venir une législation qui, de toute façon, fera payer les pollueurs, les industriels vont au secours des distributeurs en faisant une proposition : Vous payez une contribution pour chaque emballage vendu et nous nous chargeons de la collecte et du recyclage des matériaux récupérés. Ainsi est née, le 28 septembre 1990, une société privée à but non lucratif baptisée Duals System Deutschland ou DSD.

Son principe est simple : chaque distributeur de produits mis en vente sur le marché allemand doit payer une taxe qui financera la collecte et le recyclage de l'emballage vide. Le paiement de cette taxe est matérialisé sur l'emballage par un point vert, qui indique au consommateur que le fabricant a payé pour son élimination « écologiquement correcte ». Ainsi, le consommateur a la garantie que, s'il remet ses emballages après usage dans le récipient ad hoc, il ne sera pas mis en décharge ni brûlé en pure perte.

Lorsque l'ordonnance Töpper entre en vigueur, le 12 juin 1991, les ménages allemands se ruent sur les « poubelles jaunes » (conteneurs sur la voie publique ou sacs-poubelles distribués à domicile) pour y mettre bouteilles, boîtes de conserve, cartons et tous les emballages « de vente ». Le point vert touche pratiquement tous les matériaux : verre, papier, carton, fer-blanc, aluminium et plastique. Même les journaux, qui ne sont pas des emballages, sont récupérés, moyennant un financement particulier, partagé entre le DSD (25 %) et les collectivités locales

chargées de l'enlèvement des ordures ménagères (75 %).

Dès la fin de 1992, les seize Länder ont leur réseau DSD, et des montagnes d'emballages s'accumulent. L'industrie allemande ne peut faire face à ce soudain afflux. Verriers et sidérurgistes, habitués de longue date à la récupération, absorbent sans mal le surplus. Mais les plastiques et les vieux papiers, en une période où les cours s'effondrent, ne trouvent guère preneur. DSD, qui s'est engagé à reprendre les matériaux collectés, se voit contraint d'en exporter une partie. Et c'est ainsi que des camions allemands fran-

chissent les frontières et, moyennant finances, écoulent les surplus chez les voisins. Des exploitants français de décharges se ruent alors sur le matériel de récupération par une autre, détentrice à 50 % par les éliminateurs, à 25 % par l'industrie du plastique et à 25 % par DSD. Malgré cela, la filière d'élimination allemande est vite saturée. En 1994, 125 000 tonnes de plastiques ont été recyclées en Allemagne et 255 000 tonnes exportées.

Le premier importateur est... la Chine (85 000 tonnes en 1994), qui reçoit entre 400 et 800 marks par tonne. Que font les Chinois de ces

emballages ? « Ils les trient par matière et même par couleur, et en refont des granulés », affirme-t-on au siège de DSD, où l'on montre pour preuve des échantillons de granulés multicolores « made in China ». Mais qui peut garantir que les Chinois ne se contentent pas d'empocher l'argent et d'enfourer les emballages ou de les brûler ?

Fin mars, les douaniers français ont intercepté près de Mulhouse 400 tonnes de balles compressées de plastique dégageant une forte odeur. Elles avaient été transportées d'Allemagne par camion et devaient embarquer sur une péniche à destination d'Anvers, puis sur un cargo pour la Chine. La législation allemande est si rigoureuse qu'il devient plus intéressant d'envoyer des emballages perdus aux antipodes plutôt que de les éliminer en Allemagne !

Ce qui n'empêche pas l'entreprise DSD de se féliciter des résultats obtenus. En 1994, elle a collecté 3,2 milliards de marks, dont 80 % ont été utilisés pour la collecte et le tri des emballages. Pour 1995, le budget devrait fléchir les 4 milliards de marks, ce qui, rapporté aux 80 millions d'Allemands, revient à moins de 50 marks par tête. « Une dépense raisonnable », constate M. Bialy, « l'an s'ajoute de cela nous a permis l'an dernier de collecter 57 % des emballages usagés et de les recycler l'essentiel ».

Dans certains Länder, grâce au DSD, la quantité d'ordures ménagères à traiter a diminué de 30 %, ce qui représente une économie pour les collectivités locales. Enfin, la consommation d'emballages plastiques a baissé en Allemagne (823 000 tonnes en 1994 contre 922 700 tonnes en 1991), au profit du papier, du carton, voire des sacs de toile. C'est la plus grande victoire de Klaus Töpper, ce brave professeur devenu ministre et qui a fait trembler l'industrie allemande.

Roger Cans

### Surenchère contre la pollution automobile

Le ministre allemand de l'environnement, Angela Merkel, a annoncé dimanche 4 juin son intention de proposer « une interdiction légale de tous les véhicules qui ne sont pas équipés de pot catalytique d'ici au 31 décembre 1999 ». En attendant, la circulation de ces véhicules serait interdite lorsque la concentration d'ozone dans l'air dépasse 270 microgrammes par mètre cube. Réunis à Kassel le 5 juin, les ministres de l'environnement de onze Länder (sur seize) ont décidé de prendre avant Pâques - et unilatéralement, si aucun accord n'est conclu avec le gouvernement fédéral - des mesures plus draconiennes encore. Ils envisagent de limiter la vitesse à 90 km/h sur autoroute et 60 km/h sur route lorsque la concentration d'ozone dépasse 180 microgrammes par mètre cube. L'interdiction de circuler pour les véhicules sans catalyseur interviendrait à partir de 240 microgrammes d'ozone par mètre cube d'air.

chissent les frontières et, moyennant finances, écoulent les surplus chez les voisins. Des exploitants français de décharges se ruent alors sur le matériel de récupération par une autre, détentrice à 50 % par les éliminateurs, à 25 % par l'industrie du plastique et à 25 % par DSD. Malgré cela, la filière d'élimination allemande est vite saturée. En 1994, 125 000 tonnes de plastiques ont été recyclées en Allemagne et 255 000 tonnes exportées.

### AU BORD DE LA FAILLITE

Fin 1993, cependant, le DSD frôle la faillite. Beaucoup d'entreprises utilisent le point vert sans payer. Les autres paient un forfait calculé sur le volume, qui ne tient aucune compte du poids ni du coût du recyclage. Enfin, les consommateurs ont tendance à jeter dans les poubelles jaunes des

de DSD, Edelgard Bialy, « le point noir reste le recyclage des plastiques ». La société qui garantissait la reprise des matières plastiques a fait faillite et il a fallu la remplacer par une autre, détentrice à 50 % par les éliminateurs, à 25 % par l'industrie du plastique et à 25 % par DSD. Malgré cela, la filière d'élimination allemande est vite saturée. En 1994, 125 000 tonnes de plastiques ont été recyclées en Allemagne et 255 000 tonnes exportées.

Le premier importateur est... la Chine (85 000 tonnes en 1994), qui reçoit entre 400 et 800 marks par tonne. Que font les Chinois de ces

## Un rapport commandé par le Pentagone estime que les Etats-Unis auraient tout intérêt à encourager une libéralisation progressive à Cuba

### WASHINGTON

**de notre correspondant**  
Au moment où à Washington le Congrès se penche sur un projet de loi républicain visant à renforcer l'embargo américain dans l'espoir de déstabiliser Fidel Castro, les partisans du dialogue avec Cuba défendent l'argument inverse : il serait plutôt dans l'intérêt américain d'encourager une libéralisation progressive, disent-ils, afin de favoriser une transition en douceur sans débordements susceptibles d'affecter les Etats-Unis.

Un rapport réalisé à la demande du Pentagone par un institut de recherche privé vient à l'appui de cette thèse. Fidel Castro a surmonté l'épreuve de l'effondrement du bloc soviétique et, tenant fermement les commandes, a amorcé une transition progressive vers une économie mixte, constate ce rapport rédigé par des experts américains et russes.

Terminé en mars dernier, avant la décision de l'administration Clinton de rapatrier d'office les boat-people cubains, ce rapport de 300 pages, dont *Le Monde* a pris connaissance, a été réalisé par l'institut international Research 2000 Inc., dirigé par un ancien responsable de la CIA, Nestor Sanchez, qui fut aussi vice-secrétaire adjoint à la défense dans l'administration Reagan. Les auteurs envisagent sept « scénarios de transition » à Cuba, trois avec Fidel Castro et quatre sans lui. Le scénario qu'ils considèrent comme le plus probable est celui d'une poursuite de la libéralisation économique et du statu quo politique. Viennent ensuite, dans un ordre décroissant de probabilité, le scénario d'une réforme économique radicale, de type thérapie de choc, avec un gouvernement autoritaire, et celui de l'abandon des réformes économiques, accompagné de



troubles populaires et de divisions au sein du régime. Les « scénarios sans Fidel Castro » sont également jugés improbables.

L'étude établit un constat de départ : « Cinq ans après l'effondrement du bloc soviétique et au bout de dix ans de crise économique, Fidel Castro conserve le contrôle total du pouvoir à Cuba et ce, très probablement, pour encore de nombreuses années, peut-être jusqu'à sa mort naturelle, comme Staline, Ho Chi Minh, Mao, Kim Il-sung et, plus proche de l'idiosyncrasie cubaine, Franco », estime l'un des auteurs, Humberto Leon, de l'université de Miami.

Depuis la crise de l'été 1994, le pouvoir a permis une « lente transition de l'économie planifiée vers une économie mixte », car des réformes plus radicales risqueraient de lui faire perdre le contrôle de la société. Mais pour l'instant, souligne Jaime Suchlicki, également

de l'université de Miami, « Cuba o du mal à attirer l'investissement étranger ». Le numéro un cubain ne donne aucune indication d'ouverture du système politique et, malgré l'attrait d'un assouplissement de l'embargo, ne semble pas prêt à des concessions majeures, par crainte d'ouvrir la porte à l'influence américaine, qui risquerait de l'affaiblir personnellement.

Les analyses des spécialistes russes sont particulièrement intéressantes, car ils ont pu étudier Cuba de près à l'époque soviétique, puis ont vécu, chez eux, la chute du communisme. Ils voient dans les récentes décisions de Fidel Castro une variante des modèles chinois et vietnamien, et estiment que « la transition a déjà commencé ». Mais, soulignent-ils, fort de l'expérience de l'effondrement des « ex-pays frères » européens et de l'URSS, où l'accélération des réformes politiques a fait perdre le

pouvoir aux communistes, Fidel Castro est déterminé à ne pas se laisser déborder. « Il y a à Moscou la conviction croissante que le régime Castro a surmonté l'épreuve la plus dure et va maintenant dans la bonne direction », estime Vladimir Soudeyev, spécialiste de l'Amérique latine à l'Académie des sciences de Russie. Récemment, le Kretin o relevé un plus grand pragmatisme chez Fidel. Le processus du changement est perçu comme plus stable et plus prévisible. Les analystes russes notent d'ailleurs un réchauffement des relations russo-cubaines, après l'abandon de la période 1991-1993, en partie motivé par la dépendance de la Russie à l'égard de Cuba pour ses importations de sucre et de nickel.

Pour l'un des experts américains, Henry Goethals, Castro a tué dans l'œuf toute velléité de « perestroïka » en 1988-1989 avec l'affaire Ochoa, même si cela a entamé son prestige auprès des intellectuels et d'une partie des officiers. Cet analyste souligne d'autre part qu'à la différence des élites au pouvoir en Europe de l'Est ou en URSS en 1989, « les dirigeants cubains appartiennent à la première génération de révolutionnaires, arrivés au pouvoir par une lutte de libération nationale ». Selon André Shoumikhine, président du Centre russe pour la résolution des conflits, tant que la « mentalité de siège », encouragée par l'embargo américain, persistera, le régime castriste pourra continuer à jouer avec le patriotisme des Cubains. « Au stade actuel, constate-t-il, le soutien au régime au sein de la bureaucratie, du parti communiste et des forces armées est plus grand que ne devrait l'autoriser la misérable situation économique. »

Sylvie Kauffmann

## Une majorité de Suisses soutiennent l'évêque de Bâle

DES PAROISSIENS de l'église Sainte-Marie, à Berne, où Mgr Vogel, l'évêque de Bâle qui a démissionné pour cause de paternité, a officiellement cinq ans, ont demandé au Vatican, dans une pétition adressée lundi 5 juin au nonce apostolique, de reconsidérer le principe du célibat des prêtres. 69 % des personnes interrogées par l'hebdomadaire zurichois *Sonntags Blick* souhaitent que Mgr Vogel conserve son poste et 86 % sont hostiles au célibat des prêtres. - (Corresp.)

### AMÉRIQUES

■ **CUBA** : jugeant que « la politique du tout ou rien » vis-à-vis de Cuba « n'a mené à rien », le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), César Gaviria, s'est prononcé en faveur d'une « plus large ouverture » vers cette île, lundi 5 juin, lors de la séance inaugurale de l'assemblée générale de l'OEA. Ce geste devrait aller de pair avec une « indispensable ouverture politique en vue de la réconciliation de la nation cubaine », a souligné M. Gaviria. - (AFP)

■ **GUATEMALA** : le Français Jean-Philippe Bernard, condamné à trente ans de prison, s'est évadé lundi 5 juin. Il avait été condamné avec son compatriote Philippe Biret pour avoir assassiné, en décembre 1991, un couple de restaurateurs français de Ciudad de Guatemala. Ils ont toujours nié leur culpabilité. - (AFP)

■ **NICARAGUA** : la présidente Violeta Chamorro a accepté, lundi 5 juin, 52 des 67 articles réformant la Constitution de 1987 votés par le Parlement en février mais rejetés jusqu'à présent par l'exécutif. Sous la médiation de l'archevêque de Managua, les deux parties sont convenues de poursuivre les discussions sur les amendements restants, portant notamment sur les limitations à la candidature pour la présidence. - (AFP)

### EUROPE

■ **ALBANIE** : le procureur du tribunal de Tirana a requis, lundi 5 juin, trois ans de prison contre Ilir Hodja, quarante-deux ans, un des fils de l'ancien dictateur Enver Hodja. Ilir Hodja avait insulté les dirigeants albanais actuels dans la presse, en avril, les traitant de « bande de vandales » et de « farces obscures ». - (AFP)

■ **ROUMANIE** : des colis piégés ont été adressés aux responsables des minorités allemande et hongroise de Roumanie, a indiqué, dimanche 4 juin, l'agence Romspre. Ces colis, envoyés la semaine dernière depuis l'Autriche, ont été adressés à Paul Philipp, le président du Forum démocratique des Allemands, et à Bela Marko, le président de l'Union démocratique des Magyars. Dans les deux cas, les fils des engins étaient aux couleurs roumaines, bleu, jaune et rouge. - (AFP)

### ECONOMIE

■ **ARGENTINE** : l'état argentin va réduire certaines dépenses et différer le paiement de fournisseurs pour respecter les échéances de remboursement de la dette convenues avec le FMI, a annoncé, lundi 5 juin, un collaborateur du ministre de l'économie. Les recettes fiscales ont, en effet, diminué de 6 % à 10 % en avril et en mai, et le gouvernement a accepté de laisser un délai aux contribuables en retard faute de liquidités, notamment les entreprises.

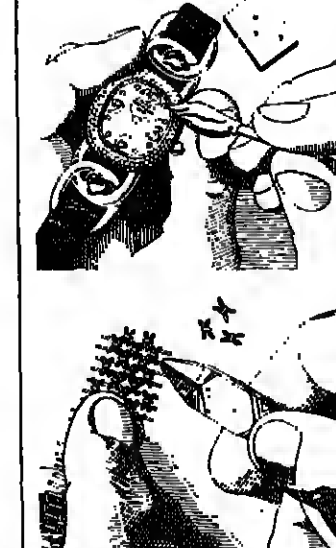
■ **ETATS-UNIS - EUROPE** : Washington déposera une plainte devant l'OMC si l'Union européenne ne lève pas d'ici la fin de l'année son interdiction, datant de 1989, d'importer de la viande de boeuf américaine (traitée aux hormones), a déclaré le secrétaire américain à l'Agriculture, Dan Glickman, qui a rencontré, lundi 5 juin, le commissaire européen, Franz Fischler. - (AFP)

## Sept nouvelles raisons pour visiter la Place Vendôme

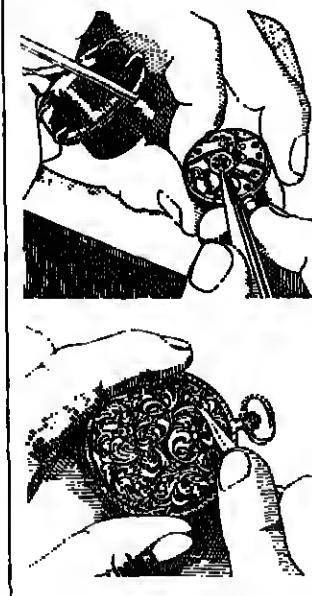
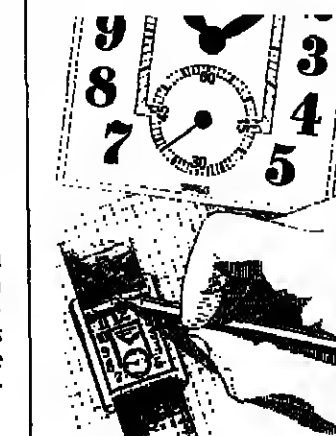
A Genève depuis plus de 150 ans, des artisans passionnés par leur travail créent les montres les plus précieuses du monde.



Aujourd'hui, Patek Philippe s'installe Place Vendôme et invite tous les amateurs de belles montres à venir découvrir les sept métiers de la perfection horlogère, ainsi que des pièces exceptionnelles de sa collection de montres anciennes.



Stylisme, horloger, orfèvre, chausson, graveur, mais aussi émailleur ont travaillé, ils perpétuent les gestes et les secrets d'artisans. Une seule manufacture a su préserver ainsi les beaux métiers de l'horlogerie : Patek Philippe.



"Les Sept Métiers" Exposition du 6 au 15 juin 1995

PATEK PHILIPPE GENEVE

10, Place Vendôme, Paris





## FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 7 JUIN 1995

**MUNICIPALES** Trop de communes en France ? C'est la question qui revient périodiquement quand on constate que, sur

36 763 municipalités, plus de 25 000, en quasi-totalité situées dans les campagnes, comptent moins de 700 habitants. Pour certains, cet émiettement est source de fragilité

financière, voire d'impuissance à agir (surtout quand les habitants vont travailler dans la grande ville voisine). Pour d'autres, c'est un gage de démocratie. ● **REPRÉSENTA-**

**TION.** Ce déséquilibre au détriment des grandes villes explique que 72 % des conseillers municipaux ne représentent que 21 % de la population du pays. ● **INFLUENCE.** Les as-

sociations de maires se livrent une « guerre de lobbying », les maires ruraux cherchant à préserver leur influence politique, notamment pour l'élection des sénateurs.

## Les petites communes rurales veulent préserver leur influence politique

La multitude de collectivités municipales est une spécificité française en Europe. Sur un total de 36 763, plus de 25 000 comptent moins de 700 habitants et leurs maires affichent en majorité une étiquette conservatrice

C'EST, selon les uns, une richesse précieuse pour l'exercice quotidien de la démocratie, et, pour d'autres, un grave handicap en termes d'efficacité économique : l'émiettement de la carte communale constitue une spécialité bien française. Les deux cinquièmes des municipalités européennes, en effet, sont françaises. Et sur les 36 763 communes de métropole et d'outre-mer, selon le recensement de 1990, 25 255 comptent moins de 700 habitants.

C'est Midi-Pyrénées qui détient la palme de ce nombre de « mini-maires » de pouilles, alors que la concentration apparaît plus forte en Bretagne ou en Ile-de-France. En raison de traditions historiques, le nombre de communes par département n'est pas homogène, indique l'Insee. Ce sont les départements du Nord, de Normandie et de l'Est qui comptent le plus de municipalités. Le Pas-de-Calais doit être, fin juin, 895 maires, l'Aisne (qui détient, selon l'Association des maires de France, le record du nombre de communes de moins de 500 habitants, considérés par beaucoup d'experts comme le seuil minimal d'autonomie administrative et financière), 783, la Moselle, 727.

La spécificité rurale française trouve une concrétisation politique,

administrative et financière à la fois dans les organismes représentatifs et dans les dispositions législatives en vigueur. Au sein de l'Association des maires de France existe une influence commission des communes rurales, que préside Jacques Pelletier, ancien ministre et actuellement médiateur, maire de Villers-en-Préailles (Aisne), dont les travaux de médiation touchent le logement, les critères de répartition des dotations publiques, la formation des élus, et le maintien des services publics. Pour sa part, François Paour, maire de Saint-Bernard (Ain), a créé une Fédération des maires ruraux qui essaye, par une action de lobbying, de contrecarrer la puissance de l'Association des grandes villes de France. Martin Malvy, ancien ministre du budget, maire PS de Figeac (Lot) et président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, est, lui, à la tête de l'Association des petites villes de France.

### ZÉRO HABITANT

Les amateurs de curiosités administratives devront aussi savoir que dans l'Aude, Camille-sur-Lanquet a... zéro habitant mais 19 élus. Inscrits et un conseil municipal de 9 membres, qui est le nombre minimal. Dans le canton de Charny

(Meuse), 4 communes dévastées pendant la guerre de 1914-1918, où il n'y a plus âme qui vive, ont été fictivement maintenues en vertu d'une loi de 1919 et sont administrées par une commission municipale de 3 personnes, nommées par le préfet.

Les petites communes bénéficient d'une bien meilleure représentation, puisque 368 700 élus (sur 512 850) vont gérer 30 919 communes de moins de 1 500 habitants. Depuis l'échec de la loi Marcellin (du nom du ministre de l'Intérieur de l'époque) du 16 juillet 1971 sur les fusions de communes, les gouvernements successifs ont toujours adopté une position équilibrée, préférant les incitations financières et fiscales au regroupement et à la coopération intercommunale plutôt que les rapprochements forcés. Chaque premier ministre a veillé à faire figurer dans son gouvernement un ministre chargé des collectivités locales, qui avait précédemment pour mission d'entretenir des relations étroites avec les innombrables associations d'élus locaux, et notamment les associations départementales de maires, tremplins de scrutins cantonaux et sénatoriaux. C'est pourquoi l'absence d'un ministre nommé en charge des collectivités dans l'équipe de M. Jup-

Le nombre de communes dans les principaux pays européens

Pays	Population
ALLEMAGNE (excl. Berlin)	61 715
GRÈCE	10 019
ESPAGNE	38 795
FRANCE	36 763
ITALIE	57 505
NOUVEAU-PAYS-BAS	57 135

pé a été ressentie par beaucoup comme une maladresse. Paux pas qu'on peut considérer comme partiellement compensé par la nomination d'un secrétaire d'Etat au développement rural, Raymond-Max Aubert, dont on remarquera cependant qu'il brigue - étonné ? - la mairie du chef-lieu de la Corrèze,

Tulle, qui n'est pas une bourgade en regroupant quelque 20 200 habitants.

La loi du 31 décembre 1993 a créé, entre autres dispositions, une dotation de solidarité rurale (DSR), qui, dans le budget de 1994, a représenté la coquette somme de 990 millions de francs. Une partie de cette enve-

loppe est destinée aux « bourgs-centres » de moins de 10 000 habitants qui peuvent constituer des points d'ancrage pour la politique d'aménagement du territoire. La seconde fraction allait à l'origine aux communes de moins de 3 500 habitants, mais a été étendue en 1995 à l'ensemble des villes de moins de 10 000 habitants. Cette subvention spécifique de l'Etat représente 27,9 francs par habitant.

La grande majorité des maires des petites communes se disent « sans étiquette » ou défenseurs des « intérêts locaux », ce qui signifie qu'ils se situent au centre ou dans la mouvance conservatrice. Mais leur couleur politique n'est pas sans conséquence sur d'autres scrutins, notamment les élections sénatoriales, puisque les membres du palais du Luxembourg sont désignés par un collège de grands électeurs composé essentiellement de maires et de conseillers municipaux. L'importance numérique des communes rurales et de leurs élus municipaux explique aisément qu'on dise toujours du Sénat qu'il est le grand conseil des communes de France, et que la droite y soit indéfectiblement majoritaire.

François Grosrichard

## Lilliput-en-Cantal, ou la chronique municipale en miniature

### VALJOUZE

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas la commune la plus fantomatique de France mais, à coup sûr, elle est l'une des plus représentatives de ce qu'on pourrait appeler la « quasi-fiction » municipale : Valjouze, avec ses vingt-sept habitants officiellement recensés, ferme la liste des communes du Cantal par ordre démographique.

Dans ce département auvergnat le plus rural de France (63 % de la population réside dans des communes de moins de 2 000 habitants), les métropoles appartiennent à un autre monde, les villages lilliputiens sont monnaie courante et Aurillac se veut le seul chef-lieu où, depuis le bureau de M. le préfet, on voit sur la montagne voisine brouter paisiblement des troupeaux de vaches. Mais là, comme à Paris, Lyon ou Marseille, la vie municipale suit son cours, le maire travaille, les électeurs font leur devoir et les élus ne peuvent s'affranchir du droit des collecti-

vités locales. Artisan électricien, maire depuis 1983, Fernand Pignol, quarante-neuf ans, parle avec une assurance teintée de nostalgie. La salle à tout faire de la mairie était, jadis, l'école à classe unique sur les bancs de laquelle il a usé ses cuotches. Plus tard il est descendu dans la vallée vivre à Ferrières, la commune voisine où la « gare est à vendre », indique l'affiche du notaire. La voix du maire se fait lasse : « Je vais fermer mon entreprise cet été pour aller à Paris. Si je trouvais quelque un de valable et déterminé, je passerais bien la main à la mairie... » Mais il a encore le temps pour se décider : dans les mini-communes, non seulement tous les panachages de listes sont permis, mais le dépôt des candidatures n'est pas soumis à une date butoir. Le code électoral autorise des comportements à la bonne franquette et le sous-préfet chargé de veiller à la légalité, ne fronce en général pas les sourcils.

Trente-deux habitants en fait (puis-

qu'une maman et ses quatre enfants sont arrivés il y a quelques mois), mais trente-cinq électeurs, parmi lesquels deux chômeurs, un couple au RMI, dix retraités agricoles et un exploitant actif, une aide-soignante à domicile... « Même avec neuf élus seulement au conseil municipal, il me faut deux adjoints. La loi impose au moins une réunion du conseil par trimestre. La dernière fois c'était pour voter le budget, le 2 avril ». M. Pignol ouvre le recueil jaune : « Vallo à budget 1995. On doit tout marquer : 160 705 francs de recettes de fonctionnement, dont 103 534 de subventions de l'Etat et 41 353 francs d'impôts directs. Il faut inscrire les indemnités du maire et des adjoints, les emprunts, les frais de téléphone, les vacations de la secrétaire de mairie qui vient deux heures par semaine le mercredi... »

La mairie ne roule pas sur l'ar, mais est équipée d'un téléphone avec répondeur, d'une photocopieuse, d'une machine à écrire, et derrière la table du conseil,

deux ou trois rayonnages de livres constituent la bibliothèque.

### LA FIN D'UN PRIVILÈGE

M. Pignol est fier de la restauration de l'église protégée par saint Antoine de Padoue. Ce fut son premier grand chantier lorsqu'il est arrivé en 1983, avec la réfection des murs du cimetière qui « fichaient le camp et risquaient d'entraîner nos morts avec ». Les travaux de l'église auront coûté 400 000 francs, « mais maintenant elle tient ». Elle est même bien jolie, avec ses murs clairs et ses pierres apparentes. Avec son retable aussi et les tableaux du chemin de croix, dont Fernand Pignol a redoré lui-même les cadres « pour que les choses aillent plus vite ».

Membre de la communauté de communes de Massiac, Valjouze va devoir mettre un terme à une vieille habitude appréciée des administrés mais désormais incompatible avec les nouvelles règles de la comptabilité publique, dites

« M 19 », applicables en 1996. En 1968, en effet, le maire de l'époque avait exigé que l'eau soit gratuite pour ses concitoyens, et depuis ce privilège n'a jamais été remis en cause. Mais maintenant, il faut séparer le budget de l'eau de celui de la commune. Valjouze devra créer une régie. « Mais qui ira relever les compteurs chez les gens puisqu'on n'a pas d'employé communal, et puisque les élus ne peuvent s'en charger sous peine d'être soupçonnés de magouille ? », se demande le maire. « Voilà le dossier de demain le plus épineux ».

De droite, ou de gauche, ce maire comme il y en a des centaines ? « On me l'a souvent demandé à la préfecture, mais je ne leur ai jamais dit. Il ne faut pas faire de politique dans les petites communes, ce serait le meilleur moyen de tout casser. Il y a du bon à gauche, du bon à droite... » Le bon sens, quel !

F. Gr.

## Le duc de Noailles, maire d'Epinay-Champlâtreux

L'HISTOIRE se passe au cœur du Pays de France. Un paysage vallonné verdoyant et boisé, à une trentaine de kilomètres au nord de Paris, dans le département du Val-d'Oise.

Au détour de la RN 16 qui conduit à Chantilly, un village caché par un rideau d'arbres, avec son église, son café et, plus loin, son château du XVIII<sup>e</sup> siècle, dressé tout au bout d'une allée de gravier. Nous sommes à Epinay-Champlâtreux, soixante-six habitants, où l'ancienne régie du château est devenue mairie par un décret im-

périal de 1801, où M. le maire s'appelle, surtout et avant tout, M. le duc.

Quatre-vingt-neuf ans passés, le pas hésitant mais l'esprit alerte et l'humour récond, François, duc de Noailles, se présentera de nouveau le 11 juin. Une pure formalité pour les cinquante-sept électeurs qui lui accorderont, une fois de plus, leur confiance. Depuis soixante-trois ans, sans jamais une seule liste d'opposition, le duc de Noailles est irrévocablement réélu. La tradition familiale a commencé en 1904 avec son père et elle n'est pas près de s'arrêter. Son épouse Charlotte, duchesse de Noailles, et leur fils Hélié, duc d'Ayen, cinquante-deux ans, sont conseillers municipaux. Et tous les Champlâtreux réunis savent déjà

que M. Hélié dirigera lui aussi un jour la municipalité.

Le château appartenait à la famille Molé, dont un des descendants, le comte Louis-Mathieu, maire lui aussi en son temps, fut à deux reprises président du conseil sous Louis-Philippe. Sa fille Clotilde, épouse de Jules, duc de Noailles, fut la grand-mère de l'actuel édile, qui se souvient des fêtes passées en famille au château, où rayonnait déjà une de ses tantes, la poétesse Anna Brancovan : Anna de Noailles. En 1904, Hélié, le deuxième fils de Clotilde, accède à la mairie. A son décès en 1932, son fils François lui succède.

Emile Marcot, l'ancien garde-chasse du château, est adjoint au maire depuis 1951. Plus de deux cents ans après la Révolution, un petit coin de royaume, frappé du sceau de la République, survit encore dans la nostalgie des grandes familles. Charlotte et François avouent : « Nous servons la France parce que la France est au-dessus des partis, mais, au fond du cœur, nous restons sans doute des royalistes... »

Au premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen est arrivé en tête, au second tour, Jacques Chirac a obtenu 75,47 % des suffrages. Jacques Chirac, dont les ancêtres corréziens ont dû un jour croquer ceux de Charlotte et François, du côté du berceau familial des Noailles, à neuf kilomètres de Brive-la-Gaillarde. C'est du moins ce que Mme la duchesse aime à croire.

Frédérique Lombard

## Des « rurbains » au Pays basque

La difficile intégration de la ville au village

### BAYONNE

de notre correspondant

Une église commencée en 1628, le fronton pour jouer à la pelote, une auberge et de solides maisons basques aux volets rouges groupées autour de la place : Louhossoa apparaît comme le village basque type, au creux des collines, sur la route de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port. Cinq cent vingt et un habitants y ont été recensés, mais, en pleine journée, la localité serait presque déserte et silencieuse, sans les enfants de l'école et leurs créations.

« Dans notre commune, 95 % des habitants qui sont salariés vont travailler chaque matin à Cambo-les-Bains et surtout sur la côte, à Bayonne et Biarritz », explique le maire, François Césat. Ici, au sein des montagnes basques, les agriculteurs ne représentent guère plus de 10 % des actifs et encore, la plupart ont souvent un deuxième métier. Le noyau de la population est aujourd'hui constitué de salariés qui travaillent en ville. Les retraités sont également plus nombreux qu'autrefois, certains venus de Paris ou de Bordeaux.

« Louhossoa attire : nous sommes à 24 kilomètres de Bayonne ; le prix du sol est accessible, le cadre est agréable », continue François Césat. Pourtant, s'installer au village n'est pas facile : à condition d'avoir trouvé un terrain à acheter ou une loca-

tion à l'année, il faut vouloir s'intégrer. « La moitié de la population au moins parle basque et, au début, cela déconvenait l'arrivant, souligne un commerçant. De la ville, les urbains gardent leurs habitudes : ils restent chez eux, disent rarement bonjour aux voisins, ne sortent qu'en voiture, vont faire leurs courses dans les supermarchés, ailleurs. Et leur migration quotidienne domicile-travail n'arrange rien... »

« Avec le panachage, un candidat trop nouveau n'a aucune chance d'être élu »

Le conseil municipal sortant est à l'image de la population : les salariés y sont majoritaires, mais la plupart sont d'une famille originaire du village. A l'inverse, les retraités récents et ceux qui viennent de s'installer au village n'ont pu encore y trouver toute leur place : « Avec le panachage, un candidat trop nouveau n'a aucune chance », estime François Césat. Pour être élu, il faut être d'ici ou s'être intégré de longue date, autrement dit être reconnu et inspirer confiance. « Les voies de l'intégration passent par le réseau ou par la vie associative. « Amener ses

enfants tous les matins crée un minimum de liens, assure un instituteur. Nous aurons ici l'an prochain une classe bilingue basque-français : les non-basques n'ont pas été les derniers à la réclamer... »

Sur un autre axe de développement périurbain, à l'est de Bayonne, Labastide-Clairance subit également l'influence de la ville. Au sein du conseil municipal de cette bourgade de huit cent cinquante-deux habitants, à la fois basque et gasconne, un tiers d'agriculteurs côtoient un gros tiers de salariés migrants quotidiens. Le maire, Léopold Darrichon, un Bastidote pure souche, est professeur de gestion à l'UTP de Bayonne : plans d'occupation du sol et droits de préemption à l'appui, il est parvenu jusqu'à présent à contenir la pression de l'agglomération bayonnaise, distante de 26 kilomètres par autoroute.

Ses concitoyens apprécient aussi son opiniâtreté à doter cette localité médiévale d'une activité économique propre. Ainsi une base de télétravail va-t-elle bientôt voir le jour. Autant de nouveaux villages en perspective mais à doses homéopathiques et sans loissement. Résultat : « Ici l'équilibre se maintient, estime Léopold Darrichon, et progressivement chacun accepte l'autre sans se renier... »

Michel Garicoïts

**SERVICE DES DOMAINES**  
ADJUDICATION JEUDI 22 JUIN 1995 A 13 H A PARIS 9<sup>e</sup>  
Salle des Ventes des Domaines, 17, rue Scriba.  
**APPARTEMENTS - CHAMBRES**  
sur PARIS 7<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>.  
**sur LES MISES A PRIX DE 65 000 F à 940 000 F**  
**RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATION**  
**DES CAHIERS DES CHARGES :**  
**LUNDI, MERCREDI et VENDREDI de 9 h à 12 h**  
**et les MARDI et JEUDI de 14 h à 16 h.**  
Direction nationale d'interventions domaniales  
VENTES IMMOBILIÈRES - BUREAU 109  
17, rue Scriba 75436 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 44-94-78-19 ou 44-94-78-22  
**DÉTAIL DES VENTES DES DOMAINES : S.O.A.D. Abonnement 150 F**  
par an. Ecrire S.C.P. 17, rue Scriba 75436 PARIS CEDEX 09  
ou Tél. : 44-94-78-78, Minitel 3617 VAE  
3617 1 2 3 ADJUGÉ 3617 DROUOT.

مكة امنه لاص



Jean Tiberi, maire de Paris

## « Je veux mieux expliquer et clarifier les procédures d'attribution des logements sociaux »

Devenu maire de Paris à la suite de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, Jean Tiberi, député (RPR) du 1<sup>er</sup> arrondissement, premier adjoint au maire depuis 1983, élu au Conseil de Paris depuis 1965, affronte sa première bataille électorale en tant

que chef de file de la majorité. Dans l'entretien qu'il nous a accordé - auquel répondra celui avec le chef de file de la gauche, Bertrand Delanoë -, M. Tiberi affirme, notamment, sa volonté de « clarifier » les procédures d'attribution des logements sociaux.



JEAN TIBERI

« Après dix-huit ans de gestion chiraquienne de la capitale, à laquelle vous avez étroitement participé, quels « changements » proposez-vous aux Parisiens ?

« J'ai l'intention de poursuivre la politique de Jacques Chirac dans le domaine social. Les changements seront la lutte contre le chômage, priorité gouvernementale qui sera aussi celle de la ville ; un nouvel urbanisme à visage plus humain, de petite taille et de proximité ; le combat contre la pollution atmosphérique et, enfin, le développement de la concertation.

« Compte tenu de la suspicion entourant le système des attributions de logements sociaux, quelle réforme proposez-vous pour redonner confiance aux Parisiens ?

« Les affaires sont entre les mains de la justice. Celle-ci est indépendante et fera son travail. Les défaillances personnelles de quelques-uns ne mettent pas en cause le système des attributions de logements aidés. Il y a des interventions d'État, de la majorité comme de l'opposition ; ce droit-là ne doit pas être remis en question. Pour le reste, nous appliquons la loi : dans la commission d'attribution de la POPAC siège le représentant du syndicat national des locataires, moi pas, alors que je suis président de la POPAC.

« Une partie de l'opinion estime que le système n'est pas assez transparent. La réalité est celle-ci : nous avons beaucoup plus de demandes que d'offres, quel que soit l'effort de construction de la ville. Ceux qui n'obtiennent pas satisfaction pensent que les bénéficiaires le sont par le fait du prince, à la suite d'un obscur arrangement ou d'une recommandation. J'ai la volonté de mieux expliquer et de clarifier ces procédures.

« Utiliserez-vous à nouveau la procédure de réquisition de logements vides ?

« La réquisition n'était pas une fin

en soi, mais un signal fort, un coup de poing sur la table pour amener les banques et les assurances à remettre sur le marché leurs locaux vacants. Je ne relancerai pas de réquisitions mais je maintiendrai la pression sur les propriétaires institutionnels.

« Comment inciter les propriétaires à transformer leurs bureaux vides en logements ?

« La ville n'a pas les moyens d'agir seule. Elle donne l'exemple en transformant son propre patrimoine et elle attend que l'État prenne des initiatives, qu'elle appuiera de toutes ses forces. En période de crise, il n'est pas acceptable de voir de grandes surfaces de bureaux inoccupées, souvent dans un but spéculatif, alors que des familles sont à la rue.

« Il y a une forte demande de transparence dans le mode de gestion de la municipalité. Comment y répondrez-vous ?

« Désormais, une demi-douzaine d'adjoints au maire de Paris disposent de délégations de signature et formeront un comité de sages, suivant de près le fonctionnement de la municipalité. Quant à l'opposition, j'en prends l'engagement, elle disposera de tous les documents nécessaires à sa tâche : critiquer et faire des propositions.

« Au Conseil de Paris, les amén-

dements de l'opposition ne sont jamais pris en considération. Assouplirez-vous cette pratique ?

« Je prendrai volontiers en considération les propositions de l'opposition dès lors qu'elles seront constructives et qu'elles n'entraîneront pas de dépenses excessives.

« Communiquerez-vous aux élus les rapports de l'inspection générale ?

« Dans l'affaire de la Semidep, le rapport a été remis au président de cette société. Il en a communiqué les principaux éléments à son conseil d'administration et en a tiré les conséquences en portant plainte contre X...

« Les Parisiens et leurs élus réclament davantage de pouvoirs locaux dans les arrondissements. Êtes-vous partisan de cette décentralisation-là ?

« Il ne faut pas que l'Hôtel de Ville écrase les arrondissements, mais ceux-ci ne doivent pas mettre en cause l'unité de Paris. Décentraliser, oui ; déconcentrer, non. La loi n'a prévu qu'un budget parisien, et il ne peut y avoir des politiques différentes au gré des arrondissements. Cependant, lors de la conférence budgétaire annuelle, qui répartit les crédits entre les arrondissements, j'ai toujours tenu compte des demandes des maires. Ceux-ci sont des relais entre la population et la mairie centrale. Leurs souhaits seront pris en compte en considération.

« Les élus de l'île-de-France veulent prendre le contrôle du Syndicat des transports parisiens. Qu'en pensez-vous ?

« L'écatement du système actuel ne se traduira-t-il pas par des augmentations de tarifs ? En outre, le transfert des pouvoirs suppose que les élus aient l'autorité sur la RATP. J'y suis totalement hostile.

« Les Parisiens veulent, à la fois,

garer leur voiture au pied de leur immeuble, ronder facilement dans une capitale animée et vivre dans des quartiers tranquilles. Comment résoudre ces contradictions ?

« En continuant à pratiquer une politique équilibrée. Je veux à la fois permettre aux Parisiens de se réapproprier leur rue, leur quartier, leur espace de vie quotidien. Nous avons illustré la notion de quartier tranquille dans le XII<sup>e</sup> arrondissement (quartiers Nationales et Butte-aux-Cailles). Je veux l'étendre à l'ensemble de la capitale, mais il faut aussi fluidifier la circulation (grâce aux « axes rouges »), faciliter le stationnement, notamment résidentiel, et, naturellement, développer les transports en commun, en concertation avec la RATP. Par exemple, il faut mettre sans délai à l'étude un projet de tramway sur la petite ceinture, entre le XV<sup>e</sup> et le métro Météor.

« Une proposition de loi visant à transférer les pouvoirs de réglementation du préfet de police au maire de Paris a été votée par le Sénat. La présenteriez-vous à l'Assemblée nationale ?

« Je suis contre une police municipale à Paris. En revanche, le RPR a passé accord avec l'UDF de Paris pour demander que la réglementation en matière de circulation, de stationnement et d'hygiène appartienne au maire. Je souhaite que la proposition de loi correspondante vienne devant l'Assemblée. Pour la sécurité, préoccupation majeure, je fais confiance au ministre de l'Intérieur, au préfet de police et à tous leurs fonctionnaires.

« Que pouvez-vous faire pour l'emploi, domaine qui, en fait, échappe aux responsabilités municipales ?

« La ville a ouvert des missions locales pour l'emploi destinées à informer et à aider les jeunes de

moins de vingt-cinq ans. En outre, il y aura dans chaque mairie des « maisons pour l'emploi », recevant et informant les plus de vingt-cinq ans, notamment les cadres. Enfin, je vais créer, au sein des services de la municipalité, une délégation pour l'emploi, qui marquera formellement ma volonté politique de lutter en priorité absolue contre le chômage, qui frappe 143 000 personnes à Paris, dont 22 % de cadres.

« En reportant à plus tard les grands équipements, je maintiendrai la pression fiscale au niveau modéré où nous l'avons gardée depuis douze ans »

« Le grand projet Seine-Rive gauche est menacé par la mévente des bureaux. Quelle est votre solution de rechange ?

« Je ne peux pas imaginer que ce projet n'aboutisse pas. Nous voulons créer à un pôle économique et culturel international pour le Paris de demain. Le comité d'expansion que nous allons instituer favorisera les implantations d'entreprises, et pas seulement celles du tertiaire.

« Pensez-vous que la création d'une « commission scientifique » suffira à rassurer les Parisiens que la pollution atmosphérique rend malades ?

« Non. D'abord, nous voulons inciter les Franciliens à prendre les transports en commun. Je veux aussi faire avancer le véhicule électrique. La commission, elle, dira la vérité et formulera des suggestions. Tout cela sera public.

« Vous êtes partisans de freiner l'augmentation de la pression fiscale sur les Parisiens (plus de 40 % en quatre ans). Sur quels services ou quels investissements ferez-vous des économies ?

« En conservant à Paris son rôle de capitale économique et culturelle, mais en reportant à plus tard les grands équipements, je maintiendrai la pression fiscale au niveau modéré où nous l'avons gardée depuis douze ans.

« Pour la première fois depuis 1977, des listes concurrentes se réclament de la majorité se présentent dans trois arrondissements parisiens. Que pensez-vous de cette situation ?

« Les trois listes de liste que vous évoquez ont pendant six ans voté les délibérations et les budgets. Ce sont donc des questions de personnes, qui ne me paraissent ni sérieuses ni convenables. »

Propos recueillis par  
François Chirot  
et Marc Ambroise-Rendu

Luc Leroux

A Marseille, M. Juppé apporte son soutien à MM. Gaudin et Muselier

MARSEILLE  
de notre correspondant

Parmi les grandes villes que la majorité espère ravir à la gauche lors des élections municipales des 11 et 18 juin, Marseille figure en tête de liste. C'est du reste la seule sur laquelle la droite parlementaire fonde de réels espoirs. Alain Juppé en a administré la preuve, lundi 5 juin, en participant, sur place, à une réunion publique de soutien à la liste « Marseille ambition », conduite par Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR), président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et par Renaud Muselier, député (RPR). Le premier ministre ne devait faire aucun autre déplacement en province - en dehors de Bordeaux, dont il brigue la mairie - dans le cadre de cette campagne municipale. M. Juppé a apporté son « soutien personnel et celui du gouvernement » au « ticket » Gaudin-Muselier.

Dans la deuxième ville de France, qui connaît un taux de chômage proche de 22 %, les difficultés vécues par les Marseillais sont, aux yeux du chef du gouvernement, « symboliques des défis que la France doit relever ». Devant deux mille personnes environ, M. Juppé a rappelé que le « programme d'action globale contre l'exclusion et pour l'intégration » reposera sur « deux préoccupations : l'autorité et la générosité ». « Aux forces chargées de la sécurité et de la tranquillité de nos cantonnements, il faut redonner les moyens de l'action et les moyens de la proximité sur le terrain, à poursuivre le premier ministre. S'il faut de la détermination et de la fermeté dans la lutte contre ceux qui violent nos lois, y compris ceux qui violent les lois relatives à l'entrée sur le territoire, nous devons avoir notre cœur à ceux qui ont choisi d'être nos compatriotes (...), faire l'effort de la main tendue et de l'intégration, ce qui crée réellement les conditions du pacte républicain. » « J'ai fait de cette politique d'intégration l'une des priorités de mon action gouvernementale, que le Parlement a approuvée (...). Depuis, le gouvernement s'est mis au travail. Dès le mois de septembre, nous serons en mesure de présenter un programme global », a-t-il précisé.

« ENTHOUSIASME » ET « LUCIDITÉ »

« Evoquant « la première bataille de mesures pour l'emploi », qui sera présentée dans quinze jours, M. Juppé a renouvelé l'intention de son gouvernement de relever « sensiblement » le SMIC au 1<sup>er</sup> juillet, afin de « faire participer un peu tous les Français à la prospérité » ceux qui n'en bénéficient pas. En conclusion de la présentation de ce double défi pour l'emploi et pour l'intégration, le premier ministre a mis en garde : « L'enthousiasme ne doit pas effacer la lucidité, cela ne va pas être facile. Il faut du courage pour réaliser tout cela (...) dans un pays « miné par des déficits considérables ».

au détriment des autres explique que les maires ruraux cherchant à protéger leur influence politique, notamment pour l'élection des sénateurs.

## ur influence politique en Europe.

en majorité une étiquette conservatrice

POPULATION

61 715

10 019

38 795

56 017

57 505

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

57 135

## Agir et rassembler, disent-ils

L'AVENIR sera bien joli, cette fois, c'est promis. A Sainte-Marie (1 692 habitants), en Ille-et-Vilaine, la « liste d'union pour le développement économique, social et culturel » s'engage à rénover le presbytère. A Maresché (586 habitants), dans la Sarthe, la liste « Agir pour que Moresché vive » soutient à la fois « les personnes âgées, le cadre de vie et l'arrivée de l'autoroute ». A Bordeaux (210 336 habitants), en Gironde, Alain Juppé promet... Alain Juppé, ce qui, à entendre le premier ministre, est en soi une garantie d'avenir. A Clermont-Ferrand (136 181 habitants), Valéry Giscard d'Estaing assure enfin que seule sa « bonne peinture » remettra la capitale du pneu « sur les rails ».

Mieux, meilleur, ensemble, tous, demain, agir, partager, gérer, défendre, construire. Partout, on ouvre, on rassemble, on aime. Le glossaire de campagne municipale pourrait tenir en quelques mots moins un : politique. A Tremblay, toujours dans l'Ille-et-Vilaine, la liste « Tremblay, demain, ensemble » affronte une liste « d'union et de progrès » sur la question du rond-point de la route Rennes-Avranches. A Saint-Malo, on ne fait pas non plus de politique. Les deux sections socialistes de la ville, celle du nord et celle du sud, ont d'ailleurs chacune leurs candidats.

A Neuilly-sur-Seine, à Antony et à Levallois-Perret, on en fait encore moins. Nicolas Sarkozy, Patrick Devedjian et Patrick Balkany, tous fervents balladuriers et maires sortants, se voient opposer des listes RPR « chiraquiennes », toujours conduites par des personnalités de feu le comité de soutien au candidat à l'élection présidentielle Jacques Chirac. Qui, bien sûr, n'ont pour seul objectif que de construire, rassembler, partager.

Pas un sigle, pas une étiquette. A Lyon, le candidat socialiste, préfère

décliner son identité plutôt que de brandir sa carte de parti. Gérard C. O. L. O. M. B. ou « Gérer le Cité, Organiser les Libertés à Lyon pour Offrir un Maximum de Bonheur ». Il a cru malin de reprendre un modèle qui avait réussi, en 1965, à Louis Trudel (« Pour la Réalisation Active Des Espérances Lyonnaises »).

Ses adversaires de la majorité, Raymond Barre et Michel Noir ont bien eu le même réflexe, mais hélas aucun d'entre eux n'a la chance de compter le « L » de Lyon dans son patronyme. La tradition lyonnaise est tout de même respectée. Les affiches de l'ancien premier ministre recommandent de voter pour « R. B. A. R. R. E. » et celles du maire sortant, qui ne se cache pas derrière son adjoint Henry Chabert, invitent à soutenir « M. N. O. I. R. ».

A Chamonix, on n'a pas ce genre de difficulté. Les électeurs de la station alpine connaissent déjà le nom de leur futur maire. Quel qu'il soit, ce sera un Charlet : Michel (divers droite), le maire sortant, Jean-Claude (sans étiquette), ancien président de la Compagnie des guides, ou Sylviane (PS), sans qu'aucun lien de parenté ne lie les trois candidats.

Au pied du Mont Blanc vivent une quarantaine de familles Charlet. Selon Maurice Gay, géographe local, les premières traces écrites attestant la présence des Charlet à Chamonix remontent à 1351. Du XIV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, ils ont souvent occupé les fonctions de scribe ou notaire réservées aux notables, mais deux seulement ont été maires.

UN PRÉCIPITÉ DE CÉLÉBRITÉS

A Saint-Chamond (Loire), pour défendre, gérer, agir, rassembler, un seul nom s'impose, celui d'Antoine Pinay. L'ancien président du conseil de la IV<sup>e</sup> République, l'homme du franc fort, avait déjà soixante-trois ans à la naissance d'Alain Duret, en 1954. Alain Duret, importateur de balayuses autopropulsées américaines, candidat à la mairie, personne ne connaît. Il a donc décidé d'être un précipité de célébrités, de parler comme Pinay, en « gestionnaire avisé » qui affirme docilement

« qu'on ne peut pas dépenser l'argent qu'on n'a pas », de citer Alain Frost, « un ami d'enfance » dont il pourrait s'assurer les services « pour remettre Saint-Chamond dans la course », et de s'abriter derrière la cartouche compétente du commissaire Van Loc, ancien grand fils de Marseille, autrefois réquisitionné pour les besoins électoraux de Michel Mouillot à Cannes.

En Nouvelle-Calédonie, on se bouscule pour rassembler. Près d'un électeur calédonien sur trente, soit 3 226, est candidat aux élections municipales. Un record, paraît-il, dans l'histoire électorale locale. Ce soud d'autrui est même venu bouleverser les habitudes du maire sortant de Farino, la plus petite commune du territoire calédonien (274 électeurs). Son maire sortant, Henri Merlot, qui sollicite gaillardement un septième mandat, se voit opposer une liste concurrente. Cela ne lui est arrivé qu'une seule fois en trente-quatre ans et il « ne se souvient plus exactement quand ».

Construire. Dans le Jura, à Molamboz, tout le monde s'y est mis. La mairie se retrouvant sans domicile fixe après avoir été renvoyée par le propriétaire de la maison qui l'habituait jusqu'alors, les soixante-dix habitants de la commune ont décidé de construire eux-mêmes un hôtel de ville. Les engins agricoles du village ont été mis à contribution pour transporter les matériaux de construction, les retraits de tous les corps de métier du bâtiment ont repris du service, les épouses ont apporté le café et les gâteaux. En tout, près de quatre mille heures de bénévolat ont été consacrées à l'édification de cette mairie, pour un coût total de 500 000 francs, au lieu du devis de 900 000 francs établi par la Direction départementale d'équipement (DDE). L'inauguration est prévue le 14 juillet.

Dans la série des belles histoires municipales à raconter aux enfants en cours d'instruction civique, on peut encore retenir l'exemple de Séné, un port de 7 572 habitants au fond du golfe du Morbihan. A l'ini-

tiative du maire socialiste, Marcel Cartau, soixante et un ans, un technicien agricole en retraite qui sollicite un second mandat, les deux listes en compétition ont conclu un code de bonne conduite qui prévoit « un accord de limitation d'affichage et de respect des personnes ». Le maire candidat et Philippe L'Hermier, un chef d'entreprise chef de l'opposition, s'engagent notamment « à respecter l'affichage de la liste concurrente, que ce soit sur les panneaux officiels ou d'affichage libres ». Sous la houlette du maire, les chasseurs, pourtant coriaces, avaient déjà accepté de s'associer aux écologistes de la SEPND (Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne) pour cogérer une vaste réserve naturelle pour oiseaux marins de 250 hectares de marais et de terres. Agir et rassembler, vous dit-on.

Récit de nos correspondants

## LA TUNISIE À PRIX D'AMIS !

**Vol A/R Paris-Tunis 1100F<sup>\*\*</sup>**  
Vol Jumbo charter.

**Séjour Monastir 3050F<sup>\*\*</sup>**  
Forfait 8 jours/7 nuits : avion A/R + transferts + séjour en 1/2 pension à l'hôtel Houda de Skanes.

**Circuit tradition 3690F<sup>\*\*</sup>**  
« Connaissance de la Tunisie ». Forfait 8 jours/7 nuits : vol A/R Tunis + circuit autocar climatisé en pension complète.

\* Départ le 8.10 et retour le 15.10.95. Hors frais de dossier. \*\* Du 27.05 au 25.06.95 et du 15.06 au 31.10.95. Du 25.05 au 30.06.95 et du 1.10 au 31.10.95. Prix par personne, base chambre double, départ Paris. Hors taxes d'aéroport et assurances.

Renseignements et inscriptions dans votre agence de voyages habituelle.

Partenaires officiels de l'Association de la Tunisie



## M. Toubon souhaite introduire un appel pour les décisions criminelles

Le garde des sceaux veut réformer la détention provisoire

Invité, lundi 5 juin, du « Grand Jury RTL-Le Monde », le garde des sceaux, Jacques Toubon, a annoncé qu'il comptait introduire une procé-

dure d'appel pour les décisions des cours d'assises et réformer la détention provisoire. Sur les « affaires », M. Toubon a confirmé qu'il n'empe-

cherait jamais l'ouverture d'une information judiciaire et déclaré qu'il ne modifierait pas la législation sur les abus de biens sociaux.

Dès son arrivée au ministère de la justice, Jacques Toubon avait annoncé qu'il ne souhaitait pas devenir le ministre des « affaires ». Invité du Grand Jury RTL-Le Monde, le garde des sceaux a donc soigneusement évité de se placer sur ce terrain miné : il a précisé qu'il ne s'opposerait jamais à l'ouverture d'une information judiciaire, qu'il ne réformerait pas les textes sur le secret de l'instruction et qu'il ne toucherait pas à la législation actuelle sur les abus de biens sociaux. Jacques Toubon, qui estime que la justice traverse une crise sans précédent, affirme vouloir se consacrer entièrement à la préparation de la « justice pour l'an 2000 ». Il compte ainsi proposer prochainement deux réformes de fond : d'abord l'introduction d'un double degré de juridiction en matière criminelle, puis la réforme de la détention provisoire.

### UNE JURIDICTION À PART

Héritée de la Révolution et reprise par le code d'instruction criminelle de 1808, la cour d'assises est l'incarnation de la souveraineté nationale telle qu'elle a été définie en 1789. A ce titre, la cour d'assises échappe à la plupart des règles qui régissent les juridictions pénales : elle ne correspond à aucune juridiction civile, elle n'est ni fixe ni permanente, elle accueille des citoyens non professionnels, et ses décisions ne sont pas susceptibles d'appel. La dimension symbolique du jury est si forte – au départ, les jurés étaient douze, un chiffre biblique faisant écho aux douze apôtres ou aux douze étoiles de la couronne de la Vierge dans l'Apocalypse de saint Jean – que les réformes sont extrêmement difficiles à mettre en œuvre : on a longtemps considéré qu'il était impossible de remettre en cause la décision d'un jury, puisqu'il représentait le peuple tout entier.



Cette vision mythique résiste cependant mal à l'exigence de justice : aujourd'hui, un voleur condamné à trois mois de prison avec sursis par un tribunal correctionnel peut faire appel, mais un meurtrier condamné à la réclusion criminelle à perpétuité doit s'acquiescer de la décision non motivée d'un jury, qui tranche au nom de l'« intime conviction ». Cette spécificité française est, en outre, en contradiction avec le septième protocole de la Convention européenne des droits de l'homme : dans son article 2, ce texte précise que toute personne déclarée coupable d'une infraction pénale par un tribunal a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité ou la condamnation.

Jacques Toubon a donc décidé de mettre fin à cette anomalie de la procédure française. « On reproche aux cours d'assises d'avoir des décisions qui sont totalement variables en fonction des lieux où elles siègent, à-t-il souligné. On leur reproche également, en fonction de l'évolution du temps, à cinq ans, de prendre des décisions tout à fait différentes sur le même crime. Il faut avoir, en matière criminelle, deux degrés de juridiction, car un principe fondamental de notre droit n'est pas aujourd'hui respecté. » Techniquement, la réforme n'est pas aisée : la décision du jury, qui a, en France, un caractère presque sacré, n'est pas motivée, ce qui interdit toute procédure d'appel classique. Le garde des sceaux envisage donc de créer des tribunaux criminels départementaux, composés à la fois de magistrats professionnels et de citoyens qui seront chargés d'examiner les dossiers criminels en première instance. La cour d'assises deviendra donc la juridiction d'appel de ce tribunal, ce qui lui permettrait de conserver ses particularités.

### LA DÉTENTION PROVISOIRE

Le second grand chantier lancé par Jacques Toubon concerne la détention provisoire. Cette ques-

tion est si sensible qu'elle suscite depuis une décennie une intense activité législative : depuis 1984, le Parlement a adopté six textes modifiant ce chapitre du code de procédure pénale. Jacques Toubon ne souhaite pas renouer avec le principe de la collégialité, instauré – et jamais appliqué – en 1935 par Robert Badinter, et en 1987 par Alain Chandon : cette solution, qui nécessite un gros investissement financier, bouleverserait en effet l'équilibre actuel du code de procédure pénale, ce que le garde des sceaux veut éviter. La détention provisoire restera finalement entre les mains du juge d'instruction, mais le critère d'ordre public, qui autorise aujourd'hui le juge à écrouer sans motivation précise, sera modifié. « Ce critère est à mon sens trop large », a estimé M. Toubon.

Le changement est certes modeste, mais l'expérience prouve que ce ne sont pas forcément les textes les plus audacieux qui modifient le plus les pratiques : en matière de détention provisoire, la loi qui a pesé le plus lourd est un petit texte de 1984, qui impose un débat contradictoire entre le parquet et l'avocat avant chaque incarcération. Jusqu'en 1985, la par-

### Un projet d'amnistie plus restrictif

Le projet de loi d'amnistie, qui devrait être examiné par le conseil des ministres du 14 juin, sera, comme le veut la tradition, le premier texte à être examiné par le Parlement. Les conventions indigènes avant le 17 mai, date de l'installation de Jacques Chirac à l'Élysée, seront amnistées. Les infractions ayant entraîné la perte de moins de deux points du permis de conduire seront, elles aussi, amnistées, mais les points ne seront pas pour autant restitués. En matière de délits, le projet de loi sera plus restrictif que les amnisties de 1981 et 1988. « Je considère que notre politique pénale doit être plus ferme qu'elle ne l'a été », a indiqué le ministre de la Justice, Jacques Toubon. Seront exclues de cette amnistie les infractions relatives à l'environnement, à la contrefaçon et aux droits d'auteur, ainsi que les délits économiques et financiers. « Le texte ne pourra pas être utilisé pour effacer les affaires », a finalement conclu M. Toubon.

des prévenus au sein de la population carcérale n'avait cessé d'augmenter, passant de 40 % en 1971 à 52 % en 1984. Mais, à partir de cette réforme, elle a baissé avec une constance sans faille : en moins de dix ans, la détention provisoire a retrouvé les chiffres des années 70. La part des prévenus s'établit aujourd'hui à un peu moins de 40 %. Le problème n'est pas réglé pour autant puisque la durée moyenne de la détention provisoire continue, elle, à augmenter : elle est passée de 2,5 mois en 1971 à 3,7 en 1989.

Jacques Toubon a également annoncé les grandes lignes de sa politique pénale en insistant notamment sur l'exécution des peines. « Je suis très favorable à tous les systèmes de travail collectif pénal et aux jours-amendes, a-t-il noté. Il faut également que nous soyons meilleurs que nous ne le sommes en matière de libération conditionnelle, d'exécution des peines en semi-liberté et de toutes les formules de ce type. Enfin, le contrôle judiciaire est utilisé aujourd'hui d'une manière latérale. Je pense qu'il peut devenir, à partir du moment où il est vraiment contrôlé, une forme de privation de liberté, donc de punition, qui peut parfaitement s'adapter à un certain nombre d'infractions. » La chancellerie s'intéresse également au port du bracelet électronique, qui avait été préconisé, dans un rapport, par le sénateur de l'Isère, Guy Cabanel.

Arne Chemin

## Le groupe UDF soutiendra activement le gouvernement

LE RÔLE DU GROUPE UDF de l'Assemblée nationale sera « de proposer et d'exister dans un soutien C.I.E.R. » à la majorité et à la politique du gouvernement, a déclaré, lundi 5 juin, Gilles de Robien, en précisant « C pour constructif, L pour loyal, E pour exigeant et R signifiant "dans un esprit de rénovation" ». S'exprimant au « Club de la presse » d'Europe 1, le président du groupe UDF a expliqué que son objectif était d'organiser les six « courants » qui forment l'UDF en « un long fleuve tranquille qui bosse » et qu'il ne serait « le chef d'aucune chapelle ». « L'UDF aurait tort de se priver des conseils, de l'avis, de Valéry Giscard d'Estaing », a-t-il cependant ajouté.

■ RÉPONSE : le FN estime que le premier ministre, Alain Juppé, « commet une bourde » en refusant de passer des accords avec lui pour les élections municipales. « Il prend délibérément le risque de laisser un certain nombre de municipalités aux mains des sociaux-communistes », déclare le parti d'extrême droite dans un communiqué du 5 juin, qui considère qu'« une telle attitude prouve à l'évidence que M. Juppé et ses amis se trouvent pieds et poings liés par les forces obscures qui ont l'ambition de diriger la France à la place du peuple ».

### MUNICIPALES

■ DIVISIONS : la droite apparaît divisée à l'occasion des élections municipales de Château-Thierry (Aisne). Renaud Dutreil (UDF-PR), proclamé député en août 1994 à la suite du décès d'Audré Ross, dont il était le suppléant, a obtenu l'investiture de l'UDF et du RPR. Nicole Bastien (UDF, adhérents directs) conduit une autre liste réunissant des candidats de sensibilité UDF ou RPR. Ces derniers se présentent comme des fidèles de Jacques Chirac. M. Dutreil, favorable à Édouard Balladur à la même époque, avait refusé la présence de quelques-uns d'entre eux sur sa liste. Cette division pourrait permettre la réélection de Dominique Jourdain, maire (PS) de Château-Thierry. Colette Pécot-Pinatel, conseillère régionale (FN), espère elle aussi tirer profit de ce bras de fer à droite. (Corresp.)

■ ENGAGEMENT : à l'initiative de Jean Kahn, président du Congrès juif européen et du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), une centaine d'élus locaux et régionaux d'Alsace ont pris l'engagement de ne pas pactiser avec le Front national entre les deux tours des élections municipales. Dans une région où Jean-Marie Le Pen a récolté 25,41 % des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle, la communauté juive alsacienne estime exemplaire la dénonciation, par les maires des principales villes, des conseillers généraux et régionaux, d'une idéologie « dangereuse, irresponsable et morale ». Dans le texte signé, les élus s'interdisent « toute alliance ou allégeance avec toute personne ou groupe politique se reconnaissant dans cette idéologie ».

■ PARIS : les socialistes du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris sont en conflit avec leurs instances fédérales et nationales. Celles-ci ont voulu faire un subtil dosage de femmes et de personnalités de la société civile. En désaccord, les militants locaux, à seulement quatre exceptions près, ont refusé de se présenter sur la liste ainsi constituée.

■ SONDAGES : Nous avons mis de préciser que le sondage sur la situation municipale à Strasbourg évoqué dans Le Monde du 6 juin avait été réalisé du 20 au 23 mai par l'institut CSA pour le quotidien Les Dernières Nouvelles d'Alsace et Europe 2 et publié dans les DNA le samedi 3 juin.

### VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01



Vente sur saisie. Pal. Just. PARIS le jeudi 15 juin 1995 à 14 h 30  
**APPARTEMENT à PARIS 10<sup>e</sup>**  
66, RUE RENÉ-BOULANGER  
Bâtiment A - escaliers A et B, au 2<sup>e</sup> étage : 6 Pcs pcales - (lot n° 46 et lot n° 47 réunis) - ou sous-sol 2 caves et au rez-de-ch. UN PARKING  
MISE À PRIX : 1 500 000 F  
S'adr. à M<sup>re</sup> A. CASTELLANI, avocat, 4, rue Léo-Delibes à Paris 10<sup>e</sup>.  
Tél. : 45-63-28-98. Pour vis. sur pl. lundi 12 juin de 14 h 30 à 15 h 30  
Minitel 3616 Avocat Ventes

Vente s/saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS  
le JEUDI 15 JUIN 1995 à 14 h 30 - en un lot  
**2 APPARTEMENTS à PARIS 7<sup>e</sup>**  
**26 - 28, rue de l'Université**  
Un de 5 pièces principales au 2<sup>e</sup> étage,  
l'autre de 4 pièces principales au 3<sup>e</sup> étage  
**2 CHAMBRES**, l'une au 3<sup>e</sup> étage et l'autre au 4<sup>e</sup> étage  
GARAGE - CAVES au sous-sol  
Mise à Prix : 4 000 000 F  
Pour renseignements s'adresser à SCP COURTEAULT LECOQ RIBADEAU-DUMAS,  
avocats, 17, avenue de Lamballe, Paris 10<sup>e</sup>. Tél. : 45-24-46-40  
Au Greffe du TGI de PARIS où la cahier des charges est déposé  
Et sur les lieux pour visiter en s'adressant à l'avocat poursuivant

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES, JEUDI 22 JUIN 1995, à 14 h 30  
Au Tribunal de Grande Instance de NANTERRE, 179-191, avenue  
Joliot-Curie (assisté d'un avocat du ressort de ce tribunal)  
**UN HOTEL PARTICULIER**  
**à NEUILLY-SUR-SEINE (92)**  
107, rue Charles-Laffitte  
« A PROXIMITÉ DU BOIS DE BOULOGNE »  
600 m<sup>2</sup> ENVIRON  
Terrasse - Piscine - Accorateur - Salle de cinéma - Salle de Sonorisation  
Salon - Salle à manger - deux cuisines - Véranda  
En étage 6 chambres et sanitaires.  
MISE À PRIX : 10 000 000 F  
S'adr. pour tous renseignements à M<sup>re</sup> B. REYNAUD-DUPORT, avocat,  
184, av. Charles-de-Gaulle à NEUILLY-SUR-SEINE (92). Tél. : 47-47-91-10  
(le MATIN) - VISITES sur place : le Vendredi 9 Juin 1995, de 16 h à 18 h.

Vente au Palais de Justice de PARIS  
le JEUDI 15 JUIN 1995 à 14 h 30  
**UNE PROPRIÉTÉ à CROISSY-BEAUBOURG (77)**  
édifiée sur un terrain de 2 567 m<sup>2</sup> comp. bdt. hab. bdt. annex.  
jardin, boxes à chevaux - OCCUPÉ (V. Coh. charges)  
avenue de l'Amiral  
Mise à Prix : 800 000 F  
S'adresser à M<sup>re</sup> Yves TOURAINE, avocat, 48, rue du Clichy, PARIS 8<sup>e</sup>.  
Tél. : 48-74-45-85 - M<sup>re</sup> B. PENET-WILLER, mand. jud.  
39, bd Beaumarchais, PARIS 3<sup>e</sup>

## « Commençons par appliquer les textes qui existent ! »

INTERROGÉ sur l'opportunité d'une réforme du droit d'abus de biens sociaux, qui viserait notamment à réduire la prescription qui s'y applique, le garde des sceaux a estimé : « Pour ce qui concerne la prescription, il faut voir comment évolue la jurisprudence de la Cour de cassation (...). Quant à la définition du moment à partir duquel soit on abuse par rapport à l'argent des actionnaires, soit on utilise l'argent de la société pour remplir ce qui est, ne serait-ce que de manière extensive, son objet social. Là aussi, je fais confiance aux tribunaux (...). Je ne crois pas, là non plus, qu'il faille réagir à l'émotion par une réaction instantanée. Si, dans ce pays, on faisait un peu plus confiance à la justice, on verrait moins de magistrats vouloir s'affirmer contre les pouvoirs établis, le pouvoir politique, le pouvoir économique ou le pouvoir social (...). »



### VERBATIM

réagit à l'émotion par une réaction instantanée. Si, dans ce pays, on faisait un peu plus confiance à la justice, on verrait moins de magistrats vouloir s'affirmer contre les pouvoirs établis, le pouvoir politique, le pouvoir économique ou le pouvoir social (...). »

A propos des instructions données par la chancellerie aux parquets dans le cours des « affaires », M. Toubon a affirmé vouloir tirer les leçons du passé : « Quand des faits ont commencé à être révélés qui mettaient en cause des hommes politiques, de grands élus,

des chefs d'entreprise importants, les gardes des sceaux de l'époque (...) ont donné des instructions pour que ces faits soient étouffés et qu'ils ne fussent pas l'objet de poursuites. C'est l'origine de tout. Aujourd'hui, compte tenu des positions que j'ai prises, et de celles que Pierre Méhaignerie a prises avant moi, il n'y a aucune raison que les magistrats se sentent contestés dans leur mission. » Le ministre a d'ailleurs annoncé son intention de « défendre systématiquement les magistrats » lorsque ceux-ci sont attaqués par telle ou telle personnalité.

M. Toubon s'est enfin montré défavorable à une réforme du secret de l'instruction, estimant que, pour « protéger la présomption d'innocence », « il existe déjà un certain nombre de moyens, et en particulier de moyens civils que l'on n'utilise pas suffisamment, que ce soit la loi de 1881 sur la presse ou les textes sur la protection de la vie privée ». Selon lui, ces textes « permettent, en référé, si c'est très urgent, comme au fond, de mettre en cause la responsabilité de ceux qui, par exemple en publiant des documents, violent le secret de l'instruction ». « Il n'est pas besoin de prévoir un nouveau texte, a-t-il conclu. (...) Commençons par appliquer les textes qui existent ! »

# VACANCES GOLF

Demandez le catalogue «Poisson-Charentes Vacances 95»

Séjours « Golf » de 2 à 3 jours, à Cognac, Saintes et Royan, à Loudun, à La Roche-Possay au en Gâtine, à partir de 454 F par personne.

## MAISON POITOU-CHARENTES

68-70, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. (1) 42.22.83.74, fax (1) 45.49.18.84

فكرة منه لخط



**IMMIGRATION** Comment s'organise l'immigration asiatique en France ? Une étude récemment remise au ministère de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion analyse

les modes de vie des différentes communautés - chinoise, vietnamienne, cambodgienne... - qui sont pour l'essentiel issues d'une immigration récente. Avec 150 000 per-

sonnes originaires du Sud-Est asiatique, l'Île-de-France fait figure de capitale pour les diasporas installées en Europe. ● SOUVENT MISE EN

AVANT, l'intégration économique repose sur des solidarités familiales très fortes. Ainsi, à Roubaix, des dizaines d'ateliers textiles se sont créés et ont pris la relève des grands groupes laminés par la concurrence

du tiers-monde. ● CETTE INTÉGRATION a également ses revers. Le poids prépondérant des structures familiales est de moins en moins supporté par les enfants.

## Paris est devenue la capitale des diasporas asiatiques européennes

400 000 personnes originaires d'Asie du Sud-Est vivent en France : Chinois, Laotiens, Vietnamiens...

Une vaste étude présente les forces de ces communautés, leur dynamisme économique et le poids des structures familiales

DES RESTAURATEURS prospères, une « communauté » modèle d'intégration mais terriblement opaque, des enfants premiers de classe et de sombres jeux d'argent... Les clichés ne manquent pas pour évoquer la présence asiatique en France. Pourtant, une analyse précise de la vie des quelque 400 000 personnes issues de l'immigration d'Asie du Sud-Est (dont 142 000 étrangers) donne un tableau extrêmement riche et contrasté. Toutes les dimensions de la diversité du monde asiatique en France apparaissent au fil de l'imposante étude que vient de remettre à la direction de la population et des migrations du ministère des affaires sociales (au-

jourd'hui ministère de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion) Le Huu Khoa, trente-neuf ans, maître de conférences en sociologie à l'université de Nice.

L'histoire de l'immigration asiatique en France apporte un premier éclairage. Qui sait qu'en 1916 100 000 Chinois et 50 000 Vietnamiens du Tonkin ont été recrutés comme soldats ou comme ouvriers dans les usines d'armement ? Une minorité d'entre eux a ouvert les premiers restaurants dans le quartier ouvrier de la gare de Lyon. Dans les années 50, un autre regroupement chinois s'est créé rue du Temple, autour d'ateliers de maroquinerie. Après Dien Bien Phu, des réfugiés vietnamiens

se sont installés au Quartier latin, où leurs restaurants et commerces ont employé et servi de nombreux compatriotes étudiants.

Avec la chute de Saïgon en 1975, on passe des petits regroupements à un afflux de réfugiés, massivement devenus français depuis lors. Les nouveaux arrivants ont peuplé les tours neuves du quartier Italie. Naît ainsi l'actuelle « Chinatown », appellation abusive d'un arrondissement dont 3 % de la population possède la nationalité d'un pays asiatique. Le quartier accueille néanmoins 35 000 des 150 000 Asiatiques que compte l'Île-de-France. Aujourd'hui, la « communauté » est issue à 80 % de cette immigration récente des

boat people qui a essaimé tant à Belleville, où les commerçants asiatiques supplantent les Maghrébins, qu'à Marne-la-Vallée, Lille et Lyon. Cette expansion fait de Paris « la capitale des diasporas asiatiques européennes ».

### CHINOIS ET VIETNAMIENS

A la réalité visible d'une concentration ethnique des commerces et activités dans certains quartiers, M. Le Huu Khoa en superpose une autre, celle d'une « dispersion géographique en unités familiales vivant dans une intégration en profondeur dans l'appareil productif français ». Son analyse décrit des modèles d'insertion économiques distincts selon les origines. Grossa-

modo, les Chinois, qu'ils soient originaires de Chine continentale ou du Cambodge, tiennent le haut du pavé. Leur réussite commerciale repose sur la synergie d'une diaspora répartie sur les cinq continents. Dans le treizième arrondissement de Paris, ils ont implanté de grandes sociétés d'importation de produits alimentaires qui jouent un rôle de plaque tournante entre l'Asie et l'Europe.

Cette implantation chinoise contraste avec la présence plus discrète mais plus massive des Vietnamiens dans de petits commerces ou entreprises des secteurs technologique et tertiaire. Leur réussite repose avant tout sur la cohésion familiale et sur une stricte morale confucéenne qui valorise l'exil et magnifie « l'éducation, l'ardeur au travail, le sens de l'épargne, le respect des maîtres et des aînés, et la loyauté ». Enfin, les Cambodgiens et Laotiens présentent la particularité de n'être pas de culture confucéenne. La majorité d'entre eux représentent « le prolétariat » de l'émigration de l'Asie du Sud-Est, et tiennent la place de client ou d'employé des autres Asiatiques.

La place des Asiatiques dans la restauration, les commerces d'alimentation et la confection, connue de longue date, est en forte expansion. Mais de nouveaux secteurs ont été explorés : l'informatique, où les techniciens vietnamiens ont été défrichés par des grandes surfaces chinoises ; les officines de change qui proposent aussi des billets d'avion vers l'Asie ; les souvenirs de Paris, avec plus de 300 emplois implantés près des sites touristiques ; la bijouterie.

### LA TENTATION DU RETOUR

Cette diversité ne masque évidemment pas certains caractères communs. Le désir d'ascension sociale est marqué dans la confection par « une farouche volonté d'échapper à la situation d'employé pour devenir indépendant », note Le Huu Khoa. L'unité de la vie familiale et professionnelle est aussi un point remarquable. Un logement, si possible acheté, puis des machines à coudre et une clientèle de compatriotes procurent les premiers moyens de vivre. Dans le quartier Italie, un retraité a acquis un F4, l'a divisé en petites chambres qu'il loue à des serveurs de restaurant, à des compatriotes nouvellement arrivés et à des touristes asiatiques. Prix de la pension complète : 150F.

Ce paysage connaît actuelle-

### « Chinatown », lumières d'Asie

« On n'apprend pas du jour au lendemain les règles de la démocratie, dans le travail comme dans d'autres secteurs (...). On a commencé à travailler avec les gens de la famille. Naturellement, on ne compte pas les parents, considérés comme des aides, pas comme des employés. Les charges sociales sont aussi très lourdes et il fallait gagner de l'argent vite (...) ». Aujourd'hui, on a des conseils en gestion, des experts-comptables, des avocats (...). Malheureusement, la réglementation du travail, il n'y a pas seulement les Asiatiques qui l'ont ignorée ! (...) » Tels sont les propos d'un gérant de restaurant chinois installé depuis quinze ans près de la place d'Italie, rapportés dans le livre que la revue *Autrement* vient de consacrer au « Chinatown » parisien. Cet ensemble de témoignages et de documents retrace l'immigration asiatique dans la longue tradition d'accueil des étrangers de ce quartier parisien.

★ *Paris XIII, lumières d'Asie* par Jacqueline Costa-Lascoux et Live Yu-Sion. Éditions Autrement, 167 pages, 39 F.

ment des bouleversements liés à l'ouverture économique du Vietnam et de la Chine. Ils suscitent des désirs de retour et des tentations spéculatives attisées par la généralisation de la corruption dans ces pays. Quel sera le rôle des Français d'origine asiatique dans la construction de liens nouveaux avec ces pays ? Cette opportunité, que les Américains savent utiliser sans complexe avec leur propre communauté asiatique, reste encore éloignée des pratiques françaises.

Ph. B.

★ « L'immigration asiatique. Espaces économiques communautaires et stratégies d'ascension professionnelle ». Étude réalisée par le Groupe de recherches sur l'immigration du Sud-Est asiatique (Grisea), présidé par Richard Potier, professeur à l'université Lille-I. Une synthèse a été publiée dans le bulletin *Migrations Etudes* de mars-avril 1995 publié par l'Agence pour le développement des relations Interculturelles (ADRI). Tél. : (1) 43-48-49-19.

### Le Huu Khoa, sociologue, enseignant à l'université de Nice

#### « Deux mondes cohabitent, celui de l'entraide et celui de l'exploitation »

« On présente souvent les Asiatiques comme des modèles d'intégration. On s'arrête le cliché, où commence la réalité ?

« Le tableau est plus contrasté. D'un côté, il y a l'indéniable réussite de la population asiatique de culture confucéenne. Cent noms vietnamiens figurent dans l'annuaire des anciens de Polytechnique et l'on compte près de 9 000 médecins pour une communauté de 150 000 personnes. L'envers du décor, c'est le retard scolaire des enfants de survivants du génocide des Khmers rouges, ou d'autres familles asiatiques d'origine rurale.

« Quel est le rôle exact de la famille dans la réussite ?

« La famille se trouve au centre du processus à travers quatre éléments : la stabilité professionnelle des parents ; la naturalisation, qui est systématique, avec adoption de prénoms français ; l'achat d'une maison, qui réunit trois générations ; et la culture confucéenne, qui magnifie la réussite scolaire. Mais ce carcan ne joue qu'en faveur de l'intégration professionnelle. Si la solidarité permet à des Asiatiques de vendre les fruits et légumes les moins chers de Paris, le tabou qui pèse parfois sur les mariages

mixtes ou les divorces cause des drames. Une grand-mère peut vivre depuis quinze ans dans le « Chinatown » parisien sans parler un mot de français tout en préparant des plats cuisinés à domicile. A l'inverse, son petit-fils de dix-huit ans peut rejeter les pressions de sa famille qui refuse sa vocation d'artiste et devenir clochard aux Halles. Certains Asiatiques présentent toutes les apparences de la réussite mais sont malheureux dans leur vie professionnelle ou personnelle, car le poids du réseau familial ne leur a jamais permis d'assumer des choix personnels et de s'opposer à leurs parents.

« Comment expliquez-vous la soif de réussite scolaire ?

« La prééminence de la culture scolaire sur la réussite matérielle est une constante de la culture confucéenne. Des commerçants, des agriculteurs totalement ignorants du système éducatif poussent autoritairement leurs enfants vers le secteur scientifique. L'échec scolaire existe mais il est géré dans le secret et peut être vécu tragiquement.

« L'absence des Asiatiques de toute revendication sociale étonne. Est-ce un signe d'intégration ou de conformisme ?

« Quand tu entres dans une nouvelle maison, tu dois en suivre les habitudes » : il existe des centaines de proverbes dans ce sens, qui pressentent la soumission aux lois du pays d'accueil et la simplicité. A cela s'ajoute la tradition des pays totalitaires d'origine. Le résultat est que les Asiatiques sont inconnus dans les services sociaux. Cela ne signifie pas qu'ils n'ont aucun problème mais plutôt qu'ils ne revendiquent rien.

« L'exploitation forcée de la main-d'œuvre immigrée, en particulier des clandestins, n'explique-t-elle pas l'essence des succès économiques ?

« C'est vrai, des serveurs de restaurant peuvent être employés quinze heures par jour sept jours sur sept moyennant 3 500 francs par mois. Mais il faut savoir que le patron est capable de leur prêter sans intérêt le capital nécessaire pour créer un fonds de commerce juste à côté de chez lui. Ainsi cohabitent deux mondes, celui de l'entraide et celui de l'exploitation. »

Propos recueillis par  
Philippe Bernard

### Le Thanh Tam, oncle François, et la bonne fortune des ateliers textiles de Roubaix

#### ROUBAIX

de notre envoyé spécial  
D'UN GESTE habitué, Le Thanh Tam a saisi le téléphone. Il a écouté son interlocuteur, hoché la tête et lâché quelques mots : « Oui, ça ira... ». L'autre main a attrapé le second combiné. En vietnamien, cette fois, il a donné ses consignes. Il est sorti une minute, puis s'est reculé dans son siège, en s'excusant : « On a nos propres ouvriers, là derrière, et les sous-traitants à prévenir. C'est toujours comme ça. Tout fonctionne à flux tendu. Deux mille jupes à faire en trois jours. Vu de l'extérieur, ça tient du miracle mais en vérité, ce n'est pas compliqué. Pas pour nous en tout cas. »

Nous... Dans le triangle Lille-Roubaix-Tourcoing, le pronom parle de lui-même. En moins de dix ans, en effet, cette région, où planent encore les fantômes des familles Motte, Wattine, Masurel et autres grandes dynasties du textile, a dû s'habituer à des patronymes d'une tout autre consonance. N'Guyen, Sananikone, Phanita Vong... Arrivés dans le nord de la France à la fin des années 70, ces familles originaires du Vietnam ou du Laos se sont progressivement taillé une place de choix.

Pendant que fermaient les grands ateliers traditionnels, une myriade de petites unités sont venues proposer leurs services. Prix imbattables, délais stupéfiants, capacité de réaction instantanée, elles ont profité de la mise en place de la « filière courte » - stocks presque nuls - pour prospérer. Aujourd'hui, à la tête d'une communauté d'environ dix mille personnes, les grandes familles asiatiques du Nord affichent fièrement leur réussite, au moment où une deuxième génération d'entrepreneurs prend la relève.

Le Thanh Tam est de ceux-là. De ceux qui parlent un français impeccable et entraînent les pieds pour se

tendre à la pagode. Il a treize ans lorsqu'il quitte le Laos avec ses parents et douze frères et sœurs. Pendant un an, la famille attend dans un camp de réfugiés en Thaïlande la possibilité d'entrer en France. Finalement, la Belgique lui ouvre ses portes. Le Thanh Tam va au lycée, puis commence des études d'ingénieur. Mais il doit tout arrêter : « Il restait dix enfants à charge, il fallait quelqu'un pour gérer le restaurant. » Pendant cinq ans, il paye donc son tribut à la famille.

En 1992, c'est le grand saut. Il traverse la frontière et lance, avec deux beaux-frères et un ami, son premier atelier. Ils sont sept, et vivent de la sous-traitance de l'entreprise de son oncle, François N'Guyen. C'est lui, « Monsieur François », qui a trouvé les locaux ; lui qui a dégoté les machines d'occasion ; lui qui fournit le travail. A l'écouter, l'oncle n'aurait même pas vu d'un mauvais œil leur décision, un an plus tard, de devenir « indépendants ». « C'est comme ça, on est concurrent mais on se rend service, sourit le jeune homme. S'il a besoin d'un coup de main pour la coupe, je le fais sur ma machine. C'est lo j'amille. »

Ah, la famille ! Quand « Monsieur François » prononce ce mot, sa pale moustache se relève. Pas tant pour cette Porsche grise que sa femme lui a offert le jour de son anniversaire que pour cette « réussite générale » dont il tire toute sa fierté. Lui, le petit tailleur vietnamien du Laos, premier du clan à mettre les pieds en France, en 1977, a fait en sorte que ses six frères et sœurs le rejoignent. Sa femme vend les machines et le fil, ses cousins assurent la sous-traitance. « On avait rien, explique-t-il. Aujourd'hui, on a une trentaine d'ateliers. Et une pagode. Tout ça parce qu'on s'aide. Jamais je ne refuse une commande. Il suffit de travailler plus. »

Travailler toujours plus. Depuis

sept ans qu'il est à son compte, Paul Phouang Keo n'a jamais compté les heures. Quant la gestion ou l'organisation ne l'occupe pas, il emballe ou repasse. « Un atelier européen de cette taille, c'est tout de suite un directeur et un secrétaire. Nous, on est tous productifs. Sur ses vingt employés, dix-huit sont Cambodgiens, Vietnamiens ou Laotiens. « Quand on a trois jours pour faire quatre mille débardeurs, il faut venir plus tôt le matin, rester plus tard le soir. Les Asiatiques sont toujours d'accord. Ils s'arrangent pour faire garder les enfants... Les autres, c'est toujours difficile. »

« Jamais je ne refuse une commande. Il suffit de travailler plus »

Cette réussite a pourtant sa face sombre. Clandestins thaïlandais sous-payés, employés non déclarés, blanchiment d'argent sale et fausses factures : la police et la presse locale ont fait leur miel des « secrets » de la communauté asiatique. De quoi provoquer la colère des entrepreneurs français. « En proposant des prix aussi bas et des délais aussi serrés, ils ont peut-être évité certaines délocalisations, concède-t-il à l'union régionale des industries de la confection. Mais ils ont surtout accéléré la mort de nombreux ateliers français. » « Ils nous ont donné l'exemple pour ce qui est du courage, reconnaît Jean-Roberto Cuervo, patron d'une plate-forme de vingt-cinq ateliers. Mais ils ont massacré la région. Heureusement, les distributeurs en ont pris conscience et ne leur donnent plus de travail. Des dizaines de leurs

ateliers ont dû fermer. » Quarante-cinq exactement, pour la seule année 1994, précise Brigitte Castaing. L'inspectrice du travail de Tourcoing sourit et ajoute : « Mois trente-sept autres se sont ouverts. Lorsqu'on bout de deux ans, ils n'ont plus droit aux exonérations fiscales et de charges, ils ferment et trouvent aussitôt sous un autre nom, en confiant la gérance à un cousin. Ils ont intégré le système. Alors on vérifie tout : les locaux, les machines, les employés. Et lo plupart du temps on refuse. » Autant dire qu'elle ne croit guère à la mort des ateliers asiatiques, qui continuent, selon elle, à employer 1 500 à 2 000 personnes. Mieux, elle souligne les efforts accomplis en matière d'hygiène et de conditions de travail. « Je suis sûre qu'il existe encore des machines planquées dans des appartements. Mais des gros ateliers qui emploient des clandestins et les hébergent, on n'en trouve plus. »

La confection asiatique rentrerait donc dans le rang ? « Ils font davantage appel à nous et se fichent de savoir d'où viennent les gens qu'on leur envoie », souligne-t-on à l'ANPE de Wattrelos. « Ceux avec qui nous travaillons fonctionnent comme tout le monde », assure Patrick Dambrine, directeur des achats chez Pimkie. Une forme d'intégration qui désolait une partie de la communauté asiatique. Comme les autres, en effet, certains employés de Le Thanh Tam commencent à grogner devant les heures supplémentaires. Comme les autres, « Monsieur François » a dû faire face à son premier dépôt de bilan. Comme les autres, Paul Phouang Keo a pris deux semaines de vacances, l'an dernier. « Avant je ne pouvais pas, soupire-t-il. Je ne restais pas en place deux jours. J'ai changé. Et vous verriez mon fils... A dix-huit ans, il lui faut la télé, la musique. Il est français. »

Nathaniel Herzberg

**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**  
The Link Between Continents Since 1980  
SAN FRANCISCO 114 Sansome Street • San Francisco, CA 94104

**Université à San Francisco**  
California State APPROVED  
fully ACCREDITED W.A.U.C.

**MBA** Master of Business Administration  
for International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational  
■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés

**Autres programmes de l'Université : Bachelor, et DOCTORATE of Business Administration**

Main European Information Center :  
17-25, rue de Chaillot 75116 Paris  
Tél : (1) 40.70.10.00  
Fax : (1) 40.70.10.10  
IUA Tél : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052

**IUA** SAN FRANCISCO



# La FCPE se mobilise contre les projets du gouvernement en matière d'éducation

La Fédération se prononce pour un « grand pôle laïque de vigilance, de réflexion et d'action »

Lors de son 49<sup>e</sup> congrès, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) a mis en garde ses adhérents contre les projets du

gouvernement, avec lequel elle « ne partage pas les mêmes valeurs ». Première organisation de parents d'élèves, la FCPE est hostile à

l'organisation d'un référendum sur l'éducation, qui, affirme-t-elle, risquerait de « court-circuiter les organisations démocratiques et

les relais sociaux ». Elle s'oppose aussi à la généralisation de la semaine de quatre jours et revendique un rôle de « coéducateur ».

PLUS qu'une mise en garde, c'est un message d'hostilité déclarée qu'ont adressé au nouveau gouvernement les délégués de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) réunis pour le 49<sup>e</sup> congrès de cette organisation du samedi 3 au lundi 5 juin à Tarbes (Hautes-Pyrénées). Centre initialement sur le thème de « la construction, avec tous les jeunes, de l'école de la citoyenneté », il a fourni l'occasion à son président, Bernard Borecki, de préparer ses adhérents à se mobiliser en vue de « lendemains difficiles » et d'appeler à la « création d'un grand pôle laïque de vigilance, de réflexion et d'action ».

## « D'IMMENSES DIFFICULTÉS »

« Nous jugerons le nouveau pouvoir à ses actes, mais nous n'accepterons pas une politique éducative ségrégative au détriment de l'intérêt des jeunes et de notre pays », avait déclaré, samedi, M. Borecki dans son discours d'ouverture. Deux jours plus tard, en guise de conclusion, il a durci son propos : « Nous serons dès demain, soyez-en sûrs, confrontés à d'immenses difficultés face à des pouvoirs publics conservateurs et ultralibéraux, a-t-il lancé. C'est un



leur de penser qu'ils ont changé d'avis. Nous ne partageons pas les mêmes valeurs, notre conception de l'homme n'est pas la même. Plus grave encore, et contrairement aux commentaires légalistes et rassurants, le racisme politique, le racisme social et le racisme ordinaire de trop nombreux citoyens se déve-

loppent comme une véritable gangrène. Cette réaction de défiance s'exerce bien évidemment à l'égard du projet de référendum sur l'éducation. Jacques Henrard, secrétaire général de la FCPE, l'a clairement affirmé : « Pour des problèmes aussi importants que

ceux de l'éducation, la voie du référendum nous paraît inadaptable », dans la mesure où elle présente le risque de « court-circuiter les organisations démocratiques et les relais sociaux ». Selon lui, « le débat, la recherche d'accords, la réunion d'états généraux seraient plus appropriés, à condition que les réponses ne soient pas apportées avant le débat ». C'est notamment le cas de la question des rythmes scolaires et de l'aménagement du temps de l'enfant, « totalement abandonnée au jeu des lobbies corporatistes ». Toujours fermement opposée à la semaine de quatre jours, dont elle demande « le gel de l'extension », en attendant une évaluation sérieuse, la FCPE n'est pas hostile à « l'expérience » d'Épinal - qui sert de référence au gouvernement - à condition d'y « mettre les moyens ».

## 220 000 ADHÉRENTS

Dix-huit mois après le succès de la manifestation contre la révision de la loi Falloux, la FCPE ne s'est visiblement pas satisfaite de la mise en sommeil du collectif du 16 janvier 1994. Entre les deux organisations rivales d'enseignants, la Fédération syndicale unifiée (FSU) et la Fédération de

l'éducation nationale (FEN), elle entend préserver sa position de « médiateur » et, lors d'une rencontre prévue à son siège, mardi 6 juin, devait proposer la création d'un « carrefour laïque de vigilance, de réflexion et d'action ». Avec ses 320 000 adhérents et 32,04 % des voix lors des élections de conseils d'école et de conseils d'administration des lycées et collèges, la FCPE, qui a conforté sa position de première organisation de parents, revendique désormais, face aux enseignants, un rôle de « coéducateur », qui devrait se traduire par la reconnaissance d'un véritable statut de « délégué-parent ». Après avoir confirmé ses réticences à la réforme du collège engagée par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, et manifesté ses réserves à l'égard du « nouveau bac », la fédération de parents attend, en revanche, une plus grande ouverture de l'institution à l'égard des familles, une meilleure information et un accueil plus soutenu des plus défavorisées d'entre elles, une façon de « lutter contre les inégalités et l'exclusion ».

M. D.

## Evasion d'un jeune Français incarcéré au Guatemala

JEAN-PHILIPPE BERNARD, un Français âgé de vingt-cinq ans, condamné au Guatemala à trente ans de prison pour un double assassinat commis en décembre 1991, s'est évadé, lundi 5 juin, de la prison de Pavon, le principal pénitencier du pays, après avoir coupé un grillage et franchi une grille électrifiée. Les autorités, qui se sont lancées à sa poursuite, ont mis en place un dispositif pour l'empêcher de quitter le pays. Le ministre de l'intérieur, Carlos Reynoso Gil, a estimé que le prisonnier avait bénéficié dans sa fuite « d'aide intérieure et extérieure ». Jean-Philippe Bernard avait été condamné en 1992 avec un autre Français, Philippe Biret, pour avoir assassiné un couple - Bernard Beraud et Marie-Ankolléte Perrier - propriétaire d'un restaurant.

Les parents des deux Français, qui leur ont rendu visite à plusieurs reprises, ont affirmé qu'ils avaient été « condamnés sans preuves ». Ils venaient de lancer un appel au président de la République, Jacques Chirac, lui demandant d'intervenir. Le 30 mars, la Cour suprême de justice du Guatemala avait rejeté un pourvoi en cassation interjeté par les deux Français.

## Les parents d'élèves du privé sont d'accord pour le référendum

### STRASBOURG

La musique à fond, les gradins surchargés, l'écran géant sur la scène et cette espèce d'électricité qui gagne la foule : il ne manquait plus que les cornes de brume pour se croire revenu, lors de la clôture du 10<sup>e</sup> congrès de l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (Unapel), qui a réuni au Parc des expositions de Strasbourg, du 3 au 5 mai, quatre mille participants, au temps de la campagne présidentielle.

En dehors de cette dernière séance, à mi-chemin entre meeting et kermesse, l'ambiance a été plutôt studieuse lors de ce congrès qui rassemble, tous les quatre ans depuis 1959, les membres de la « communauté éducative » de l'enseignement catholique, parents, enseignants, chefs d'établissement, gestionnaires et directeurs diocésains. « Le projet personnel de l'enfant », thème choisi cette année, expliquait la présence de deux cent cinquante jeunes

qui ont donné une coloration particulière à ce congrès. Transformés en musiciens, pour animer les pauses, en journalistes, pour rédiger et imprimer le journal du congrès, ou en peintres, pour créer une fresque de 12 mètres de long sur 3 mètres de large, ils se sont surtout impliqués avec enthousiasme et sérieux.

### LA QUESTION DES RYTHMES SCOLAIRES

Pour leurs parents et leurs éducateurs, le congrès a surtout fourni l'occasion de lancer des propositions concrètes, dont les thèmes rejoignent ceux indiqués par Alain Juppé dans sa déclaration de politique générale, pour le référendum sur l'éducation, notamment les rythmes scolaires et la relation école-entreprise. Philippe Toussaint, président de l'Unapel, jugeant propice « le moment-clé du nouveau septennat présidentiel », a ainsi suggéré d'étudier « la mise en place d'observatoires régionaux école-entreprise, pour favoriser les contacts réguliers avec toutes les formes d'activité économique tout ou long

de la scolarité des jeunes ». Le président de l'Unapel ne cache pas qu'il a déjà développé cette hypothèse avec Bertrand Collomb, PDG de Lafarge-Coppée, présent la veille lors d'une des tables rondes.

M. Toussaint a vigoureusement apostrophé les pouvoirs publics à propos des rythmes scolaires. « L'acquisition d'une méthode de travail, l'apprentissage de langues étrangères et les activités de créativité doivent enfin trouver une place au sein d'une journée scolaire mieux équilibrée », a-t-il affirmé. Ces perspectives ont été bruyamment approuvées et n'auraient sans doute pas déçu à Luc Ferry, président du Conseil national des programmes, venu lui aussi, l'avant-veille, assister à un débat.

Et pour bien marquer le retour de l'enseignement privé sur le devant de la scène, M. Toussaint a pris date pour le référendum, en tempérant son volontarisme d'une étrange réserve. « Si le président de la République et le gouvernement prennent la décision de relancer la procédure de référendum, a-t-il

dit, je vois mal pourquoi nous, parents, nous serions hostiles à une consultation sur un problème de société qui nous concerne tous. » « L'enseignement privé sous contrat, a-t-il ajouté, souhaite être associé dès le départ et de plain-pied à cette concertation, de façon à faire valoir les préoccupations de tous les parents que nous représentons. »

Philippe Toussaint est revenu à l'offensive sur la question des moyens alloués à l'enseignement privé sous contrat. « L'existence de la liberté et de la différence [de l'enseignement privé] n'ira jamais de soi [...]. Les moyens nous seront toujours comptés », a-t-il averti. Françoise Hostalier, secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire, était pourtant venue tout spécialement à Strasbourg, samedi 4 juin, pour rassurer les parents du privé : « Votre rôle contribue pleinement au service public d'éducation, et nous considérons que les établissements privés sont une composante à part entière du système éducatif. »

Béatrice Gurrey

## Les catholiques de France ont exprimé leurs diverses sensibilités à l'occasion de la Pentecôte

Les rassemblements les plus importants ont eu lieu au Palais omnisports de Paris-Bercy, à Lille, dans le Var et à Chartres

LES RÉCENTES CRISES traversées par l'Eglise n'ont pas compromis la participation aux multiples rassemblements et pèlerinages des fêtes de Pentecôte, qui servent toujours de revue d'effectifs et qui ont à nouveau illustré la division des sensibilités dans le catholicisme français. L'un des plus nombreux a attiré, dimanche 4 juin, au Palais omnisports de Paris-Bercy, en présence de huit évêques de la région Ile-de-France, douze mille fidèles originaires du Val-de-Marne. C'est la première fois qu'un « diocèse » investissait ainsi, pour une manifestation religieuse, le temple du sport et du music-hall.

Minoritaires dans les départements de la « couronne » parisienne, les catholiques avaient, pour une fois, voulu faire nombre et se prouver la diversité de leurs

engagements sociaux et militants. Quant à son promoteur, Mgr Frétille, évêque de Créteil, il avait souhaité faire de cette « fête » de Bercy une étape de la prise de conscience de l'insertion de l'Eglise dans les banlieues aisées ou difficiles du Val-de-Marne, de Vincennes à Vitry. Clôturant la célébration, il a invité ses fidèles à témoigner « sans triomphalisme, ni fausse pudeur » de leur foi chrétienne et à être, pour les non-croyants, des « compagnons d'humanité ».

### VOLONTIERS CONTESTATAIRES

Ainsi ce catholicisme des paroisses et des mouvements est-il à la recherche de nouvelles formes de participation et de visibilité. Volontiers contestataire et critique de la hiérarchie, inquiet par l'image souvent négative de

l'Eglise, il n'a guère compris la sanction contre Mgr Gaillot et une partie à manifesté, en janvier, à Evreux. Mais il n'entend pas rompre. Au pire, juge-t-il trop envahissantes les sensibilités charismatiques ou spiritualistes. A ses côtés, s'expriment d'autres traditions également enracinées. L'une des plus vivantes aujourd'hui est celle de saint Ignace de Loyola, fondateur au XVI<sup>e</sup> siècle de la Compagnie de Jésus, dont s'inspire le mouvement Vie chrétienne, qui s'est aussi réuni pendant trois jours en congrès à Lille. Composée de « communautés » de célibataires et de couples mariés, de niveau intellectuel et social plutôt élevé, ce mouvement Vie chrétienne a progressé et il est passé de mille sept cents membres, en 1986, à quatre mille. Son succès s'explique par la diversité des engagements professionnels (cadres d'entreprise, éducateurs, milieu de la santé), sociaux et familiaux de

ses adhérents. Mais c'est son projet de formation théologique et de « relecture » chrétienne d'une vie militante ou professionnellement active qui attire. Il correspond à l'un des besoins les plus souvent exprimés aujourd'hui dans les Eglises.

### LA PROCHAINE VISITE DU PAPE

Il va de pair avec la reprise de pèlerinages qui regroupent aussi, en cette saison, des foules de plus en plus nombreuses, exprimant un fort besoin de racines et d'identité. Plusieurs milliers de fidèles ont ainsi participé, ce week-end de Pentecôte, à un pèlerinage exceptionnel destiné à marquer le septième centenaire de l'installation des dominicains au monastère de Saint-Maximin et à la Sainte-Baume (Var), devenu dans le midi un grand site de rassemblements.

De même, entre Paris et Chartres, se sont à nouveau croisés les deux pèlerinages concurrents des deux branches issues de la mouvance traditionaliste de Mgr Lefebvre. Le pèlerinage dit de « chrétienté » (Paris-Chartres) a réuni dix mille participants, des catholiques qui n'ont pas suivi Mgr Lefebvre dans le schisme de 1963, mais dont la nostalgie pour l'Eglise d'avant le concile Vatican II (1962-1965) s'exprimait dans le thème de ce pèlerinage : « France, éducatrice des peuples ». De même, avaient-ils fait de cette manifestation une étape de la préparation du mille cinq centième anniversaire du baptême du roi Clovis, dont ils font « l'acte fonda-

teur » de la France, et qu'ils risquent de vouloir s'approprier en 1996 au moment de la visite du pape, qui, en septembre 1996 à Reims, s'associera à cette commémoration.

Ce catholicisme dit de « tradition » est encadré par le clergé de la Fraternité Saint-Pierre, que le Vatican a créée pour accueillir les prêtres et séminaristes dissidents d'Écône (Suisse). Il est représenté par des personnalités comme Dom Gérard Calvet, abbé du monastère intégriste du Barroux qui, en 1989, s'était réconcilié avec le Vatican sur des bases floues et qui, depuis longtemps, dénonçait à Rome Mgr Gaillot. Avec la complicité de quelques évêques régulièrement invités à ses manifestations, ce catholicisme de « chrétienté » tire « à droite » l'Eglise de France. A leur arrivée à la cathédrale de Chartres, ses pèlerins ont d'ailleurs célébré la messe dans le rite ancien de saint Pie V, qui est autorisé par le

Vatican dans certaines conditions, avant d'être accueillis par Mgr Jacques Perrier, évêque de Chartres.

Dans l'autre sens, de Chartres à la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, ont aussi marché et prié, pendant trois jours, cinq mille autres fidèles, dans la mouvance des intégristes qui occupent toujours les églises paroissiales de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris, et de Saint-Louis de Port-Marly, dans les Yvelines. Eux se targuent de n'avoir jamais « pactisé » avec Rome et se disent dépositaires de la vraie « Tradition » de l'Eglise. Ils étaient conduits par les prêtres de la Fraternité Saint Pie X ordonnés à Écône et par Mgr Bernard Fellay, l'un des quatre évêques consacrés par Mgr Lefebvre en 1988 et qui avaient valu à l'évêque rebelle, décedé en 1991, son excommunication.

H. T.

**UNIVERSITÉ PANTHEON-ASSAS PARIS II**  
DROIT ALLEMAND  
L'Europe se fait aussi à l'université

propose une formation en droit allemand destinée aux titulaires du DEUG Droit. Cette formation conduit aux maîtrises Droit des affaires et Droit allemand ou Carrières judiciaires et Droit allemand. Elle comporte des cours d'initiation au système juridique de la République fédérale, un enseignement de la langue juridique allemande ainsi qu'un séjour d'un ou deux semestres durant l'année de maîtrise à Münster ou Munich.

Université Paris 2 - Service des transferts  
92, rue d'Assas - 75270 Paris cedex 06. Tél. 44 41 57 27

Dans une grande Université  
**CALIFORNIE FLORIDE**  
Stages linguistiques ou Etudes.  
Cours, logement, repas inclus.  
University Studies in America  
CEPES 42, avenue Daumesnil 75007 PARIS  
(1) 45 50 28 28

**LE BASSIN MÉDITERRANÉEN**  
JUN 1995

هبة امه لوط



Arnement

action

... à la fin de la semaine de quatre jours...

Evasion d'un jeune Français incarcéré au Guatemala

DISPARITIONS

Ugo Stille

Un grand journaliste italien

UGO STILLE, l'un des grands journalistes italiens de l'après-guerre, est mort vendredi 2 juin, à New York, à l'âge de soixante-seize ans, des suites d'une attaque cardiaque. Il fut directeur du *Corriere della Sera* entre 1987 et 1992, années de redressement pour le quotidien milanais, éblouissant par le scandale de la loge P2. Mais c'est surtout comme correspondant aux Etats-Unis, pendant plus de quarante ans, qu'il est resté célèbre. Ses articles étaient si bien informés que le comte Sforza, ministre des affaires étrangères d'Alcide De Gasperi, aurait pu lui envisager de fermer l'ambassade d'Italie à Washington, dont les dépêches arrivaient toujours deux jours après les articles d'Ugo Stille. Ceux qui le connaissent l'appelaient Misha, car son

vrai nom était Mikhaïl Kamenetzki : il était tout enfant quand son père avait fui Moscou, au début des années 20, pour échouer en Italie. Brillant élève du lycée classique Le Tasse, à Rome, où il eut pour condisciple Giulio Andreotti, il dut changer de nom au moment des lois raciales de 1937-1938, puis se réfugia aux Etats-Unis, en 1941. Revenu en Italie sous l'uniforme américain, il écrivit son premier article dans le *Corriere* en 1946. Installé à New York, cet ami d'Hannah Arendt et de Mary McCarthy fut membre - et non seulement observateur - de l'intelligence des deux côtés de l'Atlantique. « Je déteste les scoops, disait-il. Mieux vaut réfléchir, mieux vaut analyser. »

S. Gh.

Carol Heitz

Un spécialiste de l'art médiéval

CAROL HEITZ, professeur émérite et président honoraire de l'université Paris X-Nanterre, est mort le 31 mai, à l'âge de soixante-douze ans. Ceux qui l'ont connu garderont de cet éminent spécialiste de l'histoire de l'art médiéval, né le 19 août 1923 en Roumanie, le souvenir d'un homme d'une grande affabilité. Docteur ès lettres et agrégé d'allemand, il a d'abord enseigné cette langue dans les lycées de Nancy et de Metz avant d'entrer à la faculté de lettres de Nancy. Germaniste au début de sa carrière, Carol Heitz a très vite orienté ses recherches vers l'histoire de l'art et de l'architecture du Moyen Age, et participé à de nombreuses fouilles. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages qui font référence, parmi lesquels *La France préromane, archéologie et architecture religieuse du Haut Moyen Age du IV<sup>e</sup> siècle à l'an mille*, paru en 1988 aux éditions Errance. Chargé d'enseignement d'histoire de l'art à la faculté des lettres de Poitiers en 1966, il fut nommé, en 1972, professeur à l'université Paris-X, dont il dirigea, de 1975 à 1978, l'unité d'enseignement et de recherche de philosophie-histoire de l'art-mathématiques. Elu président de cette université en février 1981, réélu en mars 1982, il s'était démis de ses fonctions l'année suivante pour raisons de santé. Membre de la Commission supérieure des monuments historiques, Carol Heitz était commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques et officier des Arts et des Lettres.

à dix-huit ans à *L'Est républicain*. Il a travaillé dans les années 70 à Europe 1. Devenu l'assistant de François Chalais, il a ensuite été engagé à France-Inter. Au début des années 80, il a créé « Le Jardin des écrivains », une émission estivale au cours de laquelle il rendait visite, dans leur maison de vacances, aux romanciers les plus célèbres. Il animait une rubrique quotidienne sur Radio bleue.

NOMINATIONS

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Loïc Rossignol a été nommé directeur de cabinet de Roger Romani, ministre chargé des relations avec le Parlement.

[Né le 31 mai 1950 à Saint-Marcel (Morbihan), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et d'études supérieures de droit, Loïc Rossignol est chef de cabinet du préfet de l'Aube (1981), puis du préfet de la Sarthe (1981) et de celui du Lot-et-Garonne (1983). Sous-préfet en 1984, il est chargé de mission au secrétariat général de la défense nationale (1985), avant de devenir chef adjoint, chargé des relations avec le Parlement, du cabinet de Jean-Marcel Leannemy, ministre des affaires sociales (1986), puis ministre d'Etat (1988). Chargé de mission au cabinet du président de l'Assemblée nationale, Achille Peretti, entre 1989 et 1993, il est conseiller technique auprès de Joseph Comiti, ministre chargé des relations avec le Parlement (1993), puis auprès de ses successeurs au même poste, René Tomasi (1994), Robert Boulin (1996), enfin Christian Poncelet. En 1978, M. Rossignol est détaché auprès de la Ville de Paris, comme directeur des affaires culturelles, avant d'être nommé à la Cour des comptes en 1979. En 1987, il est appelé au cabinet de Jacques Chirac, alors premier ministre, pour coordonner les relations avec le Parlement. Depuis 1988, il avait rejoint la Cour des comptes.]

COMMERCE EXTERIEUR

Agnès Arcler a été nommée directrice de cabinet de Christine Chauvet, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du

ministre de l'Industrie, Yves Galland.

[Née le 23 septembre 1961 à Caen (Calvados), Agnès Arcler est diplômée de l'Essec et ancienne élève de l'ENA (1984-1986). Attachée commerciale à Tokyo en 1988, puis conseillère commerciale de deuxième classe, elle devient ensuite adjoint au chef des services d'expansion économique au même poste. Elle est l'auteur de deux ouvrages, *La Japonais* et *Le Japon Asie-Pacifique*, dans la collection des Notes des postes d'expansion économique et, en collaboration, *Exportes au Japon*, à la Documentation française.]

ANCIENS COMBATTANTS

Jean-Yves Audouin a été nommé directeur du cabinet de Pierre Pasquini, ministre des anciens combattants et des victimes de guerre.

[Né le 4 juillet 1942 aux Sables-d'Olonne (Vendée), Jean-Yves Audouin est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. A sa sortie de l'ENA, il entre dans la préfecture. Directeur de cabinet de plusieurs préfets de 1965 à 1974, il est secrétaire général de la préfecture du Tarn-et-Garonne jusqu'en 1977, date à laquelle il devient chargé de mission auprès du préfet d'Ille-et-France. De 1980 à 1982, il est sous-préfet de Narbonne, puis secrétaire général de la Préfecture de la Réunion de 1982 à 1985, puis de celle de la Loire-Atlantique. Nommé préfet du Lot en février 1989, il occupe le même poste en Vendée d'avril 1992 à décembre 1993. Depuis janvier 1994, M. Audouin était chargé de mission auprès du secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne pour la convention de Schengen et les affaires intérieures et de justice.]

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Marie YMONET, Jean-Marc BERLIOUX et Paul, ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur fils et frère.

Jacques André Fernand

le 24 mai 1995.

Il rira... Genève 21.

Mariages

M. et M<sup>me</sup> Charles MEUNIER, M<sup>me</sup> Anne MEUNIER, M. et M<sup>me</sup> Pierre B. CATINAT, M. et M<sup>me</sup> G. RIZA BAYAT sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants.

Charlotte B. CATINAT et Saint BAYAT,

le 20 mai 1995, à Vannes-Allières-et-Risset (Isère).

12, rue Laknall, 38000 Grenoble, 109 Starlyn Dr, Pleasant Hill, CA 94523, USA.

Décès

La famille Barrière a la douleur d'annoncer la disparition de sa chère maman.

M<sup>me</sup> Gilberte BARRIERE TSJEN,

survenue le 1<sup>er</sup> juin 1995. Elle avait quatre-vingt-deux ans. Une cérémonie civile aura lieu le mardi 6 juin, à 16 heures, dans l'église de Courmoultier (Loiret), et l'enterrement aura lieu, à 17 heures, au cimetière.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Louis BAUDON,

survenu en son domicile le 2 juin 1995, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 7 juin, à 14 heures, en l'église Sainte-Geneviève, à Amiens (Hauts-de-Seine), sa paroisse, et sera suivie de l'inhumation, à 16 h 30, au cimetière de Sainty-sur-Seine (Essonne), dans le caveau de famille.

THESES

Tarif Etudiants 65 F la ligne H.T.

M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Boulange, M. et M<sup>me</sup> Daniel Boulange et leur fils, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-un ans, de

M. Marcel BOULANGE, ancien sénateur du Territoire-de-Belfort, membre honoraire du Parlement, ancien agent PI du réseau NAP, croix du combattant volontaire de la Résistance,

survenu le 29 mai 1995, à La Croix-Valmer (Vaucluse).

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. et M<sup>me</sup> Daniel Boulange, 4, place Saint-Vincent, 57000 Metz.

Bertrande Estampes, Jean-Luc, Dominique, Anne Brun, ses enfants, Odette Brun, Sa famille, Ses amis, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Philippe BRUN, directeur de recherche à l'INSERM, ancien résistant,

survenu le 31 mai 1995, à l'âge de soixante-neuf ans.

Il sera inhumé, mercredi 7 juin, à 15 heures, au cimetière de Valenton (Val-de-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Ses collègues et amis du service d'explorations fonctionnelles du CHU Henri-Mondor, 51, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, à Créteil, ont la tristesse de faire part du décès, le 31 mai 1995, de

Docteur Philippe BRUN directeur de recherches à l'INSERM.

51, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 94010 Créteil.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Helène Eristov et Gilbert Lascu, Agathe Eristov G.K., Ariane Eristov G.K. et Yannick Denis, Delphine Eristov G.K., André et Suzanne Schmid, Gérard et Christine Schmid, et leurs enfants, ont la très grande douleur de faire part du décès de

Madeleine ERISTOV GENIS-KHAN, née Schmid,

dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 2 juin 1995, à Rueil-Malmaison.

Le président, le conseil d'administration de la Fondation Tuck, Et l'Institut français du pétrole se joignent à la famille pour faire part du décès de

Madeleine ERISTOV GENIS-KHAN, cofondatrice et bénéficiaire de la Fondation Tuck,

qu'elle a toujours soutenue avec une grande détermination.

Le président de la Société des amis des universités de Paris, Et les membres du conseil d'administration, Les personnels enseignant et administratif des cours de civilisation française de la Sorbonne, ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Madeleine ERISTOV, professeur et directrice adjointe honoraire aux cours de civilisation française de la Sorbonne, membre honoraire du conseil d'administration de la Société des amis des universités de Paris.

Claudine et Philippe Marvaud, Françoise et Marc Crougneau, ses enfants, Sophie et Philippe Garnier, Juliette et François Martin, Olivier et Evelyne Marvaud, Brigitte Marvaud, Ivan et Nicolas Crougneau, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Andrée-Blanche HENRION, née Valour, professeur de littérature anglaise, fondatrice de l'ICO,

survenue le 1<sup>er</sup> juin 1995.

Les obsèques auront lieu, en l'église de Mouroux, le 6 juin, dans l'intimité.

M<sup>me</sup> Benjamin Josefsohn, Pierre Josefsohn, Jean-Raphaël et Anne Hirsch, Yael, Michaël et Jonathan, M<sup>me</sup> André Lajunie et sa fille, M<sup>me</sup> Eliane Josefsohn et ses enfants, Et toutes les familles apparentées, ont la tristesse de faire part du décès de

Benjamin JOSEF SOHN,

leur époux, père, grand-père, beau-frère et oncle,

survenu le 2 juin 1995, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 juin, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse (on se réunira à la porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>).

Cet avis tient lieu de faire-part.

12 bis, avenue Bosquet, 75007 Paris.

Annie et Jean-Michel Lwoff, Jean-Marie et Monique Pauti, ses enfants, Jean-Yves et Marianne, Laurence et Jean-Luc, Nicolas, Anne et Alain, Marie-Dominique, Christine, ses petits-enfants, Théo, Jules et Laure, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de vous annoncer le décès de

Julienne PAUTI,

le 2 juin 1995.

Heureux vous qui pleurez maintenant, vous serez dans la Joie.

(Luc-6-21)

119, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris, 91, avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris.

M. Gérard Larcher, sénateur et maire de Rambouillet, M<sup>me</sup> Christine Boutin, députée de la 10<sup>e</sup> circonscription des Yvelines, Le conseil municipal, Les anciens conseillers municipaux de Rambouillet, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline THOME-PATENOIRE, officier de la Légion d'honneur, ancien ministre, député honoraire des Yvelines, membre honoraire du Parlement européen, conseiller général honoraire, maire honoraire de Rambouillet,

survenue en son domicile à Paris, le 2 juin 1995.

Un hommage public lui sera rendu par le conseil municipal, à l'hôtel de ville de Rambouillet, le mercredi 7 juin à 14 h 30.

Une chapelle ardente sera ouverte aux Rambolaines et aux Rambolliens, le même jour de 10 h 30 à 14 h 30 à la mairie.

La cérémonie religieuse sera célébrée à 15 h 45, en l'église Saint-Lubin de Rambouillet.

Selon les volontés de la défunte, des dons peuvent être adressés à l'association d'entraide à la vieillesse de Rambouillet.

Hôtel de ville, Place de la Libération, 78120 Rambouillet.

M<sup>me</sup> Odette Touzeau, son épouse, Ses enfants, petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles TOUZEAU, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 2 juin 1995 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Il sera inhumé le 7 juin à Saint-Sulpice (Loir-et-Cher).

M<sup>me</sup> Geneviève Vuillemoz-Pichon, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude VUILLEMOZ, ingénieur général à l'ORTF, officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 1<sup>er</sup> juin 1995, à l'âge de soixante-cinq ans.

Une messe sera célébrée le jeudi 8 juin à 14 h 15 en l'église de Verrières-le-Buisson.

113, rue d'Esienne-d'Orves, 91370 Verrières-le-Buisson.

Anniversaires

Pour le cinquantième anniversaire du rattachement à la France de la région de la Moselle, le 14 juin 1995, à 18 h 30, Appel Europe Communication : 44-59-81-10. Sensations du Paris culturel. Présentation des cultures alternatives avec écrivains et artistes en juin. Europe communication. Tel. 44-59-81-10.

Michel VOISIN, élève de l'Ecole normale supérieure (42<sup>e</sup>), chevalier de la Légion d'honneur, croix de la Résistance, citation à l'Ordre de la Nation, déporté-résistant au camp de Buchenwald,

décédé quarante jours après son retour en France, le 7 juin 1945, à l'âge de vingt-quatre ans.

Une pieuse pensée est demandée pour Michel et tous ses compagnons de déportation.

Antoinette et Christian Ripoche-Volsin, ses sœur et beau-frère, Anne et Thierry Conard, et leurs enfants, ses neveux.

1 bis, rue Paul-Coudré, 92330 Sceaux, 22, rue Pierre-Curie, 92330 Sceaux.

Messes anniversaires

Tous ceux qui ont connu et aimé Philippe BARBET-MASSIN

pourront assister ou s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée pour le premier anniversaire de sa disparition le vendredi 9 juin à 18 heures à la chapelle Saint-Symphorien de l'église de Saint-Germain-des-Près (Paris-6<sup>e</sup>).

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

Communications diverses

A l'école des vins... avec le président de l'Union des sommets de France. Stage de deux heures (6 semaines). Début de cours : 14 juin 1995, 18 h 30. Appel Europe Communication : 44-59-81-10. Sensations du Paris culturel. Présentation des cultures alternatives avec écrivains et artistes en juin. Europe communication. Tel. 44-59-81-10.

Au C.B.L., 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris, jeudi 8 juin 1995 à 20 h 30, sous la présidence de A. Rayss, pti de l'URDF : « 50 ans après, la guerre est-elle finie ? » avec un historien et A. Banet, pti de l'A.A.C.J.R. 39-45.

Conférences

La Société des études rennaises vous invite à la conférence de Mlle J. Lalouette, « Les épouses protestantes des républicains libres-penseurs », le jeudi 15 juin, à 17 h 15, au Musée de la vie romantique, maison Scheffer-Renan, 16, rue Chaptal, Paris-14<sup>e</sup>. Entrée libre.

Thèses

Nathalie Alexandre-Bourhis soutiendra, le jeudi 15 juin 1995, à 15 heures, salle des actes à l'université de Caen, une thèse de doctorat en sciences de gestion intitulée : « La gestion des extensions de marque ». Le directeur de recherche est M. Patrick Joffe, professeur et directeur de l'IAE de Caen. Le jury, présidé par M. le professeur Papillon est composé de MM. les professeurs Biardou, Merunka et Wickham.

Le samedi 1<sup>er</sup> juillet, à 14 heures, à l'université Paris-IV-Sorbonne, M. Jacques Logie soutiendra une thèse de doctorat d'Etat en histoire ayant pour sujet : « Les magistrats des cours et tribunaux en Belgique, 1794-1814. Essai d'approche politique et sociologique. »

LE MONDE diplomatique

Juin 1995

- PROCHE-ORIENT : Islamistes palestiniens, la nouvelle génération, par Wendy Kristiansen Levitt. - Le gouvernement israélien prisonnier de ses contradictions, par Amnon Kapelouk. - Jérusalem dans l'état de la colonisation, par Isabelle Avran.
- BOSNIE : Dans la nasse de Sarajevo, par François Maspéro.
- EUROPE : La cohésion sociale sacrifiée à la monnaie unique, par Bernard Cassen.
- AMÉRIQUE LATINE : Les embûches du nouvel ordre régional, par Janette Habel.
- LA CRISE DE LA PÊCHE : Une guerre mondiale ignorée, par André Linard. - A Terre-Neuve, la fin d'un mode de vie..., par Philippe Bovet. - A Concombe, les derniers artisans, par Jean-Claude Le Berre.
- HISTOIRE : Victoire sur le nazisme, controverses et débats en Allemagne, par Brigitte Fitzold.
- IDÉES : Crise de sens, crise de valeur, le théorème de la mélancolie, par Max Dorra.
- INTERNET : Un média pour le XXI<sup>e</sup> siècle, par Philippe Quéau. - L'odyssée des pirates dans la jungle des réseaux, par Yves Eudes.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

LE BASSIN MÉDITERRANÉE

BAC 95  
Certaines occasions méritent une bonne révision.  
3615 LEMONDE



# Les galères de l'emploi précaire

**A Valence comme ailleurs, les employeurs ont tendance à pratiquer « l'empilage » de toutes les formes d'emplois précaires, subventionnés ou non. Certains d'entre eux s'efforcent de limiter cet usage pour éviter une explosion sociale**



**P**ETIT, nerveux, « forcé-ment » souffrant après des années de galère, où il lui a fallu « rentrer les poings dans la poche ».

Patrick A. vante son travail comme agent d'entretien dans un collège de Valence (Drôme). Avec le statut d'un contrat emploi-solidarité (CES) depuis trois ans, il gagne, pour un mi-temps, 2 617,89 francs par mois. Ni congés payés ni paiement des jours de maladie, et à chaque fin d'année scolaire le risque que son poste ne soit pas renouvelé. Patrick A., quarante ans, après des interims de quelques jours, n'a pas eu le choix. D'embellie, il affiche le ton d'un professionnel du curriculum vitae, à l'affût du « vrai » emploi, « fixe, à durée indéterminée ». En attendant, il se contenterait bien d'un contrat emploi consolidé, un CES garanti pour cinq ans. Dans le même temps, il passe des concours administratifs pour être titularisé. « Difficile à mon âge... »

En 1989, il a été licencié après quinze années d'activité dans une entreprise frappée par la récession. « J'ai marié... ». Ce chômeur longue durée, ainsi qualifié par l'administration, refuse de « balancer pavillon ». Il lui a fallu revoir à la baisse ses besoins de consommateur, changer d'appartement, de famille même. Sa nouvelle « copine » comprend, partage la frugalité du présent. Patrick A., Valentinois de son savoir-faire passé, est l'une des victimes ordinaires de la crise sévissant dans une préfecture banale, ni plus ni moins touchée que tant d'autres.

L'homme, ancien délégué cégétiste, se veut témoin. Valence est une des premières villes en France à avoir inventé dès 1979 des re-

cettes d'urgence qui « évitent aux jeunes de basculer sans retour dans l'exclusion parce qu'ils n'ont pas de boulot ». Sous l'impulsion du maire socialiste, Rodolphe Pesce, la ville a su, dès le premier choc, ouvrir des lieux, recruter des équipes, puis au fil du temps convaincre des chefs d'entreprise de « tout faire pour accompagner le retour coûte que coûte à un travail », fût-il éphémère, sous-rémunéré, précaire. Valence se veut actrice de l'adaptation forcée à la perte d'emploi, qu'elle espère transitoire, comme un mauvais moment de la vie à passer sans perdre espoir.

Ici comme ailleurs, « la production industrielle est en hausse, à tel point que l'outil de production est presque partout saturé », affirme Michel Garnier, directeur départe-

mental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTE). Mais ce responsable du service public, à l'inverse d'autres collègues, ne courbe pas l'échine. « La petite reprise de l'emploi s'est, hélas, faite l'an passé, presque exclusivement avec des contrats de travail précaires (60 %), intérim ou contrats à durée déterminée, ce qui a l'évidence n'est pas de nature à favoriser la consommation des ménages ». En ville, des boutiques ferment une à une, et des grandes surfaces réduisent leurs effectifs.

**« En CES, on n'a pas le droit de manifester ou de se syndiquer. Si on le fait, c'est la porte assurée. Envoyée, notre dignité ! », témoigne un ancien délégué syndical**

Michel Garnier refuse sans am-

bages le credo air du temps que le discours dirigeant, à Valence et plus encore au plan national, tente d'imposer : « Le travail devient structurellement précaire à l'aube du troisième millénaire ». L'évolution serait irréversible, en raison de la concurrence acharnée qui oblige à la réduction des coûts de main-d'œuvre. « Si l'on veut éviter les fermetures pour délocalisation dans des pays pauvres... »

La peur gagne le cœur de certains, arc-boutés dans leur emploi fixe, ou jetés dehors du jour au lendemain. Patrick A. n'y échappe pas. Il doute. Faut-il tourner définitivement la page, apprendre à vivre dans la précarité jusqu'à la retraite ?

« Encore heureux d'avoir trouvé ce CES. Tout, plutôt que ne rien avoir

à faire, c'est une question de dignité ! », affirme-t-il d'embellie. Comme beaucoup, il ne croit plus aux stages de formation : « Du temps perdu, jamais d'emploi à la clé ». Il salue l'accueil jovial, les démarches efficaces du Carrefour emploi-formation, un des lieux d'insertion municipaux, où il se rend régulièrement pour poursuivre ses recherches.

Nathalie Robert, psychosociologue, trente et un ans, dirige dans ces bureaux une équipe de trente animateurs sous statut temporaire. Ceux-ci s'agissent à régler au cas par

cas, et au jour le jour, le sort des milliers de chômeurs qui défilent à l'affût d'un plus, qui les différencierait de la centaine de milliers d'inscrits à l'ANPE voisine. Dans la pénurie, il faut à tout prix sortir du rang. « Et leur maintenir la tête hors de l'eau », revendique Nathalie, entre deux rendez-vous à la chambre des métiers ou à la mairie. Elle y croit, Nathalie. Force est de s'habituer à changer d'emploi tous les six mois, d'apprendre à vivre seurement sans possibilité d'investir dans l'achat d'un logement, « puisqu'il n'y a pas d'autre solution dans l'immédiat ».

La précarité peut avoir des vertus. Patrick A. occupe son loisir forcé de mi-temps à lire, rencontrer des copains différents qui s'intéressent au cinéma, « ma passion, via la télé puisque je n'ai pas les moyens de me payer une séance ». Il s'ouvre, dans la douleur, à de nouveaux horizons.

Très vite, pourtant, affleure l'amertume. Au collège, « aimé des élèves, apprécié des parents », Patrick A. se dit blessé par l'indifférence des collègues. « Pour eux, on n'est qu'un bouche-trou ». Il a beau faire du zèle, accepter « pour le bien commun » de lessiver les salles de cours ou balayer la cour au-delà de l'horaire prévu, « il n'y a pas de solidarité pour nous faire intégrer ». Récemment, les professeurs sont descendus dans la rue pour revendiquer. « J'y serais volontiers allé. Mais en CES on n'a pas le droit de manifester ou de se syndiquer. Si on le fait, c'est la porte assurée. Envoyée, notre dignité ! », dit l'ancien délégué syndical. « Et pour les jeunes, c'est encore pire. »

Françoise B., cinquante-deux ans, pionne sous contrat-solidarité depuis cinq ans dans une école privée de la banlieue valentinoise, revient, elle aussi, consulter au Car-

refour. Sa nouvelle directrice pourrait bien la renvoyer en juin, « faute de pouvoir (la) payer ». Mi-temps, 2 383,61 francs par mois, « j'ai enfin réussi à cotiser à une caisse de retraite complémentaire, après des mois de refus ». Françoise B. s'angoisse pour la retraite. Pour le moment, sa mère, veuve d'un entrepreneur aisé, lui donne une partie de sa propre pension de réversion. « Maman est généreuse. » Par héritage, Françoise est propriétaire de son deux pièces, « une chance ». Son ami l'emmène régulièrement en week-end, « je continue à fréquenter le milieu auquel j'appartenais avant ma débâcle ».

Bourgeoise de naissance, elle fit avec bonheur divers métiers, décoratrice d'intérieur pour un architecte parisien avant que ce dernier réduise son activité, puis gestionnaire de stocks avant que la firme automobile qui l'employait ne ferme. Elle est désormais pionne « sans garantie pour l'an prochain ».

Elle regrette « d'avoir été une mauvaise écolière. Trop tard pour rectifier ». Par gentillesse, elle s'occupe chaque jour de sa vieille voisine impotente. « Pourquoi je ne trouverais pas un emploi comme ça, payé ? » Françoise se verrait bien travailler comme aide à domicile, ou agent à l'hôpital. Elle rêve encore.

Comme l'éducation nationale ou La Poste, l'hôpital de Valence use, voire abuse, de ces CES (250 en 1994), qui sont interdits dans le privé. L'Etat ne donne pas l'exemple en matière de lutte contre la précarité. Même l'ANPE du centre-ville, pourtant fortement mobilisée, recourt à quelques agents temporaires, pour assurer ses moments de pointe. Autant dire que le secteur privé n'a guère d'états d'âme à recruter précaire.

Ainsi, Crouzet-Automatismes, hier le plus gros employeur valentinois, devenue, au fil de restructurations successives, filiale de Sextant-

pour l'insertion, une des originalités de Valence la pionnière. « Nous sommes au bord de l'explosion sociale, et nous nous devons d'agir ensemble pour l'éviter », dit cet homme discret. Fractures sociales, société à plusieurs vitesses, désespoirs de jeunes et de quartiers entiers, il connaît. Il part en guerre. Dans son bureau attendant au hangar où est stocké le matériel, il balance rapidement l'argumentation patronale dominante, la crise ? Il la vit de plein fouet. Il lui a fallu s'adapter. Les chantiers de plomberie sont aujourd'hui plus de réfection que d'installation. Ils nécessitent plus de main-d'œuvre, et les marges s'en ressentent. La gestion se fait au plus près, la prospection plus active.

**G**ÉRARD Coq refuse « la confusion ». Il réserve comme avant quelques-uns de ses postes à un emploi d'insertion pour un ancien détenu ou un handicapé, subventionné par les pouvoirs publics. Il embauche, à titre temporaire, quelques jeunes à la recherche d'un premier emploi, ou des chômeurs longue durée, circuits aidés eux aussi. Mais, comme par le passé, il s'en tient à un seul renouvellement de contrat. Ensuite, il renvoie, ou embauche définitivement. Bref, il refuse l'empilage et critique ceux qui le pratiquent après avoir épuisé leurs salariés fixes : « Les commandes reviennent, et pour plus de trois mois ! L'incertitude n'est pas plus forte que dans le passé. Alors, pourquoi choisissent-ils de tourner au-delà des capacités humaines avec un noyau dur de salariés fixes réduit au minimum ? »

Chez Maïe, inventeur du marquage par jet d'encre, en plein essor après un sévère plan social, on préfère ne plus évoquer les licenciements passés. Traumatisme des uns, image volontariste pour les autres. On s'en tient à un usage, restreint de l'intérim, et on recourt à des embauches, prudemment, mais sans condition de durée. L'es-

prit d'initiative en paraît requinté, et la nécessaire compétence protégée.

Fin avril, des salariés d'Alcatel (machines à trier le courrier) à Bourg-lès-Valence ont bloqué la production. Ils réclamaient d'abord une substantielle augmentation de salaires, puisque la firme affichait d'importants bénéfices. Mais ils demandaient aussi l'embauche définitive des dizaines de temporaires circulant dans les ateliers de haute technicité. Les piquets laissaient passer ces derniers, « sans droit de grève ». L'un d'eux, vingt-sept ans, jeune père de famille, fils d'un technicien de la société, en est à sa huitième mission ! Il s'accroche, il « espère ». Firmin Perez, délégué CFDT, un battant imaginaire, responsable de ventes, affirme que « nan, le travail précaire n'est pas une nécessité structurelle. D'ailleurs, l'embauche sous contrat à durée indéterminée ne coûte pas plus cher que ses concurrentes précaires. So-cialement parlant, elle l'est même beaucoup moins. Et l'entreprise conserve son savoir-faire ».

Le maire, les entrepreneurs du Club et d'autres de la chambre de commerce et d'industrie, Michel Garnier de la DDTE, Marc Zampolini directeur adjoint de l'ANPE, Nathalie Robert, animatrice du Carrefour, en sont convaincus. « Il est temps d'utiliser tous ces fonds d'insertion et d'assistance pour créer de « vrais » emplois. » Valence, pionnière hier des actions de soutien, veut encore innover. Aux portes des écoles, des gardiens recrutés sans condition de durée renforcent depuis peu la sécurité des enfants. Au Royaume-Uni, de jeunes Valentinois, jusque-là sans emploi et grâce à l'aide de la mairie, viennent de trouver des jobs stables dans des hôtels et des agences de tourisme.

Danielle Roward

فكرة منه لخط



## Maire, une fonction mise en examen

par Christophe Bouchet

**L**ES élections municipales sont proches. Il y aura une élection dans chaque commune, d'où émergera un conseil municipal qui choisira un maire. Il y a peu de chances que fin juin certaines communes n'aient pu pourvoir à l'élection, faute de candidats. Pourtant 40 % des conseillers municipaux et maires sortants ne se représenteront pas, soit une proportion double du renouvellement habituel. Quelles sont les raisons de cette désaffection du citoyen pour la fonction municipale ?

Au fil du temps, et surtout depuis une vingtaine d'années, le rôle de l'élu local a changé. Certes, il y a eu la décentralisation accompagnée de nouvelles responsabilités. Cela n'explique pas tout, car le maire a toujours eu deux fonctions : il est l'exécutif des délibérations du conseil municipal, mais il est également un agent de l'Etat dans la commune et, à ce titre, il est officier d'état-civil, officier de police judiciaire, etc.

Ces deux fonctions s'étant développées, sa charge de travail s'est considérablement alourdie pour une indemnité d'abord non imposable, puis pour un revenu réduit. Le risque pénal lié à ses responsabilités s'est accru avec le nouveau code pénal et un arsenal législatif découlant des « affaires ». Pour l'exercice d'un mandat rendu plus difficile par les difficultés économiques. Tout cela conduit à une nette dévalorisation de la fonction. Le maire perçoit un revenu désormais impossible, comme un salaire ordinaire, encore appelé pudiquement « indemnité de fonction » pour rappeler le principe (malin) de la gratuité des fonctions électives.

Ce revenu varie de 2 600 F pour les communes de moins de cinq cents habitants à 9 320 francs pour celles de 3 500 à 9 999 habitants et jusqu'à 20 000 F pour celles de plus de deux cent mille habitants. La grande majorité des communes (35 710 sur 36 571, soit 97,6 %) comportant moins de dix mille habitants, on constate donc que la rémunération courante du maire varie de la moitié du SMIC à une fois et demie ce même SMIC. Ce ne sont là que des maximums autorisés par la loi, et comme le conseil municipal vote annuellement la rémunération du maire et des adjoints, rien ne l'oblige à atteindre ce maximum.

En contrepartie, l'élu est amené à consacrer à sa commune un nombre d'heures de présence qui, même dans les plus petites collectivités, est déjà conséquent. Il peut atteindre rapidement un temps complet, pour peu que la cité ait quelques milliers d'habitants ou des problèmes particuliers.

Le temps est loin où le maire, édile local, était un personnage respecté, véritable émanation de l'âme communale. Combien d'élus sont aujourd'hui « en examen » ? Plusieurs centaines assurément. Certes, quelques-uns ont puisé dans la caisse et confondu argent public et deniers personnels, se sont fait construire mur ou maison, ou bien ont fait prospérer leurs affaires personnelles de manière éhontée. Mais la proportion des maires malhonnêtes est-elle plus importante que dans les autres professions ? Cela n'est pas sûr. En revanche, les élus municipaux sont victimes de leur exposition aux risques.

Le maire, même scrupuleux, peut être mis en cause et respon-

sable de tout. Qu'on en juge : « tout acte mettant en évidence « maladresse, imprudence, inattention ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence » est sanctionné par le code pénal (art. 221-6, 222-19, 20) d'un an à trois ans de prison selon le dommage causé. Ainsi - on l'a vu récemment - le maire est responsable si un taureau (lors d'un arbrivado) renverse une personne, ou si un couvercle de poubelle municipale blesse quelqu'un, pour peu que le manquement à une obligation de sécurité puisse être établi, ce qui est très facile.

**Le temps est loin où le maire, édile local, était un personnage respecté, véritable émanation de l'âme communale**

Le maire, lui, est dans l'incapacité quasi absolue de se prémunir. Il sera mis en examen et peut-être même condamné personnellement.

La « prise illégale d'intérêt » définie par l'art. L.432-12 du nouveau code pénal, qui remplace le « délit d'ingérence », expose également les maires à des risques pénaux non négligeables. Hormis dans les communes de moins de trois mille cinq cents habitants où, à certaines conditions drastiques, l'élu peut vendre ou acheter à la commune, dans les autres

communes, le maire est réduit à n'avoir aucune activité qui puisse interférer avec la conduite des affaires municipales. Son épouse, ses enfants, ses parents proches ne peuvent avoir aucune relation d'affaires avec la commune sous peine de risquer cinq ans de prison et 500 000 francs d'amende.

Ce n'est pas le fait de « faire une bonne affaire » qui est sanctionné, mais le seul fait d'avoir une relation financière avec la commune. Ainsi le maire d'une commune auto-doisie, qui avait loué un appartement municipal pour un loyer strictement identique à celui que payait le précédent locataire, a-t-il été condamné pour ingérence, certes sans peine.

La mise en examen qui précède le jugement ressemble trop souvent pour l'élu au couperet de la guillotine, à la seule différence que ce couperet n'est pas net et qu'il peut provoquer la mort politique après de longs moments, entraînant la tête de l'élu dans les abîmes du suffrage universel, surtout sensible aux effets d'annonce.

« Le délit de favoritisme », créé par l'article 7 de la loi du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption, qui se définit au sens de l'article L.432-14 du code pénal comme le fait de procurer « un avantage injustifié à autrui », notamment dans l'attribution des marchés, présente, lui aussi des risques sérieux pour l'élu honnête. Attribuer un marché au « moins-disant » (le moins cher) semble être la seule solution pour respecter la loi, alors qu'il semble préférable de choisir le « mieux-disant » (celui qui présente le meilleur rapport qualité/prix). Comment l'élu pourrait-il prouver sa bonne foi, quand on sait que l'analyse des

offres ne peut sérieusement résulter d'un simple calcul mathématique ? Devra-t-il être en permanence assisté d'un avocat ?

Une fonction difficile, dévaluée dans l'opinion publique, et présentant un risque pénal sérieux pour des revenus médiocres : quatre éléments qui conduisent aujourd'hui bien des maires à renoncer à briguer un autre mandat et qui dissuadent d'autres candidats... Alors que seront les maires de demain ?

Ces élus qui géreront nos communes auront-ils pour autant un rôle primordial pour l'aménagement de notre territoire, le bien-être quotidien des habitants, bref pour la vie politique locale, au sens grec du terme où *polis* signifie « administration de la cité ». Mais, indirectement, les élus municipaux ont aussi une autre fonction potentielle : même s'il n'est pas nécessaire d'être maire pour devenir conseiller général, régional ou parlementaire, il est très courant que ce premier mandat municipal soit le point de départ d'une carrière. Ce mandat de base, de terrain, sert d'assise à la vie publique de l'élu et de vivier à la fonction politique nationale. Il est donc important que cette pépinière de grands élus que sont les maires soit d'un bon niveau.

Cela sera-t-il possible quand on connaît les difficultés et les désagréments de la fonction et cela ne risque-t-il pas d'entraîner vers le bas notre représentation politique par la défection de femmes et d'hommes de qualité refusant de courir de tels risques ?

**Christophe Bouchet est conseiller général du canton de Quissac et maire de Carnas (Gard).**

## Ebola oublié, Zaïre abandonné !

par Didier Cannet

**L**E Zaïre (ancien Congo belge) est un pays immense et varié, grand comme quatre fois la France, peuplé de 42 millions d'habitants. Il possède dans son sol les plus grandes richesses du continent africain (mines de diamant, de cuivre et de cobalt) et sa terre est fertile.

La longue crise politique, économique et sociale que traverse le pays depuis 1990 a détruit les infrastructures et, en particulier, le système sanitaire du Zaïre (qui était entre 1975 et 1988 un modèle en Afrique).

Les nombreux pillages à travers le pays, et en particulier ceux de septembre 1991 à Kinshasa, n'ont fait qu'accroître cette chute. Aucune structure publique ne s'est relevée depuis : hôpitaux sans aucun matériel ni médicaments, employés non payés depuis de nombreux mois.

L'ampleur de l'épidémie due au virus Ebola est révélatrice de cette crise zairoise : retard d'un mois dans la déclaration du premier cas de fièvre hémorragique ; impossibilité d'imposer une « quarantaine » à la région de Kikwit (les barrières policières restent aussi perméables qu'à l'accoutumée moyennant finances).

Cette épidémie n'est que la partie visible d'un phénomène beaucoup plus vaste. La mortalité infantile s'accroît. Elle est due principalement à l'apparition de la malnutrition associée aux maladies infectieuses les plus courantes. La vaccination n'étant plus pratiquée depuis cinq ans, les épidémies massives de poliomyélite, de rougeole, flambent un peu partout à travers le pays.

La trypanosomose (maladie du sommeil) se développe rapidement dans la région de l'équateur, la tuberculose et le sida deviennent les principales causes de morbidité et de mortalité de l'adulte à travers le pays.

**Passée la première peur occidentale, il ne faudrait pas négliger la perspective d'un désastre sanitaire total**

La survie de la population n'est due qu'au développement d'une économie populaire informelle, dont le mécanisme repose sur la solidarité dans la pauvreté.

La société civile (en particulier les Eglises) fait preuve d'une extraordinaire capacité d'adaptation et c'est avec elle que quelques organisations non gouvernementales (ONG), comme Médecins du monde, agissent en faveur des victimes de cette crise.

Mais pour combien de temps encore ? L'aide internationale a été interrompue. La difficulté de travailler dans le pays et les mauvaises perspectives d'avenir découragent les ONG de développement. L'effondrement massif du pays est malgré tout trop progressif pour que les ONG orientées vers l'urgence puissent intervenir.

La peur occidentale envers le virus Ebola s'est déjà cristallisée ailleurs. La population zairoise est à nouveau abandonnée. Elle est condamnée à mourir loin de tout intérêt médiatique. Faudra-t-il attendre l'explosion de la violence, qui surviendra inévitablement dans ce climat, et les milliers de victimes qu'elle entraînera, avant toute réaction ?

**Didier Cannet est responsable de mission de l'Organisation Médécins du monde.**

## Que veut-on faire de l'audiovisuel ?

par Jean Cluzel

**L**A préparation des grands affrontements du multimédia (la télévision et bien au-delà) ne s'est pas ralentie pour attendre que la France soit prête. Et pourtant l'issue de cette bataille, qui déjà fait rage, commande l'avenir de la France.

Il est vrai que, depuis le début des années 80, le paysage audiovisuel français a connu bien des bouleversements, sans avoir jamais réussi à trouver son point d'équilibre. Trois autorités de régulation se sont succédées, une chaîne commerciale a fait faillite, deux chaînes publiques ont été créées. On a connu une demi-douzaine de lois, plusieurs centaines de décrets, sans parler de la valse des responsables de chaînes.

La volonté de couper le cordon ombilical entre le gouvernement et les chaînes du secteur public n'a pas donné tous les résultats espérés. De plans de sauvetage en rallonges budgétaires, l'Etat a repris d'une main ce qu'il avait donné de l'autre.

Comment l'audiovisuel peut-il être économiquement équilibré si chaînes publiques et chaînes privées se disputent sans cesse une ressource publicitaire qui ne suffit plus à la tâche et que l'on rationne ou contingente entre l'image et l'écrit ? Pourra-t-on encore long-

temps se permettre d'affecter 1,7 milliard de francs à deux chaînes publiques qui ont si peu d'audience ? Que veut-on faire de l'audiovisuel et que peut-on en faire ? Si les réponses n'existent pas à ces questions, c'est parce que les dérives constatées et l'omniprésence des corporatismes ont étouffé, en ce secteur comme ailleurs, la voix du Parlement.

**La France a raté le câble et le satellite. Elle ne doit pas manquer la révolution du numérique et du multimédia**

Et pourtant, la révolution technologique du numérique et du multimédia va diversifier les supports de diffusion, multiplier les canaux et les services, introduire l'interactivité, tout en attirant de nouveaux acteurs.

Après avoir raté le câble et le satellite, la France ne doit pas manquer cette mutation. Mais, pour

autant, l'Etat n'a pas à jouer, ici plus qu'ailleurs, au mécano industriel.

Comment marquer une volonté nouvelle, sinon par quelques décisions, à condition que celles-ci soient prises rapidement, car ce seront peut-être celles de la dernière chance. La concurrence de demain n'aura rien à voir avec celle d'aujourd'hui. Avec dix ou vingt fois plus de chaînes, il peut y avoir en Europe, d'ici cinq ans, des faillites aussi retentissantes - et pas seulement financières - que celle de La Cinq, y compris parmi les chaînes publiques pour lesquelles l'impératif de l'audience risquerait bien d'être hors de portée.

Pour conduire une politique ambitieuse - qu'en ce domaine nous n'avons jamais eue - nous n'avons besoin ni de nouvelles structures ni d'une nouvelle batterie d'aides financières. Le soutien aux industries de programmes est déjà massif. Il pourrait être mieux adapté tout en s'inspirant de meilleurs critères pour attirer un public français plus important, avec en prime l'ouverture à l'exportation. Car, si le Canada est le deuxième exportateur mondial de programmes audiovisuels, la France arrive loin derrière ! L'audiovisuel est autant une industrie qu'un art. Davantage que de quo-

tas-ligne Maginot, nous avons besoin de respirer l'air du large. Seuls le dynamisme et la compétitivité assureront la pérennité de l'identité de nos chaînes et l'identité culturelle de notre pays, en même temps que la défense efficace de notre économie (via les émissions de fiction et la publicité).

De même, l'omose croissante entre audiovisuel et télécommunications rend nécessaire une extension de la compétence du CSA. Dès lors que les programmes seront transportés par satellites ou par des réseaux câblés et que l'émetteur sera situé hors de France, le mode actuel d'attribution des fréquences et l'autorisation d'émissions ne sont plus adaptés.

De façon complémentaire, il serait utile de mettre en place une autorité européenne chargée de contrôler l'application de la directive « Télévision sans frontières ». Quand un mandat des dirigeants de l'audiovisuel public, il devrait être porté à cinq ans, durée nécessaire pour concevoir et mettre en œuvre une stratégie à moyen terme. Cette mesure a du reste fait l'objet d'une proposition de loi déposée au Sénat.

Allant dans le même sens de l'efficacité, nous aurions intérêt à « désincarcérer » les chaînes de

secteur privé afin que celles-ci puissent, en dehors de l'Hexagone, affronter avec quelques chances de succès la compétition mondiale.

A l'instar du Canada, nous devrions examiner les conséquences, pour les enfants, d'émissions violentes, médiocres ou vulgaires. Et ne pas considérer l'éducation dispensée ailleurs comme un alibi.

Enfin, pour couronner le tout, une stratégie offensive serait la bienvenue pour notre audiovisuel extérieur. Plus cohérente - on compte aujourd'hui une quinzaine d'intervenants -, elle aurait pour mission d'étendre la présence francophone aux dimensions du monde.

Si nous n'avions pas le courage de mener cette politique en fonction d'une stratégie logique, et en consacrant efforts et moyens nécessaires, combien de foyers français seraient encore, dans vingt ans, fidèles aux programmes francophones ? Telle est la question. Ce n'est donc pas un pré carré qu'il faut défendre, mais une ambition qu'il faut affirmer.

A la France de le savoir.

**Jean Cluzel est sénateur (Union centriste) de l'Allier et membre de l'Académie des sciences morales et politiques**

### AU COURRIER DU MONDE

#### CLIGNOTANTS INVISIBLES

Depuis une dizaine d'années, je roule à vélo dans Paris. Malgré les accidents, les altercations quotidiennes entre voitures et deux-roues, pourquoi donc les constructeurs automobiles continuent-ils à produire des voitures dont les clignotants avant sont totalement hors du champ visuel de tout conducteur de deux-roues se trouvant rouler à côté ?

Quelques trop rares modèles sont équipés de clignotants latéraux, un peu en avant de la portière avant, et donc visibles lorsqu'on se trouve à côté. Mais, dans la plupart des cas, les clignotants se trouvent aux angles (bien plus à l'avant que sur le côté d'ailleurs). On peut donc arriver à les deviner à condition d'être suffisamment

en avant par rapport à la voiture. Si l'on roule à côté, à la hauteur des portes arrière, cela devient impossible.

Pire même, dans bien des cas, le clignotant est complètement à l'avant. Si donc on se trouve rouler à côté de ce genre d'engins, ils peuvent à tout instant se rabattre à droite, donc sur soi, sans que l'on puisse le moins du monde connaître à l'avance les intentions du conducteur. Qu'un détail aussi simple, mais aussi grave de conséquences, échappe aux constructeurs automobiles est vraiment consternant.

Quant aux acheteurs d'automobiles, ils devraient savoir qu'acheter une voiture dépourvue de clignotants latéraux, c'est s'exposer à bien des ennuis.

**Hervé Daufart  
Issy-les-Moulineaux  
Hauts-de-Seine**

### LES VENTES D'ARMES ALLEMANDES

Dans l'article sur « L'industrie américaine de l'armement en ordre de bataille » paru dans *Le Monde* du 10 mars, vous établissez, sur la base des données de l'Institut suédois pour la paix (Sipri), pour la période 1989-1993, que la République fédérale d'Allemagne a pu augmenter ses exportations d'armes à partir de 1991 et se placer au troisième rang mondial. (...) Connaissant la politique restrictive de mon pays en matière d'exportation d'armes, ce troisième rang m'a surpris et j'ai cherché à savoir comment le Sipri arrive à ces chiffres (...).

Le chiffre de 8,7 milliards de dollars, cité pour la période 1989-1993, comprend 45 % de cessions de matériels excédentaires de la Bundeswehr provenant principalement des réserves de la Nationale

Volksarmee (NVA) de l'ex-République démocratique allemande. Ce matériel est cédé à des Etats amis, le plus souvent membres de l'Alliance de l'Atlantique nord. (...) Alors que toutes les autres nations industrielles mentionnées dans votre article ne pratiquent de telles cessions qu'en très petites quantités (selon les indications du Sipri), la France ne livre aucun matériel provenant de réserves excédentaires, celles-ci ont, en effet, atteint en République fédérale d'Allemagne, pour un temps limité, un volume considérable. (...) Il faut en chercher les raisons dans les obligations de l'Allemagne, en vertu de l'accord sur la réduction des forces armées conventionnelles en Europe, et dans l'engagement pris vis-à-vis de l'Ancienne Union soviétique de ne pas exploiter le surcroît de pouvoir militaire résultant de la réunification allemande. Entre-temps, ces cessions

de matériel sont, pour l'essentiel, terminées. La cession du matériel militaire allemand se faisait le plus souvent à titre gratuit, dans l'intérêt de remplir, dans les délais prévus, l'engagement de réduction pris dans le cadre de l'accord de droit international. Raresment du matériel était cédé moyennant paiement et, dans ce cas-là, le prix restait bien en dessous de la valeur réelle. Les Etats destinataires recevaient le matériel contre l'engagement de détruire leur équipement plus ancien. (...) En outre, des cessions à titre gratuit se faisaient également dans le cadre des programmes de l'OTAN. (...) En réalité, l'industrie allemande de l'armement et ses exportations se placent à un rang inférieur à l'échelle internationale.

**Général Hans Speidel,  
ambassadeur d'Allemagne  
en France**



# Le Monde

## Un défi transatlantique

**L**ANCÉE à la fin de 1994 par le Canada, l'idée de créer une zone de libre-échange entre l'Amérique du Nord et l'Union européenne vient d'être officiellement reprise par les États-Unis. Dans le discours qu'il a prononcé le 2 juin à Madrid, le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, a proposé aux Européens d'engager un « nouveau dialogue transatlantique », cinquante ans après la fin de la seconde guerre mondiale.

Si la proposition américaine concerne l'essentiel des rapports entre les deux continents – politiques, économiques et militaires –, il apparaît clairement que les relations commerciales euro-américaines sont la principale, sinon l'unique motivation de Washington. Le secrétaire d'État ne fa d'ailleurs pas caché, énumérant consciencieusement les domaines qui bénéficieraient de l'intégration des deux blocs commerciaux en train de se constituer de part et d'autre de l'Atlantique : les investissements, l'accès aux marchés, les échanges d'information technologique, les accords aériens.

Il n'est nul besoin d'être grand clerc pour comprendre que l'administration Clinton, qui saisit régulièrement toutes les occasions pour développer les ventes de produits et de services américains dans le monde, cherche aussi à revenir sur les concessions faites à l'Union européenne lors des négociations du cycle de l'Uruguay. Signé à Marrakech en avril 1994, l'accord qui dutra plus de sept années de travaux consacrés à la libéralisation du commerce mon-

dial, a permis à d'importants secteurs d'échapper aux règles du libre-échange. Ces « exceptions » – provisoires ou définitives – touchent des intérêts vitaux de l'économie américaine : l'agriculture, en dépit des concessions faites par l'Europe, l'aéronautique, les services financiers, l'aéronautique, les télécommunications. Le pacte transatlantique proposé par M. Christopher permettrait d'atteindre ce que les négociations du GATT ont été incapables d'obtenir et qui reste la priorité de la Maison Blanche : l'accès aux marchés.

L'agriculture européenne, qui continue de bénéficier d'un régime relativement protégé, est évidemment la première visée. Le nouveau pacte transatlantique, s'il voyait le jour, aurait comme conséquence à peu près certaine de démanteler la PAC (politique agricole commune) et de supprimer les taxes perçues à l'importation, ce qui permettrait aux produits agricoles américains de se déverser sans retenue en Europe. De ce point de vue, il n'est pas surprenant de retrouver, au sein même de la Commission de Bruxelles, des partisans d'un tel accord : sir Leon Brittan, libéral par et pour, a toujours voté la PAC aux élections, voyant dans ses mécanismes compliqués une source de dépenses infinies.

Il est peu probable pourtant que l'offensive américaine aboutisse, tant il est vrai que nombreux sont ceux qui, au sein de l'Union, refusent de voir ramenée la construction européenne, qui est aussi politique et culturelle, à une simple zone de libre-échange.

## Pour une justice sereine

**P**LUS que la plupart de ses autres collègues du gouvernement, un nouveau garde des sceaux se doit, dès son arrivée à la Place Vendôme, de prendre ses marques en délivrant une espèce d'instruction générale sur la politique judiciaire qu'il entend mener. Hautement politique, l'exercice est examiné « à la loupe ». Inévitablement comparé aux déclarations similaires de ses prédécesseurs. Autant le reconnaître d'emblée : la prestation de Jacques Toubon, lundi 5 juin, au « Grand Jury RTL-Le Monde », a dû rassurer tous ceux qui sont attachés à l'indépendance de la justice. Mieux, les projets du garde des sceaux ont surpris par leur opportunité.

Sur le fond, on retiendra tout d'abord la volonté de M. Toubon de mettre fin à cette « exception française » qui fait que, actuellement, une personne condamnée par un jury populaire en cour d'assises ne peut faire appel. En contradiction formelle avec l'un des protocoles de la Convention européenne des droits de l'homme, cette situation pourrait, comme le propose M. Toubon, être améliorée grâce à la création d'un tribunal criminel départemental, d'instaurer la cour d'assises dans la juridiction d'appel. Une telle réforme permettrait enfin de réintroduire dans notre droit, en matière criminelle, le principe fondamental des deux degrés de juridiction. De la même manière, M. Toubon a raison de vouloir limiter les circonstances et les conditions dans lesquelles un mis en examen peut être placé en détention provisoire, c'est-à-dire emprisonné

sans jugement. Sur la forme, force est, également, de reconnaître l'habileté du garde des sceaux. Se sachant attendu sur les « affaires », il a réussi à contourner l'obstacle en affirmant qu'il respecterait à la lettre les grands principes d'indépendance des magistrats. Abandonnant l'idée, un moment caressée, de légiférer sur le secret de l'instruction et la présomption d'innocence sur la base des propositions d'une mission sénatoriale, il a fort opportunément préféré en appeler à la simple application de textes existants. De la même manière, et toujours dans l'intention de préserver la sérénité des juges, il a clairement indiqué qu'il ne s'opposerait pas à l'ouverture d'une information judiciaire, pas plus qu'il n'ordonnerait un classement. Il s'est également engagé à ne pas mettre en chantier une redéfinition du délit d'abus de biens sociaux et de son délai de prescription, malgré les espérances du monde patronal qui en attendait une entrave aux curiosités des magistrats. Enfin, tirant les leçons du passé, M. Toubon a su ne pas tomber dans le piège de l'ambiguïté déguisée, qui avait coûté si cher aux socialistes.

Plaidant pour que davantage de moyens soient alloués au budget de son ministère, le garde des sceaux a donc placé très haut la barre des grands principes et des réformes qu'il entend mettre en œuvre. Prenons-le donc au mot, en sachant que, de la part du « premier des ministres » du gouvernement juppé, toute entorse à cette déclaration sera interprétée comme un reniement.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication. Directeur adjoint : Robert Saut, directeur de la rédaction. Directeur adjoint : Anne Châteaubourg, directeur délégué.

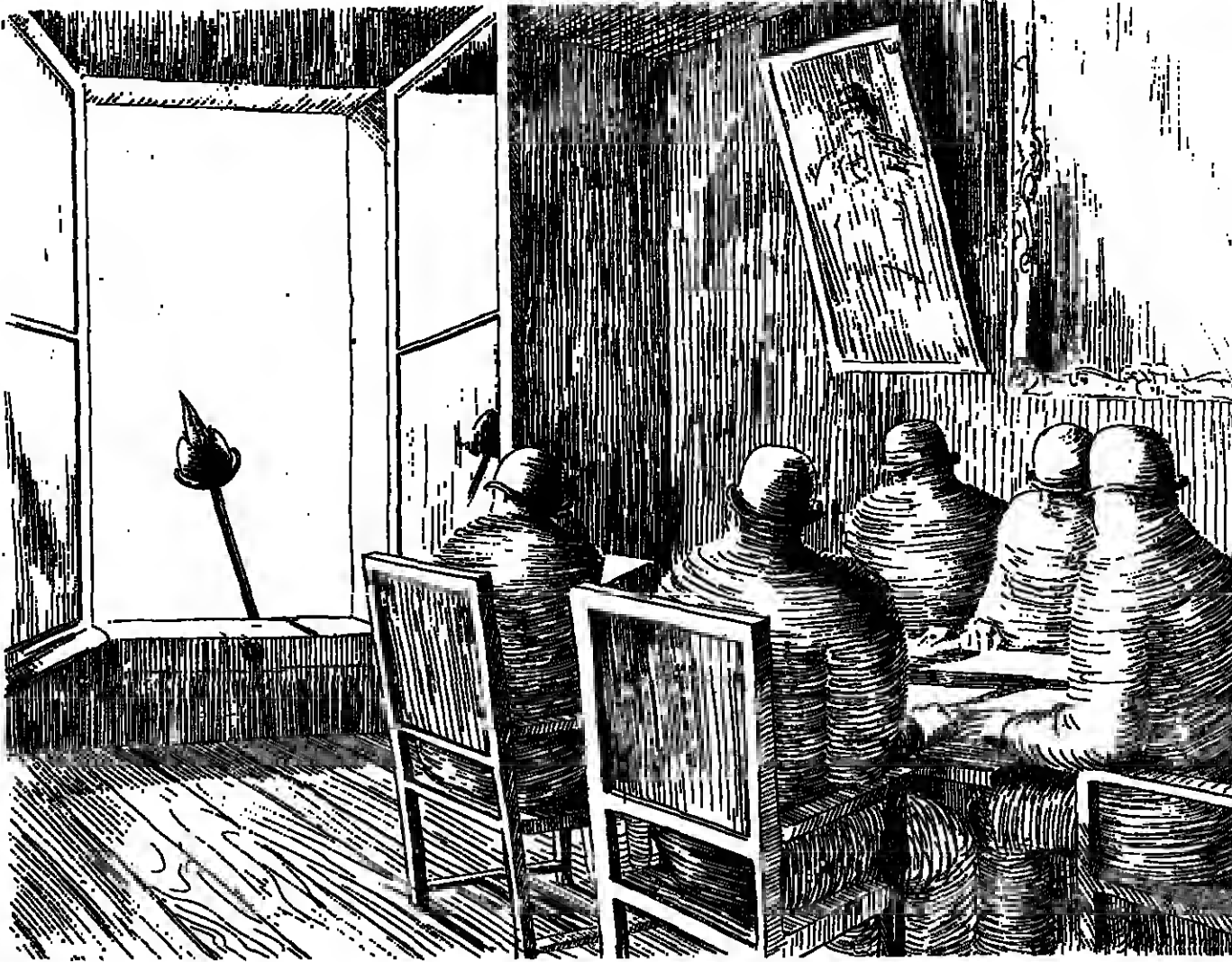
Éditorial : Thomas Ferenzi, Robert Saut, directeur de la rédaction. Rédaction : Jean-Paul Basset, Bruno de Camus, Laurent Gellerman, Danièle Heymann, Bernard Le Goff, Marcel Lehoucq, Luc Rosenzweig.

Alain Ruffat, conseiller de la rédaction. Daniel Vermet, directeur des relations internationales. Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction. Médiateur : André Laurens.

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Riffaud, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1961), Jacques Fauvet (1961-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994).

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 320 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Bourde-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Éditions, Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 46 45 25 25. Télécopieur : (1) 46 45 25 99. Télex : 206 206 F. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BOURDE-MÉRY 92015 NANTY-CEDEX. Tél. : (1) 46 45 25 25. Télécopieur : (1) 46 45 30 10. Télex : 30131 F.



## La vie vulgaire par Cardon

## Révolution culturelle

Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

SECON le président de la République, la lutte contre le chômage exige une « révolution culturelle ». À la chinoise, avec renvoi autoritaire des dirigeants à la base ? On suppose que l'expression se veut plutôt une incitation vigoureuse à changer radicalement de mentalité, de logique.

Un autre problème de l'heure mériterait pareille investiture des priorités, notamment dans une ville que le chef de l'État connaît bien : la circulation. L'automobiliste le plus intoxiqué doit bien admettre que le « tout-bagnole » a plus qu'échoué. Il tue, il sacrage la liberté et l'avenir qu'il devait assurer. Heures perdues à péter et à engorger, à s'abêtir, à haïr l'autre ; couloirs de bus, trottoirs et limitations de vitesse mutuellement violés ; poussettes asphaltées, promenades supprimées, milliers de pilons assassinés, confiscation de l'espace, du silence, de l'air pur, des plaisirs de la flânerie... La coupe devrait être pleine !

Samedi 3 juin, des milliers de cyclistes ont tourné paisiblement dans Paris pour rappeler leurs droits bafoués et démontrer que la liberté, l'égalité et la fraternité étaient de leur

côté, de même que l'intelligence, l'art de vivre, le souci des autres. Il y avait une évidence radieuse, attirante, dans le vromblissement d'abîmes de toutes ces roues libres, modèles et générations mêlés.

D'abord enrégimés et classés, les prisonniers du volant n'ont pas tardé à se trouver gênants, risibles, démodés, piégés, exclus d'une fête. Il suffirait en effet d'une simple... « révolution » des esprits et de quelques pistes cyclables pour que se réglent instantanément, comme par contagion du bonheur, l'engorgement asphyxiant des villes, les affections respiratoires des pollués, les maladies nerveuses et vasculaires des pollueurs, sans parler de la fantaisie et de l'art de vivre soudain retrouvés. Sans parler du droit élémentaire, actuellement radicalement dénié, de s'arrêter prendre un verre avec un ami perdu de vue !

Tous ces avantages éclatants passent pour des lubies d'écoles hirsutes ou de Scandinaves cultistes. Plus exactement, ils sont réputés tels par une coalition insidieuse des constructeurs d'automobiles, des vendeurs de carburant et de l'État, directement intéressés à la gabegie présente. Face à ces géants et à leur malinisme sur les esprits, le pédaleur en famille, bien qu'il ait raison et qu'il convainque tous les passants, NE PEUT apparaître que comme un marginal illuminé, un doux rêveur. Communication et publicité ont réussi à éroder sa sagesse sous une réputation de nostalgie archaïque, condamnée à terme par l'idéalisme du 180 chrono.

La même dictature de la modernité obligatoire pèse sur d'autres choix raisonnés et riches d'avenir, en leur collant, à grands frais, l'étiquette

infamante de passésistes. Ainsi des études classiques et gréco-latines, dont il serait réactionnaire, paraît-il, de regretter le déclin. Le mouvement qui entend les sauvegarder (le SEL, 15, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris) a rassemblé nombre d'arguments en leur faveur. Il est clair, par exemple, qu'avec la connaissance approfondie de la langue française risquent de se perdre le passé et toute pensée. Apprendre à mieux se raconter à soi-même sa propre vie, c'est s'enrichir corps et âme, c'est enrichir la relation avec les autres, avec l'universel, sans boudier ni empêcher l'innovation technique, au contraire. La Renaissance l'avait compris, qui conciliait humanités et découvertes scientifiques. Non et non ! le progrès n'oblige pas à parler le langage facile des affiches, des dépliants et des fax !

La démocratie n'y gague pas. Elle y perd. Le recrutement des élites, la conquête des pouvoirs et les privilèges culturels sont toujours autant réservés aux élèves issus de l'enseignement classique. Sous couvert d'égalité des chances, la propagande anti-humanités vise et aboutit à affaiblir les défavorisés devant les injonctions à consommer et à penser comme tout le monde.

Entre des cyclistes parlant d'Hérodote sur de vieilles bécanes, et un couple de top-modèles bronzés rêvant de cocotiers dans un cabriolet rouge, les premiers ne sont pas seulement l'intelligence, la liberté, la vraie joie de vivre, ils sont l'avenir, la survie. Pour en convenir, il faut en effet une révolution culturelle qu'il faudrait... telle que la rationalité économique actuellement triomphante ne peut la tolérer.

## Le sanglot de l'homme blanc américain

Suite de la première page

Il s'agit, ni plus ni moins, de revenir sur toute une philosophie sociale héritée des années 60, celle de la nécessité de corriger, par voie administrative thérapeutique, les effets de deux siècles de racisme et de discrimination à l'égard des Noirs, qui constituent 13 % de la population américaine.

L'« affirmative action » est née en 1965 d'une ordonnance prise par Lyndon Johnson, l'Executive Order 11246, interdisant la discrimination raciale dans l'attribution des contrats fédéraux ; Richard Nixon l'étendit en 1969 à la discrimination contre les femmes. Au fil des années, les tribunaux et les règlements administratifs font une interprétation de plus en plus contraignante de cette disposition, qui finira par aboutir, dans certains secteurs, à l'institution de quotas réservés aux minorités. « Pour dépasser le racisme, il faut commencer par tenir compte de la race », explique alors le juge Harry Blackmun de la Cour suprême.

Aujourd'hui, 160 programmes fédéraux de traitement préférentiel fondés sur la race ou le sexe (dont 60 incluent spécifiquement les femmes) sont officiellement recensés, comme ceux réservant 10 % des contrats fédéraux, et parfois plus, aux entreprises « socialement et économiquement

défavorisées ». Parallèlement, les valeurs du multiculturalisme et de la « diversité » passant dans les mœurs, les administrations et les grandes entreprises privées ont adopté des politiques actives de recrutement et de promotion de Noirs ou de femmes.

Objet d'un consensus depuis trente ans, le fondement moral de cette politique est remis en cause : « L'argument, écrit Pete Wilson, veut qu'il soit parfaitement convenable d'imposer une discrimination injustifiée aux membres d'un groupe (les hommes blancs) pour compenser ceux d'un autre. C'est une prémisse inacceptable. C'est pas reconnaître le mérite individuel. C'est monter un groupe contre l'autre, une race contre l'autre, c'est porter atteinte à l'idéal américain, selon lequel quiconque travaille dur et accepte les règles du jeu a la même chance que les autres de réaliser le rêve américain. »

Le « malaise de l'homme blanc », tellement célèbre depuis un an qu'il a maintenant son sigle – AWM (Angry White Male) – suffit-il à expliquer cette offensive ? Paradoxalement, si l'« affirmative action » a sans aucun doute favorisé l'émergence de classes moyennes noires, les statistiques démontrent que les hommes blancs en ont été les grands perdants. Selon un rapport officiel publié en mars, 95 % des emplois de cadres supérieurs du secteur privé restent aux mains des hommes blancs.

En Californie, des projections de l'université Berkeley montrent que l'élimination de l'« affirmative action » bénéficierait surtout aux Asiatiques, très performants à l'école et sur les campus ; si le mérite était le seul critère d'admission, sans tenir

compte de l'impératif de « diversité sociale », les Asiatiques deviendraient nettement majoritaires à Berkeley (54,7 %, contre 41,7 % admis en première année en 1994), les Noirs passant de 6,4 % à 1 %.

Les hommes blancs reportent peut-être sur les Noirs ou les femmes des frustrations qui découlent de l'évolution du marché du travail américain : les emplois des classes moyennes y sont moins stables, moins bien payés. Mais la mise en œuvre de l'« affirmative action » a surtout été bouleversée par d'importantes modifications démographiques. En trente ans, les minorités ethniques sont passées de 10 à 30 % de la population des États-Unis ; les Asiatiques sont passés de 1 à 8,5 millions, les Hispaniques de 3,5 à 23 millions. Si l'on ajoute les femmes à ces 30 %, on arrive à... deux tiers de la population.

« Cela fait une grosse minorité », relève le sénateur démocrate Patrick Moynihan. Il y a eu aussi des excès de zèle. Pour les deux universitaires auteurs de la proposition de référendum en Californie, Thomas Wood et Clyon Cistred, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été le vote, en 1991, d'une loi californienne (à laquelle le gouverneur Wilson a mis son veto) exigeant des universités qu'elles produisent des diplômés noirs, hispaniques ou asiatiques dans les mêmes proportions que les bacheliers sortant des lycées.

L'humour politique, aux États-Unis, n'est plus à l'égalitarisme ni à la compassion, mais à la responsabilité et au mérite individuels. A deux reprises, en avril et en mai, la Cour suprême a reconnu que des pratiques de traitement préférentiel pour les

Noirs étaient injustes pour les Blancs. Pourtant, faire table rase de l'« affirmative action » paraît difficile. D'abord, parce que, même parmi les conservateurs, peu de gens contestent que la discrimination raciale existe encore. Ensuite, parce que cela favoriserait la ré-segrégation. Et aussi parce que l'opinion publique est divisée, au-delà des clivages partisans.

Selon un sondage récent du Los Angeles Times, 52 % des Américains sont favorables à une politique de traitement préférentiel pour les minorités, 61 % pour les femmes. Mais quelle politique ? Deux solutions sont parfois suggérées, sans soulever l'enthousiasme : une politique non plus fondée sur la race ou le sexe, mais sur la classe sociale ou les revenus ; et le modèle militaire, généralement considéré comme le seul franc succès de l'« affirmative action » : en septembre 1994, les forces armées américaines comptaient 29,2 % de Noirs et 22 % d'Hispaniques. La variante militaire de l'« affirmative action » ne fixe pas de quotas mais des « objectifs » sans calendrier contraignant.

Selon le New York Times, le rapport préparé par la Maison Blanche réaffirme, dans ses grandes lignes, la valeur de l'« affirmative action », tout en admettant qu'il faut en corriger les excès, en particulier la pratique des quotas et celle des contrats publics. Une manière de reconnaître que, quelles que soient ses velléités libérales, la société américaine n'est pas encore mûre pour se passer totalement d'incitations légales ou administratives dans le traitement de ses minorités ethniques.

Sylvie Kauffmann

هذه امه الحظ



**CONJONCTURE** A cause du ralentissement du marché automobile en France (en hausse seulement de 1,3 % depuis le début de l'année) et du tassement de la demande étran-

gère, l'activité industrielle perd de son dynamisme. La croissance n'est pas remise en question, mais son rythme sera moins soutenu. ● LA PRIME BALLADUR arrivant à son

terme, un sursaut du marché automobile est possible : en mai, les prises de commandes se sont redressées, en hausse de 10 %. ● LES PRIX des aciers, qui ont augmenté de

20 % en moyenne l'an dernier, devraient malgré tout encore monter en septembre. Ceux de la pâte à papier pourraient atteindre les 1 000 dollars à la fin de l'année, en hausse de

7,5 % en sept mois. La demande reste donc soutenue. ● LE MANQUE de confiance subsistant, la consommation reste atone et freine la croissance.

## La morosité du marché automobile pèse sur la croissance industrielle

Trois mois de recul successifs des ventes de voitures ont des conséquences sur l'activité de nombreux secteurs de l'économie française. Les biens de consommation continuent de souffrir de la faiblesse de la demande

RAREMENT comme depuis deux ans la conjoncture française n'aura dépendu de l'industrie automobile. Que les concessionnaires remplissent leurs carnets de commandes et la France entière roule. Qu'ils voient leurs clients hésiter, elle s'arrête. Depuis quelques semaines, les chefs d'entreprise remarquent que « l'activité industrielle semble perdre un peu de son dynamisme », comme le note l'Insee dans sa dernière enquête mensuelle, à cause du repli dans la branche automobile. Une autre cause, explique la Banque de France dans son enquête sur avril, est le tassement de la demande étrangère, qui provient de la moindre croissance de nos partenaires. Toutefois, les perspectives restent positives. Les chefs d'entreprise prévoient une croissance de leur production dans tous les secteurs, mais à un rythme moins soutenu.

**INDUSTRIE** Selon l'Insee, l'investissement productif dans l'industrie, qui avait

diminué de plus de 30 % au cours des quatre dernières années, devrait progresser de 12 % en 1995. Les fabricants de biens d'équipement, qui avaient connu un début d'année assez calme, ont vu leurs carnets de commandes augmenter, notamment pour le second semestre.

En revanche, les producteurs de biens intermédiaires, qui avaient bénéficié d'une reprise très forte à la fin de 1994 et au cours du premier trimestre de cette année, commencent à enregistrer une stabilisation de leur activité. Dans le verre, la croissance de l'activité de Saint-Gobain, de 10 % en Europe au cours des trois premiers mois de l'année, a été limitée à 4 ou 5 % seulement en avril. Les producteurs d'acier ou de verre, qui ont profité de la forte demande du secteur automobile, anticipent une baisse de production des constructeurs.

Malgré les incertitudes sur la demande française, les usines tournent à plein régime grâce aux exportations en Europe et en Asie. Les capacités de production dans

l'industrie papetière sont utilisées au taux record de 95 %. Pour certains aciers, notamment inoxydables, les délais de livraison atteignent quatre à cinq mois. Malgré le ralentissement de l'économie américaine, les producteurs de biens intermédiaires ne s'attendent pas à voir disparaître les tensions sur les approvisionnements et ont l'intention d'en profiter.

Les prix des aciers, qui ont augmenté de 20 % en moyenne l'an dernier, devraient encore monter en septembre. La pâte à papier, qui est passée à 925 dollars la tonne au 1<sup>er</sup> juin, pourrait atteindre les 1 000 dollars à la fin de l'année.

**AGROALIMENTAIRE** Malgré l'inquiétude du consommateur, « nous constatons depuis la fin de 1994, une reprise de la consommation. Ce phénomène s'est confirmé par une croissance de 4,4 % de notre chiffre d'affaires au premier trimestre 1995 », a déclaré Antoine Riboud, président de Danone, le 11 mai 1995. Cet optimisme mesuré est partagé par le groupe

Perrier-Ricard : « Nous ne sentons pas de franche reprise, mais les mois d'avril et mai sont plutôt meilleurs que le premier semestre. » Les fédérations professionnelles sont plus nuancées. « Pour reconquérir les consommateurs, les marques ont augmenté leurs investissements publicitaires de 8 % », précise Victor Scherrer, président de l'Association nationale des industries agroalimentaires (ANIA).

Les semaines à venir seront déterminantes : les performances de certains secteurs dépendront des conditions climatiques de l'été. En France, l'évolution de la TVA à taux normal qui frappe certains produits risque de diminuer la consommation ou de limiter les marges.

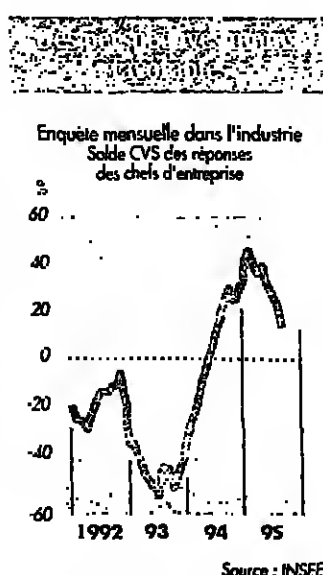
Plus que jamais, le secteur agroalimentaire est tiré par ses performances internationales. « Les entreprises ont fait une performance extraordinaire à l'exportation en 1994, et cela se poursuit cette année », se réjouit Victor Scherrer. Le solde français des échanges a été excédentaire de 46 milliards de francs en 1994.

**TOURISME** Les réservations pour les mois de juillet et août ont à peine commencé, mais les agents de voyages s'en inquiètent peu. « Le choix du « dernier moment » par les clients est une donnée que les tours opérateurs ont désormais intégrée », commente René Poulhet, de Look Voyages. Ainsi, le mois de mai a été « vendu » deux semaines seulement avant les départs.

Les consommateurs sont en quête du meilleur prix, avant même d'avoir choisi une destination. Selon le Syndicat national des agents de voyage (SNAV) et le Centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, le premier trimestre 1995 se traduit par une hausse de 5,6 % du chiffre d'affaires, soit un rythme de croissance plus de deux fois supérieur à celui du dernier trimestre 1994.

Cette hausse globale est à mettre au seul crédit de la billetterie (vois « secs »), dont la progression est de 7,2 %.

F. Bn, Ar. L. et M. O.



Selon les opinions des chefs d'entreprise, l'activité a perdu de son dynamisme mais reste positive.

### L'effet « balladures » s'épuise

LE MARCHÉ automobile français a régressé pour le troisième mois consécutif. Après avoir diminué de 1,1 % en mars et de 7,7 % en avril par rapport aux mêmes mois de l'année précédente, les immatriculations françaises ont encore perdu 4,2 % en mai. Certes, comme au mois d'avril, la comparaison mérite d'être nuancée compte tenu de l'impulsion donnée au marché en avril et mai 1994 par l'introduction de la prime Balladur. Mais depuis le début de l'année 1995 la progression des ventes n'est plus que de 1,3 %.

Tous les marchés européens sont aujourd'hui confrontés à une morosité inattendue. Fin décembre 1994, Jacques Calvet, PDG de PSA Peugeot-Citroën, prévoyait une progression des immatriculations européennes de 3 à 3,5 % en 1995, contre 5,9 % en 1994. Le mois dernier, il ramenait ses prévisions à 1,9 %. Le cabinet d'études Eurostaff, qui vient de publier une étude sur le marché automobile européen, envisage même un recul.

Unanimes, les constructeurs invoquent le manque de confiance des consommateurs dans la reprise. « Il est vrai que les acheteurs d'automobiles à crédit empruntent légèrement moins qu'avant. De surcroît, compte tenu de la fiabilité des voitures aujourd'hui, un achat peut sans aucun problème être repoussé de six mois », estime Vincent Becquey, directeur du marketing de Cofica, filiale de la Compagnie bancaire. Et l'effet de la prime Bal-

ladur s'est ralenti : les commandes de voitures « balladures » sont passées de 52 600 en avril 1994 à 39 500 en avril 1995.

**Les prises de commandes de mai ont toutefois progressé de près de 10 %**

Le mois de juin devrait toutefois marquer un répit dans ce mouvement baissier. La perspective de la fin de la prime Balladur au 30 juin peut déclencher des achats de dernière minute. Les prises de commandes du mois de mai (qui se traduiront en immatriculations en juin) ont d'ailleurs enregistré une progression de près de 10 %. Chez Peugeot, par exemple, 40 % des commandes du mois de mai portent sur des « balladures » contre 28 % en moyenne depuis le début de l'année. Chez Fiat, les commandes en mai ont augmenté de 30 %. Autres éléments qui pourraient réveiller le marché en juin : la hausse des prix des voitures, qui intervient à chaque 1<sup>er</sup> juillet avec le changement de millésime, et la perspective d'une hausse de la TVA annoncée par M. Juppé.

Virginie Malinre

### La distribution de crédit a encore diminué

LA MOROSITÉ est toujours de mise du côté des établissements de crédit, et la tendance au cours des premiers mois de l'année ne marque pas de rupture avec celle très défavorable de 1994. L'an dernier, l'encours moyen des crédits des banques liées à l'Association française des banques (AFB) avait baissé de 4,4 %, surtout à cause de la baisse des crédits aux entreprises, alors que pour les particuliers le niveau restait stable sur l'année. Une première baisse depuis cinquante ans.

Selon les statistiques collectées à la fin du mois de mars par l'AFB, la distribution de crédit a encore diminué de 2,9 % en glissement annuel à la fin du premier trimestre. Elle s'est réduite de 2,2 % pour les particuliers et de 7,3 % pour les entreprises. La baisse des prêts de trésorerie s'explique par l'amélioration de la situation financière des

entreprises et le niveau élevé des taux d'intérêt réels (hors inflation), qui conduit les entreprises à privilégier le désendettement. Mais c'est surtout le manque de confiance dans la vigueur de la demande qui limite les crédits de trésorerie. Seul point positif souligné par les banquiers, la capacité d'autofinancement des entreprises est suffisamment importante pour leur permettre de faire face à une croissance allant jusqu'à 3 % sans avoir besoin de recourir de façon nette au crédit bancaire.

Du côté du crédit au particulier, la situation est différente. Le potentiel de redémarrage existe. Mais l'an dernier la reprise des achats d'automobiles avait eu un impact immédiat sur la distribution de crédit. Le marché a aujourd'hui changé.

E. L.

## La consommation plafonne malgré l'essor des maxidiscompteurs

DISTRIBUTEURS et industriels de produits grand public font grise mine. Partout dans les pays riches, la consommation fléchit ou patine. Et plus que l'instabilité monétaire, c'est cette inquiétante perte d'appétit des consommateurs que les experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) mettent en avant pour justifier la révision à la baisse de leurs prévisions de croissance.

La France, que l'OCDE créditait encore, en décembre, d'une forte expansion (plus de 3 %), n'échappe pas au phénomène. La consommation par les ménages de produits manufacturés a bien augmenté de 0,7 % en avril et de 1,4 % par rapport au même mois en 1994. Mais elle avait chuté de 0,7 % en mars et plafonne depuis l'automne.

La progression de l'activité des hypermarchés qui avait commencé l'année au rythme de 4,6 % est redescendue à 2,4 % en avril. Celle des supermarchés, qui était de 3,9 % en janvier, n'est plus que de 0,5 %, trois mois plus tard. « L'année 1994 avait été décevante, 1995 n'est pas mauvaise, mais on n'y décèle pas de reprise forte », selon François Malaterre, délégué général de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD). Et quand Paul-Louis Halley, PDG de Promodès

(Continent, Champion...) se félicite sur la chaîne de télévision LCI de la forte croissance de son chiffre d'affaires « +7 % en mai, +4 % en cumul depuis janvier », c'est aussitôt pour faire un constat restrictif. La croissance s'est faite uniquement par des gains de parts de marché. « La valeur moyenne du caddie a légèrement baissé. »

**LA FÊTE DES « PETITS PRIX »**

Habitée à un rythme de croissance supérieur à 4 % l'an, la vente par correspondance, elle-même, s'enfonce dans la crise. « Les ventes ont chuté de 3,2 % sur les quatre premiers mois de 1995, reconnaît le délégué général de leur syndicat professionnel, Bernard Siouffi. La faute en revient à l'évolution défavorable des produits textiles. » De tous les biens de consommation, ce sont en effet les produits de l'équipement de la personne qui souffrent le plus. Déplorable dans la chaussure, la conjoncture est mauvaise dans l'habillement. Les professionnels ne décelent aucun signe d'amélioration.

« Trois millions de chômeurs et deux millions d'emplois précaires n'incitent pas à acheter le superflu », poursuit Paul-Louis Halley. Les consommateurs continuent donc de fêter les « petits prix » comme le montrent l'essor

continu des maxidiscomptes. La hausse du chiffre d'affaires du Groupe André s'est faite en quasi-totalité dans les halles aux vêtements, Vetland et Spot, les chaînes du groupe à prix réduits. « La moitié des vêtements vendus le sont aujourd'hui soldés », aime à rappeler Georges Jolles, président de l'Union des industries textiles.

Soldes et remises restent les moteurs de la consommation. Mais n'ont-ils pas l'épargne. Les mesures d'Edouard Balladur en faveur de l'automobile relancent-elles les ventes de véhicules ? Ce sont les ventes de biens de consommation qui s'essouffent. L'effet de la prime s'atténue-t-il ? Le petit et le gros électroménager ainsi que le meuble (+1,5 % depuis le début de l'année) reviennent en grâce.

Une franche reprise ? Ni les distributeurs ni les industriels des biens de consommation n'y croient plus, malgré le coup de pouce promis par le gouvernement en faveur du SMIC. Un vrai recul ? Personne ne l'attend vraiment, malgré une éventuelle hausse de la CSG ou, plus probablement, du taux de TVA de 18,6 % à 20 %. Ni reprise ni chute de la consommation, donc. Toujours Paton.

Pierre-Angel Gay

## ACTIONNAIRES DE TOTAL, VOUS POUVEZ OBTENIR LE PAIEMENT DE VOTRE DIVIDENDE EN ACTIONS.

L'Assemblée Générale des Actionnaires de TOTAL, réunie le 31 mai 1995, a décidé d'offrir à chaque actionnaire la possibilité de choisir entre le paiement en espèces et le paiement en actions du dividende de l'exercice 1994, soit F. 8,00 net par action.

### PAIEMENT EN ACTIONS

**Prix d'émission des actions remises en paiement du dividende : F. 277.** Ce prix correspond à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de bourse ayant précédé le jour de l'Assemblée Générale, diminuée du montant net du dividende et arrondi au franc supérieur.

**Rompus :** Lorsque les dividendes ne donnent pas droit à un nombre entier d'actions, l'actionnaire peut demander la quantité immédiatement inférieure complétée d'une somme versée en espèces par la Société, ou la quantité immédiatement supérieure en versant la différence en numéraire au moment de sa demande.

**Délai :** Les actionnaires pourront choisir cette option du 6 Juin au 30 Juin 1995 inclus en s'adressant à leur intermédiaire financier ; passé cette date, le paiement s'effectuera uniquement en espèces à partir du 21 Juillet 1995.

**Jouissance :** Les actions nouvelles porteront jouissance du 1<sup>er</sup> Janvier 1995.

### PAIEMENT EN ESPÈCES

Le paiement du dividende en espèces se fera à partir du 21 Juillet 1995 pour tous les actionnaires qui n'auront pas spécifiquement choisi le paiement du dividende en actions dans les délais impartis.



Communication Financière - Tour TOTAL - 24 cours Michéle - CEDEX 47 - 92069 Paris-La Défense - Tél : (1) 41 35 52 29



## Sanofi joue son avenir sur trois molécules médicamenteuses

Le groupe français, filiale pharmaceutique d'Elf Aquitaine, a digéré l'acquisition de l'américain Sterling et mise désormais sur le lancement de ses nouveaux produits à partir de 1997

Jean-François Dehecq devait dresser, mercredi 7 juin, devant ses actionnaires réunis en assemblée générale, le portrait de la « nouvelle Sanofi », recentrée sur la santé et la beauté après la cession « forcée » des bio-

technologies. Profondément remodelée à l'occasion du rachat de l'américain Sterling, la filiale pharmaceutique d'Elf Aquitaine a réalisé un bénéfice net de 1,5 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 26,1 milliards en

1994. La reprise de Sterling est digérée, selon le président de Sanofi, avec un ratio d'endettement revenu à 20 % des fonds propres. Le pôle beauté a été réorganisé avec la cession de petites marques américaines, pour mieux

se consacrer au développement d'Yves Saint Laurent, Nina Ricci et Yves Rocher. Le groupe attend le succès ou l'échec des 31 molécules médicamenteuses - trois sont essentielles - pour entrer, ou non, dans le gotha des phar-

maciens mondiaux. Le patron de Sanofi, toujours soucieux de conserver les activités qu'il développe, refuse de considérer que le développement de la pharmacie pourrait impliquer une cession du pôle beauté.

« DE MON VIVANT, on ne vendra pas Sanofi à l'étranger. » Jean-François Dehecq est un industriel. Pas un financier. Le PDG de la filiale pharmaceutique d'Elf Aquitaine, qui devait tenir son assemblée générale le mercredi 7 juin, répugne à l'idée d'avoir à se séparer de l'une ou l'autre des activités qu'il a contribué à développer ces vingt dernières années.

Il y a un an, il y était contraint pourtant par sa maison-mère, soucieuse de se désendetter. Il lui a fallu céder son pôle « biotechnologies » pour racheter à Kodak l'américain Sterling, qui lui conférait, enfin, une taille critique dans la pharmacie avec 1 % du marché mondial. « Je considère que c'est une erreur pour ce pays de l'avoir vendu », dit-il encore aujourd'hui, déplorant qu'il n'y ait plus d'intérêts français dans ce secteur. « Mais puisqu'il fallait vendre, je voulais le faire à une entreprise qui ne laisserait aucun salarié sur le côté », dit-il pour justifier le choix de l'allemand VIAC.

Les syndicats lui en savent d'ailleurs gré, rappelant que le président de Sanofi a tenu tête à Philippe Jaffré, PDG d'Elf Aquitaine, qui lui conseillait de transmettre ce dossier aux banquiers pour une cession par appartements. Cette politique de cession en bloc a d'ailleurs été retenue pour le secteur de la santé animale, dont la vente est encore en discussion.

Aujourd'hui, « la nouvelle Sanofi » comme la baptisent ses responsables, ne conserve que deux grands pôles : la pharmacie (80 %) et la beauté (20 %), dans laquelle elle s'était spectaculairement développée, début 1993, en reprenant Yves Saint Laurent. Et Jean-François Dehecq espère pouvoir mener leur développement de front, n'ayant plus à choisir la vente de l'un pour assurer l'avenir de l'autre.

### MAISONS DE LUXE

Sanofi, assure-t-il d'abord, a rétabli ses ratios financiers : « Le rachat de Sterling est déjà loin derrière nous. Tout est allé très vite. Tout était déjà terminé au début de l'année. » Les 9 milliards de francs à acquitter étaient lourds pour un groupe au chiffre d'affaires de 26,1 milliards de francs (y compris 6,8 milliards de francs dans les biotechnologies) et au bénéfice

net de 1,5 milliard en 1994. Mais, comparé aux sommes en jeu lors des grandes OPA du secteur, le montant en était raisonnable, grâce aux liens unissant le français à Kodak. Les deux firmes n'étaient-elles pas liées depuis 1991, via l'Alliance Sanofi Winthrop, pour commercialiser de par le monde leurs médicaments vendus sur ordonnance ? La cession des biotechnologies et l'abandon d'activités considérées comme non stratégiques ont donc suffi à ramener l'endettement du groupe à 20 % de ses fonds propres.

Le pôle beauté n'a pas été épargné par cette remise à plat. Des marques considérées comme non stratégiques ont été cédées, Stendhal et Perry Ellis fin 1994, Geoffrey Beene en mars. Sanofi s'est lancé dans une politique de développement à long terme pour les autres. « Si nous avions besoin d'argent, assure Jean-François Dehecq, nous aurions fait la chasse aux synergies en mettant en place des équipes multinationales. Mais ce n'était pas l'avenir. »

### MARCHE AMÉRICAIN

L'avenir ? C'est l'essor de maisons de luxe, intégrant la couture, les accessoires et les parfums pour Yves Saint Laurent, Nina Ricci ainsi qu'Oscar de la Renta aux États-Unis, parfums et joaillerie pour Van Cleef & Arpels. « Ces marques ont besoin d'une identité, d'une culture, assure le PDG de Sanofi. Nous obtiendrons dans trois ou quatre ans le résultat que nous aurions pu espérer en un seul. Mais dans cinq ans nous en serons contents. »

En attendant, et après une année 1994 décevante dans ce secteur dont les ventes ont décliné de 8 % à structures comparables, le PDG de Sanofi a « resserré les boulons ». Vincent Bastien, nouveau directeur général, a été placé à la tête de la division parfums et produits de beauté. « Mon bras de fer avec Nina Ricci, société affiliée, ajoute Jean-François Dehecq, s'est terminé par une réconciliation et l'arrivée de responsables pour gérer. » Autant dire qu'il estime l'avoir emporté.

Dans le médicament, l'acquisition de Sterling a permis au groupe d'avoir une présence, modeste certes, mais directe sur le marché américain, ainsi que sur les marchés émergents d'Amérique latine et d'Asie. « Désormais, nous sommes suffisamment grands pour bien connaître le marché nord-américain, et encore suffisamment petits pour ne pas subir, comme les gros groupes, les pressions des distributeurs. »

Un atout non négligeable au moment où Sanofi s'apprête à mettre sur le marché, pour la première fois, des médicaments sortis de ses propres laboratoires. Vingt-sixième groupe pharmaceutique mondial, mais dixième en termes de montant consacré à la recherche (3 milliards de francs en 1995), le groupe peut prétendre rester dans le « club très fermé » des sociétés innovantes.

Après avoir investi 15 et 20 milliards de francs dans la recherche depuis quinze ans, Sanofi touche au but dans quatre classes thérapeutiques : la thrombose cardiovasculaire, le système nerveux central, l'ostéoporose et la cancérologie. Dans son portefeuille, le groupe dispose, en effet, de trente et une molécules à différents stades de développement. Trois s'annoncent particulièrement prometteuses : le Clopidogrel (prévention des thromboses), le Tiludronate (ostéoporose) et l'Irbesartan (hypertension), ces deux derniers étant co-développés avec l'américain Bristol-Myers Squibb, l'un des premiers mondiaux.

Les dossiers d'enregistrement de ces médicaments devraient être déposés à la fin 1996 ou au début de l'année suivante. « Le potentiel de Sanofi à l'horizon 2000 est très important », souligne Jean-François Dehecq. Sanofi, comme tous les groupes pharmaceutiques, espère voir l'un de ses

médicaments au moins percer au niveau mondial pour assurer son expansion et poursuivre le financement de sa recherche. « Si un réussit, c'est très bien. Si deux s'imposent, c'est la gloire. » Dans ces conditions, le PDG ne voit « pas de nécessité de recourir à nouveau à la croissance externe ». Il ne croit pas, d'ailleurs, « à l'effet de taille ». Peut-être...

Mais le succès comme l'échec réclameront beaucoup d'argent. En cas de réussite, pour financer le développement et la promotion commerciale des molécules médicamenteuses ; en cas d'échec, pour trouver des relais de croissance en reprenant des laboratoires concurrents. Le patron de Sanofi estime avoir une consi-

dérable capacité d'endettement. Mais des analystes financiers croient plus à l'hypothèse d'un nouveau recentrage.

« Si Sanofi décide de se donner les moyens d'être un acteur en pharmacie humaine, le groupe pourra être amené à se désengager de toutes ses activités annexes, y compris la beauté, pour investir en pharmacie si une opportunité d'acquisition se présente », notent les spécialistes de cette valeur à la société de Bourse ABN AMRO.

Jean-François Dehecq n'aime pas vendre. Le développement de la Sanofi qu'il a bâti en vingt ans lui laissera-t-il le choix ?

Domènec Gallois et Pierre-Angel Gay

### L'essaimage contre le chômage

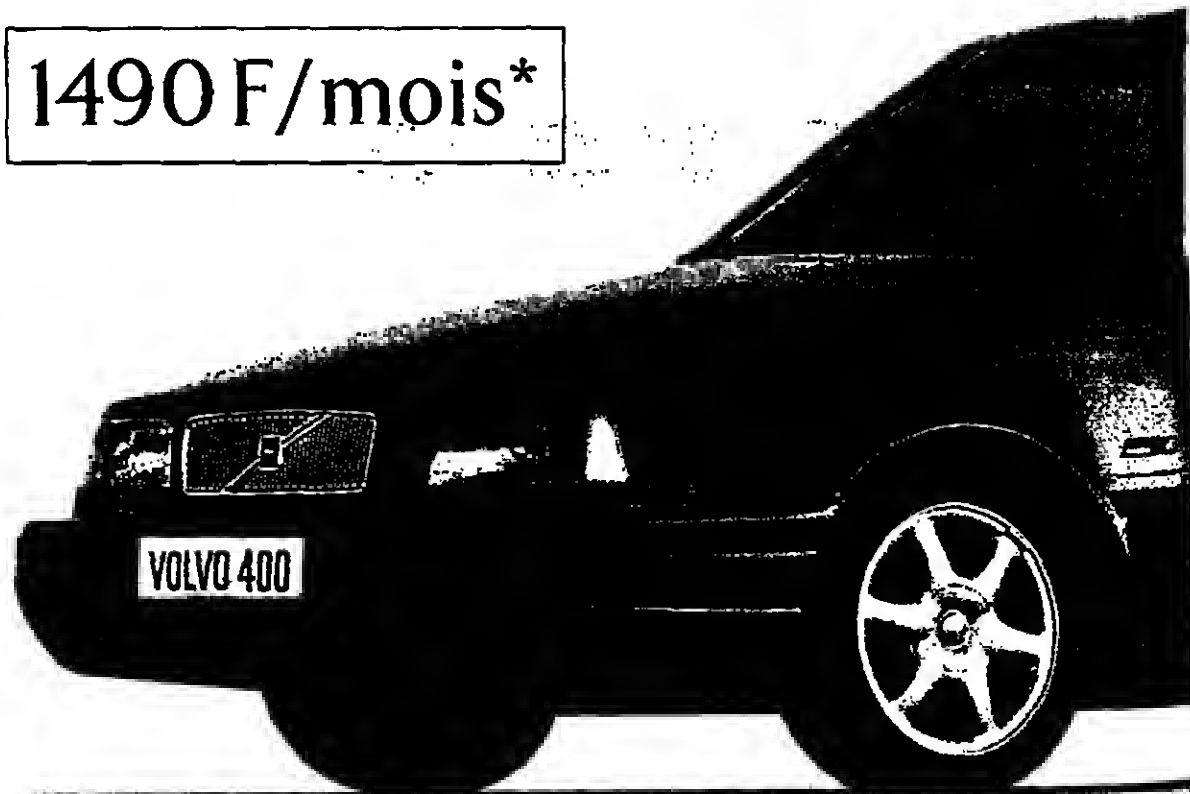
Jean-François Dehecq, 55 ans, ne cache ni son engagement politique ni son attachement au libéralisme. Il fut l'un des premiers patrons à soutenir Jacques Chirac dans sa course à l'Élysée dès novembre 1994. « Nous n'étions pas nombreux », se souvient-il, conscient tout de même de l'influence que son choix, fait au plus bas des sondages, peut lui procurer désormais. Ne connaît-il pas, parfaitement, Elisabeth Hubert, le nouveau ministre de la santé, qu'il a connue jeune député ?

Proche d'Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances, Jean-François Dehecq a participé à l'élaboration du programme de Jacques Chirac, notamment pour la lutte contre le chômage. Soumise à la concurrence internationale, Sanofi, pense-t-il, « ne sera pas un gisement d'emplois ». Mais il a mis en pratique la « technique de l'essaimage », c'est-à-dire l'accompagnement de créations d'entreprises. Depuis 1987, près de 200 projets ont ainsi bénéficié d'un soutien logistique pour les formalités administratives ou comptables.

UN JOUR

# MÉFIEZ-VOUS D

1490 F/mois\*



3615 3616  
VOLVO  
1.27 F/mn

## EN GÉNÉRAL, CEUX QU

\*Offre exceptionnelle de location avec option d'achat sur une durée de 61 mois pour la Volvo un dépôt de garantie de 16 935 F égal à la valeur finale d'achat et un premier loyer de 22 584 (sous réserve d'acceptation du dossier par COFICA, 2 place Georges Pompidou 92595 Levallois-Perret).

Essai à domicile : **N°VERT 05 440 460**

### Les principaux groupes mondiaux de pharmacie...

- (nationalité et chiffre d'affaires 1994)
1. Glaxo (GB, 36 milliards de francs)
  2. Merck (EU, 35 milliards)
  3. Bristol-Myers Squibb (EU, 33 milliards)
  4. AHP/Cyanamid (EU, 32,5 milliards)
  5. Roche/Syntex (CH, 28 milliards)
  6. Johnson and Johnson (EU, 26,5 milliards)
  7. Pfizer (EU, 26 milliards)
  8. Smithk Line Beecham (EU, 25,5 milliards)
  9. Ciba (CH, 24,5 milliards)

... et de l'industrie des cosmétiques

- (nationalité et chiffre d'affaires 1993)
1. L'Oréal (F, 39,4 milliards de francs)
  2. Procter & Gamble (EU, 28,8 milliards)
  3. Unilever (NL, 26,6 milliards)
  4. Shiseido (J, 22 milliards)
  5. Estée Lauder (EU, 19,7 milliards)
  6. Avon (EU, 12,7 milliards)
  7. Sanofi (F, 9,5 milliards)
  8. Beiersdorf (D, 8,1 milliards)
  9. Revlon (EU, 8 milliards)
  10. Wella (D, 7,8 milliards)
- Parmi les groupes français, Sanofi devance LVMH au quatorzième rang mondial.

فكرة امنه لايضا



هنا نحن

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 7 JUIN 1995 / 17

# médicamenteuses

à l'acquisition  
roduits à partir de 1997

Le développement d'Yves Saint Laurent et Yves Rocher. Le groupe du parfum des 31 molécules - trois sont essentielles - non, dans le genre des phar-

## L'essaimage contre le chômage

Jean-François Dehecq, 55 ans, ne cache ni son engagement, ni son attachement au libéralisme. Il fut l'un des premiers à soutenir Jacques Chirac dans sa course à l'Élysée en septembre 1994. « Nous n'étions pas nombreux », se souvient-il, « mais nous sommes tous de même de l'influence que son choix lui a fait. Particulièrement, Elisabeth Hubert, le nouveau ministre de la Santé, qu'il a connue jeune député ».

Proche d'Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances, Jean-François Dehecq a participé à l'élaboration du programme de la souveraineté internationale, notamment en matière de « système d'emploi ». Mais il a mis en pratique la « loi de l'essaimage », c'est-à-dire l'accompagnement de créateurs d'entreprises. Depuis 1987, près de 200 projets ont ainsi bénéficié d'un soutien logistique pour les formalités administratives.

# IBM offre 3,3 milliards de dollars pour racheter Lotus

Le géant américain lance, pour 16,5 milliards de francs, sa première OPA hostile

IBM n'entend plus laisser le champ libre à Microsoft. Le groupe présidé par Louis Gerstner a décidé de reprendre l'offensive et de casser l'hégémonie de la firme de Bill Gates sur l'industrie micro-informatique. L'acquisition de Lotus a pour objectif de faire communiquer entre eux

monie de la firme de Bill Gates sur l'industrie micro-informatique. L'acquisition de Lotus a pour objectif de faire communiquer entre eux

tous les ordinateurs quelle que soit leur plateforme grâce à l'expertise de Lotus dans les logiciels de communications

**À L'ATTAQUE.** IBM, le géant mondial de l'informatique, dans la foulée d'un redressement financier aussi douloureux que spectaculaire, reprend des attitudes de conquête. Le groupe américain, qui dispose, pour la première fois depuis le début des années 90, d'une trésorerie abondante - ses liquidités s'élèvent à 10 milliards de dollars, soit environ 50 milliards de francs -, a indiqué lundi 5 juin qu'il procéderait à une offre publique d'achat surprise sur les titres en Bourse de son compatriote Lotus, l'une des plus talentueuses sociétés de logiciels.

Pour 3,3 milliards de dollars - 16,5 milliards de francs - IBM envisage d'acquiescer la totalité du capital du troisième éditeur mondial de pro-

grammes, avec lequel il négociait depuis plusieurs mois, sans être parvenu à trouver un terrain d'entente.

## STRATÉGIE

Il s'agit de fait d'une OPA hostile, une opération extrêmement rare dans le secteur informatique et une grande première pour IBM. Lotus l'a interprétée comme telle, en soulignant toutefois qu'il examinerait l'offre de « Big Blue » qui propose 60 dollars par titre Lotus, soit le double du cours de Bourse. Ce prix est « bon et équitable », a pour sa part déclaré Louis Gerstner, patron d'IBM, dans une conférence de presse à New York, indiquant que ce prix ne serait pas relevé. M. Gerstner a présenté la fusion des deux groupes

comme une « extension logique » de leur stratégie. IBM et Lotus travaillent déjà chacun de leur côté dans la même philosophie de systèmes ouverts et compatibles, et il est souligné l'objectif de faire communiquer entre eux tous les ordinateurs quelle que soit leur plateforme grâce à l'expertise de Lotus dans les logiciels de réseaux (groupware), a poursuivi le PDG d'IBM.

En fait, la cible est Microsoft. En récupérant Lotus et en mettant à sa disposition ses ressources techniques commerciales et financières, IBM essaie de casser l'hégémonie de la firme de Bill Gates sur l'industrie du PC. Lotus et Microsoft sont les deux grands rivaux des applications micro-informatiques. En 1984, Mi-

crosoft avait caressé, puis abandonné l'idée de racheter Lotus. La société de Cambridge (Massachusetts) avait réussi à infliger une défaite commerciale à Microsoft en imposant ses tableaux 1-2-3, alors que Microsoft plé- tinaut sur des produits concurrents. Depuis, leurs dirigeants - Jim Manzi (Lotus) et Bill Gates (Microsoft) - entretiennent des relations peu cordiales.

Le monde de la micro-informatique est petit : Lotus, qui a connu des difficultés importantes à la fin des années 80 faute de pouvoir résoudre des problèmes techniques, se sortit du gué grâce à l'apport d'un ancien haut cadre... débauché d'IBM.

C. M.

# La BNP, l'UAP et Suez confirment que leur fusion n'aura pas lieu

M. Juppé avait reçu le PDG de l'UAP le 1<sup>er</sup> juin

« L'IDÉE de la constitution d'un grand groupe financier français pour rassembler certains des principaux acteurs de la banque, de l'assurance et un grand holding financier » a bien été « de nouveau évoquée », a indiqué l'UAP dans un communiqué publié lundi 5 juin, confirmant ainsi les informations du Figaro (samedi 3 juin) et du Monde. Nous avions indiqué (Le Monde du 6 juin) que Michel Pebereau, président de la BNP, avait projeté une « très grande fusion » entre la BNP, l'UAP et le groupe Suez afin de consolider ses fonds propres, mais que ce projet s'était heurté à l'opposition du PDG de Suez, Gérard Worms, de plusieurs administrateurs de la compagnie financière et du gouvernement. Nous précisions que la forme de cette immense fusion n'avait pas été définie et qu'il pouvait s'agir d'une société holding regroupant les trois, BNP, UAP et Suez.

L'UAP dans son communiqué indique qu'« aucun plan spécifique et aucune programmation n'ont été arrêtés » et confirme avoir mené « une réflexion » avec la BNP sur l'avenir de Suez. « Dans le cadre de cette réflexion (...) l'idée de la constitution d'un grand groupe financier ne pouvait pas ne pas être de nouveau

évoquée et étudiée. » La BNP pour sa part indique, également dans un communiqué publié lundi 5 juin, que la constitution « d'un grand groupe financier impliquant la compagnie de Suez, l'UAP et la BNP » a été abordée entre les présidents de ces trois sociétés mais que la « fusion à trois n'a pas été envisagée ».

De son côté, l'Hôtel Matignon a démenti avoir « donné un avis » sur ce projet. On admet pourtant, dans l'entourage de M. Juppé, que le premier ministre a bien reçu Jacques Friedmann, président de l'UAP, jeudi 1<sup>er</sup> juin, et que ce dernier lui a fait part du projet. Ces déclarations gouvernementales confirment, elles aussi, nos informations selon lesquelles les pouvoirs publics n'avaient pas à se prononcer officiellement sur un montage concernant des entreprises privatisées mais que l'ampleur du projet imposait d'obtenir leur feu vert. Or, le gouvernement Juppé ne l'a pas accordé, à cause de ses conséquences sur de nombreux secteurs comme le service des eaux, le pétrole et la communication. Le gouvernement estimait aussi que le rapprochement donnerait aux marchés financiers une mauvaise image des privatisations. Le projet a donc avorté.

## Wall Street bat un nouveau record et inquiète les économistes

C'EST PRESQUE devenu une routine, Wall Street a encore battu un nouveau record lundi 5 juin. L'indice Dow Jones a gagné en fin de journée 32,16 points, soit 0,72 % à 4 476,55 points. Il s'agit ni plus ni moins de son 33<sup>e</sup> record depuis le début de l'année. Après avoir fait mine vendredi 2 juin de gémir d'une éventuelle récession à venir en perdant 0,63 %, la grande Bourse américaine a parlé aujourd'hui sur une baisse de ses taux par la Réserve fédérale (Fed), afin justement d'éviter toute récession. Si Wall Street nage en pleine euphorie depuis le début de l'année, le marché américain des actions se trouve selon de nombreux experts dans une situation paradoxale. La Bourse a construit ses records et sa progression de près de 17 % depuis le début de l'année en pariant sur un « atterrissage en douceur » de l'économie américaine. Un scénario idéal avec une croissance annuelle comprise entre 2 % et 2,5 % qui permet de concilier la baisse des taux d'intérêt et le maintien de la rentabilité des entreprises à un niveau élevé. Le problème, souligné par les économistes, c'est qu'un ralentissement économique se termine toujours brutalement.

« Le danger d'une nouvelle réces-

sion est bien réel », souligne Roland Leuschel, économiste de la banque Bruxelles Lambert. Les statistiques communiquées vendredi 2 juin vont dans ce sens, avec une chute de 101 000 des créations d'emplois aux États-Unis en mai et une baisse de 0,6 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques en avril. Le nombre net d'emplois a baissé pour le deuxième mois consécutif, et l'indice composite, censé préfigurer l'évolution de l'économie dans les six à neuf prochains mois, a reculé pour le troisième mois de suite. Mais comme les investisseurs ont décidé de voir le bon côté des choses, ils considèrent que les signes de ralentissement devraient encore plus inciter la Fed à diminuer ses taux.

« On assiste en ce moment à une compétition pour savoir qui aura la part la plus importante d'actions dans son portefeuille », prévient pourtant Martin Blegs, le responsable de la stratégie d'investissement de Morgan Stanley. Un comportement excessif des gestionnaires de fonds qui est souvent le prélude à un retournement de tendance.

E. L.

## Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ouvrent timidement leurs cieux

WASHINGTON ET LONDRES ont conclu un accord permettant une plus grande ouverture de leurs espaces aériens respectifs, a annoncé le département des transports américains, lundi 5 juin. Toutefois, les engagements des deux Etats restent limités. Les compagnies britanniques sont autorisées à répondre à des appels d'offres sur cinq destinations outre-Atlantique en collaboration avec des transporteurs américains. L'accès de la ligne Chicago-Heathrow (Londres) sera ouvert à une seconde compagnie américaine, et British Airways pourra augmenter ses fréquences vers Philadelphie. Cet accord a été accueilli avec agacement par la Commission de Bruxelles, qui avait demandé aux Britanniques de ne pas conclure.

## DÉPÊCHES

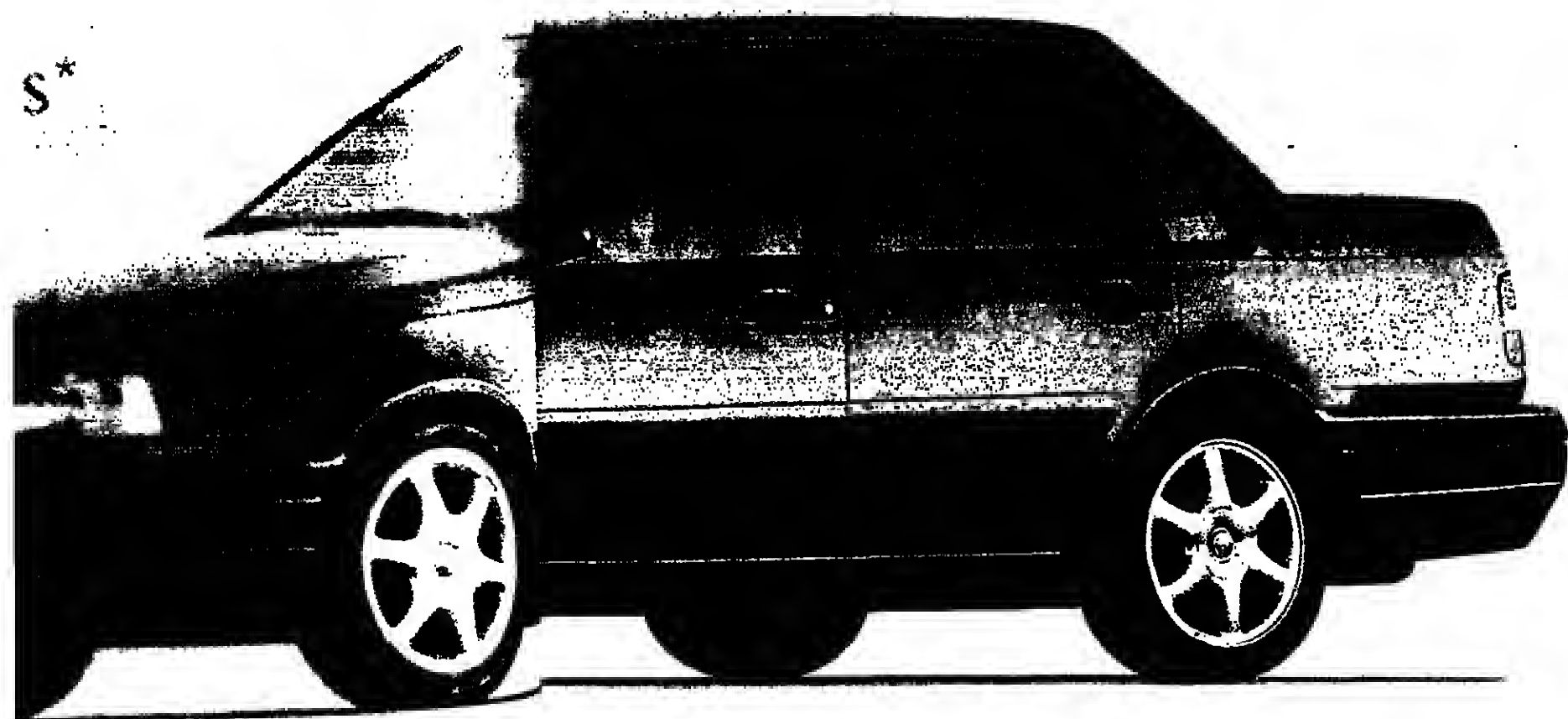
■ **TRANSPORT AÉRIEN :** Boeing, l'avionneur américain, prévoit une reprise progressive du transport aérien. A partir de l'an 2000, les livraisons d'avions civils représenteront un montant annuel moyen de 57 milliards de dollars (277 milliards de francs), contre 38 milliards entre 1995 et 2000. Dans ses prévisions révélées lundi 5 juin, Boeing évalue le marché mondial à 15 400 appareils pour les vingt prochaines années.

■ **DISTRIBUTION :** Kmart, le deuxième groupe de distribution américain, a porté, lundi 5 juin, Floyd Hall à sa présidence. Agé de cinquante-six ans, celui-ci a fait toute sa carrière dans la distribution. L'ancien dirigeant de Kmart était sans PDG depuis la démission forcée de Joseph Antonini en mars.

■ **AUTOMOBILE :** Le Japon entend cantonner les discussions avec les Etats-Unis, prévues les 12 et 13 juin à Genève, au strict examen de la conformité des sanctions américaines au regard des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a annoncé, mardi 6 juin, à Tokyo l'un de ses négociateurs. L'ouverture de discussions sur le fond, à savoir l'ouverture du marché japonais aux automobiles américaines, « dépend du résultat de ces discussions », a ajouté M. Oi.

UN JUNE AFFICHE

# Z-VOUS LA VOLVO 400.



Modèle présenté Volvo 460 1.8 L. GLE avec options et accessoires pour un montant total de 125 000 FF TTC.

# RAL. CEUX Q'ESSAIENT L'ACHÈTENT.

osane 1.8 L. Prix clés en mains hors carte grise 112 900 F. Apport comptant de 39 515 F soit 1 de 60 loyers de 1 490 F. Coût total en cas d'acquisition : 128 915 F hors assurances facultatives Cedex - SA au capital de 298 857 500 F - RC Paris B692 015 795), offre valable jusqu'au 30 juin 1995.

**VOLVO**

10 44 46



■ LE TAUX D'INTÉRÊT moyen sur les bons du Trésor américains à trois mois s'est établi lors des adjudications hebdomadaires à 5,48 % contre 5,64 % la semaine dernière.

CAC 40 ↗ Classe	CAC 40 ↗ 1 mois	CAC 40 ↘ 1 an	SBF 120 ↗ 3 mois
-----------------------	-----------------------	---------------------	------------------------

The left chart, titled 'Indice CAC 40 sur un an', shows the daily fluctuations of the CAC 40 index from June 1st to June 1st of the following year. The line starts at a high point, drops significantly, and then fluctuates with a general downward trend, ending at a lower point than it started. The right chart, titled 'CAC 40% jours', is a bar chart showing the percentage of days the index was up or down. The 'Jours haussiers' (up days) bar is significantly taller than the 'Jours baissiers' (down days) bar, indicating more up days.

détente des taux d'intérêt américains. Mais l'annonce dans la foulée de la perte d'un avion de l'Otan au-dessus de la Bosnie redonnait de la vigueur au billet vert.

et taux de change comparables. Le résultat net s'est apprécié pour sa part de 137 % à 1,2 milliard de francs.

Par suite d'une coupure de courant à la Bourse de Paris, nous sommes dans l'impossibilité de publier les cours de bourse du jour, que nous publierions dans nos dernières éditions. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

ment à Londres, où des rumeurs d'OPA et une baisse inattendue de la masse monétaire M0 en mai – éloignant la perspective d'une hausse des taux d'intérêt – ont nettement stimulé les actions. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 31,6 points, soit 0,9 %, à 3 376,6 points. La masse monétaire M0 a diminué de 0,1 % en mai par rapport à avril.

	Cours au 02/05	Cours au 31/05	Var en %
Paris CAC 40	4991,30	1960,00	-60,34
New-York/DJ Indus.	4577,35	4672,75	+2,08
Tokyo/Nikkei	15849,10	15594,60	-1,58
Londres FT100	3345	3346,60	+0,05
Francfort/Dax 30	2136,26	2126,38	-0,46
Frankfurt/Commer.	782,54	781,58	-0,12
Bourseliste 30	1471,20	1471,20	0,00
Bourseliste Global	1457,46	1446,26	-0,76
Milano/MIB 30	14729	14767	+0,26
Amsterdam/AEX C. Bcs	299,70	291,70	-2,67
Madrid/Ibex 35	297,72	294,92	-0,94
Stockholm/Norfsval	1266,51	1265,27	-0,10
Londres FT30	236,66	232,20	-1,88
Hong Kong/Hang S.	9559,74	9599,74	+0,42
Singapore/Strait T.	2208,51	2205,03	-0,16

	1/8/81	1/8/80
Alcoa	78.62	77.50
American Express	31.50	30.75
Allied Signal	35.75	35.75
AT & T	49.87	49.62
Boeing	15.63	15.80
Bearing Co.	44.50	44.25
Chrysler Inc.	51.50	51.63
Chevron Corp.	44.63	45.87
Coors-Cola Co.	52.50	52.62
Clay Corp.	50.87	51.25
DuPont	32.25	32.12
Eastman Kodak Co.	49	49.37
Exxon Corp.	62.50	62.62
Gen. Motors Corp./H	38.62	39.25
Gen. Electric Co.	37.50	37.12
Grainway T & Rubbe	36.13	36.13
IBM	72.12	71.87
Intl Paper	71.12	70.87
J.P. Morgan Co.	63	62.37
McCormack & Co.	50	50.37
Merck & Co.	40.25	39.12
Metropolitan Edg & Mfg	52.37	52.12
Philips Motes	59.62	59.25
Procter & Gamble C	65.25	65.25
Sears Roebuck & Co	44.12	44.25
Teneco	61.62	61.25
Unicom Corp.	25.50	24.87
Unit Technol	42.25	43.50
Westingh. Electric	14	13.87
Woolworth	15.25	15.12

	0.096	31.85
Allied Lyons	5.29	5.36
Barclays Bank	6.95	6.80
B.A.T. Industries	4.96	4.86
British Aerospace	5.28	5.24
British Airways	7.08	4.18
British Gas	3.06	3.05
British Petroleum	4.43	4.46
British Telecom	3.97	3.95
B.T. plc	3.41	3.42
British Skyways	4.43	4.77
Eurotunnel	1.84	1.80
Glaxo	7.20	7.24
Grand Metropolitan	4.02	4
Guinness	4.78	4.99
Nanson Plc	2.52	2.53
Craxi	6.20	6.20
H.S.B.C.	4.44	8.38
Imperial Chemical	7.85	7.95
Lyons Bank	6.55	6.52
Marles and Spencer	4.16	4.17
Norwich Westminster	5.57	5.67
Peculiarly Orienta	6.30	6.26
Reuters	4.83	4.99
Seatch and Seatch	1.04	1.06
Seth Thompson	7.82	7.80
Smithkline Beecham	5.10	5.13
Unilever Ltd	4.53	4.53
Unilever Ltd	12.19	12.27
Wellcome	10.65	10.60
Zeneca	9.64	9.49

	08/96	36/95
Albaner Holding IN	2622	2611
Basf AG	307	307,60
Bayer AG	348	346,60
Bayer HypoVereinsbank	328	329,70
Bayer Vereinsbank	320	317,00
BMW	780,90	781
Commerzbank	337	336,50
Continental AG	218	219
Oswinter-Banck AG	695,70	694,70
Deutsche Bank AG	440,50	440,50
Deutsche Babcock A	164,30	160,50
Deutsche Bank AG	70,10	69,80
Orebruder B&C AG FR	40	39,80
Haniel vZ	549,50	559,50
Hochtief AG	311,50	308,50
Leibniz AG	518	519
Kühn AG	676	668,50
Linde AG	832	840
OT, Lufthansa AG	198,30	195,30
MAN AG	387	390
Merck Mann AG	425,50	425,50
Metallgesellschaft	24,30	23,90
Preussag AG	428,90	428
Rwe	690,00	685
Scherling AG	9710	98,60
Siemens AG	655,00	654,90
Telekom AG	2370	221,70
Veba AG	552,80	545
Volkswagen AG	557	550,50
Waglag	1130	1135

PARIS ↓ jour le jour	PARIS ↙ OAT 10 ans	NEW YORK ↗ jour le jour	NEW YORK ↗ Bonds 10 ans	FRANCFORT → jour le jour	FRANCFORT ↘ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

américaine est en récession. Le contrat notional s'est gagné 56 centimes, à 116,42, après avoir touché un plus haut de l'année à 116,58. Le contrat Pibor a, pour sa part, fini en hausse de 22 centimes, à 93,73. Sur le comptant, l'OAT 7,50 % 2005 s'est traitée à 101,02 pour un taux de rendement de 7,36 %, contre 100,61 et 7,42 jeudi soir, soit un écart de rendement de 82 points de base avec son homologue allemand.

échanges interbancaires de vendredi soir. En revanche, il progressait légèrement face au yen à 84,96 yens contre 84,92 yens vendredi soir. A New York, lundi soir, le dollar s'échangeait à 9,9385 francs.

Quelques heures plus tôt à Tokyo, mardi en fin d'après-midi, le billet vert cotait 85,15 yens en hausse par rapport à son cours de lundi sur la place japonaise (84,21 yens).

Pibor Ecu 12 mois		6,34	—	6,37	—
<b>MATIF</b>					
Echéances 02/06	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
<b>NOTIONNEL 10 %</b>					
juin 95	154065	115,92	116,58	115,38	116,42
sept. 95	18231	115,54	116,20	115,59	116
Dec. 95	52	115,34	115,34	115,30	115,78
Mars 96					

Taux de rendement	Taux au 02/06	Taux au 31/05	Indice (base 100 fin 04)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	6,87	6,63	103,24
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,06	6,59	104,36
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,37	7,33	105,71
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,56	7,55	105,03
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,93	7,89	107,43
Obligations françaises	7,66	7,63	105,09
Fonds d'Etat à TRE	-0,39	-0,93	100,71
Fonds d'Etat à TRE	-0,46	-0,48	98,76
Obligat. franç. à TRE	-0,58	-0,55	99,93
Obligat. franç. à TRE	+0,10	+0,11	100,49

ECU LONG TERME					
juin 95	1423	86,30	86,84	86,30	86,78
Sept. 95	73	86,30	86,30	86,24	86,64

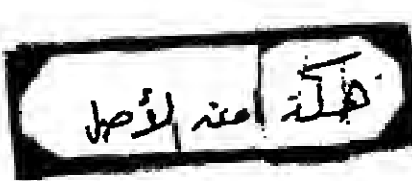
  

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40					
Échéances 02/06	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
juin 95	19670	1954	1963	1939,30	1959
juillet 95	15	1954	1960,50	1950	1961
août 95	—	—	—	—	1971
sept. 95	330	1975,50	1982	1967,50	1980,50

	cours 02/06	cours 31/10
Or fin (1/2 barre)	61800	61300
Or fin (en lingot)	62300	61700
Once d'Or Londres	384,30	384,1
Pièce française (20F)	356	355
Pièce suisse (20F)	361	357
Pièce Union lat(20F)	359	356
Pièce 20 dollars us	2500	2440
Pièce 10 dollars us	1320	1220
Pièce 50 pesos mex.	2320	2295

INDICES		
	02/06	31/05
Dow-Jones compliant	207,49	205,64
Dow-Jones à terme	286,91	286,73
Moody's	—	—
MÉTALUX (Londres)		
	dollars/tonne	
Cuivre comptant	2845	2775
Cuivre à 3 mois	2867	2768
Aluminium comptant	1821,50	1737
Aluminium à 3 mois	1838,50	1757,5
Plomb comptant	619	591,50
Plomb à 3 mois	—	—
Etain comptant	6360	5870
Etain à 3 mois	6385	5850
Zinc comptant	1035	1091
Zinc à 3 mois	1081	1085
Nickel comptant	7771	7250
Nickel à 3 mois	7771	—

Platine 2 <sup>e</sup> terme	0,90	0,80
Palladium	168,25	167
<b>GRAINES, DENREES (Chicago)</b>		<b>cents/bushels</b>
Blé (Chicago)	1,24	1,24
Maïs (Chicago)	2,41	2,41
Grain. soja (Chicago)	169,50	170,60
Tourt. soja (Chicago)	—	—
<b>GRAINES, DENREES (Londres)</b>		<b>£/tonnes</b>
P. de terre (Londres)	335,10	381,80
Orge (Londres)	108	107
<b>SOFTS</b>		<b>£/tonnes</b>
Cacao (New-York)	1370	1381
Café (Londres)	3079	3079
Sucre blanc (Paris)	—	—
<b>OLEAGINEUX, AGRUMES</b>		<b>cents/pounds</b>
Coton (New-York)	1,10	1,10





هذه امة الوطن

hausse mardi sur  
au de Hongkong  
en force, contre  
ars l'onsr lundi

LE TAUX D'INTERET  
banc du trsor amer  
s'est etabli, lors des negociations heb  
domadaires a 5,48 % contre 5,54 %

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

TAUX SCATS  
COND MARCHE

FINANCES ET MARCHES

LE MONDE/MERCREDI 7 JUIN 1995/19

RÈGLEMENT  
MENSUEL

VENDREDI 2 JUIN  
Liquidation : 23 juin  
Taux de report : 7,75  
Cours relevés à 16h45

CAC 40  
PARIS  
+0,54%  
CAC 40  
1971,30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Quotité négocia- tion (1)
EDF-GDF 3%	7290	7290	0,00	100
B.N.P. (T.P.)	1000	1000	0,00	100
Cafés (T.P.)	1990	1990	0,00	100
Rhône-Poulenc (T.P.)	2050	2050	0,00	100
Saint-Gobain (T.P.)	1100	1100	0,00	100
Thomson S.A. (T.P.)	1050	1050	0,00	100
Accor 1	650	650	0,00	100
Air Liquide 1	780	780	0,00	100
Alcatel Alsthom 1	454,50	454,50	0,00	100
Alcatel Cable 1	370,00	370,00	0,00	100
Anglo 1	351	351	0,00	100
AGF Ass. Gen. France	177,00	177,00	0,00	100
Ass. Gen. France	251,50	251,50	0,00	100
Baillet-Latour 1	480	480	0,00	100
Banque (Cie) 1	624	624	0,00	100
Banque Paribas 1	70,05	70,05	0,00	100
Banque Paribas 2	394	394	0,00	100
Banque Paribas 3	210	210	0,00	100
BIC 1	800	800	0,00	100
BIS 1	396	396	0,00	100
B.N.P. 1	246	246	0,00	100
Bolton Techno 1	495,00	495,00	0,00	100
Bouygues 1	275,00	275,00	0,00	100
Bouygues 2	610	610	0,00	100
Canal 1	894	894	0,00	100
Cap Gemini 1	173	173	0,00	100
Carrefour 1	217	217	0,00	100
Cashmore 1	2483	2483	0,00	100
Cashmore 2	157,90	157,90	0,00	100
Cashmore 3	124,30	124,30	0,00	100
Cashmore 4	103,00	103,00	0,00	100
Cashmore 5	234	234	0,00	100
CCF 1	53,00	53,00	0,00	100
CCF 2	450	450	0,00	100
CCF 3	1020	1020	0,00	100
CCF 4	85,40	85,40	0,00	100
CCF 5	1177	1177	0,00	100
CCF 6	1195	1195	0,00	100
CCF 7	1030	1030	0,00	100
CCF 8	465,70	465,70	0,00	100
CCF 9	245,90	245,90	0,00	100
CCF 10	460	460	0,00	100
CCF 11	534	534	0,00	100
CCF 12	285	285	0,00	100
CCF 13	980	980	0,00	100
CCF 14	1855	1855	0,00	100
CCF 15	355	355	0,00	100

Créd. Fonc. France 1	699	699	0,00	100
Créd. Fonc. France 2	436,40	436,40	0,00	100
Créd. Fonc. France 3	284	284	0,00	100
Créd. Fonc. France 4	416,30	416,30	0,00	100
Créd. Fonc. France 5	470	470	0,00	100
Créd. Fonc. France 6	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 7	640	640	0,00	100
Créd. Fonc. France 8	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 9	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 10	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 11	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 12	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 13	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 14	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 15	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 16	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 17	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 18	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 19	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 20	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 21	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 22	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 23	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 24	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 25	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 26	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 27	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 28	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 29	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 30	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 31	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 32	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 33	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 34	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 35	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 36	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 37	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 38	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 39	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 40	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 41	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 42	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 43	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 44	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 45	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 46	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 47	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 48	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 49	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 50	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 51	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 52	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 53	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 54	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 55	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 56	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 57	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 58	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 59	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 60	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 61	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 62	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 63	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 64	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 65	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 66	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 67	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 68	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 69	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 70	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 71	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 72	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 73	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 74	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 75	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 76	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 77	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 78	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 79	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 80	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 81	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 82	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 83	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 84	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 85	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 86	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 87	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 88	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 89	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 90	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 91	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 92	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 93	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 94	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 95	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 96	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 97	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 98	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 99	624	624	0,00	100
Créd. Fonc. France 100	624	624	0,00	100

50	UAP	141,40	144	+1,83	10	L.B.M 1	
50	UAP (excl)	140	398	-0,50	10	L.C. 1	
50	UOC DCA (M)	172,50	172,70	0,00	25	L.T. 1	
1	Ughes SA 1	548,20	359,50	+0,66	5	No Volado	
50	UICI 1	94	95,10	+1,17	10	Massachusetts	
100	UIFI	484,10	485	-0,18	25	Mc Donald	
100	UIFI 1	200	200,40	+2,25	10	Merck and	
100	Unifont 1	508	510	+0,39	5	Klimesko	
25	Union Asuar. Fed 1	594	601	+1,17	1	Krisobid	
10	Valco 1	224	224	—	5	Model Corp	
1	Valco 2	257,10	260	—	2,26	Morgan P	
1	Val Banque 1	197	197	—	1,85	Nestle	
50	Worms & Cie 1	258,70	256,20	-0,97	10	Nipco. Metal	
100	Z. Gr. Zimmerly 1	105	106,80	+0,75	10	Nord. Hydrol	
10	Zediac 1	605	605	—	1	Pharmacia	
25	BT Canal 1	945	945	-0,31	25	Phillips Van	
5						Placer Dome	
25						Procter Gam	
25						Quilmes 1	
10						Rhone Poul	
10						Rhone Poul	
25						Roy. Dutch	
25						S. T. 1	
100						Saint-Hel	
100						Schubert	
100						SCS Techn	
50						Sea Energy	
50						Siemens 1	
10						Sony Corp	
10						T.O.A. 1	
10						Telefonica	
25						Telcel 1	
25						Unilever 1	
25						Unit. Techn	
17						Vad Reefes	
17						Vad Reefes	
6						Voko. Jap	
6						Western D	
10						Yamamoto	
10						Zambesi	
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							
10							



## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**MULTIMÉDIAS** Avant l'an 2000, le disque compact de 12 centimètres va connaître une profonde mutation. Enregistrable à volonté et disposant d'une capacité dix ou

vingt fois supérieure, il remplacera le magnétoscope et donnera à l'ordinateur une capacité de stockage infinie. ● L'ENJEU ÉCONOMIQUE est tel qu'une bataille industrielle de titans

s'est engagée entre les inventeurs du CD - Sony et Philips - qui veulent préserver leur avantage et ceux qui entendent profiter d'une part du gâteau. ● UN CONSORTIUM de dix-

sept entreprises, réalisant 250 milliards de dollars de chiffre d'affaires, s'est constitué autour de Toshiba, Matsushita et Time Warner. Il tente d'imposer le format SD-DVD face au

MCD de Philips et Sony. ● LES PROGRÈS des technologies, comme la compression des données, pourraient compliquer cette course à la capacité de stockage.

## Les futurs disques compacts vont doper les ordinateurs

A la fin du siècle, les chaînes hi-fi, les ordinateurs et la télévision utiliseront des CD plus puissants et plus polyvalents. Deux projets industriels se disputent ce marché prometteur

AUJOURD'HUI, un disque compact (CD) de 12 centimètres de diamètre contient 72 minutes de film ou une année de publication du journal *Le Monde*. L'an prochain, la même gale de plastique pourrait stocker 4 heures et 30 minutes d'images vidéo, soit deux films de durée standard. Progrès supplémentaire, vers 1998, le CD deviendra enregistrable et effaçable à volonté. Il pourra ainsi remplacer le magnétoscope et le magnétoscope au salon et donner aux ordinateurs une capacité de stockage infinie. C'est dire si la révolution, amorcée en 1982 avec l'apparition du disque compact audio, n'en est encore qu'à ses débuts.

Les géants de l'électronique grand public ne s'y trompent pas. Depuis le début de l'année, ils multiplient les annonces fracassantes. « *Tout le monde montre ses muscles en ce moment* », observe Jean-Claude Larue, directeur général de Philips Interactive Media.

**Entre MCD et SD-DVD, il est bien difficile de pronostiquer un vainqueur**

D'où l'effervescence qui règne chez tous ceux qui participent à cette seconde manche. Pas question de laisser le champ libre aux deux vainqueurs de la première partie, Sony et Philips, qui touchent des « royalties » sur chaque CD produit dans le monde.

La bataille s'organise autour de deux impressionnants pôles de regroupement industriel. Ainsi, celui de Sony et Philips, décidés à préserver leur avantage, comprend l'américain 3M, spécialiste des supports

magnétiques et optiques, six constructeurs de périphériques informatiques et cinq fabricants de matériel électronique grand public, comme Bang & Olufsen, Grundig ou Marantz. Par ailleurs, le japonais JVC les a rejoints pour développer ses produits spécialisés dans le karaoké. Ce premier groupe défend le Multimedial CD (MCD), un disque contenant 7,4 milliards d'octets (7,4 Go) enregistrés sur deux couches superposées, soit 270 minutes de vidéo.

En face, une véritable armada s'est constituée autour d'un projet concurrent, le SD-DVD (Super Density-Digital Video Disc) développé par les japonais Matsushita et Toshiba et l'américain Time Warner. Au total, pas moins de dix-sept entreprises, représentant un chiffre d'affaires global de 250 milliards de dollars, ont adhéré à ce projet. Parmi elles, on trouve Thomson Multimedia, Samsung, Hitachi, Pioneer, Zenith Electronics ou la Metro-Goldwyn-Mayer - preuve que la bataille pour la conquête de ce futur marché est vive. D'ailleurs, les négociations engagées avec Philips et Sony pour harmoniser les formats des deux projets ont échoué.

Depuis le début de l'année, les « challengers » multiplient les communiqués. Le 27 mars, Toshiba affirme qu'il a doublé la capacité de ses disques avec 18 Go sur deux faces. Le 27 avril, Matsushita révèle une gamme de 4 SD-DVD allant de 5 Go à 18 Go. Au-delà de la capacité, la bataille se livre sur les coûts de production de chaque format ainsi que sur la compatibilité des nouveaux lecteurs de disques avec les anciens CD. Ce dernier problème n'est pas nouveau. Il existe aujourd'hui pas moins de six formats correspondant à différentes applications.

En effet, depuis la création du disque compact voilà treize ans, Sony et Philips ont constamment

amélioré la gestion des 650 millions d'octets disponibles sur leur CD. Les 74 minutes de musique initiales correspondant à 2 ou 3 minutes d'images se sont transformées en 72 minutes de film grâce aux techniques de compression de données qui suppriment les informations redondantes.

**Se profile déjà la bataille suivante : celle du CD-E enregistrable et effaçable**

Avec le CD-ROM - Read Only Memory (mémoire à lecture seule) - le disque compact est passé de la chaîne hi-fi à l'ordinateur. Non enregistrable et assez lent, il ne se substitue pas au disque dur mais remplace les disquettes comme support de logiciels, de jeux ou de programmes éducatifs. De plus, sa capacité lui permet d'accepter des dizaines d'images fixes de bonne qualité lorsqu'une simple disquette n'en contient qu'une ou deux. La limite actuelle du CD-ROM est atteinte avec les images animées qu'il ne restitue pas en plein écran.

Pour cela, il faut des vidéo-CD, une extension du CDI de Philips qui a fait passer le disque compact de l'ordinateur à la télévision. Associés au lecteur de disque, les cartes électroniques de décompression en temps réel fournissent une image plein écran de qualité vidéo. Mais il faut deux disques de 72 minutes pour regarder un film de 90 minutes... CD-ROM et CDI ont également ouvert la porte de l'interactivité. Le spectateur maîtrise la vitesse et l'ordre de déroulement du programme enregistré.

Bien installé dans la chaîne hi-fi, la télévision et l'ordinateur, le CD actuel souffre de ses différents formats. Avec la prochaine génération de disques, cet inconvénient pourrait disparaître grâce à un CD enfin polyvalent. Sauf la guerre entre les deux consortiums aboutit à la commercialisation de plusieurs produits. Jean-Claude Larue n'y croit pas. « *Personne ne pense sérieusement à un lancement commercial de deux standards* », estime-t-il. Pour lui, les acteurs tireront les leçons des expériences passées et... présentes. Les débuts du magnétoscope ont vu l'échec des formats V 2000 ou Betamax face au VHS. Aujourd'hui, la lutte entre MiniDiscs de Sony et cassettes DCC de Philips semble, néfaste pour ces deux formats d'enregistrement numérique du son. Même si Sony semble prendre l'avantage depuis l'an dernier.

Entre MCD et SD-DVD, il est bien difficile de pronostiquer un vainqueur. Après la phase d'intimidation actuelle, un terrain d'entente pourrait être trouvé qui partagerait technologies et profits entre les différents acteurs. D'autant que se profile déjà la bataille suivante : celle du CD-E enregistrable et effaçable qui bouleversera encore la donne. Mais, d'ici sa sortie, peu avant la fin du siècle, d'autres technologies auront progressé.

Ainsi, le *Wall Street Journal* vient de révéler que le Centre de recherche avancée de Houston (HARC) a mis au point une technique de compression cinq fois plus efficace que les procédés actuels. Capable de diviser par 100 les informations nécessaires à la reconstitution d'une image, HARC-C permettrait d'enregistrer deux films sur les seuls 650 Mo du CD d'aujourd'hui ! Du coup, le recours aux disques de plusieurs gigaoctets ne serait plus aussi indispensable.

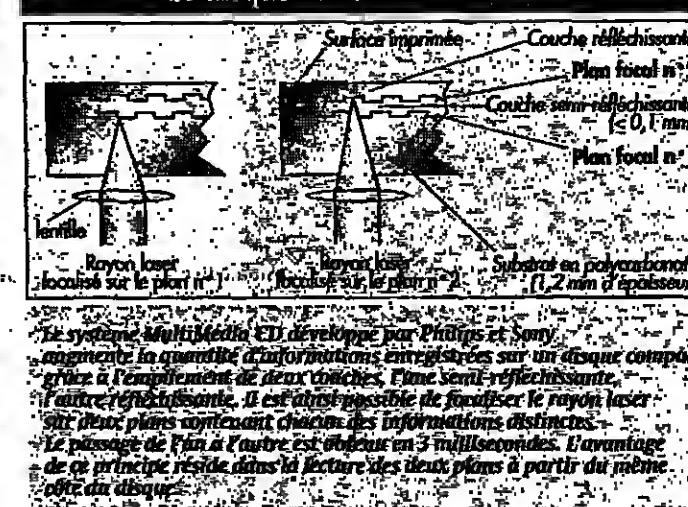
Michel Alberganti

Les disques compacts d'aujourd'hui...				
Types	Lancement	Utilisation	Connexions	
CD audio	1982	Musique	Chaîne hi-fi ou ordinateur	
CD ROM	1985	Texte, son, image, vidéo	Ordinateur	
Photo CD	1991	Photographie	Télévision	
CDi	1993	Texte, son, image, vidéo	Télévision	
Video CD	1993	Vidéo	Télévision	
CD+	1994	Musique, contenu d'un CD ROM	Chaîne hi-fi ou ordinateur	

... et de demain				
Principaux promoteurs	Lancement attendu pour	Capacité (Gigaoctets)	Utilisation	
MCD Multimedial CD	1996	7,4	4,5 heures de vidéo	
SD-DVD Super Density Digital Video Disc	1996	18	4,5 heures de vidéo	

### Le disque laser à deux couches



## Le CD qui trompe ses lecteurs

Le catalogue de La Redoute est lisible indifféremment comme CD-I, CD-ROM ou CD-audio

COMMENT inonder un très large public avec un disque compact lorsqu'on ignore de quel matériel sont équipés les destinataires ? Telle est la question que La Redoute a posée l'an dernier à IDP, une société française de 30 personnes spécialisée dans les projets multimédias sur disques compacts. L'enjeu était de taille puisqu'il s'agissait de diffuser environ 1 million de *Somewhere*, le CD contenant la version interactive de son catalogue printemps-été de vente par correspondance.

Pour contourner l'incompatibilité des différents types de CD, l'équipe de Patrick Lafitte, PDG d'IDP, a développé une solution

Compatibilité						
		CD audio	CD ROM	Photo CD	CDi	Video CD
CD audio						
CD ROM						
Photo CD						
CDi						
Video CD						
CD+						

originale. « *Nous avons analysé, explique-t-il, la structure des secteurs sur les CD des différents en-*

vironnements et nous avons reconstitué une organisation respectant à la fois les normes CD-I, CD-ROM Mac, CD-ROM-PC et CD-audio. » Cette nouvelle notation de « CD Universel » s'avère un peu abusive du fait qu'elle ne couvre pas le format Photo-CD de Kodak. Néanmoins, IDP repousse les barrières de l'incompatibilité plus loin qu'on ne l'avait jamais fait. Pour cela, ses ingénieurs ont écrit des programmes qui « trompent » les lecteurs ou leur faussent prendre le CD de La Redoute pour l'un des leurs.

Néanmoins, si *Somewhere* fonctionne quel que soit l'équipement de celui qui le reçoit, la

consultation du catalogue n'est pas la même pour tous. La vidéo au format de compression MPEG n'est accessible qu'avec les lecteurs dotés de la carte électronique correspondante. Ceux qui ne disposent que d'un lecteur de CD-audio sont les plus mal lotis et doivent se contenter de la musique de La Redoute. Même si 800 000 exemplaires de *Somewhere* sont vraisemblablement partis directement à la poubelle. Ce taux de rejet est considérable, mais Patrick Lafitte estime qu'il aurait été bien supérieur sans cette amélioration de la compatibilité.

M. A.

■ **PALMARÈS** : pour la septième édition du prix scientifique Philip Morris, le jury, présidé par Claudine Laurent, directeur de recherche au CNRS, a récompensé quatre équipes. En astronomie, l'expérience Galax a valu à Michel Cribier (CEA) d'être primé pour ses recherches en matière de détection et de mesure des flux de neutrinos solaires. En histoire, Monique Bourin-Derruau (Paris-1) et ses collègues du GDR 955 du CNRS ont été récompensés pour leurs travaux sur l'apparition des surnoms aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. En génétique, la découverte de facteurs Nod issus de la symbiose entre la bactérie *Rhizobium* et les légumineuses, qui pourrait permettre de réduire l'emploi des engrais azotés, a également valu un prix à Jean Denarié (INRA), Jean-Claude Promé et Georges Truchet (CNRS). Une mention spéciale a été décernée à Pascale Delécluse

(CNRS) pour la mise au point d'un modèle numérique permettant de simuler la circulation des courants océaniques et son influence en climatologie dynamique. Chaque équipe a reçu 175 000 francs.

■ **MINÉRALOGIE** : la galerie de minéralogie du Muséum d'histoire naturelle de Paris s'agrandit d'héberger, depuis quelques semaines, deux nouvelles cristallisations d'or natif. Rares par leur taille (21 x 29 cm, 22 x 27 cm) comme par leur structure (respectivement en « ruban » et en « buisson »), ces deux spécimens, qui proviennent de mines californiennes, ont été acquis pour 700 000 F grâce au soutien de la Fondation Elf. Parmi les autres nouveautés de la galerie de minéralogie, toutes visibles dans la salle du Trésor : un cristal de rubis de 8 kilos (Inde), et plusieurs gemmes en cristaux naturels (Brésil, Pakistan, Afghanistan).

### La science en débat

#### Conférence

Mercredi 14 juin 1995 à 17 h

#### Mathématiques et modélisation

Jean-Claude Salomon, directeur du Laboratoire d'hydrodynamique et sédimentologie côtière, Ifremer, Brest.

Beatrice Brillault, direction Etudes et recherches EDF, Clamart.

Animation : Jacqueline Puyale, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie

30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris

Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

## La Russie a simulé un accident nucléaire de grande ampleur

LE 29 MAI 1995, le cœur du réacteur numéro quatre de la centrale nucléaire russe de Kola, située à une centaine de kilomètres de la frontière finlandaise, fondait à la suite d'une série d'incidents, entraînant le rejet dans l'atmosphère de produits radioactifs équivalents au dixième de ceux répandus par la centrale de Tchernobyl. Le nuage radioactif devait dans les heures suivantes se propager sur une zone habitée par plusieurs centaines de milliers de personnes.

Ce scénario catastrophe n'est heureusement qu'une fiction. Il constitue la trame de l'exercice de crise internationale « Aurore boréale-95 » (*Polymyria Zor-95*), qui s'est « joué » entre le 29 mai et le 2 juin autour de la centrale russe, mobilisant sur place plusieurs centaines de personnes. Cette opération devait permettre de tester les modes de protection du personnel de la centrale et des populations environnantes, ainsi que la validité des modèles russes et étrangers de prévision de l'effet de rejets radioactifs massifs sur l'environnement.

Pour la centaine d'observateurs venus de treize pays, il s'agissait aussi de rodier des mécanismes de coopération internationale en cas de crise nucléaire majeure. La France a, pour sa part, envoyé

sur place deux équipes de cinq et six personnes appartenant à la direction de la Sécurité civile et à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Dotés d'une valise de transmission par satellite Inmarsat, ces experts ont pu travailler en relation avec le Centre technique de crise (CTC) de l'IPSN, à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine).

#### « PAS UN DÉFIÉ DU 14 JUILLET »

Le CTC est en principe en mesure de fournir dans un délai de deux heures aux pouvoirs publics des éléments d'appréciation de la nature d'un accident nucléaire, et des modes de protection les mieux adaptés à la situation. Depuis 1994, le CTC participe à huit exercices nationaux chaque année. Durant l'exercice « Aurore boréale », le CTC est intervenu à trois stades correspondant au troisième, quinzième et au trentième jour suivant l'accident. Bien que chaque phase ait été étudiée plusieurs semaines à l'avance, ce type d'exercice n'a rien d'un « défié du 14 juillet ». « C'est un apprentissage permanent », affirme le directeur de l'IPSN, Philippe Vesseron.

L'occasion a ainsi été donnée d'apprécier la

qualité des liaisons satellitaires entre la France et la Russie. Les modes de transmission classiques manquent en effet cruellement de fiabilité, a reconnu un observateur russe présent au CTC. « *Nous avons des satellites de communication, mais nous manquons de moyens de liaison à terre* », a expliqué Sergeï Salov, d'Emerson, le ministère de la défense civile russe, qui n'a d'ailleurs pas caché son intention de « copier » les systèmes mis en place par la Sécurité civile. Un manque de compatibilité limitant la vitesse de transmission entre les données russes et françaises a également été mis en évidence. Le CTC a cependant pu fournir à la Finlande des cartes des taux de concentration en césium 137 dans des baies récoltées par ses agriculteurs.

Les conclusions d'« Aurore boréale-95 » ne seront disponibles qu'au mois de septembre, indiquait-on côté russe. A cette date, un groupe d'experts français se rendra cette fois à Tchebiabinsk, où eux leur vaudra plus de vingt ans un grave accident nucléaire, pour préparer un nouvel exercice de crise, qui pourrait avoir lieu courant 1996.

Hervé Morin

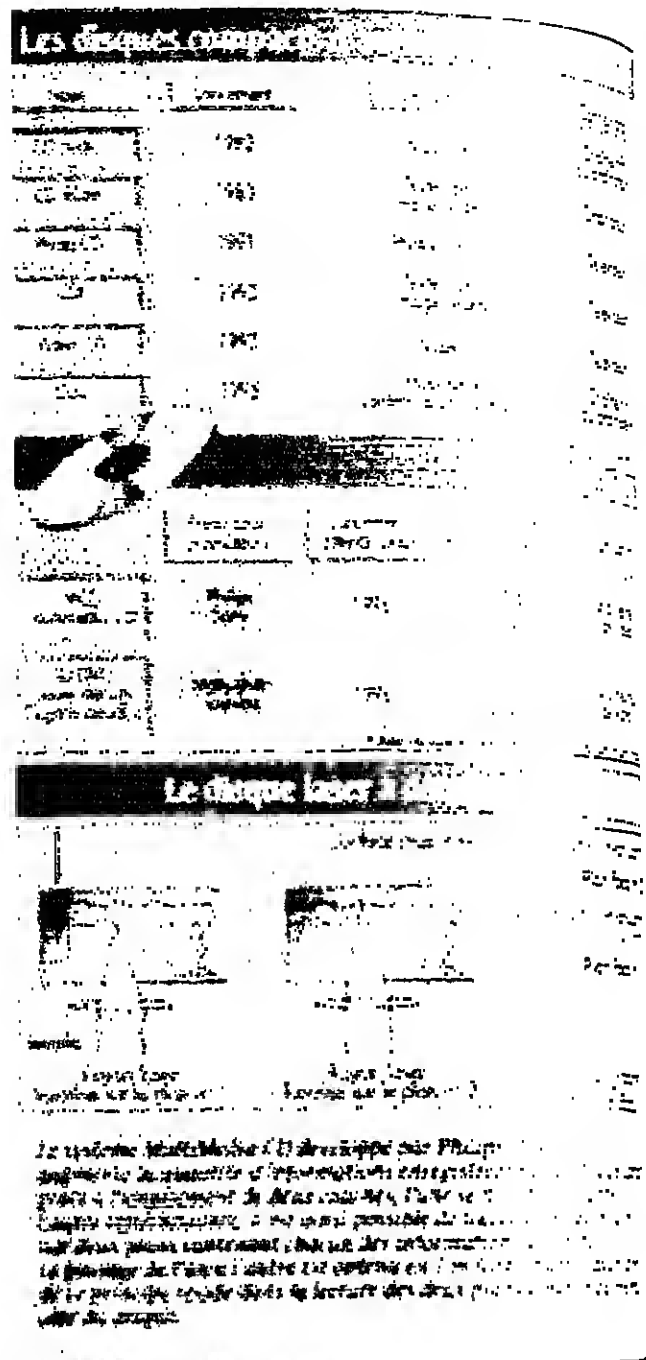
قوله الله العظيم



Les réalisant 250 mil-  
lions de chiffre d'affaires,  
le groupe de l'industrie  
Time Warner. Il tente  
d'obtenir 50-60% face au  
MCD de Philips et Sony. Les  
GRES des technologies, comme  
la compression des données, per-  
mettent de stocker plus

## es ordinateurs

seront des CD  
marché prometteur



Le système de gestion de l'information développé par Philips...  
Le système de gestion de l'information développé par Philips...  
Le système de gestion de l'information développé par Philips...

## nucéaire de grande ampleur

Le système de gestion de l'information développé par Philips...  
Le système de gestion de l'information développé par Philips...  
Le système de gestion de l'information développé par Philips...

# Michael Chang renoue avec l'ambition en surclassant Michael Stich

Le petit Américain a fait évoluer son jeu et utilise désormais une raquette au manche rallongé

Adrian Panatta poursuit sa route aux Internationaux de France de tennis. Lundi 5 juin, le Roumain issu des qualifications a battu Andrei Chesnokov, qui fut un des pionniers du tennis russe sur le circuit. En quarts de finale, Voinea ren-contrera Michael Chang. L'Américain, tête de sé-

rie n° 6, a éliminé l'Allemand Michael Stich (n° 12). A Paris, Chang se distingue par une raquette rallongée pour compenser sa petite taille.

ne parle que de cette raquette, au manche rallongé, fabriquée par Prince : 2,54 centimètres de plus que les manches de raquettes de 67 centimètres normalement commercialisés. Si Chang est resté discret sur l'affaire, c'est qu'il est bien loin de la limite imposée par la fédération internationale (81,2 centimètres). Il n'est même pas le plus audacieux dans ce domaine puisque l'Autrichien Gilbert Schaller, sous contrat avec Kneissel, a carrément opté pour 3,75 centimètres de plus.



**SUR LA TERRE BATTUE** de Roland-Garros, c'est une évidence : rien ne sert d'être un puissant serveur. Les rapides, les stars du boulet de canon, Goran Ivanisevic, Richard Krajicek, Marc Rosset et autre Pete Sampras, ont tous mordu la poussière. Du haut de son mètre quatre-vingt-quatre, Michael Stich résistait. Arborant fièrement la « médaille » de serveur le plus rapide de cette édition des Internationaux de France : un engagement chronométré à 206 km/h. Cette arme dissuasive, combinée avec son jeu complet et son aisance sur terre battue, faisait de lui un quart de finaliste potentiel. Mais cet étouffé de Stich n'avait pas pensé un instant, lundi 5 juin, à la « Michael Chang Precision Graphite » dont le petit Américain (1,75 mètre) ne se sépare plus.

Depuis le début du tournoi, on

ne parle que de cette raquette, au manche rallongé, fabriquée par Prince : 2,54 centimètres de plus que les manches de raquettes de 67 centimètres normalement commercialisés. Si Chang est resté discret sur l'affaire, c'est qu'il est bien loin de la limite imposée par la fédération internationale (81,2 centimètres). Il n'est même pas le plus audacieux dans ce domaine puisque l'Autrichien Gilbert Schaller, sous contrat avec Kneissel, a carrément opté pour 3,75 centimètres de plus.

L'idée de procurer une allonge supplémentaire aux petits gabarits ou aux joueurs s'exprimant « à deux mains » ne date pas d'hier. Eric Berthoin, manager des cordons chez Tecnifibre à Roland-Garros et à l'Open de Paris-Bercy, se souvient des manches de 73 centimètres du Français Loïc Courteau. Une solution proposée par Donnay pour optimiser une frappe à deux mains en coup droit comme en revers. A la fin des années 80, Monica Seles aurait même tenté l'expérience avant de renoncer presque aussitôt. Une

nouvelle longueur de manche imposait un changement de positionnement trop contraignant. L'arme « secrète » de Chang ne présente donc en réalité aucun caractère novateur. Testée à l'entraînement l'an passé, puis éliminée à Djakarta par une victoire cette saison, elle l'a surtout fait progresser à un moment où les règles d'un sport jugé par trop rapide et puissant dans ses échanges étaient remises en question. « Je ne peux pas [vu mon gabarit] me permettre d'attendre qu'on change, par exemple, les règles du service, comme cela avait été discuté, explique Chang. Et c'est tant mieux, car ça m'a forcé à aller de l'avant et à progresser dans d'autres domaines du jeu. Désormais, je sais faire autre chose que des passages. » Si on se fie aux statistiques, cette trouvaille a changé la vie du jeune homme sur le court. Le vainqueur des Internationaux de France 1989 affiche déjà de nets progrès au service : 256 aces en 1993, 366 en 1994 et un pourcentage de premières balles de service réussies relevé de 69 % à 72 %.

UN MANCHE LIBRÉ

Coincidence ? Lundi, Stich n'a nettement dominé Chang que dans le registre du service. « Il y a des jours comme ça », a souri Chang, contreur des services-volés, amortis et coups de fond de court en tous genres de l'Allemand impuissant. « Ça prouve en tout cas qu'il n'existe pas de raquette magique et qu'avec celle-ci il faut tout de même apprendre à contrôler ses coups et savoir faire autre chose que servir pour gagner. » De quoi dissuader les as du service tentés par l'expérience du long manche.

Eric Berthoin, qui supervise le cordage des raquettes de Chang à la porte d'Auteuil, se souvient de son premier contact avec le cunieux outil de l'Américain au dernier Open de Paris-Bercy, en novembre. « Je ne comprends pas ce qui se passe, raconte-t-il. Le cordage d'un cadre edge de faire tourner trente-huit fois la machine. Le cordeur se positionne donc à 1 ou 2 centimètres de la base du manche pour s'en protéger à chaque rotation. Or, je recevais chaque fois ce fichu manche dans le ventre. C'est là que j'ai compris la différence. Pour Michael, qui saisis naturellement sa raquette vers le haut du grip, elle offrait une puissance de levier supplémentaire. » On annonce pour l'automne le lan-

gement de lignes à manche rallongé chez Dunlop, Kneissel et Prince. L'heure serait-elle à une mini-révolution dans le tennis ? Vraisemblablement pas, puisque le concept concerne un marché limité de pratiquants. Dans la seconde partie des années 80, les fabricants avaient déjà tenté un autre pari en sortant des modèles « profilés ». Des raquettes si performantes qu'elles rendaient aléatoire le contrôle de la force de frappe. Perturbé dans son jeu au point d'« arroser les baches », Andre Agassi, plutôt que de s'adapter sans transition à la dernière lubie de son sponsor, utili-

## Une bronca pour Bruguera

Comment perdre l'affection d'un public ? A Roland-Garros, il faut râler, en mauvais joueur. Ainsi Sergi Bruguera, tenant du titre. Lundi, l'Espagnol, qui mène deux sets à un, est poussé au tie-break dans la quatrième manche face à Magnus Larsson, qui devient redoutable. Cela le rend de fort méchant humeur. Quand il conteste le premier point du jeu sur une balle longue, l'arbitre, sûr de son jugement, refuse de descendre de sa chaise. Bruguera est courroucé, ronle de gros yeux, histoire de l'implorer. On appelle le superviseur, qui donne raison à l'arbitre. L'incident a duré cinq minutes. Sergi Bruguera remporte le jeu décisif et le match. Sortant sous les huées, il vient de perdre l'affection du public, qui n'est, ici, pas du genre à oublier.

saît une raquette plus classique fabriquée par une autre marque et maillée.

En tout cas, l'affaire de la raquette au long manche laisse Michael Stich de marbre. « Un objet avec un cadre, un grip et un cordage, pour moi c'est toujours une raquette, ironisait-il après sa défaite. Chang a un manche plus long ? Il en a besoin. Il a été meilleur aujourd'hui, mais je le battrais sûrement la prochaine fois. » Manche long ou manche court, que Chang se le tienne pour dit.

Patricia Jolly

## Conchita Martinez la modeste

EN DÉPIT des apparences, Conchita Martinez est célèbre. Elle est la dernière joueuse à avoir rencontré Martina Navratilova en tournoi. Ce fut le 3 juillet 1994, à Wimbledon. A celle qui parlait à la retraite, devant une foule aux yeux mouillés, elle souffla son dixième trophée. Dans une indescriptible émotion, l'Espagnole rêta quant à elle sa première victoire en tournoi du Grand Chelem.

Elle avait vingt-deux ans et, pour une fois, il n'y avait pas Arantxa Sanchez pour lui faire de l'ombre. Celle-ci avait disparu dès le quatrième tour de la compétition. On s'étonna du succès sur herbe d'une « crocodile » de la terre battue. Elle y affirma tranquillement un goût pour la victoire qu'on ne lui connaissait pas. Si elle s'effaçait au troisième tour de l'US Open, en septembre, elle fut demi-finaliste en Australie, au début de l'année, et confirma un talent nouveau sur les surfaces rapides en allant s'étonner à la volée.

Son monde reste toutefois la terre battue, où les échanges savent s'éterniser et se construire. Conchita y est réputée pour une patience têtue qui écroule ses adversaires. A force d'approfondir la longueur ou la trajectoire d'une balle, elle est devenue la femme à battre sur la brique plée. A l'exemple de Thomas Muster chez les hommes, elle n'a pas perdu un seul des cinq tournois où elle est apparue sur terre battue depuis le début de la saison. Trente-neuf matches et trente-neuf victoires, contre les meilleures : Mary Pierce, Gabriela Sabatini et, sur-

tout, Arantxa Sanchez, numéro un mondiale, à Rome. Arantxa, rivale malgré elle puisque espagnole, Arantxa dans la lumière et Conchita dans l'ombre.

Le caractère de Conchita Martinez n'est pas forgé pour en faire une star. Timide, secrète, elle s'efface derrière d'autres championnes, dont certaines d'ont pas son palmarès, mais qui sont plus volubiles ou plus « vamps ». En sept ans de carrière, elle s'est pourtant adjugé vingt-sept tournois du circuit, cinq de plus que Sanchez.

A Roland-Garros, bien que redoutée, elle est celle que l'on n'attend pas vraiment au bout de la quinzaine. Elle, seulement admise aux seconds rôles, par cinq fois quart de finaliste et demi-finaliste en 1994. Depuis Wimbledon, Conchita Martinez a changé de vie, puis d'entraîneur. Au printemps, elle s'est entourée de Carlos Kirmayr, qui venait de se séparer de Cédric Pioline.

Elle ne travaille pas plus, mais est un peu plus joyeuse et confiante. Son tennis s'en ressent, plus lumineux et plus séduisant. Si ses nerfs ne la trahissent pas, un succès à Paris ferait de cette éternelle suivante une championne reconnue. Conchita Martinez poursuit sa route. A ses quatre adversaires, elle n'a laissé que neuf jeux. « La seule explication que je puisse donner, c'est que je joue un très grand tennis », constate-t-elle avec une simplicité qui la rend modeste. Trop modeste.

Bénédicte Mathieu

## Andrei Chesnokov et ses « frères »

C'EST UN MATCH entre deux générations, un choc de cultures : l'endurance contre la puissance. Andrei Chesnokov joue comme avant, comme toujours. Ses balles liftées caressent les lignes et ses amorties sont feutrées. Seulement ses coups sortent du terrain ou échouent dans le filet. Adrian Voinea lui oppose une fraîcheur de Jeunot, cette fureuse « gagne » des jeunes années. Andrei Chesnokov, lui, a vieilli.

En 1986, il était entré dans l'histoire des Internationaux de France. Vêtu d'un short rapé, avec sa raquette en bois il avait éliminé Mats Wilander, tenant du titre, au troisième tour de la compétition. Champion d'URSS en 1985 et numéro un soviétique, Chesnokov était un joueur tombé des nues : un amateur au pays des professionnels. Difficile à croire, tant l'histoire a défilé. Près de dix ans après cet épisode, Yevgueni Kafelnikov et Andrei Medvedev sont parmi les meilleurs et les plus riches du circuit.

Andrei Chesnokov est pour beaucoup dans leurs fortunes. Parachuté dans un monde cossu, le jeune homme réclame sa part. Avec sa compatriote Natalia Zvereva, il part en guerre contre sa fédération, qui ponctionne plus de 90 % des gains de ses poulains. Il obtient enfin gain de cause. L'effondrement du régime bureaucratique fait le reste. Les joueurs, qui autrefois sillonnaient les tournois sans leur passeport, confisqué par le KGB pour étouffer toute velléité de fuite, se dispersent sur le circuit. Depuis le début de la libéralisa-

tion, le système de détention des jeunes par l'Etat s'est effondré. Les recruteurs officiels ne se risquent plus dans les écoles, et le prix des raquettes, des balles ou des heures de cours se calcule en mois de salaire. Les courts de tennis ressemblent plus à des champs de patates. Quand il n'est pas à Moscou, Andrei Chesnokov passe le plus clair de son entraînement à Paris. Kafelnikov ne revient à Sochi, près de la mer Noire, qu'à la belle saison, préférant la chaleur de la Floride.

DE NOUVEAUX PRODUITS

Pour le tennis russe, c'est de l'Occident qu'est venue l'ouverture. Alléchées par le marché, les grandes firmes se sont précipitées vers les espoirs. Ainsi Kafelnikov doit-il sa carrière à son entraîneur et à IMG, la tentaculaire agence d'organisation du sport de Mark McCormack, qui a vu dans le jeune homme, alors âgé de dix-huit ans, le principal rival d'Andrei Medvedev, éclatés deux ans avant lui, une nouvelle poule aux œufs d'or.

A treize ans, Hana Kournikova, un grand espoir qui évolue encore dans les compétitions juniors, est d'ores et déjà sous contrat avec IMG et la firme Ellesse. Il y a bien longtemps que la petite Russe a quitté son pays. Chez le gourou américain Nick Bollettieri, elle peaufine son avenir de championne. Elle qui était à peine née quand Andrei Chesnokov fit connaître son pays au tennis, à Roland-Garros.

B. M.

# L'Ethiopien Gébrésélassié bat le record du monde du 10 000 mètres

Il sera le 17 juin à Villeneuve-d'Ascq

LES 18 000 spectateurs du meeting d'athlétisme d'Hengelo, aux Pays-Bas, ont assisté à un des plus beaux exploits du demi-fond : Haile Gébrésélassié a amélioré, lundi 5 juin, le record du monde du 10 000 mètres. En réalisant un temps de 26 min 43 s 53, le coureur éthiopien, âgé de vingt-deux ans, a gagné près de 9 secondes sur le précédent record (26 min 52 s 23), établi le 22 juillet 1994, à Oslo, par le Kenyan William Sigei.

Malgré un vent défavorable sur une des lignes droites, et une vive douleur au côté ressentie après le huitième kilomètre, Haile Gébrésélassié a parcouru les derniers mille mètres en 2 min 34 s. Il avait en jusqu'à 12 secondes d'avance à la mi-course sur les temps de passage du précédent record. Le coureur des hauts plateaux, qui ne mesure que 1,60 mètre, a réalisé un temps moyen exceptionnel d'environ 64 secondes à chaque tour de piste. A titre de comparaison, le record de France du 5 000 mètres est de 13 min 14 s 47.

Après les Kenyans Yobes Ondieki et William Sigei, c'est la troisième fois qu'un coureur passe sous la barre mythique des 27 minutes sur 10 000 mètres. Sur cette même piste d'Hengelo, Haile Gébrésélassié, qui s'entraîne aux Pays-Bas, avait déjà battu, l'an dernier, en 12 min 56 s 96, le record du monde du 5 000 mètres détenu par le Marocain Said Aouita. Avec ses deux

records du monde, Haile Gébrésélassié devient le roi des longues distances, comme le Kenyan Henry Rono il y a dix-sept ans.

« Le titre olympique sur 10 000 mètres est dès à présent non plus grand objectif », a déclaré Haile Gébrésélassié après la course, alors qu'il était porté en triomphe par les coureurs qui avaient assuré le rôle de « lièvres » pour lui permettre de faire tomber le record. « Je dois courir le 5 000 mètres à la réunion de Villeneuve-d'Ascq le 17 juin, avant de retourner à Addis-Abeba, en Ethiopie, pour préparer les Championnats du monde d'athlétisme de Göteborg, en Suède, en août. »

En 1993, Haile Gébrésélassié avait remporté l'épreuve du 10 000 mètres aux Championnats du monde de Stuttgart, après avoir involontairement arraché une chaussure au Kenyan Moses Tanui, qui le précédait dans le dernier tour. Le coureur éthiopien, qui venait naïvement donner l'accolade à son malheureux adversaire, n'avait échappé aux coups de pointes que Moses Tanui voulait lui asséner sur la tête que grâce à l'intervention d'un autre coureur.

D'autre part, la Russe Olga Kuzenkova a battu, lundi 5 juin, à Moscou, le record du monde du marathon féminin avec un jet de 68,14 mètres. Le précédent record, de 66,86 mètres, était détenu par la Roumaine Michaela Melinte.

■ **DOPAGE** : le boxeur italien Gianfranco Rosi (37 ans), champion du monde (WBO) des superwelters, a été convaincu de dopage aux amphétamines. Une contre-expertise effectuée, lundi 5 juin, au laboratoire du Comité olympique italien (CONI), à Rome, a confirmé les résultats du contrôle fait à la suite de la victoire de Rosi sur l'Américain Vernon Phillips, le 17 mai à Pérouse. Le boxeur italien, suspendu à titre provisoire depuis le 31 mai, risque une suspension de deux ans et la perte du titre. (AFP)

■ **TENNIS** : le tournoi des Masters, qui réunit en fin de saison les huit meilleurs joueurs mondiaux de tennis, sera organisé de 1996 à 1999 à Hanovre (Allemagne), a indiqué l'Association des tennismen professionnels, lundi 5 juin. Cette compétition sera jouée dans un stade de 14 000 places. Cette année, il seront encore organisés à Francfort.

■ **OLYMPISME** : Juan-Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), a été fait docteur honoris causa de l'université de La Sorbonne, mardi 6 juin, lors d'une cérémonie solennelle. Avec M. Samaranch, c'est l'ensemble du mouvement olympique et son fondateur, le baron Pierre de Coubertin, que l'université parisienne a choisi d'honorer à l'occasion de son centenaire en 1994.

■ **FOOTBALL** : la Fédération algérienne de football (FAF) a précisé, lundi 5 juin, qu'elle était « seule » à pouvoir « négocier » le transfert des internationaux algériens vers les clubs étrangers. Cette précision est intervenue alors que plusieurs joueurs de l'équipe nationale seraient sur le point de s'envoler. La FAF affirme qu'elle fera « opposition » à toute demande d'une fédération qui ne respecterait pas la nouvelle loi sur le sport, adoptée en février, qui fixe pour la première fois les conditions de transfert des joueurs vers l'étranger. Le candidat au départ doit bénéficier de l'accord de son club et de celui de la FAF. Le contrat doit mentionner le montant du transfert avec la quote-part revenant au club d'origine et à la fédération. (AFP)

## RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DE PAU

Formule 3000

1. V. Sospin (Ita.), Reynard-Cosworth) les 198,720 km en 1 h 26 min 47 s 823 (moyenne 137,369 km/h) ; 2. A. McNish (G.-B.), Reynard-Cosworth) à 2 s 791 ; 3. M. Goossens (Bel.), Lola-Cosworth) à 3 s 690 ; 4. K. Brack (Sua.), Reynard-Judd) à 11 s 524 ; 5. I. R. Bellor (Fra.), Reynard-Cosworth) à 26 s 984.

CYCLISME

CRITERIUM DU DAUPHINÉ

1re étape : Evian-les-Bains - Montaleau-Val-de-Bleue (225 km)

1. A. Tondal (Bus., Lotto) ; 2. M. Indurain (Esp.) ; 3. W. Weestra (P.-B.) ; 4. M. Raduelli (Ita.) ; 5. M. Vermorel (Bel.), tous même temps.

Classement général : 1. C. Boardman (G.-B.),

GAN) ; 2. T. Marie (Fra.) à 2 s ; 3. M. Indurain (Esp.) à 4 s ; 4. A. de las Cuevas (Fra.) à 17 s ; 5. L. Brochard (Fra.) à 26 s.

TENNIS

SIMPLE MESSIEURS

Huitièmes de finale

Troisième quart de tableau : M. Chang (E.-U.) n° 6 b. M. Stich (All.) n° 121 1-6, 6-0, 6-2, 6-3, 6-4. Quatrième quart de tableau : S. Bruguera (Esp., n° 7) b. M. Larsson (Sue., n° 10) 6-1, 2-6, 7-5, 7-6 ; R. Furman (Esp.) b. S. Draper (Aus.) 7-5, 6-1, 7-6. (Entre parenthèses figurent la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.)

FOOTBALL

COUPE DU MONDE FÉMININE EN SUÈDE

1re journée

Groupe A

Bretagne-Suède

Allemagne-Japon

1-0

1-0

# ÉTVDDES

Algérie : impasse ? leurs d'espoir ?

XXX

Communication et vérité

Daniel BOUGNOUX

juin 1995

Le numéro : 55 F

11, rue d'Alsace, 75008 PARIS, Tél. 01 47 35 45 48  
Ou s'abonner par mandat : 28 15 F ÉTVDDES



## Le succès du Mondial reste lié aux performances des Springboks

La première partie de la Coupe du monde a montré la capacité du pays à organiser un événement de niveau international. Seules les violences observées - sur la pelouse - lors de la rencontre entre l'Afrique du Sud et le Canada ont entaché la compétition

Le scandale provoqué par l'exclusion de cinq joueurs, dont deux Springboks, à la suite d'une bagarre à la fin de la rencontre Afrique du Sud-Canada, samedi 3 juin, n'a pas entamé la satisfaction des organisateurs de cette troisième Coupe du monde de rugby devant la bonne tournure financière de l'opération avant même le début de la phase finale de la compétition. D'autant que la sanction infligée à l'ailier Pieter Hendricks a permis au manager sud-africain Morné du Plessis de rappeler Chester Williams, le joueur noir dont le forfait sur blessure trois semaines avant le coup d'envoi du tournoi avait été regretté par le président Nelson Mandela. Sur le plan sportif ce troisième rendez-vous mondial propose un rugby plus tonique et plus musclé que jamais, propice aux percussions naguère réservées aux « treizistes ». Le spectacle peut s'en trouver bonifié si l'engagement physique reste maîtrisé au service du jeu. C'est en tout cas la direction prise par les All Blacks néo-zélandais, qui semblent bien placés pour reconquérir le titre gagné en 1987.

**DURBAN**  
de notre envoyé spécial

Une paire de chaussures à crampons, un maillot vert frappé du springbok, un ballon, ovale si possible, signé par Chester Williams ou François Pienaar. L'art minimaliste de l'agencement de vitrine, dans le centre de Durban, commence par ces trois objets. Ils sont à l'échelle de la Coupe du monde, la Coupe du monde, la Coupe du monde, on les retrouve aux alentours des magasins, mais aussi dans les banques et dans les halls d'aéroport, voire aux terrasses des restaurants. Omniprésents mais sans ostentation. A l'image de l'épreuve elle-même, qui ne paraît pas de taille à distraire le pays de ses préoccupations politiques et économiques.

Encore faut-il remercier les joueurs sud-africains d'avoir offert à leur public une belle victoire contre les Australiens en match inaugural. Sans ce coup de pouce spectaculaire, qui permet tous les espoirs sportifs, l'événement aurait pu rester confiné à ses frontières nationales, c'est-à-dire celles de la communauté blanche. Certes, les exploits des rugbymen ne légalisent pas l'intégrité de la presse noire. Sowetan, par exemple, n'y

consacre guère plus que quelques entrefilets. Mais le niveau de mobilisation du public varie d'une province à l'autre. Ainsi, alors que les foules des stades de Pretoria et de Johannesburg sont restées dans une tradition sans mélange, un jeune public noir, enthousiaste et curieux, garnissait copieusement les tribunes populaires du Basil Kenyon Stadium pour les trois rencontres disputées à East London.

### ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT

La Fédération sud-africaine (SARFU), soucieuse de profiter de la Coupe du monde pour élargir la base du rugby, n'est pourtant pas avare d'efforts. A Port Elizabeth comme au Cap, les Springboks ont animé des séances d'entraînement dans les townships. Le lendemain, la presse locale et la télévision pouvaient déborder d'images de gosses heureux et de déclarations riantes. Ainsi, le président de l'Eastern Province Rugby Football Union affirmait un peu vite au *Week-End Post* de Port Elizabeth que la Coupe « a unifié les communautés et les cultures d'Afrique du Sud ».

Moins catégorique, le ministre des sports, Steve Tshwete, se réjouissait de l'accroissement de l'intérêt pour le rugby, « en particulier parmi la jeunesse des townships, où il avait connu un reflux depuis de nombreuses années ». D'ailleurs, sur les 10 millions de rands de bénéfice (environ 13 millions de

francs) escomptés par la SARFU, la moitié devrait être consacrée à des actions de développement du rugby dans les zones défavorisées.

La compétition n'est pas encore entrée dans sa phase capitale que, déjà, les responsables sud-africains se réjouissent bruyamment de la tournée économique des choses. Louis Luyt, le président de la SARFU, multiplie les déclarations d'autosatisfaction deux semaines seulement après avoir demandé la démission des directeurs de la Coupe du monde. Il avait été agacé par les retours de billets non vendus à l'étranger. C'est vrai, les supporters ne sont pas venus en grand nombre. Il fallait s'en douter pour les pays lointains, à la fois culturellement et géographiquement, comme l'Italie ou le Canada, mais le fait que les Néo-Zélandais soient moins nombreux qu'en 1991 en Europe reste pour l'instant une énigme.

Hormis ceux où la sélection sud-africaine se produisait, les stades n'étaient pas pleins. Faut-il s'en étonner ? Même en Italie, où le football est le sport-roi, le premier tour du Mondial de 1990 s'est souvent joué devant un public clairsemé. La vraie température est donnée par les bookmakers locaux. On joue en effet de l'argent sur les matches de rugby. Au Kings Park de Durban, par exemple, un guichet recueille les paris jusqu'au coup d'envoi. L'Angleterre gagnera-t-elle par plus de cinq points d'écart, plus de dix points ? Les

performances de l'Argentine et de l'Italie face au champion d'Europe ont sans doute valu de grosses cotes. Les « books » de Johannesburg, impressionnés par les montants des mises, estiment en tout cas que la Coupe du monde est une bonne affaire. « Meilleure que les courses de chevaux », confiait même l'un d'eux.

Les marchands de gadgets sont eux-mêmes surpris. Le stock de cinquante mille maillots d'équipes commandés à la société Cottoo Traders en décembre a été rapidement épuisé. Selon la direction de la firme, les détaillants n'ont pris conscience de l'ampleur de la demande qu'après le match d'ouverture et le succès sud-africain. Avant et après les rencontres, les boutiques des stades ne désemplissent pas. De nouvelles commandes, essentiellement de maillots des Springboks, ont été adressées en urgence aux fabricants sud-africains et d'Asie du Sud-Est.

Cette ruée sur les lignes de vêtements frappés de la célèbre antilope marquera-t-elle la fin de la polémique sur l'emblème springbok ? Dénoncé par de nombreux opposants à l'apartheid comme une reminiscence raciste insupportable, il résiste, fort du soutien peu suspect de personnalités comme Mr Desmond Tutu. Selon un sondage réalisé la semaine dernière par un journal du KwaZulu-Natal, *The Mercury*, plus de quatre lecteurs sur cinq partagent l'avis du

prélat et refusent de diaboliser l'animal.

Comme toute organisation de cette envergure, la Coupe du monde de rugby a connu son lot d'ennuis. Ce sont les figurants d'antichambre. Ce sont les figurants de la cérémonie d'ouverture, recrutés dans les townships du Cap, qui entraînent les pieds pour des questions salariales. Ce sont les chauffeurs de taxi indépendants qui menacent de bloquer l'accès à l'Ellis Park de Johannesburg « si les organisateurs ne tiennent pas leurs engagements ». C'est le système d'éclairage de Boet Erasmus de Port Elizabeth qui rend l'âme après les hymnes. C'est encore la colère des automobilistes bloqués dans un gigantesque embouteillage, à Durban, au moment du coup d'envoi du match Angleterre-Italie. La chronique des faits divers retiendra enfin qu'une poignée de touristes et de journalistes ont été dérangés dans la région de Johannesburg.

### TRAHISON D'UNE PROMESSE

Sous réserve de la suite, les observateurs retiendront quand même que la nouvelle Afrique du Sud a montré une capacité d'organisation à la hauteur de l'événement sportif. Mais celui-ci est-il lui-même à la hauteur ? Ces deux premières semaines de rugby ont-elles montré un progrès depuis le rendez-vous de 1991 ? Les quarts de finalistes sont les mêmes, à l'exception du Canada, logiquement remplacé par l'Afrique du Sud.

## Albert Cigagna, renfort inattendu du XV de France

A trente-cinq ans, le troisième ligne toulousain n'avait encore jamais été sélectionné

**PRETORIA**  
de notre envoyé spécial

Changement de décor. En quittant le premier tour de la Coupe du monde pour entrer dans la préparation des quarts de finale, le XV de France a déserté le calme de sa retraite de carte postale pour le confort stérilisé d'un hôtel du centre de Pretoria. Mais de la campagne à la ville, des matches de poules aux rencontres par élimination directe, l'équipe charrie toujours des maillots pleins de problèmes, à résoudre d'urgence si elle veut s'en sortir encore quelque temps en Afrique du Sud.

Parmi eux, le plus crucial concerne le jeu des avants. Au cours de leurs trois premiers matches de Coupe du monde, ceux-ci ne sont pas débarrassés des mauvaises habitudes prises pendant l'hiver. Ils continuent à perdre des ballons lorsqu'ils s'assemblent en regroupements. Laurent Cabannes mis à part, ils ne parviennent pas à le faire circuler dans un jeu de passes courtes. Et ils ne compensent guère leurs lacunes techniques

par une supériorité physique qui ferait reculer les adversaires dans les affrontements au corps à corps.

Dimanche 4 juin, l'annonce de l'identité du remplaçant du troisième ligne Philippe Benetton, victime d'une fracture du bras, a élargi ces défauts d'une lumière nouvelle. Ce non pourrait réparer une anomalie : il avait surtout un trouble. A première vue, il semble logique d'avoir pensé à Albert Cigagna, le rugbyman en activité le plus têt de l'Hexagone grâce aux cinq championnats gagnés par le Stade toulousain. Mais, à trente-cinq ans, le numéro huit portera pour la première fois le blazer estampillé du coq en Afrique du Sud. L'homme n'a jamais été sélectionné en équipe de France. Il n'a jamais été mêlé ni de près ni de loin à aucun des nombreux stades de préparation à la Coupe du monde. Longtemps écarté en raison du peu d'intérêt que lui portait Jacques Fouroux, l'ancien sélectionneur du XV de France qui préférait les kids au talent, Albert Cigagna n'avait pas réussi non plus depuis quatre ans

à séduire Pierre Berbizier. Et cet appel de dernière minute ressemble fort, pour l'homme de terrain, à un constat d'échec. Car le troisième ligne concorde, dans ses matches avec Toulouse, les qualités exactes dont les avants du XV de France ne sont pas parvenus à se doter ensemble, soit par la pratique du jeu soit par les vertus de l'entraînement.

### PROJET DE DESTIN

Lui ne succombe à cette manie bien française du « pas de trop » qui isole le porteur du ballon d'un soutien qui pourrait bonifier sa progression. Lui sait pratiquer ce jeu en petites passes qui permet de gagner du terrain aussi sûrement qu'en formant les tas des regroupements. Lui possède l'intuition de la seconde précise à laquelle le ballon sortira proprement d'un mail ou d'une mêlée. Lui possède surtout le sens de l'organisation, le charisme du meneur et l'autorité du chef qui fait actuellement défaut au paquet français.

Pourquoi maintenant, pourquoi si tard ? A

ces questions, Pierre Berbizier n'oppose que quelques rares explications, visiblement embarrasées. « Il est le joueur dont le style ressemble le plus à celui de Philippe Benetton », dit-il. Sans indiquer si Albert Cigagna gagnera en Afrique du Sud une première sélection en forme de piroquette du destin, dans un des matches les plus prestigieux que puisse rêver de disputer un rugbyman.

Rien ne prouve que son entrée dans le XV, plus plausible dans une éventuelle demi-finale que contre l'Irlande dès samedi 10 juin, donnerait au toulousain le temps d'adapter son talent aux besoins du collectif.

« Nous ne le connaissons qu'en championnat, reconnait l'entraîneur. Nous ne pouvons pas le situer à ce niveau de compétition. » Il est simplement regrettable pour le joueur qui patiente depuis tant d'années comme pour l'équipe, qui attend toujours la mise en place d'un jeu d'avants efficace, que ces essais n'aient pas été effectués depuis longtemps.

J. Fe.

## Suspensions

LA COMMISSION de discipline de la Coupe du monde de rugby a pris une bonne mesure du mal qui menaçait la compétition. Après avoir examiné des enregistrements vidéo du match Afrique du Sud - Canada, au cours duquel une bagarre générale avait éclaté, il a été décidé, le 5 juin, d'aller plus loin que les sanctions prises sur le terrain par l'arbitre à l'encontre du capitaine du XV canadien Gareth Rees et de son pilier Rod Snow, ainsi que du talonneur sud-africain James Dalton (*Le Monde* du 6 juin).

Ainsi l'ailier sud-africain Pieter Hendricks a été exclu de la Coupe du monde de rugby pour avoir piétiné un adversaire à terre et distribué plusieurs coups de poing. L'arrière canadien Scott Stewart a été suspendu soixante jours pour les mêmes motifs.

### LE PROBLÈME DU REMPLACEMENT

Le message a donc été clairement délivré avant la phase finale de la compétition : la violence est interdite de séjour sur les terrains sud-africains. Il aurait été encore plus fort si, par une bizarrerie du règlement, les équipes n'avaient pas la possibilité de remplacer les joueurs exclus. En maintenant l'efficacité de la sanction, la portée de la sanction est ainsi beaucoup moins dure, puisque le « collectif » en est, lui, épargné sinon exoneré.

Dans le cas particulier de l'Afrique du Sud, le remplacement des joueurs exclus va permettre de régler une des difficultés majeures à laquelle étaient confrontés les Springboks. Le seul joueur de couleur qui aurait pu faire partie de l'équipe, Chester Williams, avait dû déclarer forfait trois semaines avant le début du tournoi en raison d'une elongation. Cette absence avait été vivement regrettée par Nelson Mandela lui-même, qui aurait apprécié que la « nation arc-en-ciel » alignât au moins un Noir dans l'équipe qui avait été le symbole du pouvoir blanc.

Rétabli de sa blessure, l'ailier a ainsi l'opportunité de renflouer le maillot vert frappé de l'antilope. Rappelé par le manager de l'équipe, Morné du Plessis, il a aussitôt quitté, lundi 5 juin, Le Cap pour rejoindre ses coéquipiers à Johannesburg. Et il y a peut-être une morale à cette histoire : Chester Williams avait lui-même été remplacé par Pieter Hendricks.

Ian Borthwick  
et Jérôme Fenoglio

A. G.

## Les All Blacks dans leurs habits neufs de favoris

**PRETORIA**  
de nos envoyés spéciaux

Il existe deux façons de gagner un match déséquilibré. La première consiste à se laisser porter par la certitude de sa supériorité, à se reposer sur la logique des rapports de force. Elle peut déboucher sur des matches exécrables, comme celui qui a opposé les Français aux Ivoiriens. Dimanche 4 juin, à Bloemfontein, contre les Japonais, les Néo-Zélandais avaient choisi l'autre méthode. Malgré l'ampleur d'un score historique (145-17), elle semblait paradoxalement plus respectueuse de l'adversaire. Les All Blacks ne misaient pas sur la médiocrité supposée de leurs vis-à-vis. Au lieu de

montrer leur mépris, ils ne se souciaient que de faire la démonstration de leur propre force, de prouver que, quatre années après avoir laissé échapper leur titre, ils reviennent en grands favoris de cette Coupe du monde.

Le seul tort des japonais, bons manieurs de ballon quand ils en obtiennent un, était d'avoir rencontré la pire équipe qu'ils pourraient jamais croiser sur une pelouse. Une formation en noir qui a enfin retrouvé les vertus éternelles des All Blacks, qui ne laisse juste-ment aucun ballon traîner à la portée de l'adversaire. La rigueur est son mot d'ordre. L'efficacité son obsession. Grâce à ce seul patrimoine génétique, inscrit dans leurs

esprits et leurs corps depuis des générations, les All Blacks qui jouent en Afrique du Sud pourraient se poser parmi les principaux prétendants au titre mondial.

### Des machines à relancer et à créer le danger

Mais ils ajoutent depuis peu un autre étage à leur construction d'un jeu sans fioritures. La défaite en demi-finale de la Coupe du monde en 1991, face aux Australiens, puis l'humiliante année 1994 qu'ils viennent de vivre - avec un bilan de trois victoires et huit matches, indigne de leur réputation - a achevé de les convaincre que la condition physique ne serait plus jamais le principal moyen de leur domination. Leurs adversaires ont emprunté depuis longtemps les chemins des salles de musculation et des préparations intensives qu'ils avaient défrichées.

Ainsi les Néo-Zélandais ont choisi d'autres manières de jouer, parfois à rebours de certaines modes actuelles, qu'ils ébranlent pendant cette Coupe du monde. Ils privilégient désormais la vitesse

dans leurs enchaînements. Ils travaillent la précision de leurs passes pour offrir un dynamisme maximal à leurs offensives. Et il suffit de regarder courir leur arrière Glen Osborne pour comprendre combien le jeu des All Blacks a évolué. Celui-ci ne se contente plus de demeurer solide sous des chandelles qu'il renverrait aussitôt au pied dans le camp d'en face, comme le faisaient nombre de ses prédécesseurs. Il promène son élégance sur toute la largeur du terrain comme une tête chercheuse des contre-attaques qu'il provoque à la main. Avec la nouvelle génération d'ailiers, Jeff Wilson ou Marc Ellis, auteur de six essais contre le Japon, sans compter la « bête » Jonah Lomu, qui ne jouait même pas à Bloemfontein, les All Blacks se sont dotés de machines à relancer et à créer le danger de toutes parts qui pourraient faire envie aux lignes de trois-quarts français. Ils ne sont plus forcément des monstres physiques, mais ont su redevenir des phéromones du jeu.

Dimanche, cette vivacité des gestes, cette quête incessante de la fluidité des mouvements, ont permis à une équipe « réserve », presque exclusivement constituée de non-thaïlaïses, d'établir un score mou et d'offrir à son ouvrier Simon Culhane un record de points

marqués en Coupe du monde pour sa première sélection. Car tous les porteurs du maillot noir sont à nouveau les dépositaires de la philosophie commune. Les temps où l'on décrivait une sélection désunie sont révolus.

Les divisions entre nord et sud du pays, qui sévissaient en 1991 à travers la personnalité des deux entraîneurs Alex Wyllie et John Hart, ont été effacées. Les nombreuses critiques contre Laurie Mains, qui a pris la place en 1992, ont été bâillonnées par la proximité de l'enjeu. La présence comme manager général du charismatique Brian Lochore, ancien joueur de la grande équipe des années 60 et entraîneur lors de la victoire de 1987, a achevé de souder les nouveaux All Blacks entre eux ainsi qu'à leurs valeurs et à leur passé.

Seuls joueurs d'une formation favorite à n'avoir pas déçu lors de la première phase de la compétition, ils peuvent aujourd'hui envisager sans fanatisme de reprendre le fil d'une domination interrompue. Et d'ajouter une nouvelle période faste à toutes celles qu'ils ont déjà connues, toutes celles où les All Blacks gagnaient parce qu'ils en avaient toujours été ainsi.

### RÉSULTATS DES GRANDES ÉCOLES

Admissibilité dès le 7 juin

**IPAG**  
**ESSCA - IESEG**  
**3615 LEMONDE**

2.18 Poin

قائمة المندوبين











هنا نحن

## CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 7 JUIL 1995

**MONTRÉAL** La sixième édition du Festival de théâtre des Amériques, qui a eu lieu du 24 mai au 6 juin à Montréal, a réuni treize spectacles de tous les continents

dont plusieurs créations marquantes et des reprises des spectacles importants de la saison, comme *Choral*, par François Tanguy et le Théâtre du Rideau, ou *Dossier 0*, du Chinois

Mou Sen. ● L'AMÉRICAIN PETER SELLARS, une nouvelle fois, a provoqué un tollé, sans précédent dans la métropole québécoise, avec sa mise en scène de *I Was Looking At The Cei-*

*ling And Then I Saw The Sky*, sorte de *work in progress* aux qualités évidentes et aux défauts non moins marquants. ● LA BONNE SANTÉ du théâtre québécois a été mise en évi-

dence au cours de cet excellent festival. Malgré les restrictions budgétaires, il compte des artistes de premier rang comme le directeur du Théâtre Ubu, Denis Marleau.

## Peter Sellars met le feu au Festival de théâtre des Amériques

Le tollé qui a salué la comédie musicale mise en scène par l'Américain a été l'événement de cette sixième biennale qui a réuni treize spectacles de tous les continents en un passionnant tour du monde

**MONTRÉAL**

de notre envoyé spécial  
La salle est debout, divisée, furieuse. Le rideau vient de tomber sur *I Was Looking at the Ceiling and then I Saw the Sky* (« Je contemplais le plafond quand le ciel m'est apparu »), comédie musicale mise en scène par Peter Sellars sur une partition de John Adams et un livret de l'écrivain afro-américain June Jordan. Ce spectacle devait être, le mardi 30 mai, l'événement du sixième Festival de théâtre des Amériques (FTA), manifestation biennale qui a présenté, depuis sa création en 1985, quelques-uns des meilleurs artistes des deux Amériques et de nombreuses compagnies de tous les continents. L'événement a bien eu lieu, mais pas vraiment comme on pouvait s'y attendre.

Le public québécois n'avait jamais vu le travail de Peter Sellars, metteur en scène américain de trente-sept ans à qui l'on doit déjà plus de cent mises en scène. Il savait la manière de ce diable blood à la crinière montée en gerbe, ce goût de dire aujourd'hui avec les œuvres d'hier (par la transposition de la trilogie de Mozart-Da Ponte dans l'Amérique contemporaine; par la création, avec John Adams déjà, de deux opéras importants, *Nixon in China* et *La Mort de Klinghoffer*; par la réalisation provocante de nombreuses pièces du répertoire, comme celle du *Marchand de Venise*, de Shakespeare, l'année dernière). Montréal recevait enfin son sulfureux voisin et s'en faisait



une fête. Après plus de vingt ans de bons et fervents services, le public de la très belle salle Lugger-Duvernay du Monument national, en plein centre de la ville, a retrouvé le goût de *chouer*, comme l'on dit ici, bruyante manière de manifester en huant sa mauvaise humeur.

Pourquoi tant de haine? *I Was Looking...* créé quelques jours plus tôt à l'Université de Berkeley, en Californie, porte à la scène vingt-deux chansons interprétées par sept jeunes chanteurs (ils ont tous moins de vingt-cinq ans) qui sont autant d'archétypes de la société de Los Angeles aujourd'hui: un fils et une journaliste de télévision blancs, une immigrante latine sans papiers et son compagnon black, ancien chef de gang, une étudiante mexicaine travaillant dans un centre de planning familial et son ami peintre baptiste, et un jeune avocat d'origine chinoise. Tandis que la métropole californienne est brutalement dévastée par un tremblement de terre (la lettre du titre de cette comédie

musicale), tous cherchent désespérément leur voie et le chemin de l'amour (l'esprit du titre...).

Peter Sellars a choisi un dispositif scénique très simple (autant de toiles peintes par des graffeurs de Los Angeles que de chansons, et des découpes de lumières bornant un espace de jeu dégagé) et a essentiellement placé ses chanteurs au centre du plateau, sans presque de mouvement.

Dans la fosse, les huit musiciens du Paul Drescher Ensemble, dirigés par Mary Chun, jouent la partition très peu « odansienne » de celui qui est souvent tenu pour le pape de la musique tonale contemporaine: on retrouve bien ses accents brillants à la faveur de l'ouverture d'*I Was Looking...*, ses structures rythmiques complexes, mais chaque chanson est surtout le prétexte à revisiter les genres-rois de la musique populaire américaine, du gospel au blues, du jazz le plus orthodoxe au jazz le plus libre, sans s'effrayer d'écrire, pour le grand air éponyme de l'œuvre, quelques phrases qui flirtent avec la variété, un zeste de répétition à la Glass en prime.

« DÉVASTATRICE »

Le livret, d'une poésie néoréaliste qui ne manque pas de lyrisme, ne craint pas pourtant quelques naïvetés « bien-voulautes »: les Blancs sont colérés, voire racistes; les minorités sont injustement méprisées; tous peuvent être sauvés par l'amour. La partition s'en est mal saisie, créant des effets désastres de répétition de certains passages qui ne résistent pas à un tel traitement. Entre ces deux pôles, Peter

Sellars n'a pas eu encore le temps de trouver ses marques et d'inventer un théâtre qui donnerait au genre hyper-codé de la comédie musicale ses lettres de modernité. C'est la raison pour laquelle Montréal a manifesté sa méchante humeur, assistant à un spectacle hybride dont personne ne lui avait dit qu'il n'en était qu'à ses balbutiements. Car *I Was Looking...* sera présenté bientôt à New York, Helsinki, Hambourg et, surtout, pour ce qui nous concerne, à Bobigny, dans le cadre du prochain Festival d'automne.

D'ici là, dans la tradition du genre, Peter Sellars s'est promis de réaliser live le spectacle devant ses différents publics, se réservant d'ajouter, de retrancher, de modifier tout ou partie de chaque scène, sorte de vaste *work in progress* dont il ne sait pas lui-même s'il aboutira. Deux certitudes pourtant: il se jure de trouver bientôt une mise en scène plus rigoureuse et, espère-t-il, « dévastatrice », et ses interprètes sont un trésor. Justesse et fermeté des voix, beauté des visages et des corps, tous ont l'envie intacte d'en découdre avec *I Was Looking...*, effrayés qu'ils soient du peu de possibilités d'invention que leur proposent d'ordinaire les scènes américaines. Certains sont encore en formation, d'autres sortent à peine des écoles, un autre enfin, Harold Perrineau, est déjà presque une star. Ils forment ici un septuor de belle santé et d'irréprochable harmonie, condensé d'art vivant comme seule l'Amérique sait en sécréter.

Olivier Schmitt

## Les planches québécoises en pleine forme

Un dérapage, toutefois: une troupe algérienne a été interdite de séjour

**MONTRÉAL**

de notre envoyé spécial  
En dépit de la crise et de son cortège de coupes budgétaires, le Festival de théâtre des Amériques 1995 avait belle allure. Certes, l'enfant chéri du pays, Robert Lepage, n'était pas là, tournant dans le monde entier avec *Les Sept Branches de la rivière Outa*, son spectacle fleuve et évolutif dont les premiers épisodes ont été présentés l'automne dernier à Crétail, mais le programme, pour resserré qu'il fut, était alléchant.

Tout a commencé par un scandale, une décision stupide du gouvernement fédéral canadien qui a refusé leurs visas d'entrée aux acteurs du Théâtre de la Citadelle d'Alger. Ils devaient présenter, pour la première fois en Amérique, *La Répétition ou le rond-point*, une œuvre forte de Mohamed Benouataf, créée à Limoges en 1994 (*Le Monde* du 29 septembre 1994), racontant avec beaucoup d'émotion, de drôlerie aussi, la condition des artistes dans l'Algérie en guerre civile. Les services officiels craignaient que la troupe ne demande l'asile politique au Canada, ce qu'elle n'a jamais envisagé. Malgré les pressions exercées par Marie-Hélène Falcon, directrice du FTA, et beaucoup d'intellectuels québécois, Ottawa n'a pas voulu rapporter sa décision. De quoi raffermir la flamme vacillante des souverainistes.

UN EUSTACHE D'AUJOURD'HUI

Outre les splendeurs kaïennaises du Théâtre du Rideau dirigé au Mans par François Tanguy qui présentait en clôture *Choral* (*Le Monde* du 24 mars 1994), outre la violence et le charme neuf du *Dossier 0*, du Chinois Mou Sen (*Le Monde* du 13 mai 1994), le FTA a présenté plusieurs spectacles québécois dont quatre étaient de première, sinon d'égalité, importance. Denis Marleau, et son Théâtre Ubu, n'en finit pas de surprendre. Sa nouvelle création, *Les Maîtres anciens*, adap-

tation du roman au vitriol de Thomas Bernhard, est, sans jeu de mots, un coup de maître. Dans un très beau décor de bois en forme d'arène (de Claude Goyette) superbement éclairé (par Guy Simard), le verbe haut et noir du poète autrichien était porté par six acteurs à l'art aussi nuancé que l'écriture de Bernhard est préemptoire.

Denis Marleau a eu l'excellente idée de dédoubler les deux rôles principaux, celui de l'irascible Regger, reclus dans un musée de Vienne pour dire sa baine du monde, et celui d'Atsbacher, son biographe amusé, philosophe. Ce dédoublement crée la juste distance, le mouvement, les effets propres à donner à cette œuvre romanesque un caractère immédiatement théâtral. On l'on retrouve le goût de Marleau pour la belle œuvre qui ne s'effraie ni de la provocation ni de la complexité des ouvrages qu'il défend. Au plus près des mots, au plus près des spectateurs à qui il offre non seulement une imagerie soignée mais un spectacle fort, drôle, à l'acidité ravissante.

Curiosité que *La Nuit*, première pièce écrite par l'une des actrices fétiches de Robert Lepage, Anne-Marie Cadieux, jeune femme brune, longiligne, au visage angélique et au jeu impressionnant. Au commencement, dans une chambre d'hôtel scrupuleusement reconstituée, était une bataille entre une femme nue et un homme armé de ses poings et de sa ceinture de cuir. Ils roulaient au sol, s'empoignaient et font l'amour entre deux règlements de comptes. L'hyperréalisme du spectacle saisit le spectateur. Il y a dans cette histoire de rencontre entre une femme meurtrie par la vie (sa fille de sept ans a été enlevée, violée et assassinée) et un chauffeur de taxi (Gérald Gagnon) râblé, violent et tendre, quelque chose qui ressemble à Jean Eustache, mais un Eustache d'aujourd'hui, moment de violence pure et de dérèglement des sens. Ça n'est pas vraiment du théâtre, presque un moyen métrage, une eau-forte

aussi, eau de vie et de mort effrayante qui économise les mots mais les choisit très bien, comme cette phrase qui éclaire le spectacle et qu'Anne-Marie Cadieux nous donne avec la présence bouleversante d'une Mélina Mercouri: « Je ressens comme un monstre, le monstre de toi alors qu't'es là, j'comprends pas ».

ORFÈVRE

Découverte, avec la création de *The Dragon Fly Of Chicoutimi*, monologue écrit dans un anglais à la syntaxe quasi française par le Québécois Larry Tremblay, d'un acteur exceptionnel: Jean-Louis Millette. Homme rood, presque chaotique, sexagénaire au sourire ambigu, sorte de Peter Lorre surgi de la forêt canadienne, Jean-Louis Millette raconte avec très peu d'effets, sinon ceux qu'il doit à un art d'orfèvre, l'histoire d'un homme privé de parole pendant quarante ans qui recouvre en une nuit et en un rêve le langage mais aussi la terreur d'un souvenir enferrmé et tragique. Il y a là quelques-unes des légendes de cet immense pays, le trouble d'une œuvre plutôt belle et la performance d'un acteur qui tient son public en grand de la scène, remarquable.

Il faut dire enfin tout le bien de *Savage/Love*, comédie-ballet signée par une jeune femme au talent sûr, Paula de Vasconcelos. Elle a habilement agencé des textes de Sam Shepard et Joseph Chaikin, autant de fragments qui esquissent les douleurs de l'amour, de la solitude, l'enfer et les joies des petites villes américaines pour écrire une sorte de comédie musicale aux rythmes vifs, aux chorégraphies habiles, servie par huit acteurs-danseurs très affûtés. Deux petites heures pour dire un Par West débarrassé de tout exotisme où les corps se cherchent, les cœurs s'épanchent à mesure que coule la bière d'un salon de bord de nationale.

O. S.

## Deux personnages en quête de scène

● JEAN-LOUIS MILLETTE, acteur, il est venu à Paris en 1990, au Théâtre du Ranelagh, au service d'un texte de Michel-Marc Bouchard, *Les Feluettes*. C'est la seule apparition sur une scène française de cet acteur pourtant exceptionnel, comme l'a montré, lors du Festival des Amériques, sa performance dans la pièce de Larry Tremblay, *The Dragonfly of Chicoutimi* (lire ci-contre). Comme il le dit lui-même, confortablement installé dans son appartement du vieux Montréal, « je suis là depuis fort longtemps », c'est-à-dire sur les scènes et les écrans, grands et petits, du Canada, mercenaire au service de toutes les aventures artistiques. Comme tous les acteurs canadiens, Jean-Louis Millette doit en effet se multiplier pour vivre de son art. « Ici, dit-il, on répète des centaines d'heures pour un nombre restreint de représentations, car le Québec est un petit pays. Alors, on gagne sa vie en faisant autre chose ».

De la télévision, par exemple, qui a transformé ce jeune sexagénaire en une star dans son pays, interprète légendaire d'un personnage aimé des enfants canadiens, Paul-lisson. Depuis, cet homme entré en spectacle à la fin des années 50 sous la houlette de Paul Buissonneau, ex-compagnon de la chanson passé à la mise en scène, a servi tous les répertoires, des plus populaires aux plus sophistiqués, comme récemment *En attendant Godot*, sous la direction d'André Brassard, le complice de l'auteur canadien le plus joué, Michel Tremblay, ou *Peau, chair et os*, adapté de *Paysage sous surveillance*, de Heiner Müller.

Il a rejoint les compagnies les plus différentes, comme le Théâtre du Nouveau Monde, Carbone 14 ou le Théâtre d'aujourd'hui. Robert Lepage l'a invité pour son premier long-métrage, *Le Confessionnel*, et Denis Marleau revient de travailler avec lui. En attendant, on rêve, nous, qu'il soit invité à Paris et que le public français connaisse enfin l'art singulier de cet artiste qui n'a pas d'équivalent sur nos scènes.

● DENIS MARLEAU, metteur en scène. L'Oulipo, les futuristes russes, Dada, Schwitters, Büchner, Jarry, Beckett, Mishima, Kolb sont les aliments préférés du Théâtre Ubu, créé en 1962 à Montréal et dirigé depuis par Denis Marleau. Ce quadragénaire rond au regard vif et à l'humour constant, qui « préfère rester en bordure, sans aucune attraction pour le centre », sait ce qu'il doit au Festival des Amériques, qui lui a servi de tremplin, et sans lequel, dit-il, « le Québec tomberait au niveau zéro de l'accueil et de l'hospitalité ».

Arrivé depuis peu à une réelle maturité et à une grande maîtrise des textes et du plateau (lire ci-contre), Denis Marleau a appris à aimer le théâtre au Festival de Nancy, où il a découvert Tadeusz Kantor, et à Paris, où *La Dispute*, dans la mise en scène de Patrice Chéreau, reste un de ses plus beaux souvenirs. Il s'impatiente aujourd'hui du peu de soutien manifesté par les pouvoirs publics pour les compagnies théâtrales. Il regrette par-dessus tout « l'érosion du marché du Québec. Les pièces qui connaissent un grand succès ne survivent pas à leur création. C'est le syn-

drome d'un petit pays, terrible pour les artistes, qui pèse sur la création: on risque la normalisation du « produit théâtral » pour des spectateurs qui se ressemblent de plus en plus ».

Pour conjurer ces périls, le Théâtre Ubu cherche à l'étranger les conditions d'une existence plus sereine. « Les tournées internationales nous permettent d'augmenter considérablement nos financements, de conquérir des publics nouveaux et d'offrir aux auteurs la possibilité de servir mieux les textes que nous présentons ».

Autant par-dessus tout « le bouleversement », Denis Marleau multiplie les collaborations avec des artistes d'autres disciplines, comme le plasticien Michel Goulet, qui a réalisé la scénographie de *Zucco*, et différents compositeurs. « Les approches pluridisciplinaires du théâtre créent des chocs, des collisions qui sont la sève du spectacle vivant » Le Théâtre Ubu - c'est-à-dire trois permanents (U), le metteur en scène, un administrateur et un attaché de presse - s'est fait une marque de cette confrontation. Une grande marque.

O. S.

## Orchestre National d'Ile de France

vendredi 9 juin 1995 à 21h  
Eglise Saint-Eustache

Direction  
Jacques Mercier  
Orgue  
Jacques Taddéi

Marcel Landowski  
Symphonie n°1 « Jean de la peur »  
Concerto pour orgue et orchestre  
(création parisienne)

Camille Saint-Saëns  
Symphonie n°3 en ut mineur  
dite « avec orgue »

Location  
45 47 53 53

Hommage à Marcel Landowski  
Avec le soutien de Musique Nouvelle en Liberté

Il y a 50 ans dans le Monde

Manifestations de barbelards

LE CARNET DU VOYAGEUR

Le Monde  
DE L'ÉDUCATION  
ENQUÊTE  
SUR LE REDOUBLEMENT

• S'inscrire à l'université  
• L'école communale en l'an 2000

UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHIFFRE MARC MARCANTONI



## CONCERTS

MARDI 6, MERCREDI 7,  
VENDREDI 9, SAMEDI 10 JUIN - 19 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
**EZIO**

Opéra de Haendel  
Dir. : Robert King  
Mises en scène : Stephen Medcalf  
BOWMAN, DENLEY, GRITTON  
OPPE, ROSSON, VISSE  
The King's Consort  
Places de 60 F à 570 F. Tél. : 49-52-50-50

Mercredi 7 juin - 20 h

THÉÂTRE DU CHATELET  
**CYCLE BEETHOVEN**  
NEW YORK PHILHARMONIC  
Dir. : KURT MASUR

Jeudi 8 juin - 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
**THE KING'S CONSORT**  
Dir. : Robert King  
PURCELL, TELEMANN, HANDEL  
PL. 40 à 290 F. Tél. : 49-52-50-50

Jeudi 8 juin 1995

AUDITORIUM SAINT-GERMAIN  
M<sup>e</sup> Odéon  
**ORCHESTRE DE CHAMBRE**  
DE VERSAILLES

Anne-Claude VILLARS  
dir. : Mozart  
Loc. 46-53-57-03 et FNAC

Jeudi 8 juin - 20 h 45

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS  
51, av. des 7516 Paris  
**MARIA JOSE FALCAO**  
Violoncelle  
**ANTONIO ROSADO**  
piano  
FERNANDO LOPES GRACA  
BRAHMS, HINDEMITH, CHOPIN

Vendredi 9 juin - 20 h

THÉÂTRE DU CHATELET  
**CYCLE BEETHOVEN**  
NEW YORK PHILHARMONIC  
Dir. : KURT MASUR

Samedi 10 juin - 20 heures

**OPÉRA NATIONAL**  
DE PARIS  
AMPHITHÉÂTRE  
LES MUSICIENS  
DE L'OPÉRA

Direction : Sir Charles  
MACKERRAS  
Michaël RUDY  
piano  
Les Janacek  
Tél. : 44-73-13-00

Mardi 13 juin - 20 h 30

Salle Pleyel - 45-61-53-00

Mardi 13 juin - 20 h 30  
**Alfred**  
**BRENDEL**  
Beethoven Op. 109 - 110 - 111

Lundi 19 juin - 20 h 30  
**Maurizio**  
**POLLINI**  
Chopin - Schumann

Jeudi 15 juin - 20 h

THÉÂTRE DU CHATELET  
Ensemble  
Intercontemporain  
David Robertson  
direction musicale  
LONDON SINFONIETTA VOICES  
Luciano Berio  
création mondiale

Lundi 19 juin - 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
**JEAN-PIERRE RAMPAL** Flûte  
**RÉGIS PASQUIER** Violon  
**BRUNO PASQUIER** Alto  
**ROLAND PIDOUX** Violoncelle  
**Mozart**  
Loc. caisses 11 h à 19 h et dim.  
Loc. tél. : 49-52-50-50

Mardi 25 juin - 16 h

THÉÂTRE DU CHATELET  
**PHILHARMONIA**  
**ORCHESTRA**  
ESA-PEKKA SALONEN  
direction  
Olivier Messiaen  
Turangalila Symphonie

## A Lyon, Bill T. Jones fait danser cent ans de cinéma

Le chorégraphe rend hommage à l'invention des frères Lumière

Chorégraphe résident du Lyon Opéra Ballet, Bill T. Jones abandonne les thèmes désenchantés qui marquaient son travail. Il a imaginé un spectacle qui fait défiler les

images, les sons, les révoltes et les espoirs que l'invention d'Auguste et Louis Lumière a fait naître depuis la projection du Grand Café, le 28 décembre 1895.

deux frères dans l'intimité du laboratoire. La danse, qu'ils se remémorent l'un l'autre, accorde une différenciation d'identité à ceux qui seront pour l'éternité les frères Lumière. Ensuite, Bill T. Jones, sans inhibition, choisit d'appuyer son propos sur les deux films légendaires des inventions du cinéma : *La Sortie des usines Lumière* et *L'Arrivée du train en gare de La Ciotat*. Dans une lumière stroboscopique, on voit alors les ouvriers sortir, le corps secoué par des hoquets. Les gilets s'opposent au ci-gare du patron. Joli sans doute, mais trop proche de l'illustration, malgré quelques personnages aux masques d'oiseaux, glissés dans la foule, venant troubler l'ordre de la vérité historique.

### DEUX MOUVEMENTS

Cin d'œil à Man Ray, au surréalisme : masques de rapaces plutôt que de colombes, masques de ces bourgeois avantagés qui dansent le *quick-step* et qui, bientôt, transformeront l'invention des Lumière en une industrie où l'argent domine le talent. Bill T. Jones, en un long travelling assez réussi, passe en revue les différents styles de danse que l'écran a imposés, principalement les merveilleux ordonnancements des ballets de Busby Berkeley et les pas jazzy de la comédie musicale.

24 images/seconde est construit en deux mouvements : l'un statique, arrêté sur l'image de l'année 1895, l'autre qui bondit sans cesse, par petites touches, vers le film d'horreur ou érotique. Ces intrusions dans le futur sont accompagnées par une bande-son qui superpose les halètements rauques du monstre dévorateur d'humains du film *Blod* aux cris de plaisir d'un film hard.

La nostalgie de l'espoir que fit naître le cinéma donne la tonalité à ce 24 images/seconde. Ainsi que le re-

gret du chorégraphe pour les interrogations éternelles des cinéastes des années 60, comme Stan Brakhage ou Michael Snow. Cette avant-garde qui fit prendre conscience à un Bill T. Jones adolescent que le cinéma pouvait être aussi autre chose que *Les Dix Commandements*, un des premiers films qu'il vit « comme s'il s'agissait d'un documentaire sur la Bible ».

Parfois des danseurs bougent à reculons, imitant le rembobinage de la pellicule. Parfois, dans les coulisses transparentes, construites en avance sur la scène, les lumières, tantôt noires ou rougeoyantes, décomposent les silhouettes des interprètes comme sur un négatif. Plus qu'une chorégraphie, c'est une histoire brouillée d'idées. Elle n'avait pas besoin de prendre un tel appui sur les films des frères Lumière. Mais Bill T. Jones n'y a pas résisté : on sent à quel point toute cette histoire est pour lui exotique, européenne, raffinée.

Il est respectueux de ses héros, intimidé peut-être de leur rendre justice dans la ville même où ils inventèrent le cinématographe. Il ne cache pas son admiration devant ces jeunes gens natis de Besançon, inventeurs d'images qui allaient rapidement devenir une des plus grandes sources de profit des États-Unis.

Bill T. Jones, c'est clair, est tombé amoureux des « Lumière Brothers ». Si loin de New York, de Hollywood, si loin du sida qui hante toutes ses œuvres depuis plus de huit ans. Avec cette création, Bill T. Jones s'offre un voyage, une échappée belle, un peu à la manière d'*Alice au pays des merveilles*. C'est un rêve d'enfant. Il est l'oiseau. Il est le désir. L'albatros qui survole le temps.

Dominique Frérot

## Dee Dee Bridgewater dans son meilleur rôle : le jazz

Au New Morning, la chanteuse présente son disque dédié à Horace Silver

Dee Dee Bridgewater Quintet au New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10<sup>e</sup>. Les 6 et 7 juin. De 110 F à 130 F. Tél. : 45-25-51-41.

Elle a quarante-cinq ans. Cet âge qu'on les femmes. Sa beauté est accrue. Elle revient au jazz par la voix, et c'est une pleine réussite de jazz. Dee Dee Bridgewater est la dernière actrice du jazz populaire. Régulièrement, elle s'emploie au

théâtre. Son meilleur rôle est le jazz. Elle troque Paco Rabanne pour Issey Miyake et Cabaret pour un quintette employé à chanter Horace Silver. Le New Morning est bon d'une enfance née après la gloire d'Horace. En 1934, Horace Silver est le premier directeur musical des Jazz Messengers. Il a dirigé ses propres quintettes avec les meilleurs interprètes de l'époque. Avec le temps, la complexité s'évapore. Normal. Dans l'original, la présence de Monk, comme référence, et de la main gauche au piano pour le phrasé suffisait à décaler l'idée. A partir de là, de jeunes saxophonistes, des trompettistes dévotement faisaient leurs premières armes. On les retrouvera dans toute l'aventure du jazz, jusqu'à aujourd'hui.

Dee Dee Bridgewater reprend la balle au vol. Tout est dans le groupe. Hein Van De Geyn (bassiste d'exception) signe les arrangements. Sa responsabilité assure le fond de la réussite. Thierry Eliez joue avec une vraie présence le rôle du pianiste. La base de l'ensemble, c'est un « musicien-musicien », un homme dont on pourrait regarder les mains pendant tout le spectacle, le batteur le plus exact du genre, André Ceccarelli. C'est le trio de fond de Dee Dee Bridgewater. Ils sont au plus juste d'eux-mêmes. Une chanteuse ne peut l'être qu'à cette condition. Du côté des souffleurs, Dee Dee Bridgewater s'est adjoint les Belmondo Brothers - Lionel, saxophoniste ténor, et Stéphane, trompettiste - qui ont à son contact appris à passer du blues en fa (l'alphabet) au jeu pur. Ils ne le font pas mal. Elle vient de réussir à imposer son quintette dans l'ex-Nouveau Monde, qui est de moins en moins commode.

Dee Dee Bridgewater le sait. Elle est femme, elle est chef d'orchestre. On ne se laisse pas engager à vingt ans comme chanteuse chez Thad Jones-Mel Lewis en vain. Son père était trompettiste. Elle a juste l'âge de sa musique. Horace Silver a réécrit des paroles pour elle. Elle en a inventé d'autres, en bruits, en gestes ou en rires. Elle connaît ce qui la distingue des chanteuses historiques du jazz. Elle change ses faiblesses de voix en excès, son excès en beauté. Il y a quelque chose d'irrésistible à ce défaut d'histoire qui n'est que celui de notre âge.

Le disque et le concert qui lui sert de support sont dans la joie de chanter et d'honorer le jazz. C'est à la fois postmoderne, amoureux, adressé à ceux qui ne savent rien d'Horace Silver, immédiat et très émouvant - quand elle imite le son de la trompette, par exemple, sur *Doodlin'*, elle qui a tant aimé les trompettistes. On en tire un instant de bonheur.

Francis Marmande

★ Love and Peace, a Tribute to Horace Silver, un CD Verve 527 470-2

## ensemble INTERCONTEMPORAIN

direction

DAVID ROBERTSON

Châtelet

40 28 28 40

20 h Jeudi 15 juin

**Luciano**

**Berio**

Sequenza XII pour basson

Orchestre de la Ville de Paris

Coro

PASCAL GALLOIS, BASSON

LONDON SINFONIETTA VOICES

DIRECTION THOMAS EISENBERG

ECOUTEZ VOUS

■ THÉÂTRE : les Tony Awards de la saison de Broadway ont été décernés, dimanche 4 juin, à New York. Adaptée du film de Billy Wilder, *Sunset Boulevard* a remporté sept trophées, dont celui de la meilleure comédie musicale. *Love! Valour! Compassion!*, histoire d'un été vécu par huit homosexuels, a obtenu le trophée de la meilleure pièce. Ralph Fiennes a reçu le Tony du meilleur acteur pour *Hamlet*, et Cherry Jones celui de la meilleure comédienne pour *The Heiress*, adaptation du roman de Henry James *Washington Square*.

■ CINÉMA : l'exposition « Afrique du Sud - Musiques en liberté » propose jusqu'au 11 juin, à la Grande Halle de La Villette à Paris, vingt-deux films sud-africains, réalisés entre 1949 et 1994, consacrés à la vie des différentes communautés de ce pays. Le 11 juin sera projeté *Jim Comes to Jo'burg* (1949), de Donald Swanson, qui avait connu un grand succès grâce, notamment, à la jeune vedette du film, Dolly Rathebe, qui sera présente lors de la projection. (Pour tous renseignements, tél. : 40-03-75-00.)

## Paris s'apprête à accueillir «Ezio» de Haendel

Réunis depuis un mois à Londres, les chanteurs et les musiciens du King's Consort répètent un opéra inconnu de Haendel

EZIO, opéra de Georg Friedrich Haendel. Avec James Bowman (Ezio), Dominique Visse (Valentiano), Susan Gritton (Fulvia), Catherine Denley (Onoria), Nigel Robson (Giuseppe), Alan Opie (Vare), The King's Consort, Robert King (direction), Stephen Medcalf (mise en scène), Isabella Bywater (décor). Théâtre des Champs-Élysées, 6, 7, 9 et 10 juin, à 19 h 30, 75, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

### LONDRES

de notre envoyé spécial

Il ne faudrait pas demander au jeune homme qui ouvre la porte de prévenir son père que son rendez-vous est arrivé : malgré ses trente-cinq ans, Robert King a gardé l'air d'un adolescent. En chaussettes, les mains pleines de terre, le directeur du King's Consort, tout sourire, se rend disponible entre deux répétitions. Thé rituel, puis entre un tas de partitions de musique tchèque ancienne et un orgne positif qui attend dans sa housse le départ pour la répétition, dans de larges fauteuils très british. King se cale - toujours en chaussettes : « Je suis un musicien dans la plus pure tradition britannique. C'est-à-dire que j'ai été amené à la musique tout enfant, au sein du chœur du Saint John's College de Cambridge. C'est la meilleure des formations : on apprend à lire la musique sans même s'en rendre compte, poussé par les plus anciens. J'ai eu la chance, en 1972, d'enregistrer un disque de Purcell. J'en étais le jeune soprano solo et je me souviens de la visite d'un homme qui m'impressionnait beaucoup par sa haute taille et par sa voix : c'était James Bowman ! »

Après *Le Songe d'une nuit d'été* de Britten monté par Robert Carsen, James Bowman, au Festival d'Aix, avait décidé de ne plus monter sur scène. Par amitié pour Robert King, il a néanmoins accepté de chanter le rôle titre d'*Ezio* de Haendel, au Théâtre des Champs-Élysées. A cinquante-trois ans, entre deux facettes et deux blagues, le contre-ténor anglais le plus fameux confie : « Travailler avec Robert King est un plaisir. Pour lui, je suis prêt à apprendre par cœur des kilomètres de récitatifs ! »

A Londres, depuis un mois, Susan Gritton, Catherine Denley, Dominique Visse, James Bowman, Nigel Robson, Alan Opie répètent à deux pas d'Heathrow, au rez-de-chaussée d'un grand immeuble de bureaux. Le plafond est bas, les voitures passent à quelques mètres des musiciens. On s'écroule de telles conditions de travail : « Les groupes anglais ne reçoivent aucune subvention publique : nous vivons de mécènes et surtout de la vente de nos concerts. Ce qui explique que nous répétions de manière très concentrée, sans perte de temps et sans hâte matérielle. Mon équipe est composée de deux personnes : nos bureaux sont sous les toits de ma maison. Avec de l'imagination et l'aide de l'informatique on peut travailler vite et bien. J'ai cependant besoin de collaborer avec une équipe régulière de musiciens comme James et Susan Gritton. »

Robert King est au clavier, et ré-duit, avec l'aide d'un second clavieriste, la partie d'orchestre d'*Ezio*. Travail serré, calme, sous l'œil critique de Stephen Medcalf, qui mettait en scène *Les Noces* de Figue de Mozart en ouverture de la nouvelle salle de Glyndebourne (*Le Monde* du 4 juin 1994). L'un des chanteurs peine sur un récitatif, ne retrouve pas son texte, salue deux mesures : King fait reprendre patiemment et, sentant que le moment n'est pas idéal, remet à plus tard le travail sur le passage concerné. A la tête, depuis 1980, de l'ensemble qui porte son nom, Robert King n'en accepte pas moins, comme la plupart de ses collègues « baroqueux », les invitations des orchestres traditionnels. « Certes, on entend de moins en moins dire que les musiciens baroqueux jouent faux. Il n'en demeure pas moins que nous sommes souvent considérés comme des intrus. J'ai récemment travaillé avec l'Orchestre d'Auvergne. Je ne suis pas parvenu à leur faire respecter l'articulation idéale, mais le travail était très satisfaisant, grâce en particulier à leur magnifique premier violon. »

Au rez-de-chaussée d'un grand immeuble, les musiciens sont à l'œuvre. Le plafond est bas, les voitures passent à quelques mètres

Fondé officiellement en 1980, le King's Consort est surtout connu depuis le milieu des années 80. Depuis 1986, les enregistrements (Meridian et désormais Hyperion) se sont succédé à une cadence assez affolante. Après Purcell, King commence une intégrale de la musique sacrée de Vivaldi dont il jure qu'elle recèle la meilleure part de la musique do

« Prêtre roux ». Les expériences scéniques du King's Consort sont encore limitées. « Ezio est le premier ouvrage de Haendel que nous présentons en version scénique, dit King. Nous avons donné l'indian Queen de Purcell en Allemagne de manière assez peu historique, puisque les danses étaient réglées par le chorégraphe du Rocky Horror Picture Show. Cela apporte une vie indéniable et permet au public d'aujourd'hui de retrouver les sensations du public de l'époque pour qui la danse de cour était une pratique courante. »

Rendez-vous est pris cette semaine : on pourra vérifier au théâtre des Champs-Élysées les talents de chef d'orchestre de Robert King et s'assurer que Stephen Medcalf est capable de valoriser la belle qualité musicale de l'opéra de Haendel, qui n'est pas l'heur de séduire le public londonien à sa création, en 1732. Une belle revanche est à prendre.

Renaud Machart

DANSE  
THÉÂTRE DE LA VILLE DE PARIS

DU 6 AU 10 JUIN 20H30

**KARINE SAPORTA**

Morte Forêt création

DU 13 AU 17 JUIN 20H30

**CATHERINE DIVERRES**

L'Ombre du ciel création

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

du 6 au 24 juin  
**Fenêtre au Sud**  
le Magasin  
Théâtre / Musique / Cinéma  
Expo / Débats / Ateliers

Théâtre des Arts de Cergy-Pontoise

34 20 14 14

ECOUTEZ VOUS







■ **PRESSE** : Alain Ayache, directeur du *Meilleur et de Réponse à tout*, a demandé au gouvernement d'accorder une déduction fiscale aux abonnés de la presse écrite. Dans une lettre au premier ministre, Alain Juppé, il précise que « les diffuseurs de presse doivent être associés à cette « révolution » commerciale de vente » au moyen d'« une prime de courtage de la part des éditeurs, valable naturellement en cas de réabonnement », à charge pour eux d'agir auprès de leurs clients « comme des courtiers d'assurances, en leur proposant des abonnements pour les titres qui les intéressent ».

■ **PRESSE ÉTRANGÈRE** : Irish Press Newspaper, l'un des trois grands groupes de presse irlandais, a annoncé, jeudi 1<sup>er</sup> juin, sa prochaine mise en liquidation, qui devrait entraîner la perte de 600 emplois. Les trois titres - *The Irish Press*, *The Evening Press* et *The Sunday Press* - perdent près de 4 millions de livres par an (soit 32 millions de francs). La publication des journaux du groupe a été stoppée, jeudi 25 mai, par un arrêt de travail des 160 journalistes, qui voulaient ainsi protester contre le licenciement du rédacteur en chef du service économique du groupe, Colm Rapp. Celui-ci avait été sanctionné après avoir signé, dans un autre quotidien, un article critiquant la gestion de la direction d'Irish Press. Cette dernière avait suspendu, le lendemain, la totalité des employés de leur fonction.

■ **PRESSE RÉGIONALE** : la rédaction de *La Voix du Nord*, réunie en assemblée générale, jeudi 1<sup>er</sup> juin, a voté une motion de défiance à l'égard de sa rédaction en chef. Elle a décidé une grève des signatures, jusqu'au dimanche 11 juin, date d'une nouvelle assemblée générale. Le principe d'une grève surprise a été adopté. Les revendications des salariés (augmentation des effectifs, négociations salariales, etc.) traduisent un malaise de la rédaction depuis l'installation du nouveau système rédactionnel. « On est devenu des remplisseurs de cartons », fait remarquer l'un d'eux. Le directeur de la rédaction, André Soleau, assure que, « après le passage indispensable par cette phase informatique, une réflexion sur le contenu va être mise en place ».

■ **PUBLICITÉ** : le groupe britannique CIA, deuxième réseau européen de conseil en médias et achat d'espace, a racheté 100 % de la centrale d'achat d'espace publicitaire française AB Media, qui prend le nom de CIA Mediawork France. Le montant de la cession n'a pas été révélé. CIA avait déjà acquis 34 % du capital d'AB Media en 1994. Dirigée par Hervé Blandin, AB Media, créée en 1986, est l'une des plus importantes centrales d'achat indépendantes du marché français. Elle a une soixantaine de clients, comme la Seita ou la banque Indosuez, et gère en France les budgets internationaux de Microsoft ou Deutsche Telekom, pour un chiffre d'affaires de 700 millions de francs. CIA Mediawork Europe, qui couvre douze pays, a un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs.

■ **TELEVISION** : Valérie Payet, animatrice à Canal Plus, remplacera Antoine de Caunes dans l'émission quotidienne « Nulle part ailleurs » (*Le Monde* du 3 juin) à partir de la saison prochaine, a annoncé Alain de Greff, directeur général adjoint chargé des programmes de la chaîne, dans un entretien avec *Le Journal du dimanche*. Valérie Payet, passée par RMC et TMC, a fait ses premières armes à Canal Plus dans l'émission enfantine « Canaille Peluche », dans « Ça cartoon », puis dans « La grande famille ». Elle est passée ensuite à « Nulle part ailleurs » en qualité de chroniqueuse.

## Caméras continentales cherche repreneur

Les difficultés de la société fondée par Alain Moreau illustrent le malaise du secteur de la production audiovisuelle en France

L'UN DES PRINCIPAUX groupes de production audiovisuelle français risque le dépôt de bilan. Caméras continentales, qui compte parmi ses principaux actionnaires des filiales de la société générale, de l'UAP et de la Caisse des dépôts, négocie actuellement son rachat avec différents industriels français et internationaux.

La société Caméras continentales a été fondée, il y a dix ans, par l'éditeur Alain Moreau. Celui-ci avait créé auparavant la maison d'édition qui porte son nom et qui a publié des livres en forme de dossiers (*P. comme Police*; *H... comme Héros*; etc.), ainsi qu'un ouvrage contesté, *Le mode d'emploi*, qui lui a valu, depuis sa première parution en 1982, une célébrité sulfureuse et de multiples procès.

Il avait aussi fondé, il y a un quart de siècle, La Pensée universelle, maison d'édition qui publiait des auteurs à leur compte, mais qu'il a revendue en 1990.

Caméras continentales, sa société de production, a perdu 25 millions de francs en 1994, en a provisionné 25 autres et doit faire face à un endettement structurel de 78 millions de francs - pour 63 millions de fonds propres. Alain Moreau a proposé à ses créanciers de sortir du bilan les dettes de la société, en échange des recettes du catalogue, dont la valeur était estimée à environ 90 millions de francs début 1994.

Cette proposition aurait pu

être retenue si une solution de recapitalisation avait été trouvée au sein de l'actionnariat. Mais cela n'a pas été le cas.

Selon son PDG, les difficultés de la société s'inscrivent dans le malaise général que connaît depuis quelques années le secteur de la production audiovisuelle en France.

M. Moreau évoque également des dépassements imprévus de budgets de production, des commandes qui portent davantage sur des films uniques que sur des feuilletons ou séries, et surtout « la pression des chaînes, de plus en plus exigeantes s'agissant des castings » et des scénarios, sans contrepartie financière.

« Un effet tardif du sous-financement des œuvres audiovisuelles qui a eu lieu dans le passé »

Jacques Peskine, président de l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA), principal syndicat professionnel du secteur, voit dans la situation de Caméras continentales « un effet tardif du sous-financement des œuvres audiovisuelles qui a eu lieu dans le passé ».

## Une version électronique du « Monde » est diffusée aux Etats-Unis

DEPUIS quelques semaines, une version électronique des articles du *Monde* est disponible aux Etats-Unis le lendemain de la parution du quotidien en France. Cette version, complète mais limitée aux textes, devance donc d'un jour, grâce à France Online la version papier vendue dans les kiosques américains.

Cette société de Los Angeles vient d'ajouter le quotidien français à son menu, moyennant un supplément d'abonnement de 15 dollars par mois - soit environ 80 francs, alors que le prix moyen du quotidien en kiosque est de 2,75 dollars par numéro.

France Online est un service télématique (accessible avec un micro-ordinateur et un modem) basé en Californie et destiné aux francophones et aux francophiles. L'abonnement de base coûte 5 dollars et permet notamment de découvrir les bulletins de Radio-France internationale. On peut également y accéder par l'intermédiaire d'Internet.

Une centaine de journaux sont déjà disponibles en version électronique, dont de grands quotidiens américains comme le *Los Angeles Times* sur Prodigy, le *New York Times* sur America Online... (Corresp.)

Sylvie Kerviel

MARDI 6 JUIN

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.40 Feuilleton : Les Foux de l'amour. 14.30 Série : Dallas. 14.40 Série : La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.50 Club Dorothée. 17.25 Série : Les Garçons de la plage. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : K 2000. 19.15 Magazine : Coucou ! 19.50 Le Bébête Show (et 1.20). 20.00 Journal. La Minute hippique, Météo.</p> <p>20.45 Cinéma : L'inspecteur Harry est la dernière cible. (1) Film américain de Buddy Van Horn (1988). Avec Clint Eastwood. 22.20 Tiercé. 22.25 Les Films dans les salles.</p> <p>22.35 Téléfilm : Le Corps du délit. De Boris Davidov. 0.15 Magazine : Je suis venu vous dire. Présenté par Florence Bellacem. Invités : Helmut Newton, Colette Codacci, le Père Guy Gilbert. 1.25 Journal, Météo. 1.35 Programmes de nuit.</p>	<p>13.40 Sport : Tennis. Invités : Roland-Garros. 18.10 Série : Sauvés par le gong. 18.45 Jeu : Qui est le meilleur gagnant (et 4.15). 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel (et 3.40). 19.55 Bonne nuit les petits. Une belle surprise. 19.59 Journal, Tennis, Météo.</p> <p><b>COSTUMES D'ÉTÉ</b> <b>LEGRAND</b> Tailleur depuis 1894 Hommes et Dames Service retouches 27, rue du 4-Septembre Tél : 47.42.70-51. PARIS 2e</p> <p>20.55 Cinéma : Mon cousin Vinny. (1) Film américain de Jonathan Lynn (1991). 23.00 Magazine : Ça se discute. Présenté par Jean-Luc Delarue. Les Premières Amours (2/2). Le point de vue des enfants. 0.30 Les Films Lumière. 0.35 Journal, Météo. Journal des courses. 1.05 Côté court. 1.10 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Laure Adler. Invités : Nidia Fernandez, Fadhel Jaziri. 2.10 Programmes de nuit.</p>	<p>13.55 Magazine : Vincent à l'heure. Invités : Michèle Torr, Frank Fernand. 15.00 Série : Brigade criminelle. 15.30 Série : Simon et Simon. 16.25 Les Minikings. 17.40 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Le Fédor de René Victor Pilles. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.00, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chance. 20.35 Tout le sport. 20.42 Magazine : Côté court.</p> <p>20.55 Spectacle : Les Grands Moments du Golden Circus Festival à Rome. 22.30 Météo, Journal. 22.55 Mardi chez vous. Programme des treize télévisions régionales. 0.25 Un Jour en France (rediff.). 1.15 Musique Graffiti. Le Sacre du Prince. 1<sup>re</sup> partie de Stravinsky, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Pierre Boulez (40 min).</p>	<p>13.25 Téléfilm : L'Amour à la barre. De Steven Hilliard Stern. 15.10 Musique : Boulevard des clips (et 1.20, 5.45). 17.00 Variétés : Hôpital Meurisse. 17.30 Série : Classe mannequin. 18.00 Série : Wolff, police criminelle. 19.00 Série : Robocop. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : E = M 6. 20.45 Magazine : Grandeur nature.</p> <p>20.50 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. Le Retour du farceur. Léon la chance. 22.45 Téléfilm : Condamnation sans appel. De David Lowell Rich. 0.25 Série : Les Professionnels. L'Ange vengeur.</p>	<p>13.35 Cinéma : L'Histoire du garçon qui voulait qu'on l'embrasse. (1) Film français de Philippe Harel (1993). 15.10 Surprises (et 16.00, 2.30). 15.20 Magazine : Courants d'air. Estelle Hallyday à Miami. 16.10 Cinéma : Cliffhanger. (1) Film américain de Renny Harlin (1992). 18.00 Canaille peluche. Mot. En clair jusqu'à 20.35. 18.30 Jeu : Pizzarollo. 18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. 19.20 Magazine : Zérorama. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.</p> <p>20.35 Cinéma : Beaucoup de bruit pour rien. (1) Film britannique de Kenneth Branagh (1992). 22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : La Maison aux esprits. (1) Film germano-portugais de Bill August (1993) (v.o.). 0.39 Pin-up (rediff.). 0.40 Le Journal du hard. Présenté par Philippe Vandell. 0.45 Cinéma : La Vieillesse. Film français, classé X, de Michel Ricard (1993). 2.25 Les Grands Crimes du 20<sup>e</sup> siècle. Haigh, tueur à l'acide.</p>	<p>13.30 Le Sens de l'Histoire. De Castro à Cuba, de Marc de Beauport et Yvel Campos (rediff.). 15.00 Guerriers des temps anciens. Les Incas. 15.30 Qui vive ? La médecine des vacances (rediff.). 15.45 Allô ! La Terre. L'Occident (2/5). 16.00 La Preuve par cinq. 16.35 Inventer demain (2/5). 16.45 Cours de langues vivantes. Anglais. 17.00 Jeunesse. La Vie devant moi : pilote de formule 1. 17.15, La Panthère rose. 17.20, Téléchat. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Les Grandes Inventions. La Vaccination. 18.15 Les Alphabets de l'image. 18.30 Le Monde des animaux. Le maître du serpent. 18.55 Le Journal du Temps.</p> <p><b>ARTE</b></p> <p>19.00 Magazine : Confetti. La médiane alternative en Grande-Bretagne. 19.30 Documentaire : Palettes (1/6). Francisco de Goya. Les Jeunes (vers 1812) et Les Vieilles (vers 1810). d'Alain Jaubert. 19.55 Documentaire : Contacts (1/4). Don Mc Cullin, de Sylvain Roumette. Sarah Moon, de Sarah Moon. 20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Transit. Blessures de guerre.</p> <p>21.45 Soirée thématique : Carnavals. Proposée par Christoph Jörg. 21.50 Documentaire : Une plante entre le bien et le mal. De Martin Baker. 22.40 Le Loi du charisme. De Jean-Philippe Desbordes. 22.55 Court métrage : Supergross. De Tom Vaughan. 23.05 Documentaire : Song for Mary Jane. De Martin Baker. 23.25 Documentaire : L'Herbe qui guérit. De Guillaume d'Alessandro. 23.45 Cinéma : Reefer Madness. (1) Film américain de Louis Gasner (1936, N. v.o.). 0.50 Magazine : Velvet Jungle (rediff.). 1.50 Série : Johnny Staccato. 15. Collector's Item (v.o., rediff.). 2.15 Cinéma d'animation : 7 Arts. [6]. Des animaux et des hommes. L'Épave de Hu Jinning. La Mouche, de Vladimir Jutisa et Alexander Marks. La Ménagerie, de Cécile Babiola (30 min).</p>

### CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents. (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct 20.00 Envoyé spécial. 21.30 Perfecto. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Bouillon de culture. 23.50 à 0.25 Télémagazines pour le Rwanda. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Côté court (10 min).

PLANÈTE 19.35 Nous l'avons tant aimée, la révolution. De Steven Winter et Daniel Cohn-Bendit (V4). Un voyage dans l'histoire avec Daniel Cohn-Bendit. La révolution. 20.30 Dix ans de destruction. D'Adrian Coveill (2/5). Les Cendres de la forêt. 21.30 La Mort monumentale. D'Olivier Descamps. 22.00 Contact. Elle Wesel. De Claude Lorie. 22.55 De sang froid. De Jean-Paul Comu. 23.45 Le Môme et l'Abelie. D'Allen Jeurhuist et David Taylor (1/2). La Rencontre du Kilimandjaro. 0.30 Thunderbolt. De William Wyler (45 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.25 mai). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 23.55). 19.45 Meilleurs souvenirs. 20.00 Premières loges (et 21.55). 21.00 Jean-Edem's Club. 22.20 Poussière d'ange.

■ Film français d'Edouard Niermans (1987). 0.35 Paris mode (55 min).

CANAL J 17.35 Les Triplets. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ! 18.00, il était une fois les Amériques. 18.20, Tip top clip. 18.25, Skippy. 18.55, Cinéma. 19.00, Atomes crochus. 19.15, Cinéma. 19.20, Rébus. 19.30 Série : Océane. 20.00 Cajou.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 21.25 Série : Michel Vaillant. 21.55 The Muppet Show. Invitée : Madeline Kahn. 22.20 Chronique bakélite. 22.25 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. 23.15 Les 24 heures de bracteurs anciens. De Pierre Lacombe et Jean-Marc Roger. 23.55 Série : Monty Python's Flying Circus. 0.25 Country Box. 0.55 Série : Private Eye (50 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Le Grand Chapeau (et 23.15). 19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Supercopier (et 0.00). 21.35 Le Club. 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. Le Grand Voyage. 0.50 Série : Hong-Kong Connection (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30). 20.10 MCM Mag (et 22.30, 1.00). 20.40 MCM découvertes. 21.00 X Culture. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home

vidéo. 23.00 MCM Backstage. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.30 Blah-Blah Metal (30 min).

MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 Cinéma. 23.30 Série : The Real World. 1.00 The End 7 (90 min).

EUROSPORT 19.45 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Motors. 22.00 Rendez-vous à Roland-Garros. Les quatre meilleurs rencontres du jour. 23.00 Snooker. Ligue européenne 1995 : 1<sup>er</sup> match. John Parrott-Ronnie O'Sullivan (120 min).

CINÉ CINÉFIL 19.55 Police spéciale. (1)  
Film américain de Samuel Fuller (1964, N. v.o.). 20.30 Tomarava. (1)  
Film français de Jean Dréville (1943, N.). 21.55 Ulysse. (1)  
Film britannique de Joseph Strick (1967, N. v.o.). 0.05 Laurel et Hardy au Far West. (1)  
Film américain de James Horne (1937, N. v.o.).

CINÉ CINÉMAS 18.50 Anna et les Jours. (1)  
Film espagnol de Carlos Saura (1972, v.o.). 20.30 L'Apprenti saule. (1)  
Film français de Michel Deville (1977). 22.15 Calme blanc. (1)  
Film australien de Philip Noyce (1989, v.o., 95 min). 23.50 Le Solitaire. (1)  
Film américain de Michael Mann (1980, 125 min).

### RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Rythme et la Raison. Les voix noires au Festival Banlieues bleues. 2. Chorale afro-américaine. 20.30 Archipel méditerranéen. De la maîtrise du trac et autres similitudes. 21.28 Poésie sur parole. Les poètes arabes (20 rediff.). 21.52 Magazine de la rédaction de France-Culture. Les Nuits magnétiques. Périodiques singuliers (1). 0.05 Du jour au lendemain. Jacques Derrida (Mal d'archive). 0.50 Coda. George Shearing, du jazz au piano bar (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 16 février, au Barbican, à Londres, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Colin Davis. Concerto pour piano et orchestre n° 4, de Beethoven. Stephen Kovacevich, piano; Symphonie n° 3, de Tippett, Faye Robinson, soprano. 22.00 Soliste. Alfred Brendel, piano. Fantaisie chromatique et fugue BWV 903, de Bach; Harmonies poétiques et religieuses : funérailles, de Liszt. 22.25 Dépeche-notes (rediff.). 22.30 Musique pluriel. Œuvres d'Ioschimescu, Steinhilber. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Haydn, Radamirino, Poulenc, Debussy. 0.00 La Guitare dans tous ses États. Œuvres de Weiss (Grèce), Riqueni (Andalousie), Rodrigo (Brésil). 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE

### Les interventions à la radio

France-Inter, 19 h 20 : « La bataille pour la main de Clermont-Ferrand » (« Le téléphone sonne »).

قناة المنارة



هنا نحن

le repreneur

au illustrent le malaise  
le en France

Une version  
électronique  
du "Monde"  
est diffusée  
aux Etats-Unis

Aqabat Jaber, l'envers d'une histoire héroïque

Un cinéaste israélien engagé pour la paix a filmé les « réfugiés »  
du plus grand camp palestinien, aujourd'hui en territoire autonome

C'EST à quelques kilomètres de Jéricho, tout près de la mer Morte. Un immense camp, presque une ville, une sorte de chantier indéterminé où le passé lutte contre l'avenir. On ne saurait dire ce qui va l'emporter, des maisons abandonnées et de celles qui poussent, des ruines ou des nouvelles constructions. Son d'une musique sur une radio arabe, gosses jouant dans des carcasses de voitures, arbre chétif sur une place, ruelles en forme de cloaques...

Aqabat Jaber est le plus grand camp de réfugiés palestiniens construit par les Nations unies au début des années 50. Soixante-cinq mille personnes s'y entassent, chassées de leurs villages par la création de l'Etat d'Israël, en 1948. Comme tous les camps construits à cette époque, celui-ci était - en principe - transitoire. Les familles furent logées dans des tentes, dans un dénuement total. Puis le temporaire devint un mode de vie, le statut de « réfugié », une identité, les tentes se transformèrent en cabanes de terre et de pisé.

La guerre de six jours le vida, en 1967; Aqabat Jaber se retrouva parmi les nouveaux territoires occupés, il se repeupla des anciennes familles et d'autres. Puis il y eut l'intifada - la « guerre des pierres » - et l'accord de paix instaurant une autonomie dans le territoire de Jéricho et dans la bande de Gaza. Les enfants qui y sont nés ont aujourd'hui vingt, trente, quarante ans. Les vieux commencent à mourir.



Eyal Sivan est allé à Aqabat Jaber pour la première fois en 1982. Il était photographe de mode, il avait dix-huit ans. Pensant le camp abandonné, il s'y était intéressé comme décor. Il a découvert le « problème » palestinien. Eyal Sivan est israélien et, comme les jeunes de sa génération, il a été élevé dans la version héroïque de l'histoire de la naissance de l'Etat hébreu. La Palestine, terre vierge, quelques nomades... Très impressionné par le sort de ces réfugiés, il s'était juré de retourner y faire un film. Il en a fait deux. *Aqabat Jaber, vie de passage*, tourné en 1987, puis *Aqabat Jaber, paix sans retour*?,

tourné sept ans plus tard, en 1994. C'est celui-ci qu'on verra.

UN TRAVAIL QUI DÉRANGE

Eyal Sivan, qui a quitté Israël pour vivre en France, fait partie de la gauche israélienne, celle qui s'est engagée pour la « paix » bien avant les accords d'Oslo. Ce cinéaste-chercheur a réalisé plusieurs films très critiques envers le nationalisme israélien. Notamment *Le Syndrome borderline*, diffusé le 25 mai, sur Arte, dans le cadre d'une soirée thématique sur Jérusalem qu'il a lui-même organisée (supplément « Le Monde Radio-Télévision » daté 21-22 mai).

*Aqabat Jaber, vie de passage*, bien que couvert de prix, n'a jamais été diffusé. C'était une sorte d'état des lieux du camp sous occupation israélienne (quelques mois avant que ne démarre l'intifada). Il en racontait l'histoire et celle de ses habitants. Douleur de la terre perdue et mythifiée, humiliation d'être réfugié, obsession du retour. *Aqabat Jaber, paix sans retour*? dérange tout autant. On y retrouve quelques-uns des 3 000 réfugiés encore installés dans le camp, cette fois sous administration palestinienne.

Comment vivent-ils ce bouleversement? Comment envisagent-ils l'avenir? Commerçants, enfants, jeunes filles, jeunes femmes, maire, commandant défilant devant la caméra d'Eyal Sivan, se confient avec la même franchise crue. Douleur, toujours, d'être des « réfugiés », mais le discours est plus offensif, surtout chez les jeunes.

Qu'ils y croient ou non, tous (ou presque) revendiquent le droit de retourner sur les terres prises en 1948: « On ne demande pas la lune, mais seulement nos droits. » *Aqabat Jaber, paix sans retour*?, deuxième volet d'un sérieux travail sur la mémoire palestinienne (image de Nurith Aviv), est un film plein de tourments et de paradoxes, un document dérangeant, oui, mais pour tout le monde, et pas toujours où l'on s'y attend.

Catherine Humblot  
★ Les Mercredis de l'Histoire, le 7 juin, Arte, 20 h 40.

Les jumeaux de la mer

par Agathe Logeart

POUR LEUR DÉBARQUEMENT, personne ne les attendait le long d'une plage de sable blanc bordée de cocotiers. Contrairement à d'autres exploits marins - à rames ou à palmes - il n'y avait pas de caméras rendues folles par des exclusivités négociées contre leur poids d'or, pas de journalistes en meute meublant le vide d'un suspense programmé pour échoir pile au beau milieu du vingt heures. Ces deux-là avaient tout fait tous seuls, même ces images que nous offrait TF1 comme un cadeau sans prix. Des images toutes simples, cousues main, qui sentaient bon l'amateurisme des clichés de vacances, les embruns et la liberté.

On les avait vu partir, il y a un bon bout de temps déjà, à bord d'une coque de noix qu'ils avaient fabriquée de leurs blanches mains. Une voile bistre, une voile rose, et 4 mètres de bois vernis couleur de miel, c'était leur royaume. On avait cru à une blague de vieux colégiens. Des jumeaux de quarante-cinq ans qui décidaient de traverser l'Atlantique à bord d'un pareil radeau, sans baïe de détresse, sans étude de marché, sans accrocher à leurs cirés sponsors et hommes de science, cela ne faisait pas sérieux. On leur avait souhaité « Bon vent! », et puis on s'était empressé de les oublier. Aucune radio, depuis, ne nous avait, au fur et à mesure de leur course, parlé de leurs bonnes ou mauvaises rencontres. Nous n'avions pas su s'ils avaient faim ou soif ou même s'ils avaient chaviré. Personne n'avait disserté sur leur mal de mer ou leurs ampoules aux pieds. Nous n'avions pas été informés de leurs coups de cafard ni de leurs émerveillements. Aucun bateau n'avait été appelé en consultation cathodique pour éclairer notre lanterne sur leur aventure.

Et voilà qu'ils nous revenaient, après trente-sept jours de traversée de l'Atlantique faite sur la pointe des voiles, avec la mine réjouie qu'ils devaient avoir à douze ans quand ils faisaient (et ils le faisaient sûrement) tourner en bourrique parents et professeurs. Pendant ces trente-sept jours d'absence, ils avaient eu une amie hirondelle, des espadons et des dauphins pour escorte, et du gros temps et du calme plat. Ils avaient croisé un voilier qui les avait snobés et avait fait mine de ne pas les voir « comme s'il était dans le métro ». Leurs barbes avaient poussé. En pleine mer, ils avaient dit « Ah bon... » d'un air un peu déçu en apprenant à la radio l'élection de Jacques Chirac. Ils avaient vécu sans que nous le sachions, et semblaient s'en être plutôt bien portés.

Étaient-ils possibles? Avaient-ils vraiment pu traverser la mer sans nous, au creux de leur bateau de poche? D'ordinaire, nous ne sommes pas habitués à croire quelque chose que nous ne voyons pas; il faut, pense-t-on, une image pour faire exister la réalité. Mais ces jumeaux de la mer n'avaient pas joué le jeu. Là aussi, résidait leur exploit. Leur intrusion sans sommation au milieu des informations, n'en était que plus rafraîchissante. Et en plus, les inconscients, ils avaient l'air heureux...

CANAL +

LA CINQUIÈME

TF 1

FRANCE 2

FRANCE 3

M 6

CANAL +

LA CINQUIÈME

13.40 Série: Les Feux de l'amour.  
14.30 Série: Dallas.  
15.20 Série: La loi est la loi.  
16.15 Série:  
La Croisière folle l'amour.  
16.50 Club Dorothée.  
17.25 Série:  
Les Garçons de la plage.  
17.55 Série: Les Nouvelles  
Filles d'été.  
18.25 Série: K 2000.  
19.15 Magazine: Coucou!  
19.50 La Bébé Show (et 1.25).  
20.00 Journal,  
La Minute hippique, Météo.

20.45 Divertissement: Pour la vie.  
Présenté par Valérie Pascal et  
Fabrice.  
22.40 Magazine:  
7 à 5 le soir.  
Comment rester belle après 40 ans.  
0.10 Les Rendez-vous  
de l'entreprise.  
Pierre Belin (Sodeho).  
0.30 Série: Paire d'as.  
1.30 Journal, Météo.  
1.45 Programmes de nuit.  
Histoires naturelles (et 4.15); 2.35,  
TF 1 nuit (et 3.35); 2.45, La  
Pirouette; 3.45, L'Aventure des  
plantes; 4.45, Musique; 5.05, Histoire  
de la vie.

0.00 Journal, Météo.  
0.30 Journal des courses.  
0.35 Magazine:  
Le Cercle de minuit.  
Avec Jane Birkin, Alain Nédard,  
Emmanuel Hirsch, Christophe Bourdin.  
1.30 Programmes de nuit.  
Internationaux de France de Roland-  
Garros, le match du jour (rediff.);  
3.35, Émissions religieuses (rediff.);  
4.35, 24 heures d'infos; 5.50, Des-  
sin animé.

13.40 Sport: Tennis.  
En direct de Roland-Garros.  
18.10 Série: Sauvés par le gong.  
18.45 Jeu: Que le meilleur gagne  
(et 4.55).  
19.10 Flash d'informations.  
19.15 Studio Gabriel (et 3.00).  
19.50 Bonne nuit les petits.  
Pauvre Bashbaz.  
19.55 Tirage du Loto (et 20.50).  
19.59 Journal, Tennis, Météo.

20.55 Téléfilm:  
Tout va bien dans le service.  
De Charlotte Silvera, avec Agnès  
Soral, Marina Golovine.  
22.45 Magazine: 18 ans les masques.  
Présenté par Mireille Urmès. Ces  
sectes qui ne disent pas leur nom.  
Reportages: Céline; Le Combat de  
Stève; Dominique.  
23.55 Les Films Lumière (rediff.).  
0.00 Journal, Météo.  
0.30 Journal des courses.  
0.35 Magazine:  
Le Cercle de minuit.  
Avec Jane Birkin, Alain Nédard,  
Emmanuel Hirsch, Christophe Bourdin.  
1.30 Programmes de nuit.  
Internationaux de France de Roland-  
Garros, le match du jour (rediff.);  
3.35, Émissions religieuses (rediff.);  
4.35, 24 heures d'infos; 5.50, Des-  
sin animé.

0.55 Musique: Rediff.  
Sonate pour piano n° 18, de Beethoven, par Eldis Nebolsin, piano (25  
min).

13.55 Série: La croisière s'amuse.  
14.50 Série: Simon et Simon.  
16.55 Les Minikéums.  
Popeye; Titini; Coke en stoke (1).  
17.40 Une pêche d'enfer.  
18.20 Jeu: Questions  
pour un champion.  
18.50 Un livre, un film.  
Sept jours dans le noir, d'Ed Young.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.05 Jeu: Fa si le chanter.  
20.40 Tout le sport.  
20.42 Sport: C'est court.  
20.50 Consom'.

20.55 La Marche du siècle.  
Bienvenue à l'Académie française à  
l'occasion du bicentenaire de l'insti-  
tut de France. Invités: Marcel Lar-  
doussier; Pierre Messmer; Maurice  
Béjart; Jean-Denis Bredin; Jean  
Oulmeau; Marianne Grunberg-  
Manago; Jean-Christophe Yoccoz.  
22.35 Météo, Journal.  
23.05 Documentaire:  
Un siècle d'écrivains.  
Jack London, de Michel Viotte et  
Michel Le Bris.  
Portrait de l'écrivain-aventurier  
américain.  
23.55 Magazine: Ah! Quels titres!  
Des Nobels s'adressent aux jeunes.  
Invités: Rita Levi-Montalcini (l'on  
avenit); François Jacob (La Statue  
intérieure); Marina Picasso (Les  
Enfants du bout du monde); Fran-  
çoise Chandamorg (L'Enfant  
lumière); Michel Rize (Le Peuple  
adultère).  
0.55 Musique: Rediff.  
Sonate pour piano n° 18, de Beethoven, par Eldis Nebolsin, piano (25  
min).

0.55 Musique: Rediff.  
Sonate pour piano n° 18, de Beethoven, par Eldis Nebolsin, piano (25  
min).

13.30 M 6 Kid.  
Présenté par Caroline Avon et Paul  
Grandpascal. Kid découverte:  
Malt; Kidmet; gilette; Mighty  
Max; 14.05, Conan l'aventurier.  
15.05 M6, Renart; 15.35, 20.000  
lieues dans l'espace; 16.00, High-  
lander.  
16.20 Variétés: Hit Machine.  
16.55 Magazine: Fanzone (et 0.35).  
17.30 Série: Classe mannequin.  
18.00 Série: Wolff,  
police criminelle.  
19.00 Série: Robocop.  
19.54 Six minutes d'informations,  
Météo.  
20.00 Série: Madame est servie.  
20.35 Magazine: Ecolo 6.  
Présenté par Michel Cellier. Des vau-  
teurs en direct.  
Dans un village de la vallée d'Ossau,  
dans les Pyrénées, les vauvours ont  
mis fin à l'exode rural.

20.45 Téléfilm:  
Le Gourou occidental.  
De Danièle J. Suissa, avec Jean  
Lefebvre, Philippe Clay.

22.25 Téléfilm:  
Meurtres dans l'espace.  
De Steven Hilliard Stern, avec Wil-  
ford Brimley, Martin Balsam.  
0.05 Série: Sexy Zap.  
1.00 Boulevard des clips (et 5.30).  
2.30 Rediffusions.  
E-M 6: 2.55, Culture rock (La  
saga); 3.50, Le Ballet royal; 4.35,  
Vahiné; 5.05, Culture pub

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Spécial  
Grand Large: Alain Cabanous (Les  
Citoyens du large). 19.30 Perspectives  
scientifiques. La raison des émotions (3).  
20.00 Le Rythme et la Raison. Les voix  
noires au Festival Banlieues Bleues. 3. Voir  
quadruplées. 20.30 Antipodes.  
L'amour en blanc (2) (rediff.). 21.32 Corres-  
pondances. 22.00 Communauté des radios  
publiques de langue française. Rencontre  
avec Jean Retz, peintre (2). Une émission de  
la Radio Belge. 22.40 Les Nuits magne-  
tiques. Pénitences singulières (2). 0.05 Du  
jour au lendemain. Anne Vincent-Buffault  
(L'exercice de l'amitié). 0.50 Coda. George  
Shearing, du jazz au piano bar (3). 1.00 Les  
Nuits de France-Culture (rediff.). Émile  
Jacques-Dalcroze (2). 2.01. Passion pour  
Rembrandt; 3.28, Roland Maissoneuve (Le  
livre des révélations).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé.  
Marina Vlady, comédienne. 20.00 Concert.  
Enregistré à Prague, par l'Orchestre sym-  
phonique de la Radio de Prague, dir. Václav

mir Valek, Jan Simon, piano: Œuvres de  
Schulhoff. 22.00 Soliste. Alfred Brendel,  
pianiste. Fantaisie Wanderer 0 760, de  
Schubert. 22.25 Dépêche-notes (rediff.).  
22.30 Musique pluriel. Concert donné le 11  
février: Musique à voir et à entendre, de  
Reibel; Alex Guillo, percussion; Polenta-  
ton, de Tanaka; Willy Coquillet et Gaston  
Sylvester, percussions. 23.07 Ainsi la nuit.  
Œuvres de Haydn, Mozart, Albero. 0.00  
Jazz vivant. Concert donné le 2 avril, à la  
Cité de la musique, à Paris, par le Grand  
Orchestre de George Russell, l'Ensemble  
d'élèves du Conservatoire national de  
musique de Paris: Living Time Events (créa-  
tion mondiale). 1.00 Les Nuits de France-  
Musique. Programme Hector. Œuvres de  
Brahms, Mendelssohn, Scher, traditionnelle  
d'Espagne: Bartini, Scarlatti, Corelli, Monte-  
verdi, Du Faut, Rameau, Leclair, Mozart,  
Kuhla, Schumann, Doppler, Lekeu, d'Indy,  
Chausson.

Les interventions à la radio

France-Inter, 19 h 20: Michel Péricard,  
président du groupe RPR à l'Assemblée na-  
tionale (« Objections »).

ARTE

19.00 Magazine: Confetti. Les ori-  
gines du tennis.  
19.30 Documentaire: Virunga.  
Revue de feu et de glace, d'Alan  
Root.  
20.20 Le Dessous des cartes.  
De part et d'autre du Jourdain: la  
Jordanie [25]. de Natasha Nesc.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Les Mercredis de l'Histoire.  
Aqabat Jaber, une paix sans  
retour? d'Eyal Sivan.  
La paix est-elle possible sans le  
retour des Palestiniens sur leur terre  
natale? Un réalisateur israélien  
pose la question à des réfugiés du  
camp Aqabat Jaber, construit au  
début des années 50 près de Jéricho.  
Un document douloureux,  
important.  
21.45 Dancing for Mr. B.  
D'Anne Belle.  
Six danseuses et Balanchine.  
23.10 Magazine: Musica Journal.  
Au Festival de Vienne: Die Wände,  
d'Adriana Holcszy, d'après Les Para-  
vents, de Jean Genet; A Vienne:  
Gesualdo, d'Alfred Schittke; Au  
Festival de Berlin: Black Rider, de  
Michael Simon.  
23.45 Entrée. Dominique Schnapper  
et Claus Leggewie (sociologues).  
0.35 Cinéma: Ruseur Madness. III  
Film américain de Louis Gasnier  
(1936, N., v.o., rediff.).  
1.40 Song for Mary Jane (rediff.).  
2.00 L'Harpe qui guérit (rediff.).  
2.20 Cinéma d'animation:  
7° Art bis.  
[7]. Histoires tristes. Le Pauvre, de  
Rein Raamat; Gare terminus, de  
Petar Veslic; La Pause, de Serguei  
Anabekov (30 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des  
cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de  
la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver.  
21.00 Temps présent. 22.00 Journal de  
France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Feuillet-  
let: Desjardins. 23.15 Bas les masques.  
0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3.  
1.00 Côté court (10 min).  
PLANÈTE 19.40 Des racines et des  
cendres. D'Élisabeth Dubreuil. 20.30 La  
Libération des camps. 21.25 Ballarina. De  
Derek Bailey [34]. Les Grands Rôles. 22.25  
Nous l'avons tant aimée, la révolution. De  
Steven Winter et Daniel Cohn-Bendit [14].  
La Révolte. 23.25 Dix ans de destruction.  
D'Adrian Cowell [25]. Les Cendres de la  
forêt. 0.20 Contact: Élie Wiesel. De Claude  
Lortie (55 min).  
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris-Première-  
infos (et 23.45). 19.15 Tout Paris (et 20.30,  
23.15). 19.45 Meilleurs souvenirs. 20.00  
Aux ans et cariers (et 21.55). 21.00 Paris  
Rondes. 22.20 Le court en dit long. 0.00  
Concert: Galliano. Enregistré en 1994 à

Londres. 0.25 Paris déco. 0.55 Buzz  
(25 min).  
CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Pan-  
thère rose. 18.00 Coup de bleu dans les  
étoiles. 18.15 Cajo. 19.15 Domino. 19.30  
Série: Océane.  
CANAL JIMMY 20.00 Série: Au nom de  
la loi. 20.30 Série: Private Eye. Ombres et  
lumières. 21.20 Série: Au cœur du temps.  
La fin du monde. 22.10 Chronique de mon  
campé. 22.15 Série: Saintfeld. 22.35 Série:  
Les Incorruptibles de Chicago. Héros et  
héroïne. 23.25 Nonano. 0.25 Série: Dream  
On. Super freak. 0.55 Série: New York  
Police Blues (50 min).  
SÉRIE CLUB 19.00 Série: Le Grand Cha-  
paral (et 23.15). 19.50 Série: Ne mangez  
pas les marguerites. 20.15 Série: Les deux  
font la loi. Sous le ciel de l'Ouest. 20.45  
Série: L'Age de cristal (et 0.00). 21.40  
Série: Mission impossible. La Cachette.  
22.30 Série: Flash. Episode pilote. 0.50  
Série: Hong-Kong Connection (50 min).  
MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30).  
20.10 MCM Mag (et 22.30, 1.00). 20.40  
MCM découvertes. 21.00 Radio Mog. 21.30  
MCM Rock Legends. Spécial Police. 22.25  
MCM Home vidéo. 23.00 X Culture. 0.30  
Blah-Blah Métal (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most  
Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head.  
23.00 News at Night. 23.15 CineMatic.  
23.30 The Worst of Most Wanted. 0.00 The  
End 7 (90 min).  
EUROSPORT 19.45 Eurosportnews (et  
1.00). 20.00 Moto Magazine. 20.30 For-  
mule 1 Magazine. 21.00 Prime Time Ma-  
gazine. 22.00 Rendez-vous à Roland-Garros.  
Les quatre meilleures rencontres du jour.  
23.00 Football. Euro 96: qualifications  
(120 min).  
CINÉ CINEFIL 19.00 La Rose de Broad-  
way. III Film américain de Gregory Ratoff  
(1939, N., v.o.). 20.30 Follow the Sun. III  
Film américain de Sidney Lanfield (1951, N.,  
v.o.). 22.00 Le Scandale Costello. III Film  
britannique de David Miller (1956, N.).  
23.40 Naples au baiser de feu. III Film fran-  
çais d'Augusto Genina (1937, N., 95 min).  
CINÉ CINÉMAS 18.50 J'ai tué Raspoutine.  
III Film français de Robert Hossein  
(1967). 20.30 Qui tu, une femme-chinoise.  
III Film chinois de Zhang Yimou  
(1992). 22.05 Les Gaspards. III Film fran-  
çais de Pierre Tchernia (1974). 23.40 Documentaire.  
0.35 Téléfilm: L'Enfer italien. Classé X  
(80 min).







Handwritten note in a box: *Handwritten text in Arabic script.*

# Le Monde

## INITIATIVES

### Menottes dorées



Stock-options : la planète des dirigeants

**P**ARLER des stock-options, ou d'options d'achat d'actions réservées, c'est partir à la découverte d'une autre planète. Au vu des sommes évoquées, un salarié lambda, et a fortiori un syndicaliste, tombe des nues et doit comprendre que, décidément, il n'appartient pas au même monde que certains de ses dirigeants ou cadres supérieurs. Comme en astronomie, les contours de cette galaxie éloignée échappent à l'examen indiscutable. Une quinzaine d'années après que ce généreux moyen de rémunération ait été introduit en France, sur l'exemple américain, on ne sait toujours pas avec précision combien d'entreprises pratiquent la formule ou quel est le nombre de bénéficiaires. Pas plus qu'on ne connaît la valeur boursière globale du capital ainsi distribué à des collaborateurs ou le montant de la plus-value réalisée. Faute de quoi l'enrichissement personnel et soudain reste largement inexplicable de la part de managers qui ne pouvaient espérer, par leur seul travail de toute une vie, rejoindre la catégorie des fortunés de naissance.

Quand un bon observateur qualifié Michel Bon d'« amateur », parce que son passage à la tête de Carrefour ne lui aurait rapporté « que » 20 millions de francs, il faut entendre que l'ampleur du phénomène dépasse la compréhension du *vulgar peccus*. Les chiffres qu'il cite en s'esclaffant ne font qu'ajouter à la confusion du naïf dont les rêves les plus fous ne dépassent pas les gains du Loto. Noms dissimulés, sociétés encore plus anonymes que d'habitude, les records atteignent 290 millions ici, 600 millions là, qui ne sont livrés que comme des estimations. Car rien ni personne ne permet de confirmer, tant l'habitude du secret empêche la transparence, le petit monde des connaissances étant réduit à colporter des anecdotes. Et de désigner toujours les mêmes, Pierre Lescur pour Canal Plus, Claude Bébéar pour AXA, Antoine Riboud pour Danone, figures emblématiques d'un système qui compte peu d'élus et encore moins de perdants ; puisque le principe consiste à acheter des actions réservées à un prix fixé cinq ans plus tôt, pour revendre éventuellement aussitôt, le risque financier n'existe pas. Soit le cours a monté, et on réalise l'opération. Soit la cote a chuté, et on renonce, quitte à regretter un profit qui, entre-temps, n'avait été que potentiel.

Au-delà du mécanisme, dont on comprend qu'il ait séduit les entreprises parce qu'il leur permettait de s'attacher des salariés émérites avec des « menottes dorées », dans la version américaine, l'application française met au jour quelques traverses bien nationales dont certains ont fait l'objet, récemment, d'une attention renouvelée. Dans le rapport du Sénat, Jean Arthuis (*Le Monde* du 17 mai) s'inquiétait de dérives que le flou de la loi permet et se préoccupait surtout de défendre les intérêts des vrais actionnaires, privés d'une information précise. Soucieux de mieux encadrer le dispositif, pour le délivrer de certaines critiques, le CNPF se prépare à rendre publiques les recommandations d'André Lévy-Lang, qui pourraient aboutir à la définition d'un code de bonne conduite.

**TRIBUNE**  
■ TEMPS ET TRAVAIL :  
ET SI L'ON EN PARLAIT VRAIMENT ?  
**MUTATIONS**  
■ CRU D'ALARME DANS L'ATELIER  
par Marie-Béatrice Bandet

DÈS lors que, le conseil d'administration ayant approuvé un plan de stock-options, le directeur ou le président s'arroge le pouvoir discrétionnaire de définir la répartition et d'arrêter la liste des bénéficiaires, l'arbitraire n'est pas loin, favorisé par la discrétion qui entoure la décision. Non seulement les actionnaires ne sont pas tenus au courant, mais, comme l'indique avec méfiance l'un de ces heureux cadres : « Je ne sais pas combien mes autres collègues ont obtenu, si j'ai été favorisé ou maltraité. » Par définition, surtout, les salariés de base se doutent à peine de l'existence de ces avantages ou, quand ils l'apprennent, comme chez Technip, manifestent vivement leur colère pour crier à l'injustice. Socialement, il est en effet difficile de demander des efforts à tous, y compris par la rigueur salariale, pour qu'on s'aperçoive que, discrètement, un petit groupe de privilégiés peut gagner beaucoup d'argent. Même si Michel Bon a raison de souligner que la capitalisation boursière est passée de 5 à 35 milliards de francs pendant son règne, et qu'il pouvait en être justement récompensé, son sort paraîtra toujours exorbitant aux yeux de l'opinion.

D'où le silence. L'administrateur salarié ne verra rien

passer au conseil d'administration. Tandis que l'employeur est annuellement tenu de communiquer le montant global des dix plus hauts salaires, lors de l'examen du bilan social par le comité d'entreprise, rien ne l'oblige à signaler la présence de stock-options qui faussent la perception des revenus réellement accordés. Que les représentants du personnel n'aient pas communication de telles données les prive également d'un moyen de saisir les motivations qui justifient tel ou tel choix stratégique. Pour améliorer les résultats boursiers de son groupe, et donc ses propres bénéfices, un dirigeant peut prendre des décisions « compétitives » qui auront des répercussions sociales, accentuant ainsi la tendance française à la restructuration ou à la rationalisation, par exemple. Mais cela s'explique aussi. Quand les profits des stock-options peuvent aller jusqu'à représenter jusqu'à deux ou trois fois le salaire annuel, si, comme cela est fréquent, le plan est renouvelé chaque année, il s'agit bien d'une façon de réduire le poids de la fiscalité, profitable tant à l'entreprise qu'au cadre. L'attribution d'actions, qui dilue l'actionariat, ne coûte rien à l'entreprise et se traduit par une ponction de 19,4 % pour le bénéficiaire. Avec les charges sociales et l'impôt, note à l'in-

■ UN RÉGIME EN VIGUEUR DEPUIS 1970  
Un dispositif qui ne concerne que les cadres dirigeants

par Catherine Leroy

■ HISTOIRES DORÉES  
Des sommes en jeu qui défient le sens commun

par Marie-Béatrice Bandet

■ DE LA DÉRIVE À LA FRAUDE  
Plus-values juteuses et patriques douteuses

par Olivier Piot

■ « PARACHUTES » EN OR  
Presque toujours justifiés ils peuvent présenter des risques de dérapage

par Marie-Claude Betheder

page II

LE PRIVILÈGE DES CADRES...  
Elus d'une sélection discrète

par Olivier Piot

■ ... ET LE FAIT DU PRINCE  
Un système qui repose sur la volonté discrétionnaire des directions

par Françoise Altzicovici

page III

verse un spécialiste, « il ne restera que 6 millions de francs nets sur un salaire brut de 15 millions de francs pour lequel l'entreprise aura déboursé 20 millions de francs ».

Il faut dès lors comprendre que la tentation soit forte de pratiquer cette forme de « gagnant-gagnant » à grande échelle. L'impôt et les charges sociales, encore elles, justifient d'ailleurs que les entreprises recherchent d'autres méthodes, peut-être moins « juteuses », mais tout aussi efficaces. La contractualisation de « parachutes en or » pour prévenir le préjudice causé par les séparations brutales de cadres en fait partie. Tout comme le versement de salaires ou de jetons de présence dans des filiales étrangères implantées dans des pays moins gourmands, qui se développerait beaucoup ces temps-ci. Reste que tout cela est sous-tendu par un aveu et un non-dit. L'aveu : avec la conversion à la modernité libérale, il faut rémunérer (très bien) la compétence. Le non-dit : après s'être reproduites, les élites gestionnaires veulent transmettre du patrimoine. Un curieux mélange bien de chez nous qui caractérise les stock-options à la française.

Alain Lebaube

ent une série  
à Mururoa  
ur précédent rapport

La peine de mort  
est abolie  
en Afrique du Sud

de de l'effacement et de l'oubli...  
Avant d'arrêter une quelconque  
censure, le président de la République  
devra tenir compte d'une série  
de raisons...  
Le président de la République  
devra tenir compte d'une série  
de raisons...  
Le président de la République  
devra tenir compte d'une série  
de raisons...

### déficits publics

Le déficit de l'État...  
Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...  
Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...  
Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

### et de Suez

Le déficit de l'État...  
Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

### ue de justices

Le déficit de l'État...  
Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

SPECIAL  
les des pays

rotting

Quattro-pen

Le déficit de l'État...

META MORPHOSE

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...

Le déficit de l'État...



## DOSSIER • Les stock-options

## Un régime en vigueur depuis 1970

Applicable dans les textes à l'ensemble des salariés, le dispositif concerne de fait les cadres dirigeants

INTRODUIT en France par la loi du 31 décembre 1970, le système de stock-options permet à des salariés de souscrire ou d'acheter, à des conditions avantageuses, des actions de la société qui les emploie. C'est le conseil d'administration, ou le directeur, qui décide, après avoir demandé le consentement de l'assemblée générale extraordinaire d'offrir à tout ou partie du personnel salarié de l'entreprise le droit de souscrire ou d'acheter des actions à un prix déterminé qui, en règle générale, ne peut être modifié pendant toute la durée de l'option. Les bénéficiaires ont un certain délai pour lever leur option, c'est-à-dire acheter la ou les actions. En cas de hausse de la valeur de l'action, ils peuvent ainsi souscrire ou acquérir des titres à un prix inférieur à leur valeur au moment. « La société peut très bien subordonner le droit d'exercer l'option au maintien du salarié dans les effectifs ou le subordonner à la réalisation préalable d'objectifs économiques », souligne Jean-Yves Mercier, avocat au bureau Francis Lefebvre.

On le voit, ce mode de rémunération a pour objectif de motiver, mais aussi de fidéliser les salariés auxquels l'entreprise tient plus particulièrement. Même si, dans les textes, les options peuvent être offertes à l'ensemble du personnel, dans les faits, elles sont réservées aux dirigeants sociaux et aux cadres supérieurs de l'entreprise.

Les quantités offertes sont, bien sûr, différentes selon les catégories du personnel. Par ailleurs, ce droit donné au salarié est un droit personnel. (Il ne peut être cédé à une tierce personne.) Le salarié reste libre d'exercer ou non son option. Lorsque les titres ne sont pas cotés, l'assemblée est libre de fixer comme elle l'entend les modalités de détermination du prix. Dans les sociétés cotées, le prix d'exercice ne peut être inférieur à 80 % de la moyenne des cours de la Bourse, au cours des vingt séances qui précèdent le jour de l'attribution des options.

## CADEAU

Pendant toute une période, la réglementation fiscale a obligé les salariés à détenir l'action pendant au moins un an pour bénéficier des conditions fiscales les plus favorables. Le salarié pouvait être amené à revendre moins cher les titres. En 1993, le gouvernement Balladur a supprimé le « délai de portage ». Aujourd'hui, on peut lever son option (acheter) et la vendre le même jour. Le salarié ne prend aucun risque puisqu'il sait avant de décider si le titre a une valeur supérieure à ce qu'il lui coûte.

A la fin de l'année dernière, le Sénat avait souhaité le rétablisse-

ment du « délai de portage » d'un an, qui aurait justifié, à ses yeux, le régime d'imposition sur les plus-values. Mais il n'a pas réussi à convaincre le gouvernement. Cette proposition ne figure plus dans le dernier rapport de la commission des finances du Sénat visant à « clarifier » le régime des stock-options, rendu public au mois de mai. Pour bénéficier de l'imposition sur les plus-values au taux de 19,4 %, le salarié doit lever son option d'achat ou de souscription après un délai minimum de cinq ans. S'il vend avant l'échéance de ce délai, toute la plus-value est imposable suivant le régime des salaires. De plus, la société peut consentir au salarié un rabais sur le prix d'exercice. Dans les sociétés cotées, celui-ci peut légalement dépasser 20 % du cours de Bourse de l'action. Depuis 1993, dès que ce rabais dépasse 5 % (contre 10 % auparavant), il est considéré comme un véritable salaire et soumis aux charges sociales, à la CSG et à l'impôt sur le revenu. « Une mesure dissuasive. Aucun employeur ne fait de rabais qui excède les 5 % », commente Jean-Yves Mercier, estimant toutefois que « le véritable cadeau, c'est la Bourse qui va le faire avec la progression du prix de l'action ».

Catherine Leroy

## Histoires dorées

Les sommes en jeu défient le sens commun attaché à l'idée de rémunération. Et des abus pourraient être dénoncés

BIEN SÛR, il sourit. Entendre raconter que l'ancien directeur financier d'un grand groupe américain a refait le toit de sa résidence secondaire, 600 mètres carrés, grâce à ses « stock-op », a l'air de l'humour. Pas l'idée en elle-même, plutôt l'importance que lui accordent ses interlocuteurs. Habitué des états-majors, cet avocat d'affaires vit depuis longtemps sur une autre planète où se payer un toit, même en ardoise, est une pacotille. Les stock-options qu'il a vu attribuer, lever, puis céder, représentent des dizaines, voire quelques centaines de millions de francs.

La mise en avant médiatique de « l'histoire » Michel Bon, directeur général de l'ANPE, et ancien PDG de Carrefour, qui a annoncé clairement « être désormais un rentier » après avoir gagné environ 20 millions de francs grâce à ses stock-options (Le Monde du 10 mai 1995), l'énervait. « C'est un amateur par rapport à d'autres », ajoute-t-il simplement, « et ce n'est, précisément, ni de la franchise, ni de la mesure de la performance ». Et de raconter le cas de ce groupe industriel qui, en trois ans, a distribué 300 millions de stock-options à dix-huit personnes. Rien de très extraordinaire jusque-là, « si ce n'est, précise-t-il, sûr de son effet, que dix-sept des bénéficiaires se sont partagés 10 millions de francs, un seul, en l'occurrence le président, recevait 290 millions... ». L'argent, en France, sent mau-

vais. L'Hexagone n'a pas, sur ce sujet, la maturité des pays anglosaxons où, d'ailleurs, le mécanisme des stock-options fonctionne d'une manière beaucoup plus transparente. Les histoires se racontent donc sous le manteau. Et elles ne manquent pas.

## COLLIMATEUR

Les chiffres, officiellement disponibles, laissent quand même entrevoir l'ampleur du phénomène. En 1994, par exemple, Danone annonce l'attribution de 180 000 stock-options, représentant au minimum 121 millions de francs, à cinquante-huit personnes, ce qui porte à cinq cents le nombre des heureux bénéficiaires dans un groupe qui ne compte pas moins de 68 200 salariés.

Le cas de Canal Plus est, lui, entré dans la légende, qui a permis à quelques hommes-clés de la chaîne cryptée de songer à l'avenir avec tranquillité. En 1986, 875 000 stock-options ont été attribuées à soixante-dix bénéficiaires. Prix d'exercice : 55 francs. L'action cotait, à la fin du mois de mai, 682 francs. Plus-value pour ceux qui sont encore actionnaires : 1140 %. En 1985, Saint Louis a accordé 80 000 stock-options à deux cents bénéficiaires au prix de 253 francs. L'action, fin mai était au-dessus de 1 500 francs. Plus-value éventuelle : 488 %.

Face au vertige provoqué par ces ordres de grandeur, l'implacable logique de Michel Bon, qui explique « que s'il a gagné 20 millions de francs, c'est parce qu'il a fait passer la valeur en Bourse du groupe Carrefour de 5 à 35 milliards de francs », « Cet argumentaire a le mérite d'ouvrir le débat, estime l'un des experts du groupe de travail sénatorial réuni autour de Jean Arthuis pour l'élaboration de son rapport d'information sur les stock-options (Le Monde du 17 mai). Certaines pratiques, en revanche, conduisent à s'interroger sur la justesse du dispositif actuel. » Le Sénat ainsi que les services fiscaux du ministère des finances ont, par exemple, dans leur collimateur, sans pouvoir évidemment citer officiellement leurs noms, plusieurs responsables de groupes français qui ont pris leurs aises avec le cadre légal, réussissant à le contourner grâce à l'aide d'experts juridiques. « Nous avons appris grâce aux services fiscaux américains comment un patron français s'était ainsi attribué un million de francs de stock-options via la création de filiales, coquilles vides non cotées, vers qui, comme par miracle, des flux financiers abondaient. Ces abus-là doivent être mis au jour et sont près de l'être. » Le voile serait donc appelé à se lever. Petit à petit.

Marie-Béatrice Baudet

## De la dérive à la fraude

Des plus-values juteuses associées à une mécanique complexe peuvent favoriser des pratiques pour le moins douteuses

« L'loi favorise, sans les commander, les bonnes mœurs. » C'est en citant Montesquieu que le sénateur Paul Lorient commentait, le 16 mai, le rapport de la commission des finances du Sénat sur les stock-options. « Pratiques regrettables », « opacité propice aux accommodements », « comportements frauduleux » : les termes utilisés dans ce rapport donnent la mesure du problème.

L'attribution d'options sur actions offre un large spectre d'applications. Certaines, en toute légalité, mais rendues possibles par les insuffisances réglementaires, démontrent l'existence des « dérives ». D'autres, élaborées dans l'intimité des entreprises, se placent tout simplement hors la loi. Des contraintes légales limitées, un mécanisme compliqué, une absence de transparence propice à l'opacité, un dispositif largement discrétionnaire : tels sont les ingrédients qui favorisent les « dérives » dans la mise en œuvre des stock-options.

La première de ces pratiques tendancieuses consiste à allouer des options d'actions avant l'introduction en Bourse d'une société sous-jacente. Au moment de l'adoption du plan, les actions dynamisées par l'entrée en Bourse peuvent alors s'accompagner de plus-values juteuses (Le Monde du 10 mai 1995). Au point que certains bénéficiaires choisissent même de lever tout de suite leurs options en dépit de la taxation de 56,8 % prévue pendant cinq ans. Seconde pratique : les options peuvent servir de véritable cadeau de remerciement. La taxation au taux de 19,4 % est en effet élargie, avant la période de cinq ans, pour les bénéficiaires d'options qui soit partent à la retraite, soit font l'objet d'un licenciement. On imagine alors assez bien une attribution précéder la retraite d'un cadre, voire peser dans les négociations préalables au licenciement.

Jackpot

Le cas des sociétés non cotées se révèle également édifiant. Comment valoriser le prix d'une action lors de l'attribution d'options ?

## JACKPOT

Le cas des sociétés non cotées se révèle également édifiant. Comment valoriser le prix d'une action lors de l'attribution d'options ?

Qu'il s'agisse de la méthode qui consiste à évaluer l'actif net économique de l'entreprise ou sa capacité bénéficiaire, les artifices sont multiples. On peut, par exemple, provisionner des créances, évaluer les stocks à zéro ou délibérément sous-estimer les actifs immobiliers, voire minimiser les résultats à venir : ces pratiques ont toutes pour conséquence de valoriser le prix des options d'actions en dessous de leur valeur réelle. Lors de la revente de ces actions, le bénéficiaire touche le « jackpot ». Il suffit alors à l'entreprise de créer une société qui se chargera du rachat, voire de s'entendre avec un éventuel acheteur ou un financier officiellement lié à l'entreprise.

Voilà pour certains exemples de « dérives » volontaires possibles. Mais il y a plus lucratif encore. Des cas pour lesquels le terme de « menottes dorées », utilisé aux États-Unis pour les stock-options, pourrait bien avoir une double signification. Choisie pour évoquer le fait que le cadre reste « attaché » par ses options aux résultats futurs de l'entreprise, l'expression pourrait bien évoquer aussi la sanction que justifient des pratiques clairement frauduleuses.

Les cas de délits d'initié associés aux stock-options en font partie. C'est devenu une pratique courante. Comme l'indique l'expression, le parachute en or est une pratique d'origine anglo-saxonne. C'est la compensation financière qu'une société en quête d'un cadre dirigeant s'engage à lui verser en cas de révocation, s'il accepte une mission qui comporte certains risques.

La formule est apparue vers le début des années 80. Jean-Claude Lasart, à l'époque président de l'ANPE, a été l'un des premiers à en bénéficier. Les opérations financières d'un groupe offrent en effet la possibilité d'assurer à certains cadres des gains rapides importants. Premier scénario : informé des bons résultats du groupe, le conseil d'administration se garde de l'ébruiter et décide un plan d'options. Une fois les options attribuées, les dirigeants annoncent publiquement les résultats. Surprise ! Le cours boursier flambe. Et les plus-values tombent.

Second scénario : un plan est décidé en prévision d'opération de fusion-acquisition à venir mais connue d'un petit nombre. Là encore, la valorisation du cours boursier est quasi automatique. Enfin, une autre technique consiste à attribuer des options d'actions d'une filiale que l'on sait promise à un bel avenir, grâce notamment à des transferts de résultats. Autant dire que ces pratiques bénéficient largement de la complexité des montages financiers effectués par les groupes internationaux. Et n'oublions pas, bien sûr, ces « options d'actions anti-délit », citées çà et là par des personnes bien informées.

Olivier Piot

## Parachutes en or

Justifiés dans la plupart des cas, les « golden parachutes » peuvent présenter des risques de dérapage

« SUR deux ans, constate Jean-Claude Lasart, directeur d'un cabinet spécialisé dans la recherche de dirigeants, je n'ai pas souvenir d'un seul cas de recrutement de haut niveau

le lendemain au sein du groupe Y, lequel va aussitôt imposer sa stratégie et ses hommes... Avec les années de crise qui suivent, les ailes se multiplient : le dirigeant qu'on recrute à l'extérieur est le plus

sentant un à deux ans de salaire : elle donne à l'intéressé le temps de retrouver un poste équivalent qui lui convienne (ce qui ne réclame guère moins qu'un an à ce niveau), et lui offre une certaine compensa-



qui se soit fait sans demande - acceptée - de « golden parachute ». C'est devenu une pratique courante. Comme l'indique l'expression, le parachute en or est une pratique d'origine anglo-saxonne. C'est la compensation financière qu'une société en quête d'un cadre dirigeant s'engage à lui verser en cas de révocation, s'il accepte une mission qui comporte certains risques.

La formule est apparue vers le début des années 80. Jean-Claude Lasart, à l'époque président de l'ANPE, a été l'un des premiers à en bénéficier. Les opérations financières d'un groupe offrent en effet la possibilité d'assurer à certains cadres des gains rapides importants. Premier scénario : informé des bons résultats du groupe, le conseil d'administration se garde de l'ébruiter et décide un plan d'options. Une fois les options attribuées, les dirigeants annoncent publiquement les résultats. Surprise ! Le cours boursier flambe. Et les plus-values tombent.

Second scénario : un plan est décidé en prévision d'opération de fusion-acquisition à venir mais connue d'un petit nombre. Là encore, la valorisation du cours boursier est quasi automatique. Enfin, une autre technique consiste à attribuer des options d'actions d'une filiale que l'on sait promise à un bel avenir, grâce notamment à des transferts de résultats. Autant dire que ces pratiques bénéficient largement de la complexité des montages financiers effectués par les groupes internationaux. Et n'oublions pas, bien sûr, ces « options d'actions anti-délit », citées çà et là par des personnes bien informées.

souvent appelé pour redresser une situation détériorée qui comporte des risques, même pour le plus habile.

## HAPPY FEW

D'autre part, comme le souligne Eric Salmoo, autre « chasseur de têtes », président du cabinet Eric Salmoo & Partners, « fusions et acquisitions ont fait disparaître en quinze ans d'innombrables postes de président et directeur général ». Or ceux-ci, en tant que mandataires sociaux - c'est-à-dire représentants officiels de leur société -, n'ont droit à aucune protection ni indemnité en cas de révocation. Cette rigueur de la loi française qui n'a d'égal dans aucun pays européen a largement favorisé les parachutes. Pour protéger leurs dirigeants, les entreprises ont trouvé un moyen de tourner la loi : elles s'arrangent pour leur conférer par ailleurs le statut de salarié, directeur de filiale par exemple, et c'est ce dernier qui bénéficie de l'indemnité.

La relative pénurie de grands patrons en France a aussi joué un rôle. Attirer tel ou tel des meilleurs justifie qu'une société fasse quelques sacrifices, d'autant qu'il faut le convaincre de quitter le poste qu'il occupe ailleurs. L'accord se fait le plus souvent sur une somme repré-

tion pour un incident de parcours qui, a priori, ne lui est pas imputable.

Après une période d'excès, voilà sept ou huit ans - indemnité trop élevée ou distribuée en dehors de tout accord préalable -, un certain équilibre semble s'être instauré. Le parachute est inscrit dans le contrat de travail et semble comporter peu de dispositions occultes. On veille seulement à le mettre à l'abri du fisc en soulignant qu'il s'agit de la réparation d'un préjudice.

De telles pratiques ne sont néanmoins pas sans risque. De bons observateurs du monde des affaires italiens et anglais notent tout le profit qu'en tirent de petites castes de managers qui s'autoprotègent à travers elles, y compris en cas d'échec patent. Parachutes « en diamant » pour les Britanniques ; parachutes à foison pour les Italiens.

La France quant à elle est protégée jusqu'ici de ces dérapages par sa richesse en dirigeants de bon niveau : la concurrence entre eux leur donne peu de chances d'obtenir ce qui est accordé aux happy few du premier rang. Mais ce n'est pas une garantie pour l'avenir. L'Italie elle aussi dispose d'abondantes ressources managériales.

Marie-Claude Betbeder

eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3<sup>e</sup> année.

Pour la première année, les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

## Prochaine Session

(rentrée des cours : Octobre 1995)

4 et 5 Juillet 1995

Date limite d'inscription : 15 Juin 1995

## Renseignements - Inscriptions

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES  
1, rue Bougainville, 75007 Paris. Tél. (1) 45 61 52 59  
Établissement agréé d'enseignement supérieur  
Fondé en 1949. Reconnu par l'Etat  
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation nationale

طريقه امتحان







# Temps et travail : et si l'on en parlait vraiment ?

par L'ASSOCIATION VILLERMÉ

L'ÉLECTION présidentielle a permis de rouvrir le débat sur le temps de travail. Mais la plupart des propositions émises pour le réduire ou l'aménager font l'impasse sur tant de réalités qu'on peut douter de leur impact, notamment sur l'emploi. Aujourd'hui, la durée du travail constitue, pour la grande majorité des salariés, le déterminant principal de leur rémunération, y compris quand celle-ci comprend une bonne part d'heures supplémentaires. Pourtant cette référence est en train de se déliter, et ce tous azimuts. Au point que, pour l'inspection du travail, le contrôle de la durée du travail relève souvent de la mission impossible. La flexibilité introduite depuis une dizaine d'années y est pour beaucoup, le comportement des entreprises et de leurs salariés fait le reste. Modulations collectives des horaires, horaires variables, temps partiel généralisé voire annualisé, heures supplémentaires « récupérées », voire heures « librement consenties » : le travail différencié est d'ores et déjà rentré dans les faits.

Mais cela se fait au mépris des droits des salariés et de la négociation. Cela ne crée aucun emploi et contribue même à en empêcher la création. Quelques exemples : d'un côté, le développement du temps partiel, encouragé financièrement par les pouvoirs publics, est peu créateur d'emplois et engendre de

grosses frustrations chez tous ceux et celles qui voudraient travailler plus. De l'autre, et pour des catégories entières de techniciens, commerciaux, ingénieurs, mais aussi employés administratifs, la norme est de « ne pas avoir d'heures ».

Chacun a son horaire, et les entreprises renoncent à comptabiliser les temps effectués par leurs salariés. C'est la nature du métier qui génère ces situations, affirment certains : c'est la guerre économique qui l'impose, disent les autres. Et puis le salarié s'y retrouve, ajoutent les derniers, invoquant le cas de celui qui réussit à s'absenter pour régler une formalité personnelle.

Ne nous y trompons pas : le travail des uns alimente directement la sous-activité des autres, les conditions de travail de bien des actifs - cadres y compris - se détériorent, l'usure et le stress guettent un nombre croissant de salariés. Les règles relatives à la majoration des heures au-delà de trente-neuf heures et au repos compensateur sont rarement observées, et le secteur des transports routiers est, sur ce plan, malheureusement exemplaire. Il y a même des professions où le quotient du salaire par le nombre d'heures effectives de travail pourrait réserver bien des surprises, à commencer par le con-

cepteur du SMIC. Si l'on ajoute à ces comportements des phénomènes anciens tels que le maquillage de nombreuses heures sous forme de primes diverses, le temps partiel complété par des heures non déclarées, la

course aux « heures sup » dans certaines entreprises où les salaires sont bas et où leur évolution est bloquée, on comprend la difficulté qui attend toute politique de réduction du temps de travail.

## LE TRAVAIL ET SES FRONTIÈRES

Mais avant tout, un point doit être éclairci : que recouvre le temps de travail ? De quel temps et de quel travail parlons-nous ?

La presse spécialisée fait ses gorges chaudes du télétravail, et chacun de s'agiter sur les potentialités du travail à domicile. Pourtant le télétravail - au sens étymologique, du travail loin du lieu habituel du travail - est déjà là : dans les wagons du TGV, dans les multiples réunions convoquées le soir « après le travail » ou le week-end dans les grands hôtels, en astreinte à domicile et dans l'éventualité d'un dépannage urgent chez le client - de préférence la nuit ou le dimanche -, sans parler du dossier qu'on emporte à la maison, car « il doit être impérativement prêt-poor-demain ».

Cette évolution va de pair avec celle du contenu du travail. Le travail en col blanc a remplacé le travail en col bleu, le maniement de l'information et de l'intelligence a pris la place de la force musculaire. Mesurer le travail revient à mesurer l'intelligence, qui, elle, ignore les frontières physiques et temporelles de l'entreprise. Dans bien des métiers, le travail à la tâche est réapparu sous la forme du travail par

objectifs. Au point de transformer des contrats de travail en contrats d'entreprise, comme en témoigne l'engouement de certains, responsables politiques, employeurs, voire salariés chômeurs qui n'ont plus confiance en l'entreprise et à qui on explique qu'ils n'ont pas d'autre choix. Le succès du travail dit indépendant est, dans bien des cas, celui d'une activité extrêmement subordonnée ! Dans ces conditions, l'emprise du travail sur l'homme s'est paradoxalement étendue - et ce en pleine crise de l'emploi.

Aussi la notion de temps de travail telle qu'elle est pratiquée par les entreprises est-elle loin de renvoyer à l'ensemble des activités déployées à leur service. En intégrant, voire en substituant à la notion du temps de travail, la notion de temps de mise à disposition - de temps subordonné ou de temps contraint -, on y verrait peut-être plus clair dans ce qui se passe actuellement et dans ce qui serait susceptible d'être négocié.

## NÉGOCIER OU LÉGIFÉRER ?

S'agissant de politiques visant à réduire le temps de travail, la question est délicate. Et pourtant nous avons la conviction qu'elles sont absolument indispensables. A la condition sine qua non de jouer cartes sur table - à savoir, secteur par secteur et profession par profession, de rendre transparentes les durées effectives. Il ne sert à rien d'engager des négociations sur le passage de trente-neuf à trente-sept, trente-cinq ou trente-

deux heures si le point de départ pour de nombreux salariés se situe du côté de soixante heures ! Alors négocier, oui, mais comment ?

Doit-on agir par la « négociation individuelle », comme le préconise le patronat de la métallurgie ? Dans ce cas, le salarié individuel face à l'employeur ne négocie plus, il prend acte et, compte tenu du chantage quasi généralisé à l'emploi, il est contraint de signer. Doit-on renvoyer à la négociation d'entreprise ? Mais quid des très nombreuses entreprises où il n'y a pas de représentants du personnel et où les droits sont souvent bafoués ?

Doit-on renvoyer à la négociation de branche, voire à la négociation nationale et interprofessionnelle ? Mais comment, dès lors que les faiblesses insignes du syndicalisme, salarial comme patronal, notamment dans le secteur tertiaire, qui regroupe la très grande majorité des salariés, sont connues ? Sans parler des très petites entreprises, dont la situation mérite un examen sérieux : pourrait-on, par exemple, y mutualiser, au niveau local ou professionnel, les réductions d'horaires comme les créations d'emplois.

Quant au rôle de l'Etat, il ne peut se limiter à celui de légiférer, même si une loi-cadre en la matière nous semble indispensable. Y a-t-il une réelle volonté politique de lier créations d'emplois et réduction du temps de travail ? Comment en tenir compte dans l'octroi des aides publiques ? Quels moyens, y compris humains, l'Etat est-il prêt à

déployer sur le terrain pour accompagner et suivre un tel changement ? Est-il prêt pour une fois à donner l'exemple ?

Travailler, travailler tous, travailler mieux, travailler moins : voilà qui soulève une multitude de questions. Celle du temps qui déborde ses frontières usuelles, ce qui renvoie non seulement à sa définition mais à son corollaire : que devient le temps libre ? Celle du travail qui a changé et dont l'intensité redouble au fur et à mesure que certains en sont dépourvus.

Celle de la négociation, de ses modalités et de ses paroties, comme celle de l'Etat, de son rôle, des règles qu'il pose et des moyens qu'il est prêt à déployer, notamment auprès de l'inspection du travail, pour mener un tel chantier.

Il y a donc un choix à faire. Continuer dans la voie tracée depuis quelques années - celle de la flexibilité non maîtrisée - et répondre par le bout de la forçette et à la petite semaine. Ou en voir l'effet en termes de destructions d'emplois, de dégradations des conditions de travail et de ruptures du contrat social.

Ou bien prendre notre courage à deux mains et donner enfin consistance au dialogue social, à la lutte contre l'exclusion et à des normes réellement régulatrices : voilà une ambition et un projet pour lesquels nous disons : « Banco ! »

L'association Villermé regroupe des inspecteurs du travail.

## ÉCHOS

### DÉLOCALISATIONS, EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT

Le 14 février, le groupe tiers-monde de la Banque de France organisait une table ronde avec la collaboration du Monde, à laquelle participait Jean-Claude Trichet, gouverneur. Sur le thème retenu, celui des délocalisations, de l'emploi et du développement, sont intervenus Jean Arthuis, sénateur, Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire général au Plan, Jean-Pierre Landau, directeur des relations économiques extérieures au ministère de l'économie, et Claude Vimont, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Ont également pris la parole Antoine Brunet, du Crédit lyonnais, Olivier Cortes, du Cefil, Pierre-Noël Giraud, du Cerna, Jean-Christophe Le Duigou, membre du comité confédéral national de la CGT, Jean-Pierre Petit, de la BNP, et un économiste argentin, Carlos Quenian. Passionnant, le débat est disponible sous forme d'une brochure qui comprend le compte rendu intégral de l'échange. Rens. : (1) 42-60-38-33.

### TRAVAIL, EMPLOI ET ACTIVITÉ

Le Laboratoire de sociologie du changement des institutions (LSCI), qui dépend du CNRS, s'est associé à l'Institut d'études politiques (IEP de Paris) pour organiser un colloque avec

la collaboration de la Fondation Maci et du « Monde Initiatives ». Intitulé « Travail, emploi et activité : pour un nouveau contrat social », il se tiendra le jeudi 22 juin, à l'Institut d'études politiques de Paris, et devrait être marqué par la participation de Jacques Delors et celle de Bernadette Malgou, directrice de cabinet de Philippe Séguin.

Placé sous la responsabilité de Xavier Gaudier, Jean-Louis Laville et Guy Roustang, chercheurs au CNRS, ce colloque a été conçu pour aller plus loin sur un certain nombre de questions, des lors que la croissance ne suffira pas à elle seule à résorber la « fracture sociale » produite par le chômage. La crise du travail et du lien social impose de repenser l'emploi et conduit à s'interroger sur l'idée d'une « société de pluriactivité ». L'ambition est de préciser le contenu de solutions, souvent débattues mais assez peu explorées qui vont de la réduction du temps de travail au développement de l'économie solidaire qui pourraient conduire à la définition d'un nouveau contrat social démocratique dégageant de nouvelles perspectives dans le rapport au travail, à l'emploi et à l'activité. De nombreux intervenants sont prévus, dont Jacques Rigaudat, Pierre Laroutou, Christian Tytgat, Bernard Brunhes et Renaud Sainsaulieu. Renseignements et inscriptions : Crida-LSCI, 76, rue Pouchet, 75017 Paris. Tél. : (1) 42-29-93-89. Télécopie : (1) 42-29-93-25.

## MUTATIONS

# Cri d'alarme dans l'atelier

Dilution des responsabilités et absence de plans de carrière : un profond malaise règne parmi les personnels de maîtrise

« ATTENTION, danger ! » C'est, en deux mots, le sens du message lancé, la semaine dernière, à Montpellier, à l'assemblée générale des agents de maîtrise et cadres (secteur gaz et électricité), de la CFE-CGC. Les préoccupations vis-à-vis de l'emploi restent, bien sûr, permanentes depuis que les restructurations touchent maintenant l'encadrement. Mais l'accent a, cette fois-ci, été mis sur la manière dont les cadres vivent la position névralgique qui est la leur désormais au cœur des mutations culturelles et organisationnelles des entreprises. Les groupes industriels réduisent leurs lignes hiérarchiques, les opérateurs de base sont formés de façon à travailler en unité autonome... L'ensemble de ces mouvements perturbe ceux qui, pendant des années, cette génération des agents de maîtrise de quarante-cinq-cinquante-cinq ans, ont travaillé en usine selon des normes tayloriennes classiques. Les militants réunis ont pu, à ce sujet, prendre connaissance des résultats d'une étude réalisée par l'Irseh (Institut de recherches sociales encadrement et humanisme), dont le fondateur n'est autre que Claude Cambus, un ancien de l'état-major de la CGC, dont les responsabilités au sein de la confédération ont été largement réduites depuis l'arrivée de l'équipe qui a succédé à Paul Marchelli. Claude Cambus veut faire de l'Irseh, qui compte parmi ses parrains Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, « un creuset de réflexions sur les cadres », « sans qu'il faille y voir, se défend-il, un concurrent de la CGC ».

L'étude présentée, intitulée « L'encadrement de proximité : quel rôle dans l'entreprise ? », est la synthèse de nombreux témoignages recueillis auprès de cadres, agents de maîtrise, responsables de ressources humaines dans une quarantaine d'entreprises publiques et privées. Le malaise est clair. Côté jardin, les interviewés reconnaissent que la suppression d'intermédiaires, « qui pouvaient rendre opaques les prises de décision », a permis une plus grande réactivité de l'organisation.

« Beaucoup d'opérateurs de base, reconnaît Claude Cambus, y ont gagné un espace de liberté dans lequel ils s'épanouissent. » Mais il y a aussi le côté court. Les auteurs de l'étude ont pu identifier trois dérives majeures.

### FRUSTRATION

La première témoigne d'une diffusion des responsabilités et des risques, qui va à l'encontre des principes de base du management. « Cette dilution des prises de décision peut mener, comme l'expliquait Jean Sur, conseil en entreprises et l'un des auteurs de l'étude, à des situations absurdes. » Et de citer l'exemple de cet atelier où travaillaient vingt salariés et que la direction a décidé de transformer en deux UET (unités économiques de travail). « Deux groupes de dix se sont formés. Après quelques jours, ils refusaient de communiquer entre eux. Un peu plus tard, ils ont d'un commun accord décidé de couper l'atelier en deux par une cloison. Personne, parmi les vingt, n'a pu combler ce mouvement, pourtant totalement néfaste à l'entreprise. Il n'y avait pas de supérieur hiérarchique clairement défini qui ait pu imposer de décision. »

Le deuxième malaise touche par-

ticulièrement ceux, anciens « surveillants » ou « contrôleurs » qui sont devenus « animateurs » ou « coordonnateurs », convertis donc aux vertus de la collégialité. « Ils oseraient bien que cette collégialité ne s'arrête pas à leur échelon et que les cadres ou-dessus d'eux le mettent à leur tour en place, explique Claude Cambus. Or ce n'est pas le cas. D'oh, frustration. »

Le troisième plan pose la question de la gestion des carrières. Les lignes hiérarchiques continues offraient auparavant des possibilités de promotion qui, aujourd'hui, disparaissent. Comment, dans ces conditions, demande en substance l'étude, réguler les ambitions en interne ? « Si les directeurs des ressources humaines croient s'en sortir en faisant des sondages, des journaux internes, trompe Claude Cambus, ils se trompent fortement. » « Le pire, finalement, résume l'un des auteurs de l'étude, c'est de faire croire aux gens qu'ils sont libres d'utiliser une organisation du travail en ce sens, comme un véritable outil managérial, sans imaginer gérer ensuite les désirs provoqués. »

Cette problématique, évoquée par de nombreux interviewés, trouve un écho certain dans plusieurs des derniers mouvements de

grève récents. Les opérateurs de base, rendus plus autonomes, qui ont réalisé des efforts de manière à se montrer davantage polyvalents, ont voulu manifester leur mécontentement devant des directions qui faisaient la sourde oreille à leurs revendications salariales ainsi qu'à celles touchant à des promotions possibles. « Nous savons très bien, argumente Claude Cambus, que, face à l'ensemble des malaises créés par une organisation du travail qui se veut plus compétitive, beaucoup de directeurs de ressources humaines font actuellement le tour aux jeunes, tout en montrant du doigt les « vieux » agents de maîtrise qui ne seraient plus capables de s'adapter. Mais, à quarante-cinq ans, d'conditions de suivre une formation précise, il est possible de modifier son comportement. Et d'ailleurs, on a envie de progresser dans l'entreprise. Les directions d'entreprise doivent donc faire attention, sous couvert d'autonomiser les gens, d ne pas les berner. Le retour de bâton serait redoutable. » En tout cas, le cri d'alarme est lancé.

Marie-Béatrice Baudet

\* IREH : 48, rue Laffitte, 75009 Paris.

## ITINÉRAIRES POUR L'EMPLOI

- LE MAGAZINE -

Marie-Claude BETBEDER

reçoit cette semaine

Bruno d'HAUTHUILLE

directeur d'Esfin - Participations

Une émission diffusée par 375 radios locales (liste des horaires et des fréquences sur 3615 EMPLOI)



Une production de l'équipe TDM TDM, Lyon (04-78-50-50-50)

## Le Monde

LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par Le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

قائمة المراجعين



هنا امنه لخط

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 7 JUIN 1995 / V

rlait vraiment?

# LE MONDE DES CADRES



**CONSULTANT**  
**ORGANISATION**  
**MANAGEMENT**  
**ENTREPRENEURIAL**

Vous êtes Ingénieur, ou Diplômé Grande École, pourvu de solides compétences complémentaires, théorique et pratique de haut niveau, en comptabilité, gestion économique, gestion industrielle, marketing, commercial, organisation, informatique.

Vous avez une grande aisance relationnelle et le goût de la pédagogie. Intervenant déjà - ou pas encore - en tant que consultant, vous pouvez démontrer une expérience réussie de 5 à 7 ans dans une importante organisation industrielle ou de services.

Vous recherchez une structure pouvant satisfaire votre éthique personnelle et professionnelle, qui se traduit notamment par :

- un travail de haute qualité, avec ouverture d'esprit et une exigence de rigueur,
- une polyvalence dans les approches, et l'actualisation constante de méthodologies de pointe,
- la volonté d'accroître votre autonomie, en même temps que vos capacités.

Nous sommes un cabinet dont la dimension et l'état d'esprit permettent la confiance réciproque. Vous pourrez faire partie d'une véritable équipe, où les performances de chacun alimentent et soutiennent l'action de tous, avec un esprit de corps assurant à la fois les développements individuels et l'essor collectif.

La base du poste est à Paris. Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier (C.V., photo, lettre manuscrite, prétentions) - qui sera traité en toute confidentialité - à Denis VINDARD - OMD Consultants, 6 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.

## Consultants confirmés en conseil en management

En 1993, EDS décide de créer une organisation mondiale de Conseil en Management de très haut niveau : EDS Management Consulting Services. Aujourd'hui, MCS regroupe 1 600 collaborateurs dans le monde, et sa principale entité en Europe, EDS Eurosept, représente 150 consultants.

EDS est la première société mondiale de services fondée sur les technologies de l'information et de la communication, avec 83 000 personnes dans 35 pays.

Vous disposez d'une expérience de 3 à 6 ans dans les métiers du Conseil en Management, et souhaitez poursuivre votre carrière de consultant dans le cadre d'un projet de développement ambitieux.

De formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs, MBA...), vous maîtrisez parfaitement l'anglais et vous avez les qualités requises pour devenir très vite un leader.

Nous vous proposons de rejoindre nos équipes dans les domaines suivants :

- Achats, gestion de production et logistique
- Finance, gestion et pilotage d'entreprise, ABM, ABC
- Business Process Reengineering
- Gestion du changement
- Amélioration des processus par les progiciels Intégrés.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV à Eric Schlumberger, EDS EUROSEPT, Le Guillaumet, 92046 Paris-La Défense.

EDS EUROSEPT

Management Consulting Services

dans l'atelier

## adjoint au secrétaire général

Filiat d'un groupe bancaire national, nous sommes spécialisés en produits d'épargne immobilière. La croissance de nos activités nous amène à rechercher un

Vous prenez en charge la gestion sociale et le développement de nos produits d'épargne. Vous assurez, en particulier, le suivi réglementaire et juridique de sociétés d'investissement (SCPI, ACAVI). Vous aurez également la responsabilité de réaliser des études fiscales détaillées dans le cadre du développement de notre

activité de gestion de patrimoine. Enfin, vous contribuez à développer notre présence auprès d'une clientèle de particuliers et d'institutionnels. A environ 28/30 ans, de formation supérieure, vous bénéficiez d'une expérience professionnelle minimum de 5 ans. Excellent rédacteur, vous

avez démontré votre esprit de synthèse et d'analyse et vos qualités de communication.

Merci d'adresser lettre, curriculum vitae, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 970, à COMMUNIQUE 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

## Coordonner la réalisation de nos installations

**PARC Asterix**

Avec un taux de croissance soutenu, Parc ASTERIX a réussi à imposer un concept original de parc de loisirs à thème dans un secteur d'activité en plein développement. Afin d'accroître son expansion, il procède à d'importants investissements et recrute un professionnel à fort potentiel.

En liaison directe avec le Président Directeur Général et impliqué dans la réflexion sur l'évolution du Parc, vous accompagnerez les phases de conception, assistez les maîtres d'ouvrage, coordonnez et contrôlez l'action des maîtres d'œuvre chargés de la réalisation de ces projets : attractions, restaurants, décors fixes, boutiques, salles de spectacles, etc. Vous veillerez au respect des budgets, délais, qualité et sécurité.

Ingénieur généraliste âgé de 35 ans environ, vous avez participé à des projets de construction de centres à vocation commerciale, culturelle et/ou de loisirs s'adressant à un large public et impliquant la gestion de budgets importants. Vous avez ainsi acquis de solides méthodes de programmation, coordination et suivi de chantiers faisant appel à des techniques variées (mécanique, hydraulique, pneumatique, électricité, etc.) sans oublier les contraintes de sécurité propres à un établissement recevant du public. Votre rigueur, votre sens de l'organisation associés à votre assurance relationnelle et à votre ouverture d'esprit sont les qualités que nous attendons de vous.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. C.256/M à notre conseil Catherine CHARVET, OBERTHUR CONSULTANTS, qui le traitera en toute confidentialité.

Oberthur Consultants 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS,

**EURONEWS**  
Première Chaîne de Télévision Européenne Multilingue d'Information en Continu

recherche pour renforcer son équipe rédactionnelle durant l'été, et ponctuellement sur toute l'année

**DES JOURNALISTES-REDACTEURS PIGISTES de langue maternelle anglaise, allemande ou française.**

Sous l'autorité du Chef d'Édition, ils devront assurer la rédaction et le mixage de leurs textes, en conformité avec la ligne éditoriale de la chaîne.

Forts d'une première expérience journalistique, de préférence dans le milieu audiovisuel, les candidats devront pouvoir s'intégrer dans une équipe multilingue jeune et dynamique. Ouverts sur l'Europe et le Monde, ils font preuve d'une excellente culture générale, d'une rapidité d'exécution et d'un bon esprit de synthèse. Outre leur langue maternelle, ils maîtrisent le français ou l'anglais. La pratique d'une autre langue européenne serait un plus.

Envoyer dossier de candidature à : EURONEWS - Service du Personnel - BP 161 - 69131 Ecully cedex

**chef de service psychiatrie**

Notre établissement médical est un centre de soins et de cure pour épileptiques. Il comprend également d'autres unités, en particulier un service de Psychiatrie. Dotés d'une capacité de 520 lits, nous employons près de 400 agents. Pour la partie épilepsie, vous serez responsable d'un service d'environ 60 lits divisé en quatre petites unités et d'une équipe de collaborateurs composée d'éducateurs et d'infirmiers. D'autre part, vous dirigerez aussi l'unité de psychiatrie (50 lits et consultations externes). Vous serez assisté de deux médecins.

Vous êtes médecin psychiatre, votre expérience hospitalière vous a permis d'encadrer un service de psychiatrie. La connaissance de l'environnement épileptique sera un avantage supplémentaire. Le poste est basé dans la vallée du Rhône, à moins d'une heure de Lyon.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous réf. MP 27 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

**COCEPLAN** 8, rue Duquesne - 69006 LYON  
2, rue Louis David - 75116 PARIS

**Le Monde**  
ATTENTION DU MONDE SUR MONTE

36 17 LMDOC

36 29 04 56



# LE MONDE DES CADRES



■ Caisse Française de Développement, dans la poursuite de sa mission d'aide économique et financière à plus de soixante pays et DOM-TOM, recherche :

## Responsables de Projet Pour les secteurs Transport et Energie-Eau

■ **LES POSTES** : Au sein d'une équipe d'ingénieurs et d'économistes, vous devrez contribuer à la réflexion générale sur les méthodes et les objectifs d'intervention dans votre secteur, et assurer les contacts professionnels et institutionnels nécessaires. Vos principales responsabilités seront : la préparation de rapports de faisabilité technique et financière de chaque projet, l'étude et l'analyse des conséquences des projets pour l'économie nationale (avantages directs et indirects).

■ **LES CANDIDATS** : De formation supérieure (Ponts et Chaussées, Mines, Centrale, Grande Ecole d'Ingénieurs ou de formation généraliste équivalente) et fort d'une expérience d'au moins 315 ans acquise dans une fonction similaire dans une banque, en entreprise ou en bureau d'études. Ce poste évolue vers un fort potentiel de développement technique et humain. Le poste est basé à Paris avec de nombreux déplacements à l'étranger. Maîtrise de l'anglais souhaitée.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous la référence 27131TCL à NORMAN PARSONS, 6 rue Paul Baudry, 75008 Paris ou par fax au (1) 42.89.09.85.



**Norman Parsons**  
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPECIALISE AVEC PLUS DE 100 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

## HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

### HAY SE DEVELOPPE

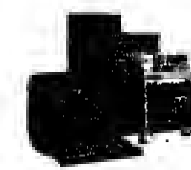
### HAY INNOVE

### HAY RECRUTE à LYON un CONSULTANT SENIOR

HAYGROUP 1<sup>er</sup> CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

Régie Publicitaire des annuaires de FRANCE TELECOM (Les Pages Jaunes, le 11...), l'ODA (filiale d'HAVAS) réalise 4,2 milliards de CA. Dans le cadre du développement de son activité multimédia, nous recherchons un

## Chef produit h/f



### Votre mission :

Vous serez chargé principalement de conduire l'ensemble des missions relatives à l'introduction de l'annuaire électronique (le 11) sur les réseaux de micros connectés, et vous devrez :

- participer à la conception, la réalisation et la commercialisation de ce nouveau produit,
- développer la performance et le chiffre d'affaires en coordonnant l'activité des différents services de l'ODA et de France Télécom,
- d'assurer une veille technologique dans le secteur du multimédia.

### Votre profil :

De formation grandes écoles ou université 3<sup>ème</sup> cycle avec spécialisation Marketing, vous avez une expérience de 3 ans dans les nouvelles technologies (Télécom, multimédia, ...) ainsi qu'un intérêt très marqué pour la micro-informatique. Innovateur et créatif, vous avez les qualités relationnelles nécessaires pour conduire et coordonner ce projet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. MON/0606 à ODA Direction des Ressources Humaines - 7, avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex.



## LE CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE

recherche  
pour sa Direction de la Formation Continue  
et de l'Apprentissage

### un Directeur Adjoint

Dans le cadre de la politique de formation menée par le Conseil Régional et aux côtés du Directeur de service, il participera à la conception et à la définition de cette politique.

Chargé de l'animation de l'équipe et du suivi des projets, il secondera le Directeur de service dans sa mission d'impulsion des actions, à l'interne comme à l'externe.

Responsable de l'organisation interne de la Direction, il en garantira le fonctionnement optimal, d'un point de vue administratif et financier notamment.

De formation supérieure, il aura impérativement acquis une expérience de quelques années dans le milieu de la formation professionnelle. Ses qualités relationnelles et sa rigueur ainsi qu'une bonne connaissance des collectivités locales lui permettront de réussir dans ce poste.

Recrutement sous contrat Galland de 3 ans (ou titulaire par détachement ou mutation). Rémunération +/- 280 Kf/an selon profil.

Candidatures à envoyer avant le 20 juin au :

Conseil Régional de Picardie - Service du personnel  
11, Mail Albert 1<sup>er</sup> - 80026 AMIENS Cedex 1.

"Message à un spécialiste du secteur logement -  
souhaitant élargir son horizon professionnel"

Notre organisation professionnelle recherche son

## Chargé de mission Logement

- Agir en tant que conseil et formateur dans le domaine du logement
- représenter l'organisation professionnelle dans différentes institutions en veillant au respect de la gestion et à l'application des objectifs fixés
- participer activement à la réflexion globale en matière de logement social en étant un initiateur et une force de proposition

sont les principales missions que nous confierons à un candidat de 30/35 ans ayant une formation supérieure (Maîtrise en Droit, IAE, Sciences Po) complétée par une formation en gestion.

Vous maîtrisez une fonction de juriste et de gestionnaire dans une société de promotion immobilière, de HLM, chez un constructeur ou dans une banque. Vous êtes familiarisé avec les montages juridiques et financiers propres au secteur du logement. Vous connaissez les acteurs institutionnels liés à cette activité.

Homme de contact, discret et efficace, vous possédez de réelles qualités de synthèse et de rédaction. Votre expertise professionnelle vous permet aujourd'hui d'accéder à un poste responsable où vous développerez votre esprit d'entreprise.

Le poste est basé à LYON.

Dominique-Pierre MILLOT, notre Conseil, vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation sous référence 2007



91 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75370 PARIS cedex 08

## CABOT

Leader mondial dans la fabrication des noirs de carbone, recherche pour son siège européen situé à Suresnes

## "Transportation Coordinator Europe"

Vous aurez une triple mission au sein du département Logistique :

- la coordination des activités de transport, principalement vrac, au départ de nos sept sites de production en Europe (politique contractuelle, procédures opérationnelles...);
- le développement d'outils d'optimisation et de gestion de nos transports : projets informatiques de réduction des kilomètres à vide et d'analyse des coûts, développement des tableaux de bord existants, participation à des projets de modernisation logistique;
- l'aide à la mise en place de notre stratégie à long terme d'évolution de nos prestations en transport (organisation, marché, technologie).

De fréquents déplacements en Europe sont prévus.

30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (gestion et/ou technique), vous avez déjà une bonne expérience du transport.

Votre esprit d'analyse mais aussi de synthèse, votre diplomatie et vos réelles capacités de « manager » vous permettront de justifier d'une première expérience industrielle réussie dans les secteurs de la chimie, pharmacie ou agroalimentaire. De plus, vous avez une très bonne pratique de l'anglais et de la micro-informatique.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Cabot Europa GE, 2, rue Marcel-Monge, 92158 Suresnes, département des Ressources Humaines, sous la référence CL

\* Coordinateur Transport Europe.

## CABINET CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

### recherche CONSULTANT H/F

De formation psychologue, vous avez acquis une première expérience du recrutement et de la gestion des carrières, de préférence dans les domaines techniques et production. Vous connaissez déjà bien le monde de l'entreprise.

Ou après un « break » de quelques années, vous avez envie de partager votre temps entre le travail et votre milieu familial, et votre expérience antérieure vous permet d'être rapidement opérationnel.

Si vous êtes intéressé par cette proposition qui comme vous l'avez perçu est un temps partiel, merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature à Solange MONTEIL -

SYMA CONSEIL, 5 avenue du Maréchal Juin 92100 BOULOGNE

Les candidats retenus seront reçus au plus tard le 23 Juin 1995

**SYMA CONSEIL**



INSTITUT  
SUPÉRIEUR de  
PLASTURGIE d'  
ALENÇON

Nous vous confions la conception et la coordination des programmes spécifiques aux formations dispensées par le Groupe (Initiale - Continue - Alternance). Véritable lanceur d'opinion pédagogique de la structure, vous intervenez en coordination des équipes et développez des démarches d'ingénierie novatrices, stimulantes et en conformité avec les référentiels agréés et les cahiers des charges. Nous souhaitons rencontrer un(e) candidat(e), 35 ans

minimum possédant idéalement un diplôme d'ingénieur généraliste doublé d'une spécialisation ingénieur de la formation (DESS - DEA) et une expérience significative, en milieu industriel, en tant que responsable formation ou au sein d'un établissement d'enseignement supérieur. Ce profil évolue en relation avec le développement du groupe nécessite une réelle implication y compris en recherche pédagogique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, photo et rémunération actuelle sous référence DEM/0595 à Synthèse Action - Marie-Bénédicte LEVATUX - BP 277 - 61008 Alençon cedex - Info : (0633.82.06.06).

**Synthèse  
Action**

طه امين انور



هنا نحن نأخذ

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 7 JUIN 1995 / VII

## SECTEURS DE POINTE

### PEUGEOT CITROËN MOTEURS

Filiale de PEUGEOT SA, notre vocation est d'adapter et vendre des moteurs et ensembles mécaniques produits par le groupe. A 100 personnes, nous développons un CA de 1 milliard de F. dont 95% à l'export. Dans le cadre de l'évolution de la Direction Technique et Qualité, nous recherchons un :

#### Ingénieur Expérimentation

Votre mission : • définir et valider les méthodes et les mesures pour qualifier les adaptations des moteurs aux produits des clients • animer et gérer l'atelier et les bancs d'essais pour bâtir et mettre au point les produits commandés par les clients.

Votre profil : • Ingénieur ayant 1 à 2 années d'expérience attiré par la mécanique des moteurs et les mesures physiques • anglais nécessaire • écoles "Centrale", A & M, INSA, ESTACA.

Nous vous offrons : • des projets très variés (automobile, manutention, machines agricoles, marine, ...) • des études concrètes et un cycle conception-industrialisation très court • une grande autonomie d'action au sein d'une structure qui concilie les avantages d'une PME et ceux d'un grand groupe • une très bonne ambiance de travail.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo à : Peugeot Citroën Moteurs - Service du Personnel - 49, rue Noël Pons - BP 420 92004 Nanterre cedex.



#### LA REFERENCE PROGICIEL

Pour accompagner notre très fort développement, nous souhaitons intégrer des

##### CONSULTANTS FONCTIONNELS

Interlocuteur privilégié de nos clients et partenaires, vous êtes le garant de notre solution. A ce titre, vous prenez en charge, dans le cadre de nos projets :

- l'étude d'adéquation entre les besoins fonctionnels de nos clients et les possibilités de SAP.
- la mise en œuvre de nos solutions : conseil, organisation, formation et support qualifiés.

Diplômés d'une grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous possédez une première expérience de 3 à 5 ans acquise en Cabinet d'organisation, SSII ou en entreprise. Vous avez impérativement participé à l'implémentation de progiciels et avez une très bonne connaissance fonctionnelle allée à une bonne culture informatique dans les domaines tels que :

- Gestion financière, contrôle de gestion, comptabilité industrielle, analytique...
- Gestion commerciale, logistique et distribution.
- Gestion industrielle GPAD, GMAO, assurance qualité.
- Gestion des Ressources Humaines.

Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais. Nous vous offrons à terme d'excellentes opportunités d'évolution en France ou à l'international.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous référence DGA 506 à notre Conseil qui vous garantit une entière confidentialité.

**COGEPAN**  
à l'écoute des talents

2, rue Louis David - 75116 PARIS  
8, rue Duquesne - 69006 LYON

### MOUILLEZ-VOUS, POUR NE PAS VOUS TROMPER.



Premier réassureur français, cinquième mondial, le Groupe SCOR (11 000 personnes, 12 milliards F de CA) propose aux compagnies d'assurances des couvertures financières sur les risques les plus importants (satellites, barrages, usines, plates-formes offshore, BTP). Société française, cotée au règlement mensuel, le Groupe SCOR réalise 75% de son CA à l'international et ses filiales (500 personnes) sont implantées sur les cinq continents. Nous recherchons pour SCOR Réassurance (Paris-La Défense) :

#### Ingénieurs Pétrochimie

Ingénieur grande école ou génie chimique, vous justifiez de 4 à 5 années d'expérience de la production sur sites pétrochimiques (assistance technique, services production, maintenance, sécurité, gestion des sinistres) et vous souhaitez élargir le champ de vos activités. Vous possédez une parfaite maîtrise de l'anglais et si possible d'une autre langue étrangère. Vous rejoindrez une équipe de 5 personnes dont le portefeuille clients est à 85% hors Europe. (réf. SDUB/AN)

La Direction des grands risques d'entreprises représente un CA de 1,7 milliard et comprend 33 ingénieurs qui, après une expérience probante du monde industriel, ont été formés à nos techniques.

Au sein de l'une de nos branches de souscription, vous interviendrez dans la négociation des contrats de réassurance et prendrez des engagements financiers importants : sélection des offres, réalisation des diagnostics techniques sur sites, évaluation des risques, négociation et suivi des contrats, réalisation d'études de marchés.

Disposant d'une réelle autonomie dans la gestion de vos contrats, vous êtes rigoureux et possédez un bon sens des contacts. Vous vous déplacerez dans le monde entier environ 3 mois par an. Ouverture d'esprit, goût des initiatives et sens du travail en équipe vous ouvriront de larges perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence choisie à SCOR, Service Recrutement, Hubert ESTIBAL, 1 avenue du Président Wilson, 92074 PARIS LA DEFENSE 8 cedex.

**SCOR**

L'ASSUREUR DES ASSUREURS

#### Ingénieurs BTP

La Branche décennale (5 personnes) est leader mondial sur son marché et étudie 300 affaires nouvelles par an qui peuvent concerner de grands projets tels : la Grande Arche de la Défense, la Très Grande Bibliothèque, les ouvrages d'arts du TGV Italien... Ingénieur P et C, AM, EST, ENSAIS, INSA..., vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans une entreprise de BTP, en bureau d'études ou au sein d'un organisme de contrôle. Votre anglais est courant et vous parlez espagnol et/ou italien. (réf. SLEB/AN)

### CADENCE DESIGN SYSTEMS

Société Américaine, N° 1 mondial de la C.A.O. Electronique.

CADENCE vient d'annoncer un C.A. record en 1994 de \$ 429 M en croissance de 16% sur l'année précédente. Le magazine Fortune a classé Cadence en 15ème position des meilleures performances de l'année sur le marché du New York Stock Exchange.

Notre engagement :

Aider nos clients à réaliser leurs objectifs industriels grâce à notre avance technologique et aux compétences spécifiques de plus de 1 500 ingénieurs dans la définition et la mise en œuvre d'environnements de conception électronique.

Nous recherchons :

##### I - INGENIEURS D'AFFAIRES

Ils assureront le développement des ventes de solutions s'appuyant sur les produits et services proposés par notre société ou disponibles auprès de tierces parties.

Ils auront en charge plusieurs grands comptes nationaux et multinationaux.

Ils négocieront à haut niveau des accords de partenariat et des contrats importants.

Les candidats devront avoir :

- Un diplôme d'études supérieures et une expérience de plusieurs années dans la vente de solutions et de projets dans un contexte de type Services;
- Une connaissance au minimum d'un secteur industriel particulier (Telecom, Automobile, Semiconducteur...);
- L'aptitude à rechercher et à trouver des solutions globales aux problèmes de nos clients.

##### II - INGENIEURS CONSULTANTS

Ils participeront au développement et à la mise en œuvre des solutions proposées à nos clients.

Ils devront avoir plusieurs années d'expérience dans la conception de systèmes électroniques ou de circuits intégrés logiques ou analogiques.

Ils pourront se voir proposer des missions entre 1 à 6 mois en Europe ou aux Etats-Unis.

##### III - RESPONSABLES DE PROJETS :

Ils seront responsables de la réussite des projets dont ils auront la charge, de la satisfaction des clients et de la maîtrise des coûts.

Ils devront avoir plusieurs années d'expérience dans la conduite de projets en milieu industriel.

Ils pourront également se voir proposer des missions à l'étranger.

Ces postes sont basés en région parisienne (Vélizy).

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature à :

DPSC Executive Search - 15, Avenue Victor Hugo - 75116 PARIS

Entreprise du secteur de la santé, de dimension internationale, cherche pour l'un de ses établissements situé dans le quart sud-est de la France, un

### INGÉNIEUR TRAVAUX NEUFS ET PROCÉDÉS SPÉCIAUX

Responsable des services techniques

Rattaché au directeur de l'établissement, vous étudiez, planifiez et organisez la mise en œuvre de projets techniques (bâtiments, installations, équipements...) avec le souci de répondre, bien sûr aux exigences technologiques actuelles mais aussi en étant sensible à celles de demain.

Vous gérez un budget d'investissements annuels de 150 MF par an et animez une équipe d'une douzaine de personnes.

De formation ingénieur généraliste (INSA, AM...), votre expérience professionnelle acquise en milieu industriel, de préférence dans le secteur pharmaceutique ou électronique, vous a conduit à mener la réalisation de salles blanches.

Ecrire à notre Conseil  
Véronique JAILLET,  
sous référence 1686.



ALEXANDRE TIC SA  
7, rue SERVANT - 69003 LYON

### CABOT

#### "Transportation Coordinator Europe"

### Pédagogie



## SECTEURS DE POINTE

Total  
Respect,

pour  
votre  
métier

### 20 experts confirmés 7 à 15 ans d'expérience en systèmes d'information

Pour confier son orientation en prestations à forte valeur ajoutée et sa maîtrise de grands projets, le Groupe CAP GEMINI SOGETI souhaite renforcer les centres de compétences de sa Division TEXTAIRE et recherche plusieurs experts de haut niveau :

#### Responsables techniques d'affaires

**avant-vente** : après qualification, vous choisissez les solutions les mieux adaptées aux besoins des clients. Vous élaborez et chiffrez les propositions techniques dans le cadre d'appels d'offres ou de propositions spontanées (5 à 300 MF) et les argumentez en clientèle avec les responsables commerciaux. réf. 59.2111/M

**support projets** : responsable de la bonne marche d'un ou plusieurs projets, vous apportez support et conseil aux chefs de projets et supervisez les équipes. Vous contrôlez la qualité des travaux. Vous possédez une solide expérience préalable de la conduite de projets importants. réf. 59.2120/M

#### Chefs de grands projets

vous êtes responsable du management de votre équipe et des relations avec le client, dans le respect de nos engagements coûts/délais/qualité. En fonction de votre expérience, vous managez une équipe de 10 à 50 personnes. Vous êtes capable de gérer des sous-traitants et des projets d'intégration de systèmes. réf. 59.2115/M

#### Architectes de systèmes d'information

Vous assistez nos clients dans la définition de l'évolution de leur système d'information, tant au plan des applications que de l'infrastructure technique. Vous êtes chargé de la spécification, de la conception et de l'intégration de solutions dans le cadre de projets très complexes dans un environnement réparti. réf. 59.2118/M

Ingénieurs Grandes écoles, vous possédez une très solide expérience orientée services, acquise idéalement en SSII (votre chez un grand constructeur ou un utilisateur). Vous savez vous adapter à des environnements multiples faisant appel à des techniques avancées : client/serveur, SGBDR, réseaux, technologie objet... Votre sens du contact client et votre

potentiel vous permettront d'évoluer vers des fonctions de Direction. Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne. Merci d'adresser votre candidature (en précisant votre rémunération actuelle et le poste souhaité) à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 PARIS cedex 08, sous la référence choisie, portée sur lettre et enveloppe.

**CAP SESA**  
Groupe CAP GEMINI SOGETI

**UGAP**

## 2 ACHETEURS

### 1\*) «Electronique Médicale et Laboratoire d'Analyse»

Volume annuel d'achat : 180 MF Réf. A/M1

### 2\*) Secteur Médical «Imagerie Médicale et Thérapie Physique»

Volume annuel d'achat : 250 MF Réf. A/M2

Centrale d'Achats

de biens

d'équipements

pour les établissements

publics (32 sites

en métropole -

920 personnes -

5,5 milliards de CA)

recherche

Rattaché au Directeur du Département «Médical et Technique», vous aurez pour missions principales :

- participer à l'élaboration de la politique d'achat pour votre secteur,
- mener les négociations avec les fournisseurs,
- sélectionner les fournisseurs dans le respect du code des marchés publics et des procédures internes,
- analyser les données sur l'évolution des produits,
- analyser les capacités techniques, financières et commerciales des entreprises
- suivre les évolutions de la réglementation relative aux produits.

Vous serez en étroite collaboration avec la fonction commerciale de l'entreprise, qui formulera les besoins auxquels votre prestation achat devra répondre.

Titulaires d'une maîtrise de sciences et techniques «Génie Médical», ou d'un diplôme d'ingénieur orienté vers les technologies médicales, vous possédez une bonne connaissance du secteur hospitalier et des fournisseurs de ce secteur d'activité.

Ces postes sont à pourvoir à Champs-sur-Marne (77) - (proche R.E.R.)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence correspondante à Union des Groupements d'Achats Publics - Direction des Ressources Humaines - Département Emplois et Carrières - 1 Bd Archimède - Champs-sur-Marne - 77444 Mame-la-Vallée Cedex 2.

## Ingénieur Télécommunications Spécialiste Réseaux et Protocoles

Ingénieur Télécommunications de formation, au Généraliste avec une option télécommunications, vous avez entre 5 et 10 ans d'expérience. Votre expertise est diversifiée : gestion de réseaux, protocoles de communication (OSI, Internet), messagerie, radio.

Au sein de notre groupe industriel, figurant au tout premier rang des entreprises françaises, nous vous confierons la responsabilité d'une ou plusieurs études système au sein d'un domaine de radiocommunications. Vous interviendrez sur la gestion de réseaux appliquée à des réseaux radio tactiques, la mise en œuvre de protocoles OSI sur voie radio, la définition d'architectures de transmission de systèmes pour l'export.

La dimension internationale de ce poste implique une bonne maîtrise de l'anglais.

Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions, sous référence 82012 à EURO RSCG FUTURS, 2 rue de Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

## Ingénieur Développement Electronique

Leader dans son secteur d'activité, notre société a acquis sa réputation auprès d'un public exigeant grâce à la qualité et à l'innovation de ses produits.

Sous l'autorité du Directeur Marketing, vous serez chargé de manager et coordonner le développement de produits électroniques dans leur aspect hardware et logiciel, depuis le concept jusqu'à la fabrication en série, en intégrant les notions de coûts et délais. Vos responsabilités couvriront : • l'étude de faisabilité • l'identification des composants nécessaires à la réalisation du produit • la recherche de fournisseurs potentiels en relation avec le service Achats • l'évaluation des coûts de montage et de packaging • l'établissement du prix de revient. Ce poste, basé à Paris, implique des déplacements en France et à l'étranger.

A 27/30 ans, Ingénieur en Electronique, vous êtes opérationnel en anglais. Vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans comme Ingénieur Développement en Electronique grand public (micro-informatique, téléphonie, jeux, électro-ménager). La connaissance de la synthèse vocale serait appréciée. Homme de dialogue, vous communiquez facilement avec votre entourage. Vous êtes réactif et force de proposition.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et rémunération souhaitée, sous la référence 141-11/M, à notre Conseil ARPE - 43, rue Laffitte - 75009 Paris.

CONSEIL  
**arpe**  
EN RECRUTEMENT

**SNR**  
ROULEMENTS

Le groupe SNR ROULEMENTS  
(filiale Groupe Renault)  
4500 personnes dans le monde,  
3000 personnes à ANNECY  
deuxième fournisseur européen  
dans l'Automobile, recherche  
pour ses Etablissements Industriels  
(Annecy ou Ailes)

**Ingénieur  
de Production**

- Ingénieur GRANDES ECOLES Mécanique/Automatismes
- Débutant à fort potentiel, libéré des Obligations Militaires, accepté ou candidat ayant une première expérience, de préférence dans une Entreprise Industrielle.

Après une première fonction dans un secteur proche de la Production (Méthodes, Qualité, Technique,...), le candidat devra avoir la personnalité et l'ambition pour tenir un rôle hiérarchique et devenir Responsable d'Unité de Production (100 à 200 personnes).

VEUILLEZ FAIRE PARVENIR, SOUS RÉFÉRENCE 9502 VOTRE CANDIDATURE AVEC CV ET PHOTO (+ RÉMUNÉRATION ACTUELLE LE CAS ÉCHÉANT) À SNR ROULEMENTS - SERVICE EMPLOI - BP 2017 - 74010 ANNECY CEDEX.

ANNECY

## INGENIEURS TELECOMS

JS TELECOM  
est la filiale française  
de BOSCH TELECOM  
(30 000 personnes),  
acteur majeur des  
télécommunications en  
Europe. Nous concevons,  
fabriquons et  
commercialisons  
des systèmes  
de communication privés  
et publics.

Au cœur de nos produits, le logiciel.

Pour y parvenir, nous vous proposons de rejoindre nos équipes qui, en réseau avec celles basées en Allemagne, développent des logiciels applicatifs destinés à nos systèmes de téléphonie privée et publique.

Au sein d'une équipe organisée autour d'un projet, votre mission vous permettra de maîtriser le cycle du développement, de l'analyse à l'intégration.

Ingénieur de formation, vous avez une première approche des Télécoms (1ère expérience, stage...) et connaissez certains protocoles (RNIS...).

Au-delà de vos connaissances techniques et informatiques (environnement VAX/VMS), nous attendons de vous, rigueur, créativité, sens de la communication et du travail en équipe.

Anglais indispensable. Bon niveau en Allemand apprécié.

Merci de transmettre lettre manuscrite, CV, réf. LMS01 à JS TELECOM SA/BOSCH TELECOM, Catherine HUSSON, Service Recrutement, 36/38 rue de la Princesse, 78430 LOUVECIENNES

**BOSCH**  
TELECOM

هنا امنه ليد



هنا نحن نلصق

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 7 JUIN 1995 / IX

## SECTEURS DE POINTE

Filiale française du groupe américain EASTMAN KODAK COMPANY, entreprise technologique leader dans le domaine de l'imagerie, KODAK PATHÉ emploie 6400 personnes et réalise un CA de plus de 7,8Mf. Notre Direction Informatique a pour objectif la mise en œuvre d'un plan d'adaptation aux nouvelles technologies et méthodes. Dans ce cadre nous recherchons un

### Responsable des études et du développement

Rattaché au Directeur de l'Informatique, nous vous confierons une double mission :

- diriger le service des études informatiques (45 personnes) pour développer et maintenir les systèmes existants
- piloter le changement pour faire entrer résolument notre informatique dans l'ère du client serveur.

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous disposez d'une dizaine d'années d'expérience dans l'industrie, la distribution ou une SSII.

Vous connaissez les systèmes mainframe IBM/MVS et avez abordé avec succès les nouvelles technologies, UNIX, ORACLE, NOVELLE.

Bilingue anglais, vous avez une culture de groupe multinationale et possédez une expérience de management dans un milieu technique orienté vers le service et la satisfaction des clients internes.

Merci d'adresser sous la référence 6120/LM à notre Conseil, Jean Thilly, «Carrières de l'Informatique», ALEXANDRE TIC S.A., 10 rue Royale - 75008 PARIS.

L'avenir est à l'image



LOUIS VUITTON

MALLETIER A PARIS

Louis Vuitton conçoit, réalise et commercialise des bagages et articles de maroquinerie de prestige. Son chiffre d'affaires 6,4 milliards de F. en 1994 est réalisé à plus de 80 % à l'exportation. Six usines en France, deux à l'étranger (Espagne, USA) nous permettent de maîtriser parfaitement notre production. Aujourd'hui notre très forte croissance nous amène à rechercher un

### INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT

Nous vous voulons irréprochable dans le domaine de la qualité qui est pour nous un différenciateur majeur et contribue au prestige de nos lignes de produits ainsi qu'à l'image de raffinement et d'excellence qui est la nôtre.

Nous créons aujourd'hui un poste d'ingénieur spécifications techniques textiles et cuirs. Ce poste recouvre deux responsabilités : l'une de mise en place de normes et critères garantissant la qualité et répondant aux exigences d'esthétique et de faisabilité, l'autre d'investigation et recherche de nouveaux matériaux afin de répondre au développement de produits.

Nous recherchons un ingénieur diplômé d'une grande école, ayant une première expérience dans le domaine industriel et maîtrisant bien l'anglais.

Ce poste permettra à une personne qui en démontrera les capacités de s'orienter à l'avenir aussi bien vers des postes fonctionnels au sein de notre Direction Industrielle que vers des postes opérationnels sur nos sites de production.

Le poste à pourvoir est situé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence D06 : Direction des Ressources Humaines LOUIS VUITTON MALLETIER - Paroi Nord de la Grande Arche - 92044 Paris La Défense Cedex.



### Ingénieur Télécommunications Spécialiste Réseaux et Protocoles

Nous sommes un groupe industriel français de dimension internationale. Dans le cadre de notre «joint-venture» avec un partenaire d'origine allemande, nous recherchons notre

### Manager Information Systems Allemagne

Animant une équipe d'une dizaine de collaborateurs, en contact permanent avec les utilisateurs internes et la Direction Financière, votre mission est d'assurer la migration d'un système centralisé vers une informatique plus opérationnelle (environnement : AS400, MRP, Juste à temps, MACPAC, EDI, etc.).

Vous coordonnerez l'ensemble des applications techniques (CAO, CAM, CATIA V4, contrôle qualité, ...).

Agé de 30/35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie dans la conduite de projets informatiques industriels conséquents en environnement AS400. Dôté d'une forte personnalité, le candidat maîtrise parfaitement l'allemand. L'anglais serait un atout supplémentaire.

Vous avez évolué dans des contextes industriels internationaux où la performance et l'exigence étaient des «valeurs phares».

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. OD 1087 MO à Olivier DOUGE NICHOLSON INTERNATIONAL Search & Selection Consultants - 126, rue Réaumur 75002 PARIS. Fax : 42.33.56.35.



NICHOLSON INTERNATIONAL France

Allemagne - Australie - Belgique - Chine - Espagne - Hongrie - Inde - Israël - Italie - Pays-Bas Pologne - République Tchèque - Roumanie - Royaume-Uni - Russie - Turquie

### INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

H/F

1ère expérience industrielle

Ingénieur Grande Ecole, généraliste, disposant d'un bon niveau en anglais, vous recherchez une opportunité alliant animation d'hommes et développement technique.

Après une phase d'intégration, vous serez investi dans la conduite de projets multidisciplinaires dans l'un des 10 ensembles industriels de CALCIA en France.

Les perspectives d'évolution à court terme vous permettront d'assumer, aux niveaux technique et humain, la responsabilité des fonctions maîtresses de nos usines avant d'en prendre la direction à moyenne échéance. L'une des étapes pourra s'exercer en particulier dans l'une des filiales du groupe à l'étranger.

Dynamisme, investissement et mobilité vous permettront d'accomplir une carrière à hautes responsabilités dans un groupe de premier plan.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la réf. 65.2680/LM, portée sur lettre et enveloppe.

CALCIA

L'INSTINCT DU FUTUR

Le Groupe Ciments Français, c'est :

- un CA de 154 milliards de Francs

- une vocation industrielle : les matériaux de construction (ciment, mortiers et bétons)

- une implantation internationale : 25 000 collaborateurs dans 150 pays

- un développement continu : le Groupe Ciments Français est le leader mondial de la production de ciment en Europe

- un actionnaire mondial : le Groupe Ciments Français est le principal actionnaire de la plupart des grands groupes industriels français

- un groupe mondial : le Groupe Ciments Français est le principal actionnaire de la plupart des grands groupes industriels français

Le Groupe Ciments Français

### INGENIEURS TELECOMS

### CHEF DE SERVICE

### Systèmes d'Information

Une entreprise du secteur agro-alimentaire (1200 personnes, CA 3 milliards, plusieurs sites) recherche son Chef du Service Systèmes d'Information.

Il sera chargé d'élaborer le plan de développement informatique et de conduire sa mise en œuvre tant en ce qui concerne l'informatique de gestion que l'informatique industrielle en suivant les projets depuis les études d'organisation en amont jusqu'à la formation des utilisateurs.

Il animer une équipe étoffée.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (Bac+5) ayant 8 à 10 ans d'expérience dans un environnement client/serveur, base de données relationnelles, programmation objet (la connaissance des réseaux micro et des AS 400 est vivement souhaitée).

Outre ses solides compétences techniques et ses capacités de management, il aura de réelles qualités de dialogue, d'anticipation, d'esprit d'équipe et il saura adhérer à une culture d'entreprise forte.

Poste ville Ouest de la France.

etap

Ecrire sous réf. 22A 2857 SM Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Nous sommes l'un des groupes majeurs sur le marché en plein essor de la téléphonie cellulaire. Nous évoluons dans un contexte international et recherchons pour notre Direction Marketing un :

### CHEF DE PRODUIT

HAUTE TECHNOLOGIE GRAND PUBLIC

Paris Ouest

### Missions et Responsabilités

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous contribuez à la définition et à la mise en œuvre du marketing produit des terminaux cellulaires. Vous étudiez le marché, la concurrence, les besoins des utilisateurs et les attentes des circuits de distribution. Vous élaborez le cahier des charges des produits (spécifications fonctionnelles, design, objectifs de prix de revient, etc.). En liaison étroite avec nos équipes R&D, vous êtes l'un des acteurs principaux du développement de la stratégie produit.

### Profil et Offrir

A 30 ans environ, vous bénéficiez idéalement d'une double formation (Ingénieur + 3ème cycle). Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le développement de produits de haute technologie destinés au grand public (micro-informatique, télécoms...). Rodé aux projets internationaux, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. L'allemand serait un plus. Vous avez une forte personnalité, des idées, un excellent esprit d'analyse et des aptitudes certaines pour le travail en équipe et la mobilisation des énergies.

Merci d'adresser, en langue anglaise, lettre, CV et photo sous réf. 4172 à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 54, avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne - Fax : 46 05 00 34 qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Cette annonce paraît le 10 juin dans NRC Handelsblad



BOSCH



## SECTEURS DE POINTE

### IT Management Consultants

Leader international dans la fourniture de systèmes de télécommunications, de solutions et services informatiques, notre métier, c'est de relier les individus entre eux. Nous nous sommes engagés à rester les meilleurs mondiaux dans notre domaine, en permettant aux gens l'accès facile les uns aux autres, à l'information et aux services qu'ils recherchent et dont ils ont besoin - partout, à tout instant. Pour nous, être leader signifie que nous garantissons à nos clients la qualité la plus élevée dans tout ce que nous leur apportons. Au-delà de la technologie innovante de pointe, cela signifie que nous leur fournissons les conseils et le support nécessaires à une utilisation complète de ces mêmes technologies, leur permettant de mieux atteindre leurs propres objectifs.

La garantie de cette qualité aux clients, exige que nous renforçons nos équipes

par la venue de plusieurs Consultants expérimentés dans le conseil stratégique international en management et en technologies de l'information. Leur mission : développer des partenariats durables auprès des managers dirigeants de nos clients. De formation supérieure adaptée, vous avez acquis environ dix années de pratique probante de consulting et/ou de la gestion complète de projets, obligatoirement dans au moins l'un des secteurs suivants :

- Vente par réseau de distribution
- Transports
- Services financiers
- Télécommunications

Vous maîtrisez totalement les aspects opérationnels et financiers de votre secteur d'activité, et en connaissez les tendances et facteurs d'expansion du marché. De plus, vous comprenez les apports de la haute technologie au monde de l'entreprise, sans pour autant avoir à assumer un rôle technique.

L'envergure européenne de ces postes, basés en France, rend souhaitable votre expérience à l'international, et indispensable votre bilinguisme.

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier complet de candidature, de préférence en anglais, s/réf. LM-0197, à nos Conseils, SEQUOIA et TSI, 9, Cité de Trévise - 75009 PARIS - qui vous garantissent la confidentialité.



### INGENIEUR CONSULTANT

AGRO-ALIMENTAIRE/BIOLOGIE

Avec 5000 personnes et près de 2 milliards de C.A., le Groupe des Apave est leader du contrôle technique réglementaire en France. Il est largement présent dans les domaines de l'assistance technique, du conseil et de la formation professionnelle.

L'APAVE PARISIENNE, principale entité du Groupe, poursuit le développement de ses activités dans les filières agro-alimentaire et biologique. Elle vous propose un poste d'études et de conseil auprès d'entreprises ou organismes publics et privés. Vos missions vous mèneront souvent dans les pays Européens.

Diplômé de l'enseignement supérieur (type ENSIA, AGRO, VÉTÉRINAIRE...), autour de la trentaine, vous avez évolué au moins trois ans dans l'environnement agro-alimentaire. Vos atouts : une expérience proche du métier, une véritable capacité rédactionnelle, un tempérament de développeur d'affaires, une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et rémunération actuelle sous référence 9557/M à APAVE PARISIENNE, Direction des Ressources Humaines, 17 rue Saineuve 75854 Paris Cedex 17. Fax (1) 40.54.57.99.



Société privée du secteur tertiaire, nous sommes leader européen dans notre domaine d'activité avec un CA de plus de 2 milliards de francs en constante progression. Notre environnement informatique : environ 70 personnes, Grands Systèmes/DB2 + Architecture Client/Serveur, SYBASE, 36 sites reliés, 1000 micro à terme en réseau. Pour accompagner notre développement dans le cadre de schémas directeurs ambitieux, nous souhaitons recruter :

### Responsable Architecture Technique

De formation Grande Ecole d'ingénieurs, vous avez nécessairement une expérience de 4 à 5 ans dans la conduite de projets à fortes composantes technique, organisationnelle et méthodologique. La connaissance des environnements Mainframe et Client/Serveur est vivement souhaitée ainsi que la pratique de l'anglais. Une expérience dans les domaines de la banque ou de l'assurance serait un plus. Nous retiendrons pour cette fonction, un candidat autonome, créatif et convaincant, doté de réelles qualités d'animation d'équipes.

Pour ce poste basé à Paris 8<sup>e</sup>, de réelles possibilités d'évolution sont offertes à un candidat motivé et ambitieux. Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo sous référence MATU à EL CONSEIL 67, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui traitera confidentiellement votre candidature.



EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

Fort d'une expérience de plus de cinquante ans dans le développement des matériels et systèmes de communication, Andrew Corporation est l'un des leaders mondiaux des systèmes de stations terrestres. Pour accompagner notre importante croissance en Europe et en Afrique, nous recherchons aujourd'hui un :

### RESPONSABLE PRODUITS EUROPE

Rattaché au directeur marketing systèmes basé aux Etats-Unis, vous animez une équipe de support technique d'ingénieurs et de techniciens dans le cadre de l'acquisition de nouveaux clients. Vous avez l'entière responsabilité technique des projets et programmes afin de réaliser les objectifs de croissance et de rentabilité : vous travaillez en étroite contact avec les clients existants et potentiels, en coopération avec la direction des ventes, pour planifier les programmes futurs, vous gérez la présentation des

offres, coordonnez la conception des systèmes et présentez à vos clients les solutions les plus adaptées. Vous avez la responsabilité de leur mise en œuvre et de leur suivi. Ce challenge s'adresse à un candidat de formation ingénieur (avec spécialisation correspondant au poste) justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans l'engineering de systèmes et dans le marketing technique de produits high-tech de communication. (Réf. A/R 2642A).

### RESPONSABLE INSTALLATIONS EUROPE

Responsable de l'installation, de la mise en marche et des essais, vous déterminez les procédures de tests, vous effectuez les recettes sur sites et vous dépanchez des équipements et des systèmes complexes. Ce poste s'adresse à un technicien de formation supérieure en électrotechnique et/ou électronique justifiant

d'au moins cinq ans dans l'installation, les tests et le dépannage de systèmes complexes. Familiarisé avec les technologies digitales, analogiques, HF et PC, vous avez l'expérience de l'installation mécanique de structures importantes telles que les antennes de stations terrestres. (Réf. A/R 2642B).

Pour les deux postes, une connaissance des stations terrestres satellites sera particulièrement appréciée et une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. De nombreux déplacements seront à prévoir. De réelles opportunités de carrières existent pour des candidats de valeur. Ecrire à J. MOLLER en précisant le poste choisi - PA Consulting Group - 114, Avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70.



PA Consulting Group  
Creating Business Advantage

PRESTATAIRE DE SERVICES A VOCATION D'EXPERTISE ET DE CONSEIL  
recherche

### CHEF DE MISSION D'EXPERTISE

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs (Centrale Paris, Supélec...) et âgé(e) de 30 ans à 35 ans, vous rejoindrez une entité d'une dizaine de personnes dont l'activité en fort développement se situe à une charnière stratégique des relations entre les collectivités locales et les grandes entreprises de service public exerçant des activités à caractère industriel et commercial.

Vous aurez à évaluer par voie d'audit les résultats obtenus par de grands opérateurs de service public, notamment en terme de qualité du produit. La responsabilité d'une équipe d'expertise et les interventions sur sites nécessitent autonomie et sens du contact.

Des capacités rédactionnelles sont indispensables pour réussir dans cette fonction où la responsabilité de la rédaction de rapports d'expertise requiert un esprit de synthèse développé.

Poste basé à Paris, déplacements en France à prévoir.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite avec le niveau de rémunération souhaité à :  
AEC - 20, rue d'Athènes, 75009 PARIS

Pascale BAILLY

vous informe de sa nouvelle adresse

91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

Tél. : 44 71 36 13



RECHERCHE ET ÉVALUATION DES CADRES

Importante industrie carrière internationale, leader mondial dans son domaine MATÉRIAUX HAUTE TECHNOLOGIE recrute pour la Direction Technique Européenne située près de FONTAINEBLEAU

### Ingénieur matériaux

Diplômé d'une Grande Ecole ou équivalent, vous avez une première expérience industrielle ou une formation par la recherche.

Très motivé par la Recherche Appliquée, vous savez mettre en valeur vos compétences techniques et votre esprit créatif dans la formulation et la caractérisation de produits nouveaux de Haute Technologie.

### Ingénieur spécialiste des surfaces

Vos connaissances et votre expérience professionnelle indispensables de 5 ans minimum dans la Physico-Chimie des surfaces (minérales et organiques) ainsi qu'une solide compréhension des phénomènes d'adhésion sont vos atouts pour développer des matériaux de pointe.

De formation Ingénieur en Physico-Chimie ou équivalent, votre forte motivation pour la Technologie et votre créativité technique feront la différence.

Ces postes vous apporteront une compétence diversifiée de haut niveau, que vous valoriserez par une carrière évolutive au sein de notre Groupe International.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV s/réf. 23287 à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex

طريقه امنه لاجل



هنا امنه لوط

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 7 JUIN 1995 / XI

# LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

## INGENIEUR CONSULTANT

AGRO-ALIMENTAIRE/BIOLOGIE

Notre PME, un des premiers constructeurs mondiaux de  
systèmes de synthèse d'images pour la vidéo professionnelle  
cherche son

### Directeur Commercial

Venez animer notre équipe de 12 personnes, notre réseau de Distributeurs en France et à l'Export (70 % de notre CA), développer notre Chiffre d'Affaires (40 MF) et prendre en main notre politique et notre gestion commerciale. Basé à GRENOBLE, vous vous déplacez dans le monde entier 1/4 du temps environ. A 40 ans, diplômé Ecole de Commerce, vous êtes déjà Directeur Commercial ou Chef des Ventes Export. Familier de la Vidéo et de l'informatique, vous avez l'expérience réelle des négociations internationales. Ouvert, rigoureux, vous avez une personnalité solide et chaleureuse d'animateur d'équipe, l'esprit de synthèse et beaucoup de vitalité. Vous parlez ANGLAIS bien sûr. Merci d'adresser votre candidature - sous réf. LM 505310 - à notre Conseil Christine JAUMES MENWAY Consultants 25, rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE.

MENWAY  
CONSULTANTS

Filiale d'un  
groupe international,  
notre société  
(CA 1,2 milliard de francs,  
1.600 personnes) est  
spécialisée dans les  
installations permettant  
la production, le transport,  
la distribution et le contrôle  
de l'énergie électrique,  
principalement dans les  
secteurs industriels  
et tertiaires.

### Responsable de Zone Export

AFRIQUE - MOYEN-ORIENT

**MISSION :** Basé en région parisienne, rattaché au Directeur de l'International, vous commercialiserez les trois grandes activités que sont la ligne moyenne, haute et très haute tension, le poste de transformation et l'électricité industrielle. Vos principales missions consisteront à prospecter, apprécier la faisabilité des affaires et évaluer le montant global de l'enveloppe, transmettre et présenter les projets au B.E. central du siège afin de les faire chiffrer, participer au montage administratif, juridique et financier des dossiers et en assurer le suivi et la coordination jusqu'à l'obtention définitive du contrat.

**PROFIL :** 30 à 40 ans, diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez une expérience professionnelle de 5 ans minimum à l'international et possédez de très bonnes connaissances dans le domaine de l'installation électrique, de la production ou de la transformation d'énergie. Bilingue anglais, la maîtrise de l'espagnol serait un plus. De très bon niveau de culture générale, vous êtes autonome, diplomate et possédez une réelle aisance relationnelle, un sens commercial aiguisé.

Adresser votre candidature à notre cabinet CHARLES MEAUX CONSEIL BP 111 - 59027 LILLE Cedex.

apave

## PRODUITS EUROPE

## INSTALLATIONS EUROPE

PA

## matériaux

## spécialiste des surfaces

## legris S.A.

LA MAITRISE DES FLUIDES

Notre société d'envergure internationale (500 MF de CA et 800 pers.) spécialisée dans les systèmes de raccordement et de robinetterie pour l'industrie et certifiée norme ISO 9001, recherche un :

### CHEF DE PRODUITS

Poste basé à Rennes

Missions :

- définir et proposer les actions marketing à entreprendre concernant la gamme de produits ;
- Pour les nouveaux produits :
  - définir les cahiers de charges,
  - établir les prévisions des ventes,
  - préparer les dossiers de lancement,
  - préparer les modules "formation produits" pour les équipes commerciales.
- Pour les produits déjà commercialisés :
  - suivre et proposer des actions.

Objectif :

- Participer à la mise en œuvre du plan marketing de l'entreprise en renforçant son leadership mondial et en identifiant les opportunités pour l'avenir

Profil :

- Ingénieur mécanicien type Centrale - ENSI
- 6 ans d'expérience dans le marché d'automatisation industrielle (terrain + marketing - 2 ans)
- Maîtrise de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et présentations sous réf. MDCP à : Véronique MILET - LEGRIS S.A. - 74, rue de PARIS - BP 1105 - 35014 Rennes cedex.

LEGRIS INDUSTRIES

## acataires

Vous êtes en 3ème année ou  
Jeunes Diplômés 94 d'une  
grande école de commerce ou  
d'ingénieurs ? Disponibles et  
curieux, venez affirmer vos talents  
au sein d'une grande Agence  
Conseil en Communication.

### VOTRE MISSION ?

Participer comme vacataire (rémunéré) à des  
pré-tests de campagne publicitaire  
qui auront lieu dans nos locaux de  
Boulogne.  
Vous vous êtes reconnus ?  
Rejoignez-nous en déposant  
votre dossier de candidature sur  
3615 EUROMES code VAC

A BIENTOT !

3615  
EUROMES

## INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT

Notre société industrielle,  
équipementière de l'au-  
tomobile, leader euro-  
péen sur son marché,  
propose à l'ensemble  
des constructeurs des  
fonctions techniques  
élaborées, développées  
au sein de BE disposant  
de puissants moyens de  
calcul.  
Nos usines sont implan-  
tées dans les principaux  
pays d'Europe occide-  
tale, et centrale. Nous  
poursuivons notre déve-  
loppement aux USA, en  
Amérique du Sud ainsi  
qu'en Chine. Notre  
Direction Commerciale  
recrute

De préférence Ingénieur généraliste, vous  
avez acquis, à 35 ans environ, une expé-  
rience incontestable de l'industrie automobile.

Vous développerez nos relations avec les  
constructeurs internationaux, vous identifier-  
ez leurs nouveaux projets et vous assurerez  
la coordination des études techniques entre  
les clients et notre Direction Technique.  
Une part, et le suivi des transferts des pro-  
jets industriels entre les différents usines  
européennes d'autre part. Vous formaliserez  
les offres commerciales.

La pratique parfaite de l'anglais et de l'alle-  
mand est nécessaire. Ce poste est destiné à  
un candidat de valeur désireux d'évoluer au  
sein d'une entreprise et de produits en plein  
développement.

Merci d'adresser votre dossier de candi-  
dature (lettre manuscrite, CV, photo et  
présentations) en mentionnant la référence  
1113AD à notre Conseil Pierre  
LEMAHIEU.

Synergies

RECRUTEMENT

## INGÉNIEUR CHEF DE PRODUIT



Division Films et  
Emballages Spéciaux

UNE PRESENCE MONDIALE

Leader mondial sur le marché des produits diélectriques de haute technologie  
et des produits pour emballages spéciaux, notre importante division (750 Pers.,  
• 550 millions de Francs de C.A., - 90% export - Filiales aux USA - JAPON  
- CHINE - ITALIE) complète ses structures marketing à QUIMPER.

Chef de produit au sein de la Direction Marketing du film diélectrique et en  
relation étroite avec nos Clients, nos Commerciaux, la Recherche et Développe-  
ment, la Qualité et la Production, vous assurerez, au sein de notre équipe de  
4 personnes, la réussite de missions aussi passionnantes que  
déterminantes : • Assistance technique à la vente, tous produits diélectriques, tous  
marchés, tous pays. • Développement d'un Marketing actif, anticipant l'évolution  
technique, qualitative et quantitative des marchés. • Animation harmonieuse et effi-  
cace des coopérations transversales internes entre Vente, R & D, Production et Mar-  
keting. • Traitement des réclamations.

Cette séduisante situation évolutive, ouverte à l'échelle mondiale de notre  
Groupe, nécessite une formation d'ingénieur en Electricité ou Electrotechnique,  
complétée d'une fine sensibilité Marketing et Economie du Produit développée  
en première expérience professionnelle "Produits" ou "Affaires". Dans cet  
environnement pointu et formateur, vos grandes capacités personnelles  
- ascendant naturel, force de conviction, goût des contacts, maîtrise de l'Anglais  
- apporteront à votre Fonction Produit ses qualités de passage obligé, naturel et  
moteur au sein de notre Division.

Pour préparer notre rencontre, merci d'adresser votre  
candidature (lettre + CV + photo et rémunération) sous  
référence ICP 129 à notre conseil - B. La Nesleux

CROISSANCE  
RESSOURCES HUMAINES

CROISSANCE  
4, Bd de Cracovie - 29000 QUIMPER

## Directeur des Ventes

Rémunération très motivante liée aux résultats

Paris

Participez au développement d'un des tout premiers groupes mondiaux  
de l'univers informatique

### LA SOCIÉTÉ

- Société américaine, fortes ambitions en France et en Europe.
- Exceptionnel potentiel de croissance.
- Leader mondial des produits de communication à forte image dans l'industrie informatique.

### LE POSTE

- Sous la responsabilité du Directeur de la filiale française, vous devrez :
  - définir et animer la politique commerciale de la société en privilégiant des objectifs de croissance,
  - encadrer et dynamiser une équipe de

4 ingénieurs commerciaux.

### PROFIL RECHERCHE

- 30/35 ans, excellente formation supérieure.
- Vendeur dans l'âme, fortement motivé par les résultats.
- Excellente connaissance du marché informatique et de l'encadrement d'équipes de vente.
- Dynamique et énergique, vous serez, par votre potentiel et vos réalisations concrètes, l'un des artisans du développement d'un groupe de renommée mondiale.
- Anglais impératif, expérience idéalement acquise dans un environnement anglo-saxon.

Merci d'adresser votre CV, coordonnées professionnelles, rémunération actuelle sous  
réf. LM/0507 à Emmanuel DUPONT, N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

N.B.S.



## CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

### DEPARTMENT OF LANGUAGES AND EUROPEAN STUDIES CHAIR/READERSHIP IN FRENCH

Aston University is seeking to appoint an outstanding individual to further strengthen its research and teaching activities in French, and the senior leadership of both the Department of Languages and European Studies and the University. Applications are invited from active and productive scholars who are interested in building on the research reputation of French Studies at Aston. No area of French Studies is a priori excluded from consideration, although it is hoped that applicants will be interested in collaborative research, both within the Department and with colleagues elsewhere.

Preference will be given to candidates who share our interest in the study of French society, focusing on the contemporary political, cultural or business contexts, or on language as applied in these contexts.

Anyone wishing to discuss the post informally may approach

Professor N B R Reeves, Head of the Department of Languages and European Studies; Professor D E Agar; or Dr J Gaffney, Director of French Studies.

The Vice-Chancellor, Professor Sir Frederick Crawford, may also be approached directly. Tel: 0121 359 3611.

Salary

Professor: salary negotiable

Reader: within the range £27,018 p.a. to £30,533 p.a.  
and exceptionally to £33,001 p.a.

A continuing appointment, secondment or fixed-term contract will be considered, with appropriate remuneration.

Further information available from:

The Personnel Officer, Aston University,

Aston Triangle, Birmingham, B4 7ET,

United Kingdom,

quoting ref. no 9515/234.

Tel: 19-44-121-359-0670

(24-hour answerphone).

Fax: 19-44-121-359-6470.

Electronic address:

"secrag@aston.ac.uk".

ASTON UNIVERSITY

## SECTEUR PUBLIC

Collectivités Territoriales - Ministères

La Région Haute-Normandie recrute selon conditions statutaires uniquement (par voie de mutation, détachement ou inscription sur liste d'aptitude)

### UN CONTROLEUR DE GESTION à la Direction Administrative et Financière

Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, vous serez chargé du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques.

Cadre A ou assimilé, vous avez de solides connaissances en comptabilité publique et maîtrisez impérativement l'outil informatique. Fort d'une expérience similaire, discret et disponible, vous avez de bonnes capacités d'analyse.

Ce poste s'adresse exclusivement à des agents titulaires de la fonction publique.

Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo avant le 15 mai 1995 à M. le Président du Conseil Régional de Haute-Normandie, Service des Ressources Humaines, 26 Bd Gambetta, B.P. 1129, 76174 Rouen Cédex.



### RESPONSABLE NORMES COMPTABLES

Nous comptons sur vous pour dynamiser une fonction en plein essor au sein d'un grand groupe bancaire et financier :

moderniser les outils, développer le tissu d'interlocuteurs, recenser et satisfaire les besoins, etc.

A la tête d'une petite équipe de cadres expérimentés, vous superviserez :

■ la gestion du recueil organisation et normes comptables,

■ la mise en œuvre des normes,

■ l'animation du réseau des correspondants (responsables comptables et auditeurs internes),

■ le traitement des dossiers d'études,

■ la gestion du plan de comptes.

Vos atouts : une formation comptable supérieure (DESCF, école de commerce, maîtrise de gestion...), une

bonne connaissance des activités de marché (indispensable), 3 à 5 ans d'expérience en cabinet d'audit ou dans le service comptable d'une banque.

Persuasif, rigoureux, vous montrerez de réelles capacités d'encadrement, le sens des contacts et du goût pour la rédaction.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. à SAFARI sous référence RNC - 17, bd Poissonnière - 75082 Paris cedex 02, qui transmettra

## LES DIRIGEANTS

Direction Générale  
Direction Générale Adjointe - Secrétaire Général

Nous sommes leader mondial dans la fabrication et la commercialisation de produits de grande consommation. Nous créons, auprès de la Direction Générale, le poste de

### Directeur Industriel Groupe

- prendre en charge l'activité industrielle de l'ensemble des sites de production, France et étranger,
- définir et faire réaliser les plans de charge de chaque site en réponse aux besoins des marchés,
- développer les méthodes permettant de produire au meilleur coût,
- optimiser les moyens de production en renforçant les synergies industrielles inter-sites,
- animer la démarche qualité au sein du Groupe,
- participer, par l'analyse de la valeur, au développement des nouveaux produits,

sont les missions principales que nous confierons à un Ingénieur généraliste (AM, ECP/ECL, INSA...) âgé de 40 ans environ.

Homme de méthode et de rigueur possédant une excellente maîtrise des missions à remplir, vous nous apporterez une solide expérience dans des unités de fabrication et d'assemblage multi-matériaux proches des nôtres (plastique, outillages, traitements de surface...).

L'environnement international de notre Groupe implique une parfaite maîtrise de l'anglais.

Le poste est basé en Rhône Alpes.

Denis BOUSSON, notre Conseil, vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation sous référence 1134

RHOC

19 place Tolozan - 69001 LYON

C'est pour trouver, c'est aussi pour  
proposer un emploi, c'est tous les mardis\*  
c'est le Monde Initiatives



Pour agir et pour réfléchir

قائمة المندوبين



هنا امره لخص

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 7 JUIN 1995 / XIII

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

REASSURANCE

PARIS

### JEUNE CADRE COMPTABLE

Nous sommes une Société de Réassurances, filiale de GROUPAMA. Notre Direction Comptable et Financière recherche un diplômé d'études supérieures et de formation comptable. Dans un premier temps, vous serez chargé, en relation directe avec le Directeur du Département, de préparer les cahiers des charges des applications informatiques, de l'assistance et de l'aide au développement des outils micro-informatique, de diverses études d'organisation - notamment en matière de procédures - et de participer à la préparation des travaux de consolidation en direction du groupe.

Vous avez environ 30 ans, une première expérience de l'organisation et de la comptabilité acquise au sein d'une entreprise d'assurances ou en cabinet d'audit.

En cas de réussite, vous pourrez vous voir confier une responsabilité comptable opérationnelle au sein de votre Département.

Merci d'adresser CV (+ photo), lettre de motivation manuscrite et prétentions avec la réf. : 9501 à

SOREMA - Secrétariat Général  
20, rue Washington - 75008 PARIS.



### Contrôleur de gestion industriel

Un important groupe industriel leader sur le marché du second œuvre bâtiment, recherche pour son siège situé à Paris un responsable administratif et financier.

En étroite collaboration avec le directeur financier, vous êtes responsable du contrôle de gestion. Vous mettez en place les procédures, moyens et outils nécessaires pour assurer un contrôle de gestion efficace, suivre les budgets, les prix de revient et analyser les investissements. Vous êtes en outre responsable de la comptabilité, de la trésorerie et de la gestion du personnel.

A 30 ans environ, de formation grande école de gestion ou équivalent, vous souhaitez valoriser une expérience de contrôle de gestion acquise en entreprise industrielle ou en cabinet d'audit et vous investirez dans une entreprise dynamique où votre potentiel trouvera à s'exprimer par des réalisations concrètes.

Disponibilité et mobilité sont les facteurs clés de votre évolution.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence LM 146 T à notre conseil ARCO, 22-24 rue du Président-Wilson, 92532 Levallois-Perret Cedex.

ARCO

Fille d'un groupe industriel international, nous recherchons pour une de nos divisions

### Analyste Financier Bilingue anglais

Rattaché au Directeur Financier européen et en liaison avec les contrôleurs de gestion, la Direction de l'usine et la Direction Générale européenne, vous serez chargé d'établir les prévisions financières, les budgets d'exploitation et d'investissement.

Vous développerez des projections financières cohérentes avec les plans stratégiques à long terme. Vous participerez activement à la prise de décision en matière d'approvisionnement de matériels ; vous fournirez des renseignements financiers pertinents aux Directions mondiales...

De formation Grande Ecole, 3ème cycle, MBA, ... vous avez une expérience de 3 à 4 ans dans le domaine financier en environnement industriel, dont une année au moins en comptabilité analytique. La compréhension des opérations de fabrication, des compétences en gestion de la Qualité Totale et une parfaite maîtrise de l'anglais (écrit et oral) sont nécessaires pour réussir dans cette fonction. La connaissance de l'italien serait un plus.

Pour ce poste autonome et à fortes responsabilités, situé au Nord-Est de Paris (métro), nous souhaitons rencontrer un candidat dynamique doté d'excellentes aptitudes à l'animation d'équipes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et salaire actuel sous réf. FIT à EL CONSEIL - 67 rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.



EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

### SORGEM EVALUATION

département d'expertises financières de SORGEM, recherche pour réaliser des missions d'évaluation (sociétés, actifs incorporels, préjudices économiques...)

#### FINANCIAL ANALYST

de formation école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, ESCP) ou DESS Finance, plus certificats d'expertise comptable.

Vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans un Cabinet d'expertise comptable, d'audit ou comme analyste financier dans une banque ou une société de bourse.

Il est offert une rémunération fixe de base avec intéressement.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite à :

S. SAUVAGE - SORGEM - 11 rue Leroux - 75116 PARIS

### Importante collectivité de l'économie sociale

avec son siège à PARIS

RECHERCHE

### Un responsable du personnel

auprès du directeur général, membre du comité de direction.

Il assure les fonctions de :

- Gestion administrative du personnel
- Relation avec les instances représentatives
- Formation - Communication
- Services Généraux

Bonne connaissance de la paie et de la législation du travail exigée.

Adresser candidature et curriculum vitae, sous référence 4279, à ACP - BP 229 - 93523 Saint-Denis cedex

## JURISTES

### JURISTE



Avec un CA de 3,3 Milliards, 110.000 logements locatifs en gestion, 2.000 logements construits chaque année, le Groupe 3F est un acteur important dans le secteur immobilier.

En collaboration avec notre responsable de département, vous aurez un rôle de conseil auprès de vos interlocuteurs, dans tous les domaines du droit immobilier, notamment de la construction.

Engager et suivre des procédures judiciaires fera également partie de vos attributions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation) sous la réf. 253 H à B & Co 66, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.



Centrale d'Achats de biens d'équipements pour les établissements publics (32 sites en métropole - 5,5 milliards de CA) recherche un

### JURISTE D'ENTREPRISE HF

Rattaché ou Sous-Directeur des Affaires Juridiques et Contentieuses, vous aurez pour objectif d'assurer la sécurité juridique de l'entreprise par le développement d'expertises dans les domaines du droit de la concurrence et de la consommation, du droit des affaires (réglementation nationale et européenne).

#### Vos missions principales :

- recenser, analyser et faire connaître les dispositions législatives et réglementaires applicables,
- assister et conseiller toutes les composantes de l'entreprise,
- élaborer des contrats, donner votre avis sur les pièces officielles,
- procéder à toute étude juridique dans ces domaines,
- participer aux actions de formation et de représentation de la Sous-Direction.

Titulaire d'un diplôme de 3ème cycle, vous justifiez d'une très bonne connaissance du droit de la concurrence et de la consommation ainsi que du droit des affaires.

Une première expérience sera appréciée ainsi que la connaissance du droit public.

Poste à pourvoir à Champs-sur-Marne (77) - (proche R.E.R.).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence JUR/MO à UGAP - Direction des Ressources Humaines - Département Emplois et Carrières - 1 Bd Archimède - Champs-sur-Marne - 77444 Marne-la-Vallée Cedex 2.

## EUR PUBLIC

des Territoriales - Ministère

Indice vérifié selon conditions statutaires uniquement en inscription sur liste d'aptitude

### IR DE GESTION

Managère

Administratif et Financier, vous serez chargé de la gestion des ressources humaines et financières de l'entreprise.

Vous serez responsable de la comptabilité et de la gestion des ressources humaines et financières de l'entreprise.

Vous serez responsable de la gestion des ressources humaines et financières de l'entreprise.

Vous serez responsable de la gestion des ressources humaines et financières de l'entreprise.

### ONSABLE NORMES COMPTABLES

Vous serez responsable de la gestion des ressources humaines et financières de l'entreprise.

Vous serez responsable de la gestion des ressources humaines et financières de l'entreprise.

trouver, c'est aussi pour emploi, c'est tous les mardis le Monde Initiatives



Le Monde



# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines

## CONSULTANTS EXPÉRIMENTÉS (X, Mines, HEC, ESCP...) 27 - 35 ans (environ)

Trop de schémas, pourtant rassurants, montrent aujourd'hui leurs limites.

Europe a la certitude qu'il est temps de redonner à l'Entreprise toutes ses capacités d'innovation. Les réussites durables, nous en sommes convaincus, appartiennent aux hommes et aux organisations qui, au-delà du *quoi* et du *pourquoi*, savent réinventer leur *comment*.

Pour Europe, le *comment* est un domaine en soi qui exige une stratégie: la *Stratégie de Réalisation*.

C'est sur ce concept nouveau que l'équipe Europe a bâti une expertise qui lui est spécifique. Elle a développé, pour faire face aux trois enjeux majeurs de l'Entreprise, - Social, Management, Technologie -, des démarches et outils appropriés, et aujourd'hui éprouvés.

Délibérément orientés vers l'innovation, nous construisons avec chacun de nos clients le *comment* qui assure la réussite de ses projets.

Pour accompagner notre développement nous recherchons aujourd'hui des candidats qui, issus de l'univers du conseil en organisation ou en stratégie ou forts d'une solide expérience opérationnelle, souhaitent investir toute leur intelligence dans un projet ambitieux dont ils partageront les convictions.

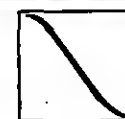
Si comme nous, vous pensez que la capacité d'innovation, le sens du risque et le courage sont des qualités indispensables pour réussir le management de demain, adressez-nous C.V. et lettre manuscrite, nous serons heureux de vous rencontrer.

Laurence GROUSSET - Europe - 32, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

**STRATEGIE DE REALISATION®**  
**STRATEGIE DE REALISATION®**  
**STRATEGIE DE REALISATION®**



PROJET  
STRATEGIE  
DEVELOPPEMENT  
32, RUE DE  
LA BIENFAISANCE  
75008 PARIS  
TEL : (1) 45 22 10 25  
FAX : (1) 42 94 19 73



Les Editions NATHAN  
recherchent un

## CONTROLEUR DE GESTION SENIOR (H/F)

Sous la responsabilité de la directrice du Contrôle de Gestion, vous assurerez :

- l'ensemble du contrôle de gestion d'une branche éditoriale,
- la responsabilité de l'établissement des budgets et du contrôle budgétaire,
- le compte d'exploitation prévisionnel des ouvrages et collections,
- l'examen de la rentabilité,
- l'élaboration des tableaux de bord mensuels,
- le conseil aux opérationnels.

### Profil :

Agé de 35/40 ans, vous disposez d'une formation supérieure Ecole de Commerce ou maîtrise de gestion Dauphine et d'une solide expérience en contrôle de gestion en édition d'environ 5 à 10 ans.

Par ailleurs, une expérience en comptabilité serait un plus. La disponibilité, les qualités relationnelles et une grande rigueur sont indispensables à ce poste.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : NATHAN DRH - Réf. BGA/OGS 9 rue Méchain - 75014 PARIS.

GRUPE  
D'ACTE

NATHAN

# JURISTES

Notre client est une entreprise leader mondial sur son marché (électronique/informatique). Son expansion forte et rapide la conduit à renforcer son équipe juridique et à rechercher un

## Jeune Juriste International

Intégré à une équipe de trois juristes de même profil, vous prendrez en charge la rédaction des contrats et participerez à leur négociation en étroite relation avec les Ingénieurs d'Affaires dans différents domaines : brevets, licences, partenariats, joint ventures, accords commerciaux et de distribution,.... et ce, dans un contexte tout à fait international.

Le profil recherché est celui d'un jeune juriste (2 à 3 ans d'expérience acquise en entreprise ou en cabinet) possédant une double formation juridique française et anglo-saxonne (DESS Droit des Affaires + LLB ou équivalent). Une formation complémentaire en finance ou en commerce international serait appréciée.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand fortement souhaitée.

Le poste est basé à Paris mais nécessite de fréquents déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 561.95 à notre conseil CRITERE, 4 rue du Général Lanrezac, 75017 PARIS.

 Critère

## JURISTE DROIT SOCIAL



VOUS N'IMAGINEZ PAS TOUT CE QUE CITOYEN PEUT FAIRE POUR VOUS

قائمة امه الاصل